SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME CXLII **1933-1934** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Page

N° 3276. — Italie et Suisse :

Convention sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires. Signée à Rome, le 3 janvier 1933 17

N° 3277. — Luxembourg et Norvège :

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signé à Genève, le 12 février 1932 29

N° 3278. — Autriche et Tchécoslovaquie :

Traité concernant les assurances sociales, avec protocole final, signés à Prague, le 5 septembre 1931, et deuxième protocole final, signé à Prague, le 18 janvier 1933 41

N° 3279. — Hongrie et Italie :

Convention pour l'exécution définitive des Conventions du 27 mars 1924 et du 21 mai 1927, sur les dettes et créances, et de la Convention du 27 mars 1924 sur la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie. Signée à Rome, le 12 novembre 1932. 87

N° 3280. — Hongrie et Italie :

Convention sur le tribunal arbitral mixte constitué en application de l'article 239 du traité de paix de Trianon, avec protocole. Signés à Rome, le 12 novembre 1932 95

N° 3281. — Hongrie et Italie :

Convention pour l'exécution de la Convention du 27 mars 1924, à l'égard de la première société d'assurances de Budapest. Signée à Rome, le 12 novembre 1932. 101

N° 3282. — Hongrie et Italie :

Accord relatif aux questions financières. Signé à Rome, le 12 novembre 1932 109

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME CXLII **1933-1934** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 3276. — Italy and Switzerland :

Convention regarding the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Rome, January 3, 1933 ... 17

No. 3277. — Luxemburg and Norway :

Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Geneva, February 12, 1932 ... 29

No. 3278. — Austria and Czechoslovakia :

Treaty concerning Social Insurance, and Final Protocol, signed at Prague, September 5, 1931, and Second Final Protocol, signed at Prague, January 18, 1933 ... 41

No. 3279. — Hungary and Italy :

Convention for the Definitive Execution of the Conventions of March 27, 1924, and May 21, 1927, on Debts and Claims, and of the Convention of March 27, 1924, on the Liquidation of the Property of Hungarian Nationals in Italy. Signed at Rome, November 12, 1932 ... 87

No. 3280. — Hungary and Italy :

Convention on the Mixed Arbitral Tribunal set up in Application of Article 239 of the Treaty of Peace of Trianon, with Protocol. Signed at Rome, November 12, 1932 ... 95

No. 3281. — Hungary and Italy :

Convention for the Execution of the Convention of March 27, 1924, with regard to the First Insurance Company of Budapest. Signed at Rome, November 12, 1932. ... 101

No. 3282. — Hungary and Italy :

Agreement relating to Financial Questions. Signed at Rome, November 12, 1932 ... 109

Page

N° 3283. — Hongrie et Italie :

Déclaration concernant les dettes des anciennes autorités communes austro-hongroises et du fisc hongrois. Signée à Rome, le 12 novembre 1932 115

N° 3284. — Italie et Luxembourg :

Traité de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Luxembourg, le 15 avril 1932... 119

N° 3285. — France et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement commercial. Paris, le 13 mars 1933... ... 131

N° 3286. — Chili et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement pour le règlement de certaines créances commerciales. Santiago, le 8 mars 1933 147

N° 3287. — Autriche et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des poinçons d'épreuves des armes à feu. Londres, le 27 juillet 1933 157

N° 3288. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde et France :

Arrangement au sujet des expulsions hors de certains territoires britanniques et français. Signé à Paris, le 29 juillet 1933 165

N° 3289. — Norvège et Suède :

Echange de notes relatif à la franchise de douane pour les cadeaux de Noël destinés aux marins. Stockholm, le 9 octobre 1933 171

N° 3290. — Finlande et Hongrie :

Echange de notes comportant un arrangement en vue de réprimer la contrebande des marchandises alcooliques. Budapest, le 23 novembre 1932 179

N° 3291. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Finlande :

Convention concernant la suppression de l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande, avec déclaration. Signées à Londres, le 13 octobre 1933 187

N° 3292. — Union Sud-Africaine et Rhodésie du Sud :

Echange de notes comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales. Le Cap, le 8 avril 1932, et Salisbury, le 21 avril 1932 ... 197

N° 3293. — France et Suisse :

Convention concernant l'assistance aux indigents, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 9 septembre 1931 205

N° 3294. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Lettonie :

Echange de notes comportant un accord commercial. Londres, le 6 juillet 1933 217

Page

No. 3283. — Hungary and Italy :

Declaration concerning the Debts of the Former Joint Austro-Hungarian Authorities and of the Hungarian Revenue Department. Signed at Rome, November 12, 1932. 115

No. 3284. — Italy and Luxemburg :

Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Luxemburg, April 15, 1932. 119

No. 3285. — France and Sweden :

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Paris, March 13, 1933 131

No. 3286. — Chile and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Settlement of Certain Commercial Debts. Santiago, March 8, 1933 147

No. 3287. — Austria and Great Britain and Northern Ireland :

Exchange of Notes respecting Reciprocal Recognition of Proof-Marks on Fire-arms. London, July 27, 1933 157

No. 3288. — Great Britain and Northern Ireland, India and France :

Agreement regarding Deportations from Certain British and French Territories. Signed at Paris, July 29, 1933 165

No. 3289. — Norway and Sweden :

Exchange of Notes relating to Exemption from Customs Duty for Christmas Presents addressed to Sailors. Stockholm, October 9, 1933 171

No. 3290. — Finland and Hungary :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Prevention of Smuggling of Alcoholic Goods. Budapest, November 23, 1932 179

No. 3291. — Great Britain and Northern Ireland and Finland :

Convention concerning the Suppression of the Illicit Importation of Alcoholic Liquors into Finland, with Declaration. Signed at London, October 13, 1933 187

No. 3292. — Union of South Africa and Southern Rhodesia :

Exchange of Notes constituting an Agreement in regard to the Avoidance of Double Death Duties. Capetown, April 8, 1932, and Salisbury, April 21, 1932... 197

No. 3293. — France and Switzerland :

Convention concerning Assistance to Indigent Persons, with Protocol of Signature. Signed at Paris, September 9, 1931 205

No. 3294. — Great Britain and Northern Ireland and Latvia :

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. London, July 6, 1933 217

Page

N° 3295. — Hongrie et Tchécoslovaquie :

Convention au sujet de l'application du règlement international de police de la navigation sur le secteur du Danube qui forme frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ainsi qu'au sujet de la réglementation de l'exercice de la navigation sur ledit secteur du fleuve, avec protocole additionnel, signés à Praha, le 14 novembre 1928, et second protocole additionnel, signé à Budapest, le 30 janvier 1931 et à Prague, le 10 mars 1931 227

N° 3296. — Hongrie et Pologne :

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Budapest, les 2 août et 9 décembre 1931, 5 mai, 1er et 9 juillet 1932 239

N° 3297. — Honduras et Nicaragua :

Traité concernant la liberté du commerce entre les deux pays. Signé à Managua, le 30 janvier 1930... 241

N° 3298. — Allemagne et Pologne :

Echange de notes comportant un arrangement au sujet de l'application du titre I de la Convention polono-allemande du 22 juin 1922 sur les mines de la Haute-Silésie. Varsovie, le 15 décembre 1931 249

N° 3299. — Brésil et Pologne :

Traité de conciliation. Signé à Rio-de-Janeiro, le 27 janvier 1933 255

N° 3300. — Pologne et Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

Convention concernant la procédure à suivre pour l'examen et le règlement des incidents et conflits de frontière, avec protocole final, protocole additionnel et protocole de signature. Signés à Moscou, le 3 juin 1933 265

N° 15B. — Etats-Unis d'Amérique et Egypte :

Accord relatif à l'arbitrage de la réclamation de George J. Salem. Signé au Caire, le 20 janvier 1931 309

N° 16B. — Etats-Unis d'Amérique et Egypte :

Traité de conciliation. Signé à Washington, le 27 août 1929 317

N° 17B. — Etats-Unis d'Amérique et Egypte :

Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 27 août 1929 323

N° 18B. — Etats-Unis d'Amérique et Arabie Saoudienne :

Accord provisoire en matière de représentation diplomatique et consulaire, de protection juridique, de commerce et de navigation. Signé à Londres, le 7 novembre 1933 ... 329

Page

No. 3295. — Hungary and Czechoslovakia :

Convention with regard to the Application of the International Police Regulations for Navigation on the Section of the Danube forming the Frontier between Hungary and Czechoslovakia, and with regard to the Regulation of Navigation on the said Section of the River, with Additional Protocol, signed at Prague, November 14, 1928, and Second Additional Protocol, signed at Budapest, January 30, 1931, and at Prague, March 10, 1931 ... 227

No. 3296. — Hungary and Poland :

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Budapest, August 2 and December 9, 1931, May 5, July 1 and 9, 1932 ... 239

No. 3297. — Honduras and Nicaragua :

Treaty regarding Freedom of Commerce between the two Countries. Signed at Managua, January 30, 1930 ... 241

No. 3298. — Germany and Poland :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Chapter I of the German-Polish Convention of June 22, 1922, relating to the Mines of Upper Silesia. Warsaw, December 15, 1931 ... 249

No. 3299. — Brazil and Poland :

Treaty of Conciliation. Signed at Rio de Janeiro, January 27, 1933... 255

No. 3300. — Poland and Union of Soviet Socialist Republics :

Convention regarding the Procedure for investigating and settling Frontier Incidents and Disputes, with Final Protocol, Additional Protocol and Protocol of Signature. Signed at Moscow, June 3, 1933 ... 265

No. 15B. — United States of America and Egypt :

Agreement regarding Arbitration of the Claim of George J. Salem. Signed at Cairo, January 20, 1931 ... 309

No. 16B. — United States of America and Egypt :

Treaty of Conciliation. Signed at Washington, August 27, 1929 ... 317

No. 17B. — United States of America and Egypt :

Treaty of Arbitration. Signed at Washington, August 27, 1929 ... 323

No. 18B. — United States of America and Sa'udi Arabia :

Provisional Agreement in regard to Diplomatic and Consular Representation, Juridical Protection, Commerce and Navigation. Signed at London, November 7, 1933 ... 329

Page

ANNEXE XXXV. — *Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.*

N° 171. — Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.

Adhésion ... 340

N° 297. — Convention portant réglementation de la navigation aérienne. Signée à Paris, le 13 octobre 1919.

Protocole relatif à des amendements aux articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 et aux clauses finales de la convention ci-dessus. Signé à Paris, le 15 juin 1929.

Présentation à l'enregistrement ... 340

Protocole relatif à des amendements aux articles 34 et 40 de la Convention portant règlementation de la navigation aérienne du 13 octobre 1919. Signé à Paris, le 11 décembre 1929.

Présentation à l'enregistrement ... 341

N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.

Adhésions ... 341

N° 1367. — Convention commerciale entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, signée à Varsovie, le 23 avril 1925, avec annexes A. B. C. D. E. F. et protocole final ; Protocole additionnel N° I, signé à Prague le 3 juillet 1925 : Protocole additionnel N° II, signé à Prague, le 21 avril 1926 ; Protocole additionnel N° III, signé à Prague, le 9 février 1928 ; Protocole additionnel N° IV, signé à Varsovie, le 26 juin 1928 ; Echange de notes concernant le tarif douanier appliqué : 1. aux tapis d'escaliers, 2. à la bière en tonneaux, Varsovie, le 12 janvier 1931; et Echange de notes modifiant le texte du modèle de carte de légitimation pour voyageurs de commerce annexé à la convention commerciale ci-dessus, Varsovie, le 21 février 1930.

Dénonciations ... 342

N° 1379. — Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes et protocole. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.

Ratification ... 342

N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.

Echange de notes concernant l'application des dispositions du traité ci-dessus au Protectorat de l'Ouganda. Athènes, les 5 et 9 août 1933 ... 343

Echange de notes concernant l'application au Protectorat du Somaliland des dispositions du traité susmentionné. Athènes, les 13 et 23 octobre 1933 ... 345

N° 1598. — Convention de commerce et de navigation entre l'Estonie et la Grèce. Signée à Tallinn, le 4 janvier 1927.

Echange de notes comportant un accord modifiant la convention ci-dessus. Varsovie, le 22 février 1933 ... 347

Page

ANNEX XXXV. — *Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.*

No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit. Barcelona, April 20, 1921.

Accession ... 340

No. 297. — Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation. Signed at Paris, October 13, 1919.

Protocol concerning Amendments to Articles 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 and to the Final Provisions of the Above-mentioned Convention. Signed at Paris, June 15, 1929.

Presentation for registration ... 340

Protocol concerning Amendments to Articles 34 and 40 of the Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation of October 13, 1919. Signed at Paris, December 11, 1929.

Presentation for registration ... 341

No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12, 1923.

Accessions ... 341

No. 1367. — Commercial Convention between Poland and Czechoslovakia, signed at Warsaw, April 23, 1925, with Annexes A. B. C. D. E. F. and Final Protocol ; Additional Protocol No. I, signed at Prague, July 3, 1925 ; Additional Protocol No. II, signed at Prague, April 21, 1926 ; Additional Protocol No. III, signed at Prague, February 9, 1928 ; Additional Protocol No. IV, signed at Warsaw, June 26, 1928 ; Exchange of Notes regarding the Customs Tariff applied to : 1. Stair Carpets, 2. Beer in Casks, Warsaw, January 12, 1931 ; and Exchange of Notes modifying the Specimen Identity Card for Commercial Travellers, annexed to the Above-mentioned Commercial Convention. Warsaw, February 21, 1930.

Denunciations ... 342

No. 1379. — Convention and Statute on the International Regime of Maritime Ports and Protocol. Signed at Geneva, December 9, 1923.

Ratification ... 342

No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece and Accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.

Exchange of Notes respecting the Application to the Uganda Protectorate of the Provisions of the Above Treaty. Athens, August 5 and 9, 1923 ... 343

Exchange of Notes regarding the Application to the Somaliland Protectorate of the Provisions of the Above-mentioned Treaty. Athens, October 13 and 23, 1933 ... 345

No. 1598. — Convention of Commerce and Navigation between Estonia and Greece. Signed at Tallinn, January 4, 1927.

Exchange of Notes constituting an Agreement modifying the Above Convention. Warsaw, February 22, 1933 ... 347

Page

N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, revisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.

Adhésion ... 350

N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, revisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.

Dénonciation ... 350

N° 1858. — Accord provisoire réglant les relations générales entre la France et la Perse. Signé à Téhéran, le 11 mai 1928.

Echanges de notes relatifs à la prorogation : 1° jusqu'au 31 juillet 1933, et : 2° jusqu'au 31 janvier 1934, des dispositions de l'accord ci-dessus. Téhéran, les 31 janvier 1933 et 31 juillet 1933 ... 351

N° 2354. — Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et les Gouvernements du Brésil, des Pays-Bas, de la Norvège et des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement chinois concernant les tribunaux chinois dans le Settlement international de Shanghaï, signé à Nankin, le 17 février 1930, et échange de notes y relatif de la même date.

Echanges de notes entre les Gouvernements du Royaume-Uni, du Brésil, de la France, des Pays-Bas, de la Norvège et des Etats-Unis, et le Gouvernement chinois, renouvelant l'accord et l'échange de notes du 17 février 1930 susmentionnés, concernant les tribunaux chinois dans le Settlement international de Shanghaï, et déclaration y annexée. Nankin, du 8 au 12 février 1933... 355

N° 2429. — Arrangement concernant les échanges postaux entre la Finlande et la Norvège. Signé à Stockholm, le 14 mai 1930.

Nouveau texte du premier paragraphe de l'article 6 de l'arrangement ci-dessus, établi à Oslo, le 29 septembre 1933 ... 360

N° 2433. — Arrangement concernant les échanges postaux entre le Danemark et la Finlande. Signé à Stockholm, le 14 mai 1930.

Nouveau texte des paragraphes premier et 6 de l'article 6 de l'arrangement ci-dessus, établi à Copenhague, le 27 septembre 1933, et à Helsingfors, le 2 octobre 1933 ... 362

N° 2434. — Arrangement concernant les échanges postaux entre la Finlande et la Suède. Signé à Stockholm, le 14 mai 1930.

Nouveau texte du premier paragraphe de l'article 6 de l'arrangement ci-dessus, établi à Stockholm, le 26 septembre 1933 ... 367

N° 2491. — Echange de notes entre les Gouvernements hongrois et persan comportant un accord relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Rome, le 19 juin 1929.

Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 19 septembre 1933 de l'accord ci-dessus. Téhéran, le 15 juin 1933 ... 369

Page

No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods, revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.

Accession 350

No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.

Denunciation 350

No. 1858. — Provisional Agreement regulating the General Relations between France and Persia. Signed at Teheran, May 11, 1928.

Exchanges of Notes concerning the Prorogation (1) until July 31, 1933, and (2) until January 31, 1934, of the Provisions of the Above-mentioned Agreement. Teheran, January 31, 1933, and July 31, 1933 351

No. 2354. — Agreement between His Majesty's Government in the United Kingdom, and the Brazilian, Netherlands, Norwegian and United States Governments and the Chinese Government relating to the Chinese Courts in the International Settlement at Shanghai, signed at Nanking, February 17, 1930, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

Exchanges of Notes between the Governments of the United Kingdom, Brazil, France, Netherlands Norway and the United States and the Chinese Government renewing the Above-mentioned Agreement and Exchange of Notes of February 17, 1930, relating to the Chinese Courts in the International Settlement at Shanghai, with Declaration. Nanking, February 8 to 12, 1933 355

No. 2429. — Agreement relating to Postal Communication between Finland and Norway. Signed at Stockholm, May 14, 1930.

New Text of the First Paragraph of Article 6 of the Above-mentioned Agreement, drawn up at Oslo, September 29, 1933 360

No. 2433. — Agreement relating to Postal Communication between Denmark and Finland. Signed at Stockholm, May 14, 1930.

New Text of Paragraphs 1 and 6 of Article 6 of the Above-mentioned Agreement, drawn up at Copenhagen, September 27, 1933, and at Helsingfors, October 2, 1933... ... 362

No. 2434. — Agreement between Finland and Sweden relating to Postal Communication. Signed at Stockholm, May 14, 1930.

New Text of First Paragraph of Article 6 of the Above-mentioned Agreement, drawn up at Stockholm, September 26, 1933 367

No. 2491. — Exchange of Notes between the Hungarian and Persian Governments constituting an Agreement regarding the Provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries. Rome, June 19, 1929.

Exchange of Notes relating to the Prorogation until September 19, 1933, of the Above-mentioned Agreement. Teheran, June 15, 1933 369

Page

N° 2603. — Accord sur les bateaux-feu gardes se trouvant hors de leur poste normal. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.

Ratifications ... 371
Adhésions ... 371

N° 2610. — Accord provisoire réglant les relations entre la République fédérale d'Autriche et l'Empire de Perse. Signé à Téhéran, le 17 juin 1928.

Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 10 août 1933 de l'accord ci-dessus. Moscou, le 10 février 1933 ... 371

N° 2721. — Convention entre la Lettonie et la Lithuanie relative à la corroboration et à la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière. Signée à Riga, le 25 janvier 1931.

Protocole portant prorogation de la convention ci-dessus. Signé à Kaunas, le 15 mai 1933 ... 375

N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.

Ratification ... 376

N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.

Ratification ... 376

N° 2816. — Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 9 septembre 1886, revisée à Berlin, le 13 novembre 1908, et à Rome, le 2 juin 1928.

Adhésions ... 377

N° 2849. — Accord relatif aux signaux maritimes. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.

Ratifications ... 379
Adhésions ... 379

N° 2893. — Convention de rapprochement économique entre l'Union économique belgo-luxembourgoise, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède avec protocole. Signés à Oslo, le 22 décembre 1930.

Adhésion ... 380

N° 2931. — Convention radiotélégraphique entre le Brésil et le Pérou. Signée à Lima, le 31 décembre 1928.

Présentation à l'enregistrement ... 380

N° 2933. — Echange de notes entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement brésilien comportant un accord commercial provisoire. Rio-de-Janeiro, le 14 janvier 1932.

Présentation à l'enregistrement ... 380

Page

No. 2603. — Agreement concerning Manned Lightships not on their Stations. Signed at Lisbon, October 23, 1930.

Ratifications ... 371
Accessions ... 371

No. 2610. — Provisional Agreement for the Settlement of Relations between the Federal Republic of Austria and the Persian Empire. Signed at Teheran, June 17, 1928.

Exchange of Notes relating to the Prorogation until August 10, 1933, of the Above-mentioned Agreement. Moscow, February 10, 1933 ... 371

No. 2721. — Convention between Latvia and Lithuania relating to the Verification and Liquidation of Immovable Property divided by the Frontier Line. Signed at Riga, January 25, 1931.

Protocol renewing the Above-mentioned Convention. Signed at Kaunas, May 15, 1933... 375

No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27, 1929.

Ratification ... 376

No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27, 1929.

Ratification ... 376

No. 2816. — Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works, signed on September 9, 1886, revised at Berlin, November 13, 1908, and at Rome, June 2, 1928.

Accessions ... 377

No. 2849. — Agreement concerning Maritime Signals. Signed at Lisbon, October 23, 1930.

Ratifications ... 379
Accessions ... 379

No. 2893. — Convention of Economic Rapprochement between the Economic Union of Belgium and Luxemburg, Denmark, Norway, The Netherlands and Sweden, with Protocol. Signed at Oslo, December 22, 1930.

Accession ... 380

No. 2931. — Radiotelegraph Convention between Brazil and Peru. Signed at Lima, December 31, 1928.

Presentation for registration ... 380

No. 2933. — Exchange of Notes between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Brazilian Government constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, January 14, 1932.

Presentation for registration ... 380

Page

N° 2945. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement du Salvador, concernant les relations commerciales entre les deux pays. San-Salvador, le 8 août 1931.

Echange de notes relatif à la prorogation pour un an, à partir du 16 septembre 1933, de l'accord ci-dessus mentionné. San-Salvador, le 23 août 1933 381

N° 3041. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Estonie, concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 22 décembre 1931.

Echange de notes concernant l'application à certaines colonies et à certains protectorats britanniques ainsi qu'à certains territoires sous mandat britannique des dispositions de la convention ci-dessus. Tallinn, les 11 et 20 septembre 1933... 385

Echange de notes concernant l'application à Sainte-Hélène et Ascension des dispositions de la convention ci-dessus. Tallinn, les 25 et 27 septembre 1933. 390

N° 3118. — Protocole autrichien. Signé à Genève, le 15 juillet 1932.

Signature 392
Ratification 392

N° 3119. — Convention internationale sur les lignes de charge. Signée à Londres, le 5 juillet 1930.

Ratifications 392
Adhésions 392

N° 3127. — Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Signée à Londres, le 31 mai 1929.

Adhésion 393

N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international. Signée à Varsovie, le 12 octobre 1929.

Ratification 393

N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers. Signée à Genève, le 30 mars 1931.

Ratification 393

N° 119 *a)*. — Convention concernant les relations commerciales entre le Japon et l'Inde. Signée à Tokio, le 29 août 1904.

Echange de notes relatif à la prorogation pour un mois à partir du 10 octobre 1933 de la convention ci-dessus. Londres, le 7 octobre 1933. 394

N° 120 *a)*. — Déclaration entre la Grande-Bretagne et le Danemark concernant l'assistance réciproque donnée dans certains cas aux marins délaissés. Signée à Londres, le 25 juillet 1883.

Echange de notes relatif à l'abrogation, à partir du 1er octobre 1934, de la déclaration ci-dessus, dans les rapports entre le Danemark et l'Islande d'une part et la Grande-Bretagne d'autre part. Londres, les 15 septembre et 27 octobre 1933 396

ERRATUM... 399

Page

No. 2945. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Salvador, in regard to Commercial Relations between the two Countries. San Salvador, August 8, 1931.

Exchange of Notes relating to the Prolongation for One Year from September 16, 1933, of the Above-mentioned Agreement. San Salvador, August 23, 1933... 381

No. 3041. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Estonia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 22, 1931.

Exchange of Notes respecting the Extension to Certain British Colonies, Protectorates and Mandated Territories of the Provisions of the Above Convention. Tallinn, September 11 and 20, 1933 385

Exchange of Notes respecting the Extension to St. Helena and Ascension of the Operation of the Above Convention. Tallinn, September 25 and 27, 1933... 390

No. 3118. — Austrian Protocol. Signed at Geneva, July 15, 1932.

Signature 392
Ratification 392

No. 3119. — International Load-Line Convention. Signed at London, July 5, 1930.

Ratifications 392
Accessions 392

No. 3127. — International Convention for the Safety of Life at Sea. Signed at London, May 31, 1929.

Accession 393

No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air. Signed at Warsaw, October 12, 1929.

Ratification 393

No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles. Signed at Geneva, March 30, 1931.

Ratification 393

No. 119 *(a)*. — Convention concerning Commercial Relations between Japan and India. Signed at Tokio, August 29, 1904.

Exchange of Notes relating to the Prolongation for One Month, as from October 10, 1933, of the Above-mentioned Convention. London, October 7, 1933. 394

No. 120 *(a)*. — Declaration between Great Britain and Denmark regarding Reciprocal Relief to be given, in Certain Cases, to Distressed Seamen. Signed at London, July 25, 1883.

Exchange of Notes relating to the abrogation as from October 1, 1934, of the Above-mentioned Declaration in the Relations between Denmark and Iceland, on the One Part, and Great Britain, on the Other Part. London, September 15 and October 27, 1933 366

ERRATUM... 399

N° 3276.

ITALIE ET SUISSE

Convention sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires. Signée à Rome, le 3 janvier 1933.

ITALY AND SWITZERLAND

Convention regarding the Recognition and Enforcement of Judicial Decisions. Signed at Rome, January 3, 1933.

N° 3276. — CONVENTION[1] ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE, SUR LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DE DÉCISIONS JUDICIAIRES. SIGNÉE A ROME, LE 3 JANVIER 1933.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 octobre 1933.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de régler les rapports entre les deux pays sur la reconnaissance et l'exécution des jugements, ont résolu de conclure une convention, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Georges WAGNIÈRE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Benito MUSSOLINI, chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les juridictions de l'un des deux Etats ont l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre Etat, si elles réunissent les conditions suivantes :

1° Que la décision émane d'une juridiction compétente selon l'article 2 de la présente convention ou, à défaut de règles conventionnelles, selon les règles de compétence judiciaire internationale admises par le droit de l'Etat où la décision est invoquée ;

2° Que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où la décision est invoquée, en particulier que celle-ci ne soit pas en contradiction avec une décision déjà rendue sur la même contestation par une juridiction dudit Etat ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 6 septembre 1933.
Entrée en vigueur le 6 octobre 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3276. — CONVENTION [2] BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND, REGARDING THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDICIAL DECISIONS. SIGNED AT ROME, JANUARY 3, 1933.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 18, 1933.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of regulating the relations between the two countries as regards the recognition and enforcement of judgments, have resolved to conclude a Convention and have appointed for that purpose as their plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Georges WAGNIÈRE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Minister, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Decisions of the Courts of one of the two States in civil and commercial matters shall have the force of *chose jugée* in the territory of the other State, if they fulfil the following conditions :

(1) The decision shall be that of a Court having jurisdiction in accordance with Article 2 of the present Convention, or, in default of conventional provisions, in accordance with the rules of international legal jurisdiction recognised by the law of the State in which the decision is invoked ;

(2) Recognition of the decision shall not be contrary to public order or to the principles of public law in the State in which the decision is invoked, and in particular shall not conflict with a decision already rendered in the same dispute by a Court of the said State ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, September 6, 1933. Came into force October 6, 1933.

3° Que la décision soit passée en force de chose jugée d'après la loi de l'Etat où elle a été rendue ;

4° Qu'en cas de jugement par défaut, la citation qui a introduit l'instance ait été remise en temps utile à la partie défaillante ou à son mandataire autorisé à la recevoir. Si la notification devait avoir lieu sur le territoire de l'Etat où la décision est invoquée, il est nécessaire qu'elle ait été faite par la voie de l'entr'aide judiciaire réciproque.

La procédure à suivre pour la reconnaissance de l'autorité de la chose jugée est régie par la loi de l'Etat requis.

Article 2.

La compétence des juridictions de l'Etat où la décision a été rendue est fondée au sens de l'article premier, N° 1, si elle est prévue par une convention internationale, ou dans les cas mentionnés ci-après :

1° Lorsque le défendeur avait son domicile dans cet Etat ;

2° Lorsque, par une convention expresse en vue de contestations déterminées, le défendeur s'était soumis à la compétence du tribunal qui a rendu la décision, sauf si toutes les parties avaient leur domicile dans l'Etat où la décision est invoquée ;

Il en est de même si le défendeur est entré en matière, sans réserve, sur le fond du litige ;

3° Lorsque le défendeur ayant un établissement commercial ou industriel ou une succursale sur le territoire de l'Etat où la décision a été rendue y a été cité pour des contestations ayant trait à l'exploitation de l'établissement ou de la succursale ;

4° S'il s'agit d'une demande reconventionnelle en connexité avec la demande principale ou avec les moyens de défense invoqués contre celle-ci ;

5° En matière d'état, de capacité ou de droit de famille des ressortissants du pays où la décision a été rendue ;

6° Lorsqu'il s'agit d'une contestation successorale entre les héritiers d'un ressortissant du pays où la décision a été rendue ;

7° Lorsqu'il s'agit d'une action réelle ayant pour objet un immeuble situé dans l'Etat où la décision a été rendue.

Néanmoins, les dispositions contenues aux N°s 1 à 4 ne s'appliquent pas aux contestations pour lesquelles le droit de l'Etat requis reconnaît comme exclusivement compétentes ses propres juridictions ou celles d'un tiers Etat.

Article 3.

Les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats et qui réunissent les conditions énumérées à l'article premier, pourront, après avoir été déclarées exécutoires, donner lieu à l'exécution forcée dans l'autre Etat ou y faire l'objet de formalités telles que l'inscription ou la transcription sur les registres publics.

Ne seront déclarées exécutoires dans l'Etat requis que les décisions qui ont pleine force exécutoire dans l'Etat où elles ont été rendues.

La procédure à suivre est régie par la loi de l'Etat requis.

Article 4.

Les juridictions de l'Etat dans lequel la décision est invoquée ne sont pas liées, lors de l'examen des faits qui déterminent la compétence des juridictions de l'autre Etat, par les constatations rapportées dans la décision.

Elles ne procèdent pas à un nouvel examen du fond de la décision.

(3) The decision shall have become *chose jugée* by the law of the State in which it was rendered ;

(4) In the case of judgment by default, the writ of summons shall have been duly served on the party failing to appear o on his representative authorised to receive it. If service was to be effected in the t itory of the State in which the decision is invoked, such service must have been m by process of reciprocal judicial assistance.

The procedure to be followed as regards recogı on of *chose jugée* is determined by the law of the State applied to.

Arti 2.

The jurisdiction of Courts of the State in w a the decision was rendered shall be recognised within the meaning of Article 1 (1), if it be s rovided by international convention, or in the following cases :

(1) When a defendant was domiciled in that State ;

(2) When by express convention having regard to definite disputes, a defendant had accepted the jurisdiction of the Court which rendered the decision, unless all parties were domiciled in the State in which the decision is invoked;

It shall be likewise if a defendant has pleaded the merits of the dispute without reservation ;

(3) When a defendant having a commercial or industrial establishment, or a branch, in the territory of the State in which the decision was rendered, has been summoned in that State in respect of a dispute relating to the working of the establishment or branch ;

(4) In respect of counter-claims connected with the principal claim or with the defence put forward thereto ;

(5) In matters of personal status, capacity or family law concerning nationals of the country in which the decision was rendered ;

(6) In disputes in regard to succession between heirs of a national of the country in which the decision was rendered ;

(7) In an action *in rem* relating to immovable property in the State in which the decision was rendered.

Nevertheless, the provisions of Nos. 1-4 shall not affect disputes in which the law of the State applied to regards its own Courts or those of a third State as having exclusive jurisdiction.

Article 3.

Decisions rendered by Courts of one of the two States and fulfilling the conditions of Article 1 may, after having been declared enforceable, be enforced by process in the other State, or may therein form grounds for such formalities as entry or transfer in the public registers.

Only decisions having full executory force in the State in which they were rendered shall be declared enforceable in the State applied to.

The procedure to be observed shall be determined by the law of the State applied to.

Article 4.

The Courts of the State in which the decision is invoked, in their appreciation of the facts governing the jurisdiction of Courts of the other State, shall not be bound by the findings of the decision.

They shall not review the decision on the merits.

Article 5.

La partie qui invoque la décision doit produire :

1° Une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° Les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et, s'il y a lieu, qu'elle est exécutoire ;

3° L'original ou une copie certifiée conforme de l'assignation de la partie qui a fait défaut à l'instance ;

4° Une traduction des pièces énumérées ci-dessus, certifiée conforme par un représentant diplomatique ou consulaire de l'un des deux Etats, sauf dispense de cette obligation par l'autorité compétente.

Si ces documents sont dressés, délivrés ou légalisés par les tribunaux de l'une des Hautes Parties contractantes, ou par les autorités visées à l'article 11 de la présente convention, ils n'ont besoin d'aucune légalisation pour être utilisés sur le territoire de l'autre partie, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre du tribunal ou de l'autorité susdite.

Article 6.

La partie admise à l'assistance judiciaire gratuite dans l'un des deux Etats en bénéficiera de plein droit dans la procédure tendant à faire reconnaître ou déclarer exécutoire sur le territoire de l'autre Etat la décision qui a été rendue en sa faveur.

Article 7.

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats et y ayant la même autorité que les décisions judiciaires seront reconnues et déclarées exécutoires dans l'autre Etat, si elles satisfont aux prescriptions des articles précédents, en tant que celles-ci sont applicables.

Il en est de même pour les transactions judiciaires.

Article 8.

Les autorités judiciaires de l'un des deux Etats doivent, si l'une des parties le demande, se dessaisir des contestations portées devant elles lorsque ces contestations sont déjà pendantes devant une juridiction de l'autre Etat, pourvu que celle-ci soit compétente selon les règles de la présente convention.

Article 9.

La présente convention ne s'applique pas aux décisions ordonnant un séquestre ou toute autre mesure provisionnelle, ni aux décisions rendues dans un procès pénal sur conclusion de la partie civile, ni aux décisions rendues en matière de faillite.

Article 10.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par la législation d'un des deux pays peuvent être requises des autorités de ce pays, quelle que soit la juridiction compétente pour connaître du fond.

Article 5.

A party relying on a decision shall produce :

(1) A copy of the decision fulfilling the necessary conditions as to authenticity ;

(2) Documents to show that the decision has become *chose jugée* and, if necessary, that it is enforceable ;

(3) The original or a certified true copy of the writ of summons served on the party failing to enter an appearance ;

(4) A translation of the documents mentioned above, certified correct by a diplomatic or consular representative of one of the two States, unless the competent authority has granted exemption from such obligation.

Such documents, if drawn up, delivered or legalised by a Court of one of the High Contracting Parties or by the authorities referred to in Article 11 of the present Convention, shall require no legalisation for use in the territory of the other party, provided that they bear the seal or stamp of the Court or of the above authority.

Article 6.

A party granted free legal assistance in one of the two States shall *ipso facto* enjoy the same in proceedings with a view to recognition or enforcement, in the territory of the other State, of the decision rendered in his favour.

Article 7.

An arbitral award rendered in one of the two States and having in that State the same force as a judgment shall be recognised and declared enforceable in the other State, if it conform to the provisions of the foregoing articles in so far as such provisions are applicable.

It shall be likewise as regards agreements to terminate litigation.

Article 8.

The judicial authorities of one of the two States shall, on application by one of the parties, abstain from hearing disputes brought before it, when such disputes are already pending before a Court of the other State, provided that the latter Court have jurisdiction under the terms of the present Convention.

Article 9.

The present Convention shall not apply to orders for the deposit of security *(séquestre)* or other provisional measures, or to decisions rendered in criminal proceedings on the application of a private individual *(partie civile)*, or to decisions in bankruptcy.

Article 10.

Interim or conservatory measures of protection provided by the law of one of the two countries may be applied for by the authorities of that country, whatever be the court having jurisdiction on the merits.

Article 11.

Les décisions d'autorités non judiciaires chargées en Suisse d'organiser et de surveiller la tutelle sont assimilées aux décisions judiciaires, quant aux effets de la présente convention, uniquement pour ce qui concerne les ressortissants suisses.

Article 12.

Le mot domicile désigne aux effets de la présente convention :

1° Pour le majeur jouissant de sa capacité, le mineur émancipé, le majeur auquel est seulement imposée l'assistance d'un conseil pour l'accomplissement de certains actes, le lieu où il réside, dans l'un des deux Etats, avec l'intention de s'y établir ou, à défaut d'un tel lieu, le lieu où se trouve dans l'un des deux Etats le siège principal de ses intérêts ;

2° Pour les personnes sous puissance paternelle ou sous tutelle, le lieu de domicile du représentant légal ;

3° Pour la femme mariée, le lieu du domicile de son mari. Toutefois, si le domicile du mari est inconnu ou si la femme est séparée de corps ou autorisée à avoir un domicile séparé, le domicile de la femme est déterminé par le N° 1 ;

4° Pour les sociétés, le lieu où est établi le siège social.

Article 13.

La présente convention ne déroge pas aux dispositions des accords réglant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements au sujet de matières spéciales.

Article 14.

Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 18, premier et deuxième alinéas, de la Convention[1] sur la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905, et rendues dans l'un des deux Etats, seront déclarées exécutoires sur le territoire de l'autre Etat à la requête directe de la partie intéressée.

Article 15.

Les dispositions de la présente convention s'appliquent quelle que soit la nationalité des Parties.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes se réservent d'appliquer d'un commun accord, par échange de notes, la présente convention aux colonies italiennes.

Article 17.

Les contestations qui s'élèveraient entre les Hautes Parties contractantes, relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, seront réglées conformément aux dispositions du Traité[2] de conciliation et de règlement judiciaire, conclu le 20 septembre 1924, à moins que les Hautes Parties contractantes ne soient d'accord pour admettre un autre moyen de règlement.

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

[2] Vol. XXXIII, page 91, de ce recueil.

Article 11.

Decisions of non-judicial authorities in Switzerland charged with the organisation and supervision of guardianship shall for the purposes of the present Convention be deemed to be judicial decisions solely as regards Swiss nationals.

Article 12.

For the purposes of the present Convention the word " domicile " shall mean :

(1) For a person of full age and not under disability, an " emancipated " minor and a person of full age being subject to a *conseil* only for the accomplishment of certain acts, that place in one of the two States in which such person resides with intention to settle there, or, in default of any such place, that place in one of the two States in which his principal interests are situated ;

(2) For persons under paternal control or under guardianship, the domicile of the legal representative ;

(3) For a married woman, the domicile of her husband. Nevertheless, if the husband's domicile is unknown, or if the wife is judicially separated *(séparée de corps)* or authorised to have a separate domicile, the domicile of the wife shall be determined by No. (1) ;

(4) For limited companies, the place in which the head office is situated.

Article 13.

The present Convention shall not affect the provisions of agreements governing jurisdiction and enforcement of judgments in special matters.

Article 14.

Decisions as to costs and expenses referred to in Article 18, paragraphs 1 and 2, of the Convention[1] on Civil Procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, and rendered in one of the two States, shall be declared enforceable in the territory of the other State on direct application by the party concerned.

Article 15.

The provisions of the present Convention shall apply whatever be the nationality of the parties.

Article 16.

The High Contracting Parties shall reserve the right to apply the present Convention jointly by exchange of notes to the Italian Colonies.

Article 17.

Any dispute that may arise between the High Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Convention shall be settled in accordance with the provisions of the Treaty[2] of Conciliation and Judicial Settlement concluded on September 20, 1924, unless the High Contracting Parties agree to adopt another method of settlement.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

[2] Vol. XXXIII, page 91, of this Series.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

Cette convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Elle ne s'appliquera pas aux décisions judiciaires ou aux sentences arbitrales passées en force de chose jugée avant son entrée en vigueur, ni aux transactions conclues avant ce moment.

Cette convention pourra être dénoncée par chacun des deux Etats. Toutefois, elle demeurera en vigueur encore un an après la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 3 janvier 1933.

(L. S.) (Signé) WAGNIÈRE. *(L. S.) (Signé)* MUSSOLINI.

Pour copie conforme :
Berne, le 17 octobre 1933.
Le Vice-Chancelier de la Confédération :
Leimgruber.

Per copia conforme :
p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Article 18.

The present Convention shall be ratified. The ratifications thereof shall be exchanged at Berne as soon as possible.

This Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications. It shall not apply to judicial decisions or arbitral awards that have become *choses jugées* before its coming into force, or to agreements to terminate proceedings concluded before that time.

This Convention may be denounced by either of the two States, but shall remain in force for one year after denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Rome this third day of January, 1933.

(L. S.) (Signed) WAGNIÈRE. *(L. S.) (Signed)* MUSSOLINI.

N° 3277.

LUXEMBOURG ET NORVÈGE

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signé à Genève, le 12 février 1932.

LUXEMBURG AND NORWAY

Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Geneva, February 12, 1932.

N° 3277. — TRAITÉ[1] DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 12 FÉVRIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 octobre 1933.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ;

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs deux pays ;

Sincèrement désireux d'assurer, dans l'intérêt de la paix générale, le développement des procédures de règlement pacifique appliquées aux différends internationaux ;

Désireux d'affirmer leur confiance dans l'œuvre de la Société des Nations ;

Ont résolu de conclure un traité à ces fins, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Joseph BECH, son ministre d'Etat, président du gouvernement ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Erik COLBAN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Luxembourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges et conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Norvège et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

1. Toutes contestations entre les Hautes Parties contractantes, quelle qu'en soit la nature et quelle qu'en soit l'origine et qui n'auraient pu être réglée à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumises pour jugement, soit au tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Genève, le 2 octobre 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3277. — TREATY[2] OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN LUXEMBURG AND NORWAY. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 12, 1932.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg. The registration of this Treaty took place October 18, 1933.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Prompted by the happy relations of friendship which unite their two countries ;

Sincerely desirous of promoting in the interests of universal peace the development of the procedures for the pacific settlement of international disputes, and

Desirous of affirming their confidence in the work of the League of Nations ;

Have resolved to conclude a treaty for these purposes and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Joseph BECH, Her Minister of State, President of the Government ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Erik COLBAN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Luxemburg ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in every case by pacific means and in accordance with the procedure laid down in the present Treaty, all disputes and conflicts of whatever nature which may arise between the Grand Duchy of Luxemburg and Norway and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

1. All disputes of every kind and of whatever origin between the High Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to the arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice as laid down hereafter.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Geneva, October 2, 1933.

2. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera, si une seule partie le demande, soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite « Commission permanente de conciliation » constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

1. La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalité différente, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

2. Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

3. Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

2. Si la nomination des membres de la Commission permanente n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, les nominations seront effectuées à la demande d'une seule des parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président ou, si celui-ci se trouve dans le même cas, par le membre le plus âgé de la Cour.

Article 7.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted, if either Party so request, with a view to amicable settlement to a permanent international commission styled the " Permanent Conciliation Commission ", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

When the subject of the dispute is one which, according to the municipal law of either Party comes within the jurisdiction of the national Courts of that Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been given within a reasonable period by the competent national judicial authority.

Article 5.

1. The Permanent Conciliation Commission provided for in Article 3 shall consist of five members who shall be appointed as follows : The High Contracting Parties shall each nominate one Commissioner from among their respective nationals and they shall further appoint, by common agreement, three other Commissioners from among nationals of third Powers. The latter Commissioners must be of different nationalities, and shall not habitually reside in the territory of the Parties nor be in their service. The High Contracting Parties shall designate one of them as President of the Commission.

2. The Commissioners shall be appointed for three years and may be re-appointed. They shall continue to hold office until they are replaced and, in any case, until the completion of any work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

3. Any vacancies which may occur owing to death, resignation or any other emergency shall be filled as soon as possible in the manner laid down for the nominations.

Article 6.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months after the entry into force of the present Treaty.

2. If the appointment of the members of the Permanent Conciliation Commission has not been made within the aforesaid period, or, if a fresh appointment has not been made within three months of the seat becoming vacant, the nominations shall be made at the request of either Party by the President of the Permanent Court of International Justice or, if he is a national of one of the Contracting States, by the Vice-President, or if he is in the same position, by the eldest member of the Court.

Article 7.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be notified by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by either of the Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la partie adverse.

Article 8.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation chacune des parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dresse un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les parties ne conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (des Commissions internationales d'enquête) de la Convention[1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 13.

1. Les parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

2. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

2. The request shall contain a short statement of the subject of the dispute, followed by an invitation to the Commission to take all necessary steps with a view to arriving at an amicable settlement.

3. If the request emanates from one Party only, it shall be notified forthwith to the other Party.

Article 8.

1. Within fifteen days from the date when the Permanent Conciliation Commission shall have been notified of the matter in dispute, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace his Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take the same action within fifteen days from the date when the notification reaches him.

Article 9.

1. The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the subjects in dispute, for this purpose to collect all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to agreement. It may, after examining the question, propose to the Parties the terms of settlement which it considers suitable and may appoint a period within which they are to make their decision.

2. At the close of its labours, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of such agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

3. Unless the Parties had agreed otherwise, the proceedings of the Commission must be concluded within six months from the day on which it was notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must in all cases provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the Peaceful Settlement of International Disputes.

Article 11.

Unless otherwise decided by agreement between the Parties, the Permanent Conciliation Commission shall meet at the place appointed by its President.

Article 12.

The deliberations of the Permanent Conciliation Commission shall be held in private unless the Commission decides otherwise with the consent of the Parties.

Article 13.

1. The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may claim a hearing for any persons whose evidence they may consider useful.

2. The Commission on its part may request oral explanations from the agents, counsel or experts of the two Parties, as also from any other persons whom it may think fit to summon with the consent of their respective Governments.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitiés.

Article 17.

1. Si les parties sont d'accord pour soumettre le différend directement à l'arbitrage ou si les parties n'ont pu arriver à la conciliation de leurs intérêts en exécution de la procédure de conciliation prévue au présent traité, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut[1], soit à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. A défaut d'accord entre les parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une et l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 18.

1. Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale appliqueront les principes de droit indiqués notamment dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

2. Dans le cas où, de l'avis de la Cour ou du Tribunal arbitral, le différend ne serait pas d'ordre juridique, la Cour ou le tribunal auront les pouvoirs d'amiables compositeurs et dicteront un règlement obligatoire pour les Parties.

Article 19.

Si, à la suite d'une instance arbitrale, l'une des parties prétend que la décision des arbitres est entachée de nullité, elle pourra, à défaut d'autre accord entre les parties et dans les quarante jours de la date de la décision arguée de nullité, soumettre ce nouveau différend à la Cour permanente de Justice internationale dont l'arrêt sera obtenu et rendu suivant les règles ordinaires de la procédure en vigueur devant cette cour.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

Article 14.

Unless otherwise provided for in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to give the Permanent Conciliation Commission every possible assistance in its work and, in particular, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to employ all means at their disposal to enable the Commission, in their respective territories and in accordance with their internal laws, to cite and take the evidence of the witnesses and of experts and to visit the localities in question.

Article 16.

Each of the Commissioners shall receive an allowance for the actual duration of the proceedings of the Permanent Conciliation Commission ; the amount of this allowance shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, by whom it shall be borne in equal shares. The expenditure entailed by the operations of the Commission shall also be shared equally.

Article 17.

1. If the Parties agree to submit the dispute directly to arbitration, or if the Parties have failed to effect a conciliation of their interests by means of the conciliation procedure provided for in the present Treaty, the dispute shall, by common consent, be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute[1], or to an arbitral tribunal under the conditions and in accordance with the procedure laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Peaceful Settlement of International Disputes.

2. If the Parties fail to agree concerning the special agreement, either Party shall be at liberty, after giving one month's notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 18.

1. If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice shall apply the principles of law laid down in particular in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

2. If the Court or the arbitral tribunal is of opinion that the dispute is not justiciable, the Court or tribunal shall have the powers of friendly mediators and shall make a settlement which shall be binding on the Parties.

Article 19.

If, after proceedings before an arbitral tribunal, one of the Parties claims that the arbitrators' award is void, such Party may, failing agreement between the Parties and within forty days of the date of the award claimed to be void, submit this fresh dispute to the Permanent Court of International Justice whose judgment shall be obtained and delivered in accordance with the ordinary rules of the procedure in force before the Court.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

Article 20.

1. La Cour ou toute autre instance qui en serait saisie, détermine si et dans quelle mesure la décision attaquée est entachée d'un vice affectant sa validité et elle détermine dans quelle mesure ladite décision est dénuée de force obligatoire.

2. De même seront déterminés les points sur lesquels la procédure arbitrale ou judiciaire devra être reprise en vue d'une décision sur le fond. Il pourra être décidé qu'eu égard à la nullité partielle d'une sentence, la procédure de fond devra être reprise dans l'intégralité des demandes des deux Parties.

3. Si dans un délai de trois mois à partir de la publication du jugement sur la procédure de nullité, les parties ne se sont pas mises d'accord pour conclure un nouveau compromis, chacune d'elles pourra par requête saisir la Cour permanente de Justice internationale du fond de l'affaire.

Article 21.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, s'il y a lieu, et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises; chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 22.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également intérêt dans le différend.

Article 23.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 24.

1. Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en sont échangées à Genève.

2. Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

3. Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un Tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Genève, en double exemplaire, le douze février mil neuf cent trente-deux.

(s.) Jos. BECH.
(s.) Erik COLBAN.

Pour expédition conforme transmise au Secrétariat de la Société des Nations en vue de l'enregistrement.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Bech.

Article 20.

1. The Court, or any other tribunal seized of the matter, shall decide if and to what extent the disputed decision suffers from a defect affecting its validity and to what extent it is void of binding force.

2. The points to be referred back for arbitration or judicial proceedings with a view to a decision on their merits shall also be determined. It may be decided that in view of the partial nullity of an award, the whole of the two Parties' claims will have to be referred back for judgment on the merits of the case.

3. If, within three months of the publication of the judgment in the nullity proceedings, the Parties have failed to conclude a new special agreement, either of them shall be entitled to submit the substance of the question, by means of an application, to the Permanent Court of International Justice.

Article 21.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed, or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the matter is no longer before the latter, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down, if necessary and within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted; the High Contracting Parties undertake respectively to accept such measures and to abstain from all measures likely to aggravate or extend the dispute.

Article 22.

The present Treaty continues applicable as between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 23.

The present Treaty shall be communicated to the League of Nations for registration in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 24.

1. The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Geneva.

2. It shall come into force as soon as the ratifications have been exchanged. It shall be valid for ten years reckoned from the date on which it comes into force. Unless it is denounced six months before the expiry of this period, it shall be considered as renewed for a period of 5 years and similarly thereafter.

3. If proceedings of any kind undertaken in virtue of the present Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, an arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice at the time of the expiration of the present Treaty, such proceedings shall pursue their course until their completion.

In faith whereof, the above-mentioned plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Geneva in duplicate, the twelfth day of February, one thousand nine hundred and thirty-two.

(Signed) Jos. BECH.
(Signed) Erik COLBAN.

N° 3278.

AUTRICHE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité concernant les assurances sociales, avec protocole final, signés à Prague, le 5 septembre 1931, et deuxième protocole final, signé à Prague, le 18 janvier 1933.

AUSTRIA AND CZECHOSLOVAKIA

Treaty concerning Social Insurance, and Final Protocol, signed at Prague, September 5, 1931, and Second Final Protocol, signed at Prague, January 18, 1933.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 3278. — ÚMLUVA[1] MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU O SOCIÁLNÍM POJIŠTĚNÍ. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 5. ZÁŘÍ 1931.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 octobre 1933.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKÉ dohodli se na tom, aby vzájemné styky na poli sociálního pojištění byly smluvně upraveny. Za tím účelem jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Jana BRABLECE, odborového přednostu ministerstva sociální péče, a
pana Dra Květoslava GREGORA, ministerského radu v ministerstvu zahraničních věcí ;

SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

pana Dra Roberta KERBERA, ministerského radu v spolkovém ministerstvu pro sociální správu.

Tito zmocněnci, předloživše si navzájem plné moci a shledavše je správnými a náležitými, shodli se na tomto :

A. USTANOVENÍ VŠEOBECNÁ.

Článek 1.

Tato úmluva týká se

1. nemocenského pojištění dělníků (včetně zemědělských dělníků) a zaměstnanců ve vyšších službách (včetně veřejných zaměstnanců),

2. úrazového pojištění dělníků (včetně zemědělských dělníků) a zaměstnanců ve vyšších službách,

3. pensijního pojištění zaměstnanců ve vyšších službách,

4. pojištění u báňských bratrských pokladen.

Za úrazové pojištění podle č. 2 pokládá se také úrazové zaopatření, jež nahrazuje veřejnoprávní pojištění.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 27 avril 1933.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3278. — VERTRAG[1] ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK ÜBER SOZIALVERSICHERUNG, GEZEICHNET IN PRAHA AM 5. SEPTEMBER 1931.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place October 20, 1933.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und DER PRÄSIDENT DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK sind übereingekommen, die wechselseitigen Beziehungen auf dem Gebiete der Sozialversicherung vertraglich zu regeln. Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Robert KERBER, Ministerialrat im Bundesministerium für soziale Verwaltung;

DER PRÄSIDENT DER ČECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Jan BRABLEC, Sektionschef im Ministerium für soziale Fürsorge, und
Herrn Dr. Květoslav GREGOR, Ministerialrat im Ministerium des Äussern,

die nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

A. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

Artikel 1.

Dieser Vertrag bezieht sich auf :

1. die Krankenversicherung der Arbeiter (einschliesslich der Landarbeiter) und Angestellten (einschliesslich der öffentlichen Angestellten),

2. die Unfallversicherung der Arbeiter (einschliesslich der Landarbeiter) und Angestellten,

3. die Pensionsversicherung der Angestellten,

4. die Bruderladenprovisionsversicherung.

Als Unfallversicherung im Sinne des Punktes 2 gilt auch eine Unfallfürsorge, die an die Stelle der öffentlich-rechtlichen Versicherung tritt.

[1] The exchange of ratifications took place at Vienne, April 27, 1933.

Článek 2.

Oba státy kladou bez újmy ustanovení čl. 15 co do dávek z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1 příslušníky druhého státu a jejich pozůstalé na roveň vlastním státním příslušníkům a jejich pozůstalým.

Článek 3.

(1) Při provádění odvětví sociálního pojištění, uvedených v čl. 1, použíti dlužno zásadně právních předpisů státu, na jehož území se vykonává zaměstnání rozhodné pro pojištění. Z tohoto pravidla jsou tyto výjimky :

a) Vyšle-li podnik (zaměstnavatel), jenž má své sídlo (bydliště) v jednom státě, zaměstnance k přechodnému zaměstnání do území druhého státu, použije se po dobu jednoho roku právních předpisů státu, v němž je sídlo vysílajícího podniku (bydliště zaměstnavatelovo). Právní předpisy tohoto státu platí i pro zaměstnání, jež podle své povahy vyžaduje opětovného, v jednotlivém případě jeden rok nepřesahujícího pobytu v druhém státním území. Nejvyšší správní úřady obou států mohou jednoroční lhůtu ve výjimečných případech vzájemnou dohodou prodloužiti.

b) Na pojištění zaměstnanců

1. veřejných dopravních podniků jednoho státu, kteří — ať přechodně, ať na pohraničních tratích nebo v pohraničních nádražích trvale — jsou zaměstnáni na území druhého státu,

2. podniků republiky Československé, československých zemí, okresů a obcí a podniků republiky Rakouské, rakouských spolkových zemí a obcí, kteří jsou zaměstnáni na území druhého státu, použíti jest právních předpisů toho státu, v němž má své sídlo správa podniku, jíž tito zaměstnanci podléhají ve svých osobních věcech. U československých státních drah, u rakouských spolkových drah a u poštovních správ obou států rozhoduje sídlo vyššího správního orgánu.

Za podnik po rozumu ustanovení písm. *a)* a *b)* pokládá se také i pobočka nebo jiné stálé zařízení, jež zřídí podnik, mající své sídlo v jednom státě, ve státě druhém.

c) Na pojištění zaměstnanců diplomatických a skutečných konsulárních zastupitelstev a jinakých úřadů (celních úřadů atd.) jednoho státu, které mají své sídlo v druhém státě, použije se právních předpisů vysílajícího státu, jsou-li tito zaměstnanci občany tohoto státu. Totéž platí pro pojištění zaměstnanců přednostů, členů a jiných úředníků jmenovaných úřadů. Vyžádal-li si to však zaměstnavatel při ujednání služebního poměru, platí právní předpisy státu přijímacího.

(2) Rozhodují-li podle odst. 1. při podniku (zaměstnavateli), který má sídlo (bydliště) v jednom státě, právní předpisy druhého státu co do zaměstnání v tomto státě, klade se zaměstnání po rozumu těchto právních předpisů na roveň podniku.

(3) Je-li posuzovati úraz nastalý v jednom státě podle zákonů o úrazovém pojijištění druhého státu, platí předpisy těchto zákonů, i pokud jde o další nároky na náhradu škody, jež z důvodu úrazu lze uplatňovati podle zákonů prvního státu ; totéž platí, podléhá-li podnik úrazovému zákonodárství jen v jednom z obou států. Utrpí-li železniční zaměstnanec úraz, vykonávaje zaměstnání podle odst. 1., písm. *b)*, č. 1 při provozu cizí dráhy, posuzuje se tato dráha při použití

Artikel 2.

Die beiden Staaten stellen unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 15 für die Leistungen aus den in Artikel 1 bezeichneten Zweigen der Sozialversicherung den eigenen Staatsangehörigen und ihren Hinterbliebenen die Angehörigen des anderen Staates und ihre Hinterbliebenen gleich.

Artikel 3.

(1) Bei der Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung finden grundsätzlich die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dessen Gebiet die für die Versicherung massgebende Beschäftigung ausgeübt wird. Von dieser Regel gelten folgende Ausnahmen:

a) Werden Arbeitnehmer von einem Betriebe (Arbeitgeber), der in dem einen Staate seinen Sitz (Wohnsitz) hat, zu einer vorübergehenden Beschäftigung in das andere Staatsgebiet entsandt, so finden für die Dauer eines Jahres die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dem der Sitz des entsendenden Betriebes (Wohnsitz des Arbeitgebers) gelegen ist. Die Rechtsvorschriften dieses Staates gelten auch für eine Beschäftigung, die ihrer Natur nach einen wiederholten, in jedem einzelnen Falle ein Jahr nicht übersteigenden Aufenthalt im anderen Staatsgebiet erfordert. Die beiden obersten Verwaltungsbehörden können die Frist von einem Jahr in Ausnahmefällen einvernehmlich verlängern.

b) Auf die Versicherung der Bediensteten :

1. der in dem einen Staate bestehenden öffentlichen Verkehrsunternehmungen, die — sei es vorübergehend, sei es auf Grenzstrecken oder in Grenzstationen dauernd — im Gebiete des anderen Staates beschäftigt sind,

2. von Betrieben der Republik Österreich, der österreichischen Bundesländer und Gemeinden und von Betrieben der Čechoslovakischen Republik, der čechoslovakischen Länder, Bezirke und Gemeinden, die im Gebiete des anderen Staates beschäftigt sind, finden die Rechtsvorschriften des Staates Anwendung, in dem die Stelle des Betriebes ihren Sitz hat, der solche Bedienstete in ihren Personalangelegenheiten unterstehen. Bei den Österreichischen Bundesbahnen, den čechoslovakischen Staatsbahnen und den beiderseitigen Postverwaltungen ist der Sitz der höheren Verwaltungsstelle massgebend.

Als Betrieb im Sinne der Bestimmungen unter *a)* und *b)* gilt auch eine Zweigniederlassung oder sonstige ständige Einrichtung, die ein Betrieb, der seinen Sitz in dem einen Staate hat, in dem anderen Staate begründet.

c) Auf die Versicherung der Bediensteten der beiderseitigen diplomatischen und berufskonsularischen Vertretungen und der sonstigen amtlichen Stellen (Zollämter usw.) des einen Staates, die im anderen Staate ihren Sitz haben, finden die Rechtsvorschriften des entsendenden Staates Anwendung, wenn die Bediensteten diesem Staate angehören. Das gleiche gilt für die Versicherung von Bediensteten der Leiter, der Mitglieder und der sonstigen Beamten der genannten Stellen. Jedoch gelten die Rechtsvorschriften des Empfangsstaates, wenn der Dienstgeber dies bei Begründung des Dienstverhältnisses beantragt.

(2) Ist nach Absatz 1 bei einem Betriebe (Arbeitgeber), der seinen Sitz (Wohnsitz), in dem einen Staate hat, das Recht des anderen Staates für eine Beschäftigung in diesem Staate massgebend, so ist die Beschäftigung im Sinne dieses Rechts einem Betriebe gleichzuhalten.

(3) Fällt der in dem einen Staat eingetretene Unfall unter die Unfallversicherungsgesetze des anderen Staates, so gelten deren Vorschriften auch insoweit, als es sich um anderweitige Entschädigungsansprüche handelt, die wegen des Unfalles nach den Gesetzen des ersteren Staates geltend gemacht werden ; dies gilt auch, wenn ein Betrieb nur in einem der beiden Staaten der Unfallversicherungsgesetzgebung unterliegt. Erleidet ein Eisenbahnbediensteter während einer

předcházejících ustanovení jako vlastní dráha zaměstnancova. Věty prvé se použije obdobně také při ostatních odvětvích sociálního pojištění uvedených v čl. 1.

(4) Použití právních předpisů jednoho státu podle odst. 1. a 2. má také v zápětí, že nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění tohoto státu jsou příslušni pro provádění sociálního pojištění.

(5) Byly-li zaplaceny příspěvky nositeli pojištění jednoho státu, ačkoliv by byly měly býti zapraveny nositeli pojištění druhého státu, pokládá se nejprve zmíněný nositel pojištění tak dlouho za příslušna, dokud příslušnost nebude stanovena vzájemnou dohodou nebo dokud spor o příslušnost nebude pravoplatně rozhodnut ; v úrazovém pojištění spravuje se však zatímní příslušnost podle nemocenského pojištění dotčeného zaměstnance. Zjednání zákonného stavu působí však jen pro pojistné v budoucnu splatné a pro budoucí pojistné případy.

(6) Ustanovení odst. 1.—4. neplatí pro posádky lodí (vlečných lodí atd.), plujících na Dunaji a na vodách s ním spojených, a pro ostatní osoby trvale zaměstnané na těchto lodích, jakož i pro posádky letecké.

Článek 4.

(1) Při provádění některého z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1. poskytnou nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění jednoho státu nositelům, úřadům a soudům sociálního pojištění druhého státu správní nebo právní pomoc v témže rozsahu, jako by šlo o provádění vlastního sociálního pojištění. Zejména prozkoumají na žádost nositelé sociálního pojištění jednoho státu stejně jako by šlo o provádění vlastního sociálního pojištění, další trvání práva na požívání dávek u osob, jimž se dostává odškodnění od nositele pojištění druhého státu, a provedou lékařské prohlídky. Nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění zjistí dále v stejném rozsahu, jako by šlo o provádění vlastního sociálního pojištění, vše, co jest nutné k objasnění skutkové podstaty a to — spěchá-li věc a pokud jsou k tomu podle vlastních předpisů oprávněni — i z moci úřední.

(2) Odst. 1. platí obdobně při provádění československého invalidního a starobního pojištění.

Článek 5.

(1) Při provádění některého z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1., čítajíc v to i československé invalidní a starobní pojištění, poskytnou řádné soudy právní pomoc (včetně pomoci v řízení exekučním) podle předpisů platných pro věci občanské a obchodní. Pravoplatným rozsudkům soudním jsou v otázce vykonatelnosti postaveny na roveň vykonatelné výměry (platební příkazy, výkazy nedoplatků) nositelů pojištění o vymáhání pojistného a jiných pohledávek z pojistného poměru, opatří-li je nejvyšší správní úřad nositele pojištění doložkou « vyhotoveno za účelem výkonu exekuce » a připojí-li razítko a podpis.

(2) Pohledávky nositelů pojištění jednoho státu z nedoplatků na pojistném požívají v exekučním, konkursním a vyrovnacím řízení ve státě druhém týchž přednostních práv jako příslušné pohledávky nositelů pojištění státu posléze jmenovaného.

Beschäftigung gemäss Absatz 1, lit. *b)*, Z. 1, einen Unfall beim Betrieb einer fremden Bahn, so wird diese Bahn bei Anwendung vorstehender Bestimmung der eigenen Bahn des Bediensteten gleichgestellt. Satz 1 ist auf die übrigen im Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung entsprechend anzuwenden.

(4) Die Anwendung der Rechtsvorschriften des einen Staates gemäss den Absätzen 1 und 2 hat auch zur Folge, dass die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung dieses Staates zur Durchführung der Sozialversicherung zuständig sind.

(5) Sind Beiträge an den Versicherungsträger des einen Staates entrichtet, obwohl sie an den Versicherungsträger des anderen Staates hätten entrichtet werden sollen, so gilt der erstere Versicherungsträger so lange als zuständig, bis die Zuständigkeit einverständlich festgestellt oder ein Streit über die Zuständigkeit rechtskräftig entschieden ist ; in der Unfallversicherung jedoch richtet sich die vorläufige Zuständigkeit nach der Krankenversicherung des betreffenden Arbeitnehmers. Die Herstellung des gesetzlichen Zustandes wirkt nur für künftig fällige Versicherungsbeiträge und künftig eintretende Versicherungsfälle.

(6) Die Bestimmungen der Absätze 1 bis 4 gelten nicht für die Bemannung der die Donau und die mit ihr in Verbindung stehenden Gewässer befahrenden Schiffe (Schleppe usw.) und die sonstigen auf diesen Schiffen ständig beschäftigten Personen sowie für die Bemannung der Luftfahrzeuge.

Artikel 4.

(1) Bei der Durchführung der im Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung werden die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des einen Staates den Trägern, Behörden und Gerichten der Sozialversicherung des anderen Staates Verwaltungs- beziehungsweise Rechtshilfe in demselben Umfange leisten, wie wenn es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelte. Insbesondere werden die Träger der Sozialversicherung des einen Staates auf Antrag in der gleichen Weise, wie wenn es sich um die Durchführung der eigenen Sozialversicherung handelte, die Fortdauer des Bezugsrechtes von Personen prüfen, die von einem Versicherungsträger des anderen Staates Entschädigung beziehen, und ärztliche Untersuchungen besorgen. Ferner stellen die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung in demselben Umfange wie zur Durchführung der eigenen Sozialversicherung, in eiligen Fällen — soweit sie im Rahmen der eigenen Vorschriften dazu befugt sind — auch von Amtswegen, dasjenige fest, was zur Aufklärung des Sachverhaltes notwendig ist.

(2) Absatz 1 gilt entsprechend für die Durchführung der čechoslovakischen Invaliditäts- und Altersversicherung.

Artikel 5.

(1) Bei Durchführung der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung einschliesslich der čechoslovakischen Invaliditäts- und Altersversicherung leisten die ordentlichen Gerichte Rechts- (einschliesslich Vollstreckungs-) hilfe nach Massgabe der für Zivil- und Handelssachen geltenden Vorschriften. Den rechtskräftigen Urteilen der Gerichte sind hinsichtlich der Vollstreckung vollstreckbare Bescheide (Zahlungsaufträge, Rückstandsausweise) der Versicherungsträger über die Einforderung von Beiträgen und sonstigen Forderungen aus dem Versicherungsverhältnis gleichgestellt, wenn sie von der obersten Verwaltungsbehörde des Versicherungsträgers unter Beifügung von Siegel und Unterschrift mit dem Vermerke « Ausgefertigt zum Zwecke der Zwangsvollstreckung » versehen sind.

(2) Forderungen von Versicherungsträgern des einen Staates aus Beitragsrückständen geniessen bei der Zwangsvollstreckung sowie im Konkurs- und Ausgleichsverfahren im anderen Staate dieselben Vorrechte wie entsprechende Forderungen von Versicherungsträgern des letzteren Staates.

Článek 6.

(1) Pro rozsah náhrady výloh za právní pomoc (včetně pomoci při výkonu exekuce) nebo za správní pomoc podle článku 4. a 5. platí předpisy státu, jemuž náleží úřad pomoc poskytující.

(2) Pohledávky na náhradu podle odst. 1. jsou splatny, pokud nebude mezi zúčastněnými činiteli něco jiného umluveno, ke dni, kterého bylo skončeno úřední jednání, jež dalo podnět k výlohám. Pohledávky jsou splatny do měsíce po oznámení ve měně, ve které vzešly. V prodlení jest platiti čtyřprocentní úrok ode dne splatnosti.

Článek 7.

(1) Konsulové obou států pokládají se za zmocněny, aby zastupovali zaměstnance-občany svého státu před veškerými nositeli, úřady a soudy sociálního pojištění druhého státu. Vnitrostátní právní předpisy, podle nichž se vyžaduje zastoupení zvláštním právním zástupcem, jsou nedotčeny.

(2) Jde-li o příslušníky druhého státu, je o skončení úrazového šetření uvědomiti neprodleně příslušný konsulární úřad tohoto státu.

Článek 8.

Nejvyšší správní úřady obou států dohodnou se o tom, jak by bylo upraviti pokud možno nejúčelněji přímý styk co do podání příslušníků jednoho státu na nositele, úřady a soudy sociálního pojištění druhého státu.

Článek 9.

Při podávání opravných prostředků ve věcech některého z odvětví sociálního pojištění uvedených v čl. 1., čítajíc v to i československé invalidní a starobní pojištění, pokládají se zákonné lhůty za zachovány i tehdy, došel-li opravný prostředek včas u nositele, úřadu nebo soudu sociálního pojištění druhého státu. V těchto případech budiž opravný prostředek neprodleně zaslán

ministerstvu sociální péče v Praze, je-li k rozhodnutí o něm příslušnou instance československá, a

spolkovému ministerstvu pro sociální správu ve Vídni, je-li k rozhodnutí příslušnou instance rakouská.

Článek 10.

Předpisy o osvobozeních nebo úlevách kolkovních nebo poplatkových, týkající se provádění vlastního sociálního pojištění v jednom státě, platí stejně i při provádění sociálního pojištění druhého státu.

Artikel 6.

(1) Für den Umfang des Ersatzes von Auslagen für Rechts- (einschliesslich Vollstreckungs-) oder Verwaltungshilfe gemäss Artikel 4 und 5 gelten die Vorschriften des Staates, dem die hilfeleistende Stelle angehört.

(2) Ersatzforderungen gemäss Absatz 1 werden, sofern nicht zwischen den beteiligten Stellen etwas anderes vereinbart ist, in dem Zeitpunkte fällig, in dem die Amtshandlung, die den Anlass zur Entstehung der Auslagen gegeben hat, abgeschlossen ist. Die Forderungen sind binnen Monatsfrist nach Bekanntgabe in der Währung zu tilgen, in der sie entstanden sind. Bei Verzug sind sie mit vier vom Hundert vom Tage der Fälligkeit an zu verzinsen.

Artikel 7.

(1) Die Konsuln der beiden Staaten gelten als ermächtigt, die ihrem Staate angehörenden Arbeitnehmer vor allen Trägern, Behörden und Gerichten der Sozialversicherung des anderen Staates zu vertreten. Innerstaatliche Rechtsvorschriften, welche die Vertretung durch einen besonderen Rechtsvertreter anordnen, bleiben unberührt.

(2) Von dem Abschlusse von Unfallsuntersuchungen ist, wenn es sich um Angehörige des anderen Staates handelt, der zuständigen Konsularbehörde dieses Staates unverzüglich Nachricht zu geben.

Artikel 8.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden sich darüber verständigen, in welcher Weise der unmittelbare Verkehr hinsichtlich der Eingaben der Angehörigen des einen Staates an die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des anderen Staates möglichst zweckdienlich geregelt werden könnte.

Artikel 9.

Bei Einlegung von Rechtsmitteln in Angelegenheiten der in Artikel 1 bezeichneten Zweige der Sozialversicherung einschliesslich der čechoslovakischen Invaliditäts- und Altersversicherung gelten die gesetzlichen Fristen auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einem Träger, einer Behörde oder einem Gerichte der Sozialversicherung des anderen Staates eingegangen ist. In diesen Fällen ist die Rechtsmittelschrift unverzüglich,

wenn eine österreichische Stelle zur Entscheidung über das Rechtsmittel zuständig ist, an das Bundesministerium für soziale Verwaltung in Wien,

wenn eine čechoslovakische Stelle zur Entscheidung zuständig ist, an das Ministerium für soziale Fürsorge in Prag abzugeben.

Artikel 10.

Die in einem Staate für die Durchführung der eigenen Sozialversicherung getroffenen Bestimmungen über Befreiungen oder Erleichterungen hinsichtlich der Stempel- oder Rechtsgebühren kommen in gleicher Weise auch der Durchführung der Sozialversicherung des anderen Staates zugute.

B. USTANOVENÍ ZVLÁŠTNÍ.

I. NEMOCENSKÉ POJIŠTĚNÍ.

Článek 11.

Pobyt v pohraničním území druhého státu (dohoda o úpravě osobního styku v malém pohraničním styku ze dne 18. ledna 1923 [1]) nepokládá se pro poskytování dávek z nemocenského pojištění a pro nárok na dobrovolné nemocenské pojištění za pobyt v cizině.

Článek 12.

(1) Při pobytu v pohraničním území může zavázaný nositel pojištění poskytovati dávky buď sám nebo požádati nositele nemocenského pojištění druhého státu o jich poskytnutí.

(2) Požádá-li zavázaný nositel pojištění nositele nemocenského pojištění druhého státu o poskytnutí dávek v pohraničním území, poskytne dožádaný nositel dávky, řídě se dožádáním. Dožádanému nositeli pojištění se nahradí skutečně vzešlé výlohy ; pro náhradu nákladů za věcné dávky platí při tom sazby, jichž má použíti dožádaný nositel pojištění pro své vlastní oprávněné osoby. Článek 6., odst. 2. platí obdobně. Zúčastnění nositelé pojištění mohou sjednati podrobnosti.

(3) Nositelé pojištění obou států mohou učiniti dohody podle zásad odstavce 2. také v případech, ve kterých jsou zavázáni poskytnouti dávky do míst druhého státu ležících mimo pohraniční území.

Článek 13.

(1) Se svolením nejvyšších správních úřadů mohou nositelé nemocenského pojištění a jejich svazy ujednati, že pro poskytování dávek z nemocenského pojištění, pro jejich trvání a výši, jakož i pro nárok na dobrovolné nemocenské pojištění budou započítávány doby nemocenského pojištění v druhém státě.

(2) Měl-li by pojištěnec nároky na dávky zároveň z trvajícího a někdejšího pojištění aneb ze dvou někdejších pojištění proti nositelům obou států, příslušejí mu dávky jen od onoho nositele, u něhož jest ještě povinně pojištěn nebo u něhož naposled vystoupil z pojistné povinnosti.

(3) Nárok na dobrovolné nemocenské pojištění odpočívá po dobu, po kterou trvá zaměstnání podléhající povinnému nemocenskému pojištění v druhém státě.

II. POJIŠTĚNÍ DŮCHODOVÉ.

a) *Všeobecná ustanovení.*

Článek 14.

Pokud jde o dávky z pojištění důchodového (čl. 1., č. 2. až 4.), čítajíc v to i jakékoliv přídavky, nepokládá se pro oprávněné osoby, jež jsou příslušníky jednoho z obou států, pobyt v druhém státě za pobyt v cizině.

[1] Vol. LXXXVIII, page 237, de ce recueil.

B. BESONDERE BESTIMMUNGEN.

I. KRANKENVERSICHERUNG.

Artikel 11.

Der Aufenthalt im Grenzgebiet des anderen Staates (Übereinkommen betreffend die Regelung des Personenverkehrs im kleinen Grenzverkehr vom 18. Jänner 1923[1]) gilt für die Gewährung der Leistungen aus der Krankenversicherung und das Recht auf freiwillige Krankenversicherung nicht als Aufenthalt im Auslande.

Artikel 12.

(1) Beim Aufenthalt im Grenzgebiet kann der verpflichtete Versicherungsträger die Leistungen entweder selbst gewähren oder einen Träger der Krankenversicherung des anderen Staates um die Gewährung der Leistungen ersuchen.

(2) Ersucht der verpflichtete Versicherungsträger einen Träger der Krankenversicherung des anderen Staates um die Gewährung der Leistungen im Grenzgebiete, so hat dieser die Leistungen nach Massgabe des Ersuchens zu gewähren. Dem ersuchten Versicherungsträger sind die tatsächlich verauslagten Kosten zu erstatten ; für die Erstattung der Kosten der Sachleistungen gelten dabei die Gebührensätze, die der ersuchte Versicherungsträger für seine eigenen Berechtigten anzuwenden hat. Artikel 6, Absatz 2, gilt entsprechend. Die beteiligten Versicherungsträger können Näheres vereinbaren.

(3) Die beiderseitigen Versicherungsträger können Vereinbarungen nach den Grundsätzen des Absatzes 2 auch für die Fälle treffen, in denen sie zur Gewährung von Leistungen nach Orten des anderen Staates ausserhalb des Grenzgebietes verpflichtet sind.

Artikel 13.

(1) Mit Zustimmung der obersten Verwaltungsbehörden können die beiderseitigen Träger der Krankenversicherung und ihre Verbände vereinbaren, dass für die Gewährung der Leistungen aus der Krankenversicherung, ihre Dauer und Höhe sowie für das Recht auf freiwillige Krankenversicherung Zeiten der Krankenversicherung im anderen Staate angerechnet werden.

(2) Hätte der Versicherte gleichzeitig aus einer bestehenden und einer abgelaufenen oder aus zwei abgelaufenen Versicherungen Leistungsansprüche gegenüber Trägern beider Staaten, so gebühren ihm die Leistungen nur seitens jenes Trägers, bei dem er noch pflichtversichert ist oder bei dem er zuletzt aus der Pflichtversicherung ausschied.

(3) Das Recht auf freiwillige Krankenversicherung ruht für die Dauer einer krankenversicherungspflichtigen Beschäftigung im anderen Staate.

II. RENTENVERSICHERUNGEN.

a) *Allgemeines.*

Artikel 14.

Für die Leistungen aus den Rentenversicherungen (Artikel 1, Z. 2 bis 4) einschliesslich allfälliger Zulagen zu denselben gilt für Berechtigte, die einem der beiden Staaten angehören, der Aufenthalt im anderen Staate nicht als Aufenthalt im Auslande.

[1] Vol. LXXXVIII, page 237, of this Series.

Článek 15.

(1) Českoslovenští státní občané budou co do započtení dřívějších služebních dob podle §§ 126, odstavec 1., č. 3. a 127, odst. 1., č. 3. a 4 rakouského zákona o pojištění zaměstnanců ve vyšších službách postaveni na roveň rakouským spolkovým občanům, mají-li československé státní občanství alespoň od 30. června 1929 a požádají-li o záznam těchto dob do šesti měsíců po vyhlášení úmluvy v obou státech; nebyli-li však v posledních třech měsících před tímto dnem pojištěni podle rakouského zákona o pojištění zaměstnanců ve vyšších službách, budou postaveni na roveň rakouským spolkovým občanům, požádají-li o záznam do šesti měsíců po vstupu do zaměstnání, podléhajícího pojištění podle zmíněného zákona u příslušného nositele pensijního pojištění, předložíce potřebné průkazy.

(2) Státní příslušníci obou států nejsou však na roveň postaveni, pokud jde o použití §§ 127, odst. 2., písm. *b)*, 128 a 136, odst. 2. a 6. rakouského zákona o pojištění zaměstnanců ve vyšších službách a § 176 československého zákona o pensijním pojištění soukromých zaměstnanců ve vyšších službách, jakož i pokud jde o použití § 24, odst. 1. československého zákona o pojištění u báňských bratrských pokladen v otázce započtení dob mimo doby nemocí.

Článek 16.

(1) Dožaduje-li se někdo dávky z důchodového pojištění jednoho z obou států, má nositeli pojištění oznámiti, zda podléhal důchodovému pojištění druhého státu a jaké dávky má z tohoto pojištění.

(2) Krácené důchody (čl. 19., odst. 3.), které nepřesahují měsíčně částku 40 Kč nebo 8 šilinků mohou býti odbyty kapitálovou hodnotou.

b) *Úrazové pojištění.*

Článek 17.

Podnikatelům nesmí býti předpisováno vyšší pojistné na úrazové pojištění proto, že podnik má své sídlo v druhém státě.

Článek 18.

Ustanovení článku 12. platí také pro léčení při podnikových úrazech.

c) *Pensijní pojištění zaměstnanců ve vyšších službách.*

Článek 19.

(1) Byly-li za pojištěnce zapraveny příspěvky na československé a rakouské pojištění, sečtou se tyto příspěvkové doby pro zachování nároků (čák), pro dosažení čekací doby a pro přípustnost dobrovolného pokračování v pojištění, nikoliv však pro přípustnost placení uznávacího poplatku; za příspěvkové doby platí doby, za něž bylo zaplaceno pojistné nebo doby, jež plynuly od měsíce, v němž došlo ku přihlášce nebo v němž byla nositelem pojištění nebo příslušným úřadem zjištěna pojistná povinnost, jakož i doby získané převodem aneb zákupem (pravé příspěvkové doby). Případná zákonná omezení započitatelnosti těchto dob jsou i při sečítání nedotčena. Pravým příspěvkovým dobám kladou se na roveň i jinak započitatelné doby, jestliže a pokud podle právních

Artikel 15.

(1) Den österreichischen Bundesbürgern werden čechoslovakische Staatsangehörige für die Anrechnung von Vordienstzeiten nach den §§ 126, Absatz 1, Z. 3 und 127, Absatz 1, Z. 3 und 4 des österreichischen Angestelltenversicherungsgesetzes gleichgestellt, wenn sie die čechoslovakische Staatsangehörigkeit mindestens seit dem 30. Juni 1929 besitzen und wenn sie die Vormerkung dieser Zeiten binnen sechs Monaten nach Verlautbarung des Vertrages in beiden Staaten, wenn sie aber in den letzten drei Monaten vor diesem Zeitpunkte nach dem österreichischen Angestelltenversicherungsgesetze nicht versichert waren, binnen sechs Monaten nach Eintritt in eine nach diesem Gesetze versicherungspflichtige Stellung beim zuständigen Träger der Pensionsversicherung unter Vorlage der erforderlichen Nachweisungen verlangen.

(2) Eine Gleichstellung der beiderseitigen Staatsangehörigen findet nicht statt hinsichtlich der Anwendung der §§ 127, Absatz 2, lit. *b*, 128 und 136, Absätze 2 und 6, des österreichischen Angestelltenversicherungsgesetzes und des § 176 des čechoslovakischen Pensionsversicherungsgesetzes der Privatangestellten in höheren Diensten sowie des § 24, Absatz 1, des čechoslovakischen Bruderladengesetzes über die Anrechnung von Zeiten ausser Krankheitszeiten.

Artikel 16.

(1) Wer eine Leistung aus einer Rentenversicherung eines der beiden Staaten beansprucht, hat dem Versicherungsträger anzugeben, ob er einer Rentenversicherung des anderen Staates unterlag und welche Leistungen er aus dieser bezieht.

(2) Gekürzte Renten (Artikel 19, Absatz 3), die den Betrag von 8 S oder 40 Kč monatlich nicht übersteigen, können mit ihrem Kapitalswert abgefunden werden.

b) *Unfallversicherung.*

Artikel 17.

Unternehmer dürfen zur Unfallversicherung nicht deshalb mit höheren Versicherungsbeiträgen herangezogen werden, weil der Betrieb seinen Sitz im anderen Staate hat.

Artikel 18.

Die Vorschriften des Artikels 12 gelten auch für die Heilbehandlung auf Grund von Betriebsunfällen.

c) *Pensionsversicherung der Angestellten.*

Artikel 19.

(1) Sind für einen Versicherten Beiträge zur österreichischen und zur čechoslovakischen Versicherung entrichtet, so werden die Beitragszeiten für die Aufrechterhaltung der Anwartschaften (Ansprüche), für die Erfüllung der Wartezeit und für die Zulässigkeit der freiwilligen Fortsetzung der Versicherung, jedoch nicht für die Zulässigkeit der Zahlung der Anerkennungsgebühr zusammengerechnet ; als Beitragszeiten gelten Zeiten, für die Beiträge gezahlt wurden oder die seit dem Monat der Anmeldung oder der Feststellung der Versicherungspflicht durch den Versicherungsträger oder die zuständige Behörde liefen, sowie durch Überweisung (Überführung) oder Einkauf erworbene Zeiten (echte Beitragszeiten). Allfällige gesetzliche Beschränkungen der Anrechenbarkeit dieser

předpisů státu, v němž byly získány, působí ve směrech shora uvedených (rovnocenné doby). Je-li předepsán pro nápad starobního důchodu zvláštní počet příspěvkových měsíců, příspěvkové doby se sečtou. Kryjí-li se doby v obou státech, počítají se jen jednoduše.

(2) Doby nemocí, kterými se zachovávají nároky podle zákonodárství jednoho státu, jakož i doby, po které byl požíván invalidní (starobní) důchod, zachovávají také nároky ve druhém státě ; totéž platí o dobách, po které byl placen uznávací poplatek, pokud pojistný případ nastane v těchto dobách, nebo pokud po nich následují bezprostředně příspěvkové doby. K jinakým dobám udržujícím nároky přihlížejí nositelé každého státu podle svých vnitrostátních právních předpisů.

(3) Nastane-li pojistný případ, poskytují nositelé pojištění obou států důchod, na nějž je nárok podle vnitrostátních předpisů, přihlížejíce k odstavci 1. a 2. tohoto článku. Pro vyměření důchodu vezmou se za základ vnitrostátní příspěvkové doby. Ze základní částky platí se však jen díl, který odpovídá poměru vnitrostátních pravých příspěvkových dob k úhrnu pravých příspěvkových dob v obou státech ; ku pravým příspěvkovým dobám se při tom připočítávají rovnocenné doby a doby, po které v jednom státě byl placen uznávací poplatek, je-li nositel pojištění druhého státu povinen poskytovati dávky jen proto, že se k těmto dobám přihlíží. Není-li ve stanovách nositele pojištění ustanovení o základní částce, pokládá se za základní částku invalidní důchod, který určují stanovy pro dobu, kdy byla dokončena čekací doba. Stejně jako základní částka dělí se dávky, jejichž výměra nezávisí na získání doby, jakož i nejnižší dávky. Ku krácení podle předchozích ustanovení nedojde, nebylo-li získáno v jednom z obou států aspoň 12 započitatelných příspěvkových měsíců ; v tomto případě není nároku proti nositeli pojištění tohoto státu.

(4) Nebyla-li při služebním (podnikovém) úrazu čekací doba ještě dokonána, přísluší důchod jen od onoho nositele pojištění, u něhož byla osoba, která utrpěla úraz, pojištěna v době úrazu, a to podle právních předpisů tohoto nositele pojištění.

Článek 20.

Článek 19. neplatí sice pro výbavné, platí však — s výjimkou poslední věty odst. 3. — také pro odbytné jednou pro vždy, které se krátí stejně jako základní částka.

Článek 21.

Je-li úhrn dávek vypočtený podle čl. 19. nižší než dávka, jež by příslušela oprávněnému v jednom z obou států sama o sobě podle vnitrostátních předpisů a na základě příspěvkové doby získané v tomto státě, zvýší nositel pojištění dávku, jež jde na jeho vrub, o tento rozdíl ; pro srovnání použije se zlaté relace obou měn. Přísluší-li z pojištění jednoho státu jednorázová, z pojištění druhého státu však opětující se platba, přepočte se ku srovnání platba vyplývající z pojištění tohoto druhého státu podle pojistně technických zásad v platbu onoho druhu, jenž přísluší podle vlastního pojištění.

Článek 22.

Pokud podle vnitrostátních předpisů důchod, hledíc k jinému nároku, se krátí nebo odpočívá, jsou si příslušné československé a rakouské nároky rovny. Nejvyšší správní úřady dohodnou se v otázce provádění na podrobnostech.

Zeiten bleiben auch bei der Zusammenrechnung aufrecht. Den echten Beitragszeiten sind auch sonstige anrechenbare Zeiten gleichgestellt, wenn und insoweit sie nach dem Rechte des Staates, in dem sie erworben wurden, in den eingangs angeführten Beziehungen wirken (gleichgestellte Zeiten). Soweit für den Anfall der Altersrente eine besondere Zahl von Beitragsmonaten vorgeschrieben ist, werden die Beitragszeiten zusammengerechnet. Decken sich Zeiten in beiden Staaten, sind sie nur im einfachen Ausmasse zu rechnen.

(2) Krankheitszeiten, die nach der Gesetzgebung des einen Staates die Anwartschaft erhalten, sowie Zeiten, während derer die Invaliditäts- (Alters-) rente bezogen wurde, erhalten auch die Anwartschaft im anderen Staate ; das gleiche gilt für Zeiten, während derer Anerkennungsgebühr gezahlt wurde, sofern in diesen Zeiten der Versicherungsfall eintritt oder ihnen Beitragszeiten unmittelbar nachfolgen. Die sonstigen die Anwartschaft erhaltenden Zeiten berücksichtigen die Versicherungsträger jedes Staates nach ihrem innerstaatlichen Rechte.

(3) Beim Eintritt eines Versicherungsfalles gewähren die Versicherungsträger beider Staaten die Rente, auf die nach den innerstaatlichen Vorschriften unter Berücksichtigung der Absätze 1 und 2 dieses Artikels ein Anspruch besteht. Der Berechnung der Rente werden die innerstaatlichen Beitragszeiten zugrunde gelegt. Von dem Grundbetrage ist aber nur der Teil zu zahlen, der dem Verhältnis der innerstaatlichen echten Beitragszeiten zur Summe der echten Beitragszeiten in beiden Staaten entspricht ; den echten Beitragszeiten werden hiebei die gleichgestellten Zeiten und Zeiten, während derer in dem einen Staate eine Anerkennungsgebühr gezahlt wurde, zugerechnet, wenn nur infolge ihrer Berücksichtigung die Leistungspflicht des Versicherungsträgers des anderen Staates entsteht. Sehen die Satzungen (Statuten) des Versicherungsträgers einen Grundbetrag nicht vor, so gilt als Grundbetrag die in den Satzungen (Statuten) für den Zeitpunkt der Vollendung der Wartezeit festgesetzte Invaliditätsrente. In gleicher Weise wie der Grundbetrag werden Leistungen, deren Ausmass von der erworbenen Zeit unabhängig ist, sowie Mindestleistungen geteilt. Die Kürzung im Sinne der vorstehenden Bestimmungen entfällt, wenn in einem der beiden Staaten nicht mindestens zwölf Beitragsmonate anrechenbar sind ; in diesem Falle besteht gegen den Versicherungsträger dieses Staates kein Anspruch.

(4) Ist bei einem Dienst-(Betriebs-) unfall die Wartezeit noch nicht zurückgelegt, so gebührt nur von jenem Versicherungsträger eine Rente, bei dem der Verunglückte im Zeitpunkte des Unfalles versichert war, und zwar nach den Rechtsvorschriften dieses Versicherungsträgers.

Artikel 20.

Artikel 19 gilt nicht für den Ausstattungsbeitrag, er gilt jedoch — mit Ausnahme des Schlussatzes des Absatzes 3 — auch für die einmalige Abfertigung, die wie der Grundbetrag gekürzt wird.

Artikel 21.

Ist die nach Artikel 19 berechnete Gesamtleistung kleiner als die Leistung, die in einem der beiden Staaten allein nach innerstaatlichen Vorschriften und auf Grund der in diesem Staate zurückgelegten Beitragszeit dem Berechtigten zustehen würde, so hat der Versicherungsträger die ihm zur Last fallende Leistung um den Unterschiedsbetrag zu erhöhen ; für den Vergleich wird von der Goldrelation der beiden Währungen ausgegangen. Gebührt aus der Versicherung des einen Staates eine einmalige, aus der des anderen Staates eine laufende Zahlung, so wird für den Vergleich die Zahlung aus der Versicherung des anderen Staates nach versicherungstechnischen Grundsätzen in eine Zahlung nach Art der aus der eigenen Versicherung gebührenden umgerechnet.

Artikel 22.

Soweit nach innerstaatlichen Rechte eine Rente mit Rücksicht auf einen anderen Anspruch gekürzt wird oder ruht, stehen die entsprechenden österreichischen und čechoslovakischen Ansprüche einander gleich. Über die Durchführung vereinbaren die obersten Verwaltungsbehörden das Nähere.

Článek 23.

Nositelé pojištění obou států stanoví dávky, jež mají poskytovati, a vydají o tom výměr. Příslušnému nositeli pojištění druhého státu jest předem poskytnouti příležitost, aby se vyjádřil, bylo-li pojistné zapraveno nositelům pojištění obou států. Je-li tu již podle vnitrostátních právních předpisů nárok neodvisle od této úmluvy, poskytne se prozatímní dávka. Jinak možno poskytnouti prozatímní dávku.

Článek 24.

Stanovil-li nositel pojištění dávku, nepřihlédnuv plně k ustanovením této úmluvy, stanoví se dávka znovu podle této úmluvy, i když předpoklady pro poskytování dávky byly splněny již získáním vnitrostátních příspěvkových dob. Dřívější výměr pozbývá pak novým stanovením dávky účinnosti. Totéž platí, došlo-li ku změně v poměrech, které jsou podle předpisů této úmluvy rozhodny pro stanovení dávky.

Článek 25.

Nositelé pojištění obou států mohou sjednati, že běžné platby, jež mají býti poskytovány podle předcházejících ustanovení, bude vypláceti zcela jeden z nich ; druhý mu pak běžně nahradí částky naň připadající.

Článek 26.

Pokud zaměstnání má vliv na nárok na dávky, jejich výměru a trvání, je zaměstnání vykonávané v druhém státě postaveno na roveň zaměstnání v tuzemsku.

d) *Pojištění u báňských bratrských pokladen.*

Článek 27.

Ustanovení čl. 19 a 21 až 26 platí obdobně v poměru mezi československým a rakouským pojištěním u báňských bratrských pokladen.

C. USTANOVENÍ ZÁVĚREČNÁ.

Článek 28.

(1) Každý z obou států vydá samostatně ustanovení o provedení této úmluvy, pokud je to pro jeho obor zapotřebí.

(2) Ustanovení podle toho vydaná se sdělí nejvyššímu správnímu úřadu druhého státu.

Artikel 23.

Die Versicherungsträger beider Staaten stellen die von ihnen zu gewährenden Leistungen fest und erteilen hierüber einen Bescheid. Dem entsprechenden Versicherungsträger des anderen Staates ist vorher Gelegenheit zur Äusserung zu geben, wenn Beiträge an Versicherungsträger beider Staaten entrichtet sind. Ist der Anspruch auch ohne die Bestimmungen dieses Vertrages nach innerstaatlichem Rechte begründet, so ist eine vorläufige Leistung zu gewähren. Im übrigen kann eine vorläufige Leistung gewährt werden.

Artikel 24.

Hat ein Versicherungsträger eine Leistung festgestellt, ohne die Bestimmungen dieses Vertrages voll zu berücksichtigen, so ist die Leistung auf Grund der Vertragsbestimmungen neu festzustellen, auch wenn die Leistungsvoraussetzungen schon durch die innerstaatlichen Beitragszeiten erfüllt sind. Der frühere Bescheid wird mit der Neufeststellung unwirksam. Das gleich gilt, wenn in den Verhältnissen, die nach den Bestimmungen dieses Vertrages für die Feststellung der Leistung massgebend sind, eine Änderung eintritt.

Artikel 25.

Die Versicherungsträger der beiden Staaten können vereinbaren, dass die nach den vorstehenden Bestimmungen zu gewährenden laufenden Zahlungen von dem einen Versicherungsträger voll ausgezahlt werden ; der andere erstattet dann laufend die ihm zur Last fallenden Beträge.

Artikel 26.

Soweit Beschäftigungen den Anspruch auf Leistungen, ihr Ausmass oder den Fortbezug von Leistungen beeinflussen, sind Beschäftigungen, die im anderen Staate ausgeübt werden, inländischen Beschäftigungen gleichzuhalten.

d) *Bruderladenprovisionsversicherung.*

Artikel 27.

Die Bestimmungen der Artikel 19 und 21 bis 26 gelten entsprechend im Verhältnis zwischen der österreichischen und čechoslovakischen Bruderladenprovisionsversicherung.

C. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 28.

(1) Die Bestimmungen zur Ausführung dieses Vertrages werden von jedem der beiden Staaten soweit sie für seinen Bereich erforderlich sind, selbständig getroffen.

(2) Die hienach getroffenen Bestimmungen sollen der obersten Verwaltungsbehörde des anderen Staates mitgeteilt werden.

Článek 29.

Nejvyšší správní úřady obou států dohodnou se o tom, jak by bylo zaříditi, pokud možno jednoduše a s nejmenšími náklady, doručování a platby ku provádění sociálního pojištění z území jednoho státu do území druhého státu.

Článek 30.

Nositelé pojištění obou států mají se dle možnosti vzájemně uvědomovati, doví-li se, že pojištěnec přeložil pobyt z území jednoho státu do území druhého státu. Nositelé pojištění mohou se dohodnouti o podrobnostech.

Článek 31.

Nejvyšší správní úřady obou států rozhodují v obapolné dohodě o sporech, jež se vyskytnou při výkladu a použití této úmluvy. Nedojde-li k dohodě, platí pro další řízení předpisy smírčí a rozhodčí smlouvy mezi republikou Československou a republikou Rakouskou ze dne 5. března 1926 [1].

Článek 32.

(1) Vzejde-li mezi nositeli, úřady nebo soudy sociálního pojištění obou států v jednotlivém případě spor o to, má-li se použíti práva jednoho nebo druhého státu, může až do rozhodnutí podle čl. 31 nositel pojištění, u něhož nejprve byl ohlášen nárok ze sporného pracovního poměru, poskytnouti prozatímní péči, byl-li by tu nárok podle právních předpisů obou států. Nositel důchodového pojištění může provedením této péče pověřiti nositele nemocenského pojištění. Péče záleží v poskytování dávek, k nimž by byl povinen nositel pojištění podle právních předpisů pro něj platných.

(2) Byla-li prozatímní péče odepřena nebo nebyla-li poskytnuta v potřebném rozsahu, může dozorčí úřad na podanou stížnost přiměti nositele pojištění, aby poskytl prozatímní péči, a stanoviti míru dávek. Je-li spor mezi nositeli pojištění, kteří nepodléhají témuž dozorčímu úřadu, rozhodne nejvyšší správní úřad, je-li toho potřebí v dohodě se zúčastněnými ministerstvy.

(3) Nositel pojištění posléze zavázaný nahradí nositeli pojištění, jenž poskytl prozatímní péči, náklady tím vzešlé. Článek 6, odst. 2. platí obdobně.

Článek 33.

Nejvyšším správním úřadem po rozumu této úmluvy jest pro Československou republiku ministr sociální péče a pro republiku Rakouskou spolkový ministr pro sociální správu.

Článek 34.

(1) Styk nositelů, úřadů a soudů sociálního pojištění obou států při provádění této úmluvy děje se přímo.

[1] Vol. LI, page 349, de ce recueil.

Artikel 29.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten werden sich darüber verständigen, in welcher Weise Zustellungen und Zahlungen zur Durchführung der Sozialversicherung aus dem Gebiete des einen Staates in das des anderen möglichst einfach und mit möglichst geringen Kosten bewirkt werden.

Artikel 30.

Die Versicherungsträger beider Staaten sollen sich tunlichst gegenseitig benachrichtigen, wenn ihnen bekannt wird, dass ein Versicherter seinen Aufenthalt vom Gebiete des einen Staates in das des anderen verlegt. Die Versicherungsträger können hierüber nähere Vereinbarungen treffen.

Artikel 31.

Die obersten Verwaltungsbehörden beider Staaten entscheiden im beiderseitigen Einvernehmen über Streitigkeiten, die sich bei der Auslegung und bei der Anwendung des vorliegenden Vertrages ergeben. Kommt es nicht zu einer Einigung, so richtet sich das weitere Verfahren nach dem Vergleichs-und Schiedsgerichtsvertrage zwischen der Republik Österreich und der Čechoslovakischen Republik vom 5. März 1926 [1].

Artikel 32.

(1) Wird zwischen Trägern, Behörden oder Gerichten der Sozialversicherung der beiden Staaten im Einzelfalle die Frage streitig, ob das Recht des einen oder des anderen Staates anzuwenden ist, so kann, bis die Entscheidung gemäss Artikel 31 getroffen ist, der Versicherungsträger, bei dem ein Anspruch aus dem streitigen Beschäftigungsverhältnis zuerst angemeldet wird, eine vorläufige Fürsorge gewähren, wenn sich nach dem Rechte beider Staaten ein Anspruch ergeben würde. Der Träger der Rentenversicherung kann einen Träger der Krankenversicherung mit der Durchführung der Fürsorge betrauen. Die Fürsorge besteht in den Leistungen, zu denen der Versicherungsträger nach dem für ihn geltenden Rechte verpflichtet wäre.

(2) Wird die vorläufige Fürsorge verweigert oder nicht in dem erforderlichen Umfange gewährt, so kann auf Beschwerde die Aufsichtsbehörde den Versicherungsträger zur Gewährung der vorläufigen Fürsorge anhalten und das Mass der Leistungen bestimmen. Bei Streit zwischen Versicherungsträgern, die nicht derselben Aufsichtsbehörde unterstehen, entscheidet die oberste Verwaltungsbehörde, gegebenenfalls im Einvernehmen mit den beteiligten Ministerien.

(3) Der endgültig verpflichtete Versicherungsträger hat dem Versicherungsträger, der die vorläufige Fürsorge gewährt hat, die dafür gemachten Aufwendungen zu erstatten. Artikel 6, Absatz 2, gilt entsprechend.

Artikel 33.

Oberste Verwaltungsbehörde im Sinne dieses Vertrages ist für die Republik Österreich der Bundesminister für soziale Verwaltung, für die Čechoslovakische Republik der Minister für soziale Fürsorge.

Artikel 34.

(1) Bei der Durchführung dieses Vertrages verkehren die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung beider Staaten miteinander unmittelbar.

[1] Vol. LI, page 349, of this Series.

(2) Není-li přímý styk ze zvláštních důvodů možný, mohou nositelé, úřady a soudy sociálního pojištění jednoho státu dovolati se zprostředkování konsulárního úřadu druhého státu, příslušného podle jejich sídla.

Článek 35.

Tato úmluva bude ratifikována. Ratifikační listiny budou pokud možno v brzku vyměněny ve Vídni.

Článek 36.

(1) Úmluva nabude účinnosti prvního dne měsíce, jenž následuje po výměně ratifikačních listin.

(2) Ustanovení této úmluvy platí ode dne její účinnosti také pro dřívější pojistné případy důchodového pojištění, ustanovení čl. 19 až 27 neplatí však, byl-li důchod pravoplatně přiznán v obou státech již před účinností úmluvy nebo jestliže by důchod nepříslušel v žádném z obou států, ani kdyby se použilo předpisů úmluvy ; řízení může býti zahájeno z moci úřední, musí však býti zahájeno, žádá-li o to oprávněná osoba nebo zúčastněný nositel pojištění druhého státu. Při použití předpisů této úmluvy se přihlíží i k příspěvkovým dobám, které byly získány před její účinností. Odpovídá-li v době před účinností úmluvy v případech článku 3. skutečné vymezení poměru obou pojištění předpisům tohoto článku, zůstává při tom.

(3) Za dobu před účinností této úmluvy se dodatečně neplatí. Byl-li dosud poskytovaný důchod vyšší než krácený důchod příslušející podle této úmluvy, není příjemce povinen nahraditi rozdíl. Pokud byly poskytnuty jednorázové dávky, započítají se na splatná důchodová plnění, leč by pojistný případ byl nastal před 1. lednem 1929.

(4) Osoby, které by byly oprávněny dobrovolně pokračovati v důchodovém pojištění, kdyby příspěvkové doby získané v obou státech bylo bývalo možno již v době zániku pojistné povinnosti sčítati po rozumu této úmluvy a kdyby dohromady činily nejméně 60 příspěvkových měsíců, připustí se k dobrovolnému pokračování v pojištění, počínajíc od účinnosti úmluvy, zapraví-li první příspěvek do tří měsíců po vyhlášení úmluvy v obou státech ; toto dobrovolné pokračování v pojištění bude však jen tehdy účinné, nastal-li pojistný případ nejdříve 18 měsíců po účinnosti úmluvy.

Článek 37.

Každý z obou států může vypověděti tuto úmluvu ve lhůtě nejméně jednoho roku pro konec kalendářního roku. Závazky z pojistných případů, na něž bylo použito této úmluvy, jsou nositelé pojištění k tomu na základě úmluvy zavázaní povinni dále plniti přesto, že úmluva byla vypověděna. Nároky (čáky), které podle ustanovení této úmluvy byly zachovány, nezanikají výpovědí úmluvy ; jejich další zachování spravuje se pro dobu po zániku účinnosti úmluvy podle vnitrostátních právních předpisů.

Na doklad toho podepsali zmocněnci vlastnoručně tuto úmluvu.

Úmluva vyhotovena v Praze pátého září 1931 v dvojím prvopise v československé a německé řeči, z nichž každý z obou států obdrží po jednom.

Dr Jan BRABLEC.
Dr GREGOR.

(2) Ist der unmittelbare Verkehr aus besonderen Gründen untunlich, so können die Träger, Behörden und Gerichte der Sozialversicherung des einen Staates die Vermittlung der für ihren Sitz zuständigen Konsularbehörde des anderen Staates in Anspruch nehmen.

Artikel 35.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden, sobald als möglich, in Wien ausgetauscht werden.

Artikel 36.

(1) Der Vertrag tritt mit dem ersten Tage des Monates in Kraft, der auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgt.

(2) Die Bestimmungen dieses Vertrages gelten mit Wirkung vom Tage ihres Inkrafttretens auch für die früheren Versicherungsfälle in den Rentenversicherungen, die Bestimmungen der Artikel 19 bis 27 jedoch nicht, wenn in beiden Staaten vor Inkrafttreten des Vertrages eine Rente rechtskräftig zuerkannt worden ist oder auch unter Anwendung der Bestimmungen des Vertrages in keinem der beiden Staaten eine Rente anfallen würde; das Verfahren kann von Amtswegen und muss über Antrag des Berechtigten oder eines beteiligten Versicherungsträgers des anderen Staates eingeleitet werden. Bei Anwendung der Bestimmungen dieses Vertrages sind auch vor ihrem Inkrafttreten zurückgelegte Versicherungszeiten zu berücksichtigen. Entspricht in der Zeit vor Inkrafttreten des Vertrages in Fällen des Artikels 3 die tatsächliche Abgrenzung der beiderseitigen Versicherungen den Bestimmungen dieses Artikels, so hat es hiebei sein Bewenden.

(3) Nachzahlungen für die Zeit vor dem Inkrafttreten des Vertrages finden nicht statt. War die bisher gewährte Rente höher als die nach diesem Vertrage zustehende gekürzte Rente, so ist der Empfänger zum Rückersatz nicht verpflichtet. Soweit einmalige Leistungen gewährt worden sind, werden sie auf die fällig werdenden Rentenleistungen angerechnet, es wäre denn, dass der Versicherungsfall vor dem 1. Jänner 1929 eingetreten ist.

(4) Personen, die zur freiwilligen Fortsetzung einer Rentenversicherung berechtigt gewesen wären, wenn die in beiden Staaten zurückgelegten Beitragszeiten schon zur Zeit des Erlöschens der Versicherungspflicht im Sinne dieses Vertrages zusammenrechenbar gewesen wären und zusammen mindestens 60 Beitragsmonate betragen hätten, sind zur freiwilligen Fortsetzung der Versicherung vom Inkrafttreten des Vertrages an zuzulassen, wenn sie den ersten Beitrag binnen drei Monaten nach Verlautbarung des Vertrages in beiden Staaten entrichten; diese freiwillige Fortsetzung der Versicherung wird jedoch nur wirksam, wenn der Versicherungsfall frühestens 18 Monate nach Inkrafttreten des Vertrages eintritt.

Artikel 37.

Jeder der beiden Staaten kann den Vertrag mit einer Frist von mindestens einem Jahr für den Schluss eines Kalenderjahres kündigen. Verpflichtungen aus Versicherungsfällen, auf die dieser Vertrag angewendet wurde, sind trotz der Kündigung von den auf Grund des Vertrages verpflichteten Versicherungsträgern weiter zu erfüllen. Anwartschaften (Ansprüche), die nach den Bestimmungen dieses Vertrages aufrechterhalten worden sind, erlöschen durch die Kündigung des Vertrages nicht; ihre weitere Aufrechterhaltung richtet sich für die Zeit nach dem Ausserkrafttreten des Vertrages nach innerstaatlichem Rechte.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag mit ihren Unterschriften versehen.

Ausgefertigt in Praha am fünften September 1931 in doppelter Urschrift in deutscher und in čechoslovakischer Sprache, von denen jeder der beiden Staaten eine erhält.

Dr. KERBER.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Obě vlády shodně prohlašují, že nejpozději v době, kdy nabude účinnosti rakouské invalidní pojištění, zahájí nová vyjednávání za tím účelem, aby zásady vzájemnosti obsažené v předchozí úmluvě byly rozšířeny na invalidní pojištění obou států.

V PRAZE *dne* 5. *září* 1931.

Dr Jan BRABLEC.
Dr GREGOR.

DRUHÝ ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Ustanovení článku 11 se nevztahují na nemocenské pojištění zemědělských dělníků, dokud dohodou obou nejvyšších správních úřadů nebude stanovena plná účinnost těchto předpisů; nicméně dávky z nemocenského pojištění budou v každém případě poskytovány, nastane-li pojistný případ za trvání pojištění.

V PRAZE *dne* 18. *ledna* 1933.

Dr Jan BRABLEC.
Dr Kv. GREGOR.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Die beiden Regierungen erklären ihr Einverständnis darüber, dass sie spätestens bei Inkrafttreten der österreichischen Invalidenversicherung in neuerliche Verhandlungen eintreten werden, um die in dem vorstehenden Vertrag niedergelegten Grundsätze der Gegenseitigkeit auf die beiderseitige Invalidenversicherung auszudehnen.

PRAHA, *am* 5. *September* 1931.

Dr. KERBER.

ZWEITES SCHLUSSPROTOKOLL.

Die Vorschriften des Artikels 11 finden auf die Krankenversicherung der Landarbeiter insolange nicht Anwendung, als nicht durch ein Übereinkommen der beiden obersten Verwaltungsbehörden die volle Anwendung dieser Vorschriften festgesetzt wird ; doch sind die Leistungen aus der Krankenversicherung jedenfalls dann zu gewähren, wenn der Versicherungsfall während des Bestandes der Versicherung eintritt.

PRAHA, *am* 18. *Jänner* 1933.

Dr. KERBER.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 4 septembre 1933.

Jan OPOČENSKÝ,
Directeur des Archives.

[1] TRADUCTION.

N° 3278. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LES ASSURANCES SOCIALES. SIGNÉ A PRAGUE, LE 5 SEPTEMBRE 1931.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE sont convenus de régler par traité les relations entre les deux pays dans le domaine des assurances sociales. Ils ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Robert KERBER, Conseiller ministériel au Ministère fédéral de l'Administration sociale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Jan BRABLEC, Chef de section au Ministère de la Prévoyance sociale ; et
M. le Dr Květoslav GREGOR, Conseiller ministériel au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier.

Le présent traité est applicable :

1° A l'assurance-maladie des ouvriers (y compris les ouvriers agricoles) et des employés (y compris les employés des administrations publiques) ;

2° A l'assurance-accidents des ouvriers (y compris les ouvriers agricoles) et des employés ;

3° A l'assurance-pension des employés ;

4° A l'assurance-pension auprès des caisses mutuelles minières.

Est également considérée comme assurance-accidents, au sens du point 2°, l'assurance-accidents qui se substitue à l'assurance de droit public.

Article 2.

Sans préjudice de l'article 15, les deux Etats assimilent, aux fins des prestations des différentes branches d'assurance sociale énumérées à l'article premier, les ressortissants de l'autre Etat et leurs ayants droit à leurs propres ressortissants et aux ayants droit de ceux-ci.

[1] Traduction du Bureau International du Travail.

[1] TRANSLATION.

No. 3278. — TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING SOCIAL INSURANCE. SIGNED AT PRAGUE, SEPTEMBER 5, 1931.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have agreed to regulate by treaty the relations between the two countries in regard to social insurance and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Robert KERBER, Ministerial Councillor in the Federal Ministry for Social Administration ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Head of Section in the Ministry of Social Welfare ; and
Dr. Květoslav GREGOR, Ministerial Councillor in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

A. GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

This Treaty shall cover the following matters :

1. Sickness insurance of wage-earning employees (including wage-earning employees in agriculture) and salaried employees (including public employees) ;

2. Accident insurance of wage-earning and salaried employees (including wage-earning employees in agriculture) ;

3. Salaried employees' pension insurance ;

4. Miners' pension insurance.

Accident relief which replaces public accident insurance shall also be deemed to be accident insurance within the meaning of No. 2 above.

Article 2.

Without prejudice to the provisions of Article 15, each of the two States shall place the nationals of the other State and their surviving dependants on the same footing as its own nationals and their surviving dependants for the purpose of benefits under the branches of social insurance specified in Article 1.

[1] Translation of the International Labour Office.

Article 3.

1. En principe, l'application de l'assurance sociale des différentes branches énumérées à l'article premier est régie par les prescriptions légales de l'Etat sur le territoire duquel est exercée l'occupation déterminant l'assurance. Cette règle comporte les exceptions suivantes :

a) Lorsque les salariés d'une entreprise (d'un employeur) ayant son siège (domicile) dans l'un des Etats sont détachés, en vue d'une occupation temporaire, dans le territoire de l'autre Etat, sont applicables, pour la durée d'un an, les prescriptions légales de l'Etat où est situé le siège de l'entreprise (le domicile de l'employeur) par laquelle (lequel) l'assuré est détaché. Les prescriptions légales de cet Etat sont également applicables aux occupations qui, par leur nature, exigent des séjours répétés, mais n'excédant pas un an chacun, dans le territoire de l'autre Etat. Les autorités administratives suprêmes des deux Etats peuvent, dans ces cas exceptionnels, prolonger, d'un commun accord, ce délai.

b) A l'assurance des agents :

1° Des entreprises publiques de transport de l'un des Etats qui — soit passagèrement, soit durablement, sur des lignes frontières ou dans des stations frontières — sont occupés dans le territoire de l'autre Etat ;

2° Des entreprises de la République d'Autriche, des pays fédérés et communes autrichiens et des entreprises de la République tchécoslovaque, des pays, districts et communes tchécoslovaques, qui sont occupés dans le territoire de l'autre Etat ;

Sont applicables les prescriptions de l'Etat où se trouve le siège de celui des organes de l'entreprise auquel lesdits agents sont soumis dans les affaires les concernant à titres de salariés. Pour les chemins de fer autrichiens, les chemins de fer tchécoslovaques et les administrations des postes respectives, on se réglera d'après le siège de l'organe administratif supérieur.

Sont également considérées comme entreprises au sens des dispositions en *a)* et *b)* les succursales et autres établissements permanents qu'une entreprise dont le siège se trouve dans l'un des Etats fonde dans l'autre Etat.

c) A l'assurance des agents des représentations diplomatiques et consulaires de carrière respectives et des autres organes officiels (bureaux de douane, etc.) de l'un des Etats ayant leur siège dans l'autre Etat, sont applicables les prescriptions légales de l'Etat qui les a détachés, lorsque lesdits agents ressortissent à cet Etat. Il en est de même pour l'assurance des agents qui sont au service des directeurs et des membres et autres fonctionnaires desdits organes. Sont toutefois applicables les prestations légales de l'Etat où l'assuré est détaché, lorsque l'employeur le demande en concluant le contrat.

2. Lorsque, en conformité du paragraphe (1), pour une entreprise (un employeur) ayant son siège (domicile) dans l'un des Etats, le droit de l'autre Etat est applicable à une occupation dans cet Etat, ladite occupation sera, au sens dudit droit, assimilée à une entreprise.

3. Lorsqu'un accident survenu dans un des Etats tombe sous les lois d'assurance-accidents de l'autre Etat, les prescriptions de ces lois sont également applicables, dans la mesure où il s'agit d'autres demandes en réparation qui, à raison de l'accident, sont formulées conformément aux lois du premier Etat ; il en va de même lorsqu'une entreprise n'est assujettie à l'assurance-accidents que dans l'un des deux Etats. Si un agent des chemins de fer est victime d'un accident pendant qu'il est occupé, conformément au 1° de la lettre *b)* du paragraphe (1), dans l'entreprise d'un chemin de fer étranger, ce chemin de fer est, pour l'application de la disposition qui précède, assimilé au chemin de fer auquel est attaché l'agent. La première phrase est applicable par analogie aux autres branches de l'assurance sociale énumérées à l'article premier.

Article 3.

1. The legislative provisions of the State in whose territory the employment on which insurance is based is carried on shall apply as a rule with respect to the administration of the branches of social insurance specified in Article 1. The following cases shall be exceptions to this rule :

(a) If an employee is sent by an establishment (employer) which (who) has its head office (his domicile) in one State to undertake temporary employment in the territory of the other State, the legislative provisions of the State in which the establishment by which he is sent has its head office (the State in which the employer is domiciled) shall apply for a period of one year. The legislative provisions of this State shall also apply to employment which owing to its nature necessitates repeated sojourn in the territory of the other State for periods not exceeding one year on each occasion. The supreme administrative authorities of the two States may by mutual agreement extend the time-limit of one year in exceptional cases.

(b) The insurance of employees :

1. Of public transport undertakings of one State who are employed in the territory of the other State either permanently on junction lines or at frontier stations or temporarily ;

2. Of establishments belonging to the Republic of Austria or the Austrian Federal Provinces or communes, and of establishments belonging to the Czechoslovak Republic or the Czechoslovak provinces, districts or communes, who are employed in the territory of the other State,

shall be governed by the legislative provisions of the State in which is situated the branch of the establishment to which the employee in question is subordinated in respect of questions of employment. In the case of the Austrian Federal Railways, the Czechoslovak State Railways and the Post Office departments of both States, the situation of their superior administrative department shall be the decisive factor.

A branch office or other permanent organisation set up in one State by an establishment which has its head office in the other State shall also be deemed to be an establishment for the purposes of the provisions under *(a)* and *(b)*.

(c) In respect of the insurance of employees of the diplomatic service, the regular consular service and other official departments (Customs offices, etc.) of one State which have their head offices in the other State, the legislative provisions of the State by which they are employed shall apply, provided that the employees in question are nationals of that State. The same rule shall apply to the insurance of employees of the heads and members or other officials of the departments mentioned above. Nevertheless, the legislative provisions of the State in which they are employed shall apply if the employer requests this on taking them into employment.

2. If in the case of an establishment (employer) which (who) has its head office (his domicile) in one State the legislation of the other State is applicable under No. 1 to an employment in that State, the employment shall be placed on the same footing as an establishment for the purposes of the said legislation.

3. If an accident occurring in one State is covered by the accident insurance laws of the other State, the provisions of the said laws shall also apply in so far as relates to other claims for compensation which may be made on account of the accident in conformity with the laws of the first State ; this provision shall also apply when an establishment is covered by the accident insurance legislation of only one of the two States. If a railway employee meets with an accident on a foreign railway in the course of an employment covered by No. 1 *(b)*, item 1, the said railway shall be placed on the same footing as the railway employing the person in question for the purpose of the application of the preceding provision. The first sentence shall apply to the other branches of social insurance specified in Article 1, *mutatis mutandis*.

4. L'application des prescriptions légales de l'un des Etats, conformément aux paragraphes 1 et 2, a également pour effet de donner compétence aux institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de cet Etat, pour l'application de l'assurance sociale.

5. Lorsque des cotisations, qui auraient dû être versées à l'institution d'assurance de l'un des Etats, sont versés à l'institution d'assurance de l'autre Etat, cette dernière institution d'assurance est considérée comme compétente aussi longtemps que la compétence n'a pas été déterminée d'un commun accord ou tant qu'un litige relatif à la compétence n'aura pas été légalement tranché ; dans l'assurance-accidents, toutefois, la compétence provisoire se règle d'après l'assurance-maladie du salarié intéressé. Le rétablissement de l'état juridique n'est effectif que pour des cotisations d'assurance venant à échéance ultérieurement et pour des cas de réalisation du risque se produisant ultérieurement.

6. Les dispositions des paragraphes 1 à 4 ne sont pas applicables à l'équipage des bateaux (remorqueurs, etc.) affectés à la navigation sur le Danube et sur les eaux communiquant avec ce fleuve, ni aux autres personnes occupées en permanence sur ces bateaux, ni à l'équipage des appareils de navigation aérienne.

Article 4.

1. Pour l'application des différentes branches de l'assurance sociale énumérées à l'article premier, les institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'un des Etats prêteront aux institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'autre Etat leur aide au point de vue administratif ou juridique, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leur propre assurance sociale. En particulier, les institutions de l'assurance sociale de l'un des Etats vérifieront, sur demande, de la même manière que s'il s'agissait de l'application de leur propre assurance sociale, si le droit aux prestations, en ce qui concerne les personnes bénéficiant des indemnités d'une institution d'assurance de l'autre Etat, subsiste et assureront les examens médicaux. De plus, les institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale procéderont, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leur propre assurance sociale, dans les cas urgents — en tant qu'ils y sont autorisés dans le cadre de leurs propres prescriptions — même d'office, aux constatations nécessaires pour éclaircir les faits.

2. Le paragraphe (1) est applicable par analogie à l'exercice de l'assurance-invalidité et vieillesse tchécoslovaque.

Article 5.

1. Dans l'application des différentes branches de l'assurance sociale énumérées à l'article premier, y compris l'assurance-invalidité et vieillesse tchécoslovaque, les tribunaux ordinaires prêteront leur aide au point de vue juridique (y compris la procédure d'exécution), en conformité des prescriptions applicables en matières civile et commerciale. En ce qui concerne l'exécution, les arrêts exécutoires (commandements de payer, relevés des cotisations arriérées) des institutions d'assurance relatifs au recouvrement de cotisations et autres créances au titre de l'assurance sont assimilés aux jugements exécutoires des tribunaux lorsqu'ils sont munis, par l'autorité administrative suprême de l'institution d'assurance, du sceau et de la signature, accompagnés de la mention « aux fins d'exécution forcée ».

2. Les créances des institutions d'assurance de l'un des Etats à raison d'arrérages de cotisations jouissent, en cas d'exécution forcée, ainsi que dans la procédure de faillite et de concordat, dans l'autre Etat des mêmes droits de priorité que les créances correspondantes des institutions d'assurance de ce dernier Etat.

Article 6.

1. En ce qui concerne le montant des sommes dont le remboursement pourra être exigé au titre de l'aide judiciaire (y compris celle en matière d'exécution) ou administrative prêtée conformément aux articles 4 et 5, sont applicables les prescriptions de l'Etat auquel ressortit l'organe qui a prêté son aide.

4. The application of the legislative provisions of one State in pursuance of Nos. 1 and 2 shall also entail the competence of the social insurance carriers, authorities and courts of that State in connection with the administration of social insurance.

5. If contributions have been paid to an insurance carrier of one State, although they should have been paid to an insurance carrier of the other State, the former insurance carrier shall be deemed to be competent until the question of competence has been settled by mutual agreement or an enforceable decision has been given in the dispute concerning competence ; nevertheless, in accident insurance the provisional competence shall be governed by the sickness insurance of the employee in question. The re-establishment of the statutory position shall apply only to insurance contributions subsequently falling due and to events giving rise to benefit which occur subsequently.

6. The provisions of Nos. 1-4 shall not apply to the crews of vessels (tugs, etc.) plying on the Danube and waters connected therewith, and other persons permanently employed on board such vessels, or to the crews of aircraft.

Article 4.

1. In connection with the administration of the branches of social insurance specified in Article 1, the social insurance carriers, authorities and courts of each State shall give the social insurance carriers, authorities and courts of the other State administrative and legal assistance to the same extent as in connection with the administration of their own insurance. In particular, the social insurance carriers of each State shall on request verify the continuance of the right to benefit of persons who receive compensation from an insurance carrier of the other State, and shall make provision for medical examinations, in the same manner as in connection with the administration of the social insurance system of their own State. Further, the social insurance carriers, authorities and courts shall make the enquiries necessary for the elucidation of the facts to the same extent as in connection with the administration of their own social insurance system, even acting *ex officio* in urgent cases, in so far as they are authorised to do so under their own legislative provisions.

2. The provisions of No. 1 shall apply to the administration of Czechoslovak invalidity and old age insurance, *mutatis mutandis*.

Article 5.

1. In connection with the administration of the branches of social insurance specified in Article 1, including Czechoslovak invalidity and old-age insurance, the ordinary law-courts shall give legal assistance (including assistance in execution) in accordance with the provisions in force for civil and commercial cases. Enforceable awards (orders for payment, certificates of arrears) of insurance carriers relating to the collection of contributions and other claims arising out of insurance shall be equivalent to enforceable sentences of the law-courts with respect to their execution, provided that they are marked by the supreme administrative authority of the insurance carrier " Issued for the purpose of enforced execution " and sealed and signed by the said authority.

2. The claims of insurance carriers of each State with respect to arrears of contributions shall enjoy the same privileges in enforced execution, bankruptcy and composition proceedings in the other State as the corresponding claims of insurance carriers in the latter State.

Article 6.

1. With regard to the amount of the reimbursement for expenditure on legal assistance (including assistance in execution) or administrative assistance in pursuance of Articles 4 and 5, the regulations of the State to which the body giving the assistance belongs shall apply.

2. Les créances en remboursement visées au paragraphe (1) échoient, sauf convention contraire entre les organes intéressés, à la date où se clôt l'action officielle qui a donné lieu aux dépenses. Lesdites créances sont payables au plus tard un mois après leur notification, dans la monnaie dans laquelle les dépenses ont été engagées. En cas de retard, il est dû un intérêt moratoire de 4% à partir du jour de l'échéance.

Article 7.

1. Les consuls des deux Etats sont considérés comme ayant pouvoir de représenter les salariés ressortissants de leur Etat devant toutes les institutions, autorités et tous les tribunaux de l'assurance sociale de l'autre Etat. Les prescriptions légales nationales qui prévoient la représentation par un représentant légal spécial ne sont pas touchées.

2. Les autorités consulaires compétentes de l'autre Etat doivent être avisées sans délai de la conclusion des enquêtes relatives à des accidents lorsqu'elles se rapportent à des ressortissants dudit Etat.

Article 8.

Les autorités administratives suprêmes des deux Etats conviendront de la manière la plus efficace de régler les rapports immédiats en ce qui concerne les requêtes des ressortissants de l'un des Etats adressées aux institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'autre Etat.

Article 9.

En cas de recours dans des affaires concernant les formes d'assurance sociales énumérées à l'article premier, y compris l'assurance invalidité-vieillesse tchécoslovaque, les délais légaux sont également réputés observés lorsque le recours a été formé en temps utile auprès d'une institution, d'une autorité ou d'un tribunal de l'assurance sociale de l'autre Etat. En pareil cas, la requête écrite doit être déposée sans délai :

Si c'est une autorité autrichienne qui est compétente pour statuer sur le recours, au Ministère fédéral de l'Administration sociale à Vienne ;

Si c'est une autorité tchécoslovaque qui est compétente pour statuer, au Ministère de la Prévoyance sociale à Prague.

Article 10.

Les dispositions prises par l'un des Etats pour l'application de sa propre assurance sociale en ce qui concerne l'exemption ou la réduction du timbre ou d'autres droits valent dans la même mesure pour l'application des assurances sociales de l'autre Etat.

B. DISPOSITIONS SPÉCIALES

I. Assurance-maladie.

Article 11.

Le séjour dans la région frontière de l'autre Etat (Accord du 18 janvier 1923 concernant la réglementation du trafic des personnes dans le petit trafic frontalier) n'est pas considéré comme séjour à l'étranger aux fins des prestations au titre de l'assurance-maladie et du droit à l'assurance-maladie facultative.

2. Claims for reimbursement under No. 1 shall mature at the date of the termination of the official proceedings which have given rise to the expenditure, unless an agreement to the contrary has been concluded by the authorities concerned. The claims shall be paid within a month of their notification, in the currency in which they were incurred. In case of delay, interest at 4 per cent shall be paid from the date of maturity.

Article 7.

1. The consuls of both States shall have power to represent employees belonging to their State before all social insurance carriers, authorities and courts of the other State. Provisions in the legislation of either State which require representation by a special legal representative shall remain unaffected.

2. The results of accident enquiries in either State involving nationals of the other State shall be communicated forthwith to the competent consular authority of the latter State.

Article 8.

The supreme administrative authorities of the two States shall come to an agreement respecting the manner in which direct communication with respect to applications by nationals of one State to the social insurance carriers, authorities and courts of the other State can be most conveniently arranged.

Article 9.

In matters connected with the branches of social insurance specified in Article 1, including Czechoslovak invalidity and old-age insurance, the statutory time-limits for the lodgment of appeals shall be deemed to have been observed if the appeal has been lodged in due time with a social insurance carrier, authority or court of the other State. In such cases the document embodying the appeal shall be transmitted at once :

To the Federal Ministry of Social Administration in Vienna if an Austrian authority is competent to decide respecting the appeal;

The Ministry of Social Welfare in Prague if a Czechoslovak authority is competent to decide.

Article 10.

The provisions in force in each State for the administration of its own social insurance system in respect of exemptions or reductions in connection with stamp duty or legal fees shall apply in the same manner to the administration of the social insurance system of the other State.

B. SPECIAL PROVISIONS.

I. Sickness Insurance.

Article 11.

For the purpose of the granting of benefit under the sickness insurance system and the right to voluntary sickness insurance, residence in a frontier district of the other State (Agreement of January 18, 1923, respecting the regulation of the movement of individuals in minor frontier traffic) shall not be deemed to be residence abroad.

Article 12.

1. Si l'assuré séjourne dans la région frontière, l'institution d'assurance tenue aux prestations peut accorder celles-ci elle-même ou solliciter une institution de l'assurance-maladie de l'autre Etat de les accorder.

2. Si l'institution d'assurance tenue aux prestations sollicite une institution d'assurance-maladie de l'autre Etat d'accorder des prestations dans la région frontière, cette dernière institution est tenue d'accorder des prestations conformément à la demande qui lui est faite. L'institution d'assurance sollicitée a droit au remboursement de ses dépenses effectives ; en ce qui concerne les dépenses au titre des prestations en nature, sont applicables les barêmes que l'institution d'assurance sollicitée applique à ses propres ayants droit. Le paragraphe (2) de l'article 6 est applicable par analogie. Les institutions d'assurance intéressées peuvent convenir des dispositions de détail.

3. Les institutions d'assurance des deux parties peuvent conclure des conventions d'après les principes énoncés au paragraphe (2) également pour les cas où elles sont tenues à des prestations à destination de localités situées dans l'autre Etat en dehors de la région frontière.

Article 13.

1. Avec l'assentiment de l'autorité administrative suprême, les institutions d'assurance-maladie des deux Etats et leurs fédérations peuvent convenir entre elles que, au point de vue de l'octroi des prestations au titre de l'assurance-maladie, de la durée et du montant de ces prestations ainsi qu'en ce qui concerne le droit à l'assurance-maladie facultative, il sera tenu compte des périodes d'assurance-maladie dans l'autre Etat.

2. Au cas où l'assuré aurait simultanément des droits à prestations envers des institutions d'assurance des deux Etats au titre d'une assurance existante et d'une assurance écoulée ou au titre de deux assurances écoulées, il n'a droit qu'aux prestations de l'institution d'assurance auprès de laquelle il est encore assuré obligatoirement ou de celle des institutions d'assurance dont il a cessé en dernier lieu d'être assuré obligatoire.

3. Le droit à l'assurance-maladie facultative est suspendu pendant la durée de tout emploi assujetti à l'assurance-maladie que l'assuré exerce dans l'autre Etat.

II. Assurance aux fins de rente.

a) *Dispositions générales.*

Article 14.

En ce qui concerne les prestations au titre de l'assurance-rente (article premier, chiffres 2° à 4°), y compris toutes allocations supplémentaires, le séjour de l'ayant droit ressortissant de l'un des Etats dans l'autre Etat n'est pas considéré comme séjour à l'étranger.

Article 15.

1. Les ressortissants tchécoslovaques sont assimilés aux citoyens de la Confédération autrichienne pour la prise en compte des périodes de service antérieures (Vordienstzeiten) aux termes des paragraphes 126 (1), 3°, et 127 (1), 3° et 4°, de la loi autrichienne sur l'assurance des employés, s'ils sont citoyens tchécoslovaques au moins depuis le 30 juin 1929, à la condition que l'inscription de ces périodes ait été demandée dans les six mois de la promulgation du traité dans les deux Etats, et s'ils n'ont pas été assurés au cours des trois derniers mois ayant précédé cette date

Article 12.

1. In case of residence in a frontier district, the insurance carrier liable for benefit may either pay the benefit itself or request a sickness insurance carrier of the other State to pay the benefit.

2. If the insurance carrier liable for benefit requests a sickness insurance carrier of the other State to pay benefit in a frontier district, the latter shall pay the benefit in accordance with the request. The moneys actually expended by the insurance carrier to which the request was made shall be refunded ; the scales employed with regard to its own claimants by the insurance carrier to which the request was made shall apply to the repayment of the expenditure on benefit in kind. Article 6, No. (2), shall apply, *mutatis mutandis*. The insurance carriers concerned may arrange further details by agreement.

3. The insurance carriers of the two States may also come to an agreement in accordance with the principles under No. (2) with respect to cases in which they are liable for benefit to persons in localities situated in the other State outside the frontier district.

Article 13.

1. Subject to the approval of the supreme administrative authorities, the sickness insurance carriers of the two States and their federations may agree that periods of sickness insurance in either State shall be credited in the other State for the purpose of the payment of benefit under the sickness insurance system, its duration and amount, and the right to voluntary sickness insurance.

2. If an insured person has a claim to benefit against insurance carriers of both States simultaneously, either under current insurance in the one case and expired insurance in the other or under expired insurance in both cases, benefit shall be due to him only from the carrier with which he is still compulsorily insured or the carrier with which he was insured when he ceased to be liable to insurance.

3. The right to voluntary sickness insurance in each State shall be suspended for the duration of periods of employment liable to sickness insurance in the other State.

II. Pension Insurance.

(a) *General Provisions.*

Article 14.

For the purpose of benefits pension under insurance systems (Article 1, Nos. 2-4), including any bonuses on pensions, the residence in the other State of claimants belonging to either of the two States shall not be deemed to be residence abroad.

Article 15.

1. Czechoslovak nationals shall be placed on the same footing as Austrian citizens for the purpose of crediting previous periods of service in accordance with section 126, subsection 1, No. 3, and section 127, subsection 1, Nos. 3 and 4, of the Austrian Salaried Employees' Insurance Act, provided that they have been in possession of Czechoslovak nationality at least since June 30, 1929, and that they apply to the competent pension insurance carrier for registration of these periods and submit the requisite proofs within six months after the promulgation of this Treaty

conformément à la loi autrichienne sur l'assurance des employés, dans les six mois qui suivent leur entrée dans un emploi assujetti à l'assurance aux termes de ladite loi, auprès de l'institution compétente de l'assurance-pension, avec production des pièces à l'appui requises.

2. L'assimilation des ressortissants des deux Etats n'a pas lieu en ce qui concerne l'application des paragraphes 127 (2), *b)*, 128 et 136, (2) et (6), de la loi autrichienne sur l'assurance des employés et du paragraphe 176 de la loi tchécoslovaque sur l'assurance-pension des employés privés supérieurs, ainsi que du paragraphe 24, (1), de la loi tchécoslovaque sur les caisses mutuelles minières concernant la prise en compte des périodes autres que les périodes de maladie.

Article 16.

1. Celui qui revendique une prestation au titre de l'assurance-rente de l'un des deux Etats doit indiquer à l'institution d'assurance s'il était assujetti à l'assurance-rente de l'autre Etat et quelles prestations il reçoit de cette dernière.

2. Les rentes réduites (article 19 (3)) qui ne dépassent pas la somme de 8 schillings ou 40 couronnes tchécoslovaques par mois peuvent être rachetées pour leur valeur capitalisée.

b) *Assurance-accidents.*

Article 17.

Les employeurs dont les entreprises ont leur siège dans l'autre Etat ne peuvent de ce fait être contraints de payer des cotisations d'assurance plus élevées.

Article 18.

Les prescriptions de l'article 12 sont également applicables au traitement curatif à raison d'accidents du travail.

c) *Assurance-pension des employés.*

Article 19.

1. Lorsque des cotisations sont payées pour un assuré à l'assurance autrichienne et à l'assurance tchécoslovaque, les périodes de cotisation sont totalisées pour le maintien des droits expectatifs, l'accomplissement du stage d'assurance et l'admission à l'assurance facultative continuée, mais non pour l'admission au paiement de la taxe de reconduction ; sont considérées comme périodes de cotisation les périodes pour lesquelles des cotisations ont été payées ou les périodes qui se sont écoulées depuis le mois de l'affiliation ou de la détermination de l'obligation d'assurance par l'institution d'assurance ou l'autorité compétente, ainsi que les périodes acquises par transfert ou rachat (périodes de cotisation effectives). Toutes restrictions légales apportées à la validité de ces périodes seront maintenues également pour la totalisation. Sont également assimilées aux périodes de cotisation effectives les autres périodes valables si et dans la mesure où, en conformité de la législation de l'Etat dans lequel elles ont été acquises, leur action s'étend dans le sens prévu ci-dessus (périodes assimilées). Lorsqu'un nombre spécifié de mois de cotisation est prescrit pour la liquidation de la rente-vieillesse, les périodes de cotisation sont totalisées. Si des périodes accomplies dans les deux Etats se couvrent, elles ne sont comptées qu'une fois.

2. Les périodes de maladie qui, conformément à la législation de l'un des Etats conservent les droits expectatifs, ainsi que les périodes pendant lesquelles les rentes d'invalidité (de vieillesse) ont été touchées, conservent également les droits expectatifs dans l'autre Etat ; il en est de même des

in both States or, if they were not insured under the Austrian Salaried Employees' Insurance Act during the three months immediately preceding the said date, within six months after entry into an employment which is liable to insurance under the said Act.

2. Nationals of the two States shall not be placed on the same footing for the purposes of section 127, subsection 2 (*b*), section 128 and section 136, subsections 2 and 6, of the Austrian Salaried Employees' Insurance Act, section 176 of the Czechoslovak Pension Insurance Act for higher-grade salaried employees and section 24, subsection 1, of the Czechoslovak Miners' Benefit-Societies Act with respect to the crediting of periods other than periods of sickness.

Article 16.

1. If any person claims benefit under the pension insurance system in either State, he shall inform the insurance carrier whether he was liable to pension insurance in the other State and what benefit he is receiving under that insurance system.

2. Reduced pensions (Articles 19, No. 3) which do not exceed 8 Schillings or 40 Kč a month may be commuted for their capital value.

(b) *Accident Insurance.*

Article 17.

Occupiers of undertakings shall not be required to pay higher contributions for accident insurance on the ground that their undertaking has its head office in the other State.

Article 18.

The provisions of Article 12 shall also apply to curative treatment on account of industrial accidents.

(c) *Salaried Employees' Pension Insurance.*

Article 19.

1. If contributions have been paid in respect of an insured person under both the Austrian and the Czechoslovak insurance system, the contribution periods shall be added together for the purposes of the maintenance of qualifications for benefit (claims), the completion of the qualifying period and admission to voluntary continuance of insurance, but not for admission to payment of a recognition fee ; periods for which contributions have been paid or which have elapsed since the month in which notification took place or liability to insurance was established by the insurance carrier or the competent authority, and also periods acquired by transference or purchase (actual contribution periods), shall be deemed to be contribution periods. Any legal restrictions on the crediting of such periods shall remain unaffected even where contribution periods are thus added together. Other admissible periods shall also be treated as equivalent to actual contribution periods if and so far as they are admissible in the aforesaid circumstances according to the legislation of the State in which they were acquired (equivalent periods). In so far as a fixed number of contribution months is required for the acquisition of the old-age pension, the contribution periods shall be added together. Periods which run concurrently in the two States shall only be credited once.

2. Periods of sickness which under the legislation of one State maintain the qualification for benefit and periods during which an invalidity or old-age pension is drawn shall serve to maintain the qualification for benefit in the other State also ; the same rule shall apply to periods during

périodes pendant lesquelles la taxe de reconduction a été acquittée, si le risque assuré se réalise au cours de ces périodes ou si elles sont immédiatement suivies d'autres périodes de cotisations. Il sera tenu compte des autres périodes conservant les droits expectatifs, par les institutions d'assurance de chacun des Etats selon le droit national.

3. En cas de réalisation du risque assuré, les institutions d'assurance des deux Etats accordent la rente due conformément aux prescriptions nationales, compte tenu des paragraphes 1 et 2 du présent article. Le calcul de la rente a lieu sur la base des périodes de cotisation nationales. Toutefois, du montant de base ne sera due que la fraction correspondant au rapport entre les périodes effectives de cotisations nationales et la somme des périodes effectives de cotisation dans les deux Etats ; ce faisant, sont ajoutées aux périodes de cotisation effectives les périodes assimilées et les périodes pendant lesquelles une taxe de reconduction a été acquittée dans l'un des Etats, si l'obligation de prestation de l'institution d'assurance de l'autre Etat n'est obtenue qu'en tenant compte desdites périodes. Si les statuts de l'institution d'assurance ne prévoient pas un montant de base, est considérée comme tel la rente d'invalidité prévue par les statuts pour la date de l'accomplissement du stage d'assurance. Sont divisées de la même manière que le montant de base les prestations dont le montant est indépendant des périodes acquises ainsi que les prestations minima. La réduction, au sens des dispositions qui précèdent, n'est pas applicable s'il n'a pas été acquis dans l'un des deux Etats au moins douze mois de cotisation valables ; en pareil cas il n'existe pas de droit envers l'institution d'assurance dudit Etat.

4. Lorsque, au moment d'un accident du travail, le stage d'assurance n'est pas accompli, une rente n'est due que par l'institution d'assurance auprès de laquelle, au moment de l'accident, la victime était assurée, à savoir conformément aux prescriptions légales de ladite institution d'assurance.

Article 20.

L'article 19 n'est pas applicable à la contribution aux frais d'établissement, mais il est applicable — à l'exception de la dernière phrase du paragraphe 3 — à l'indemnité de rachat, qui est réduite comme le montant de base.

Article 21.

Si la prestation totale calculée conformément à l'article 19 est inférieure à la prestation qui serait due à l'ayant droit dans l'un des deux Etats seul conformément aux prescriptions nationales et sur la base de la période de cotisation effectuée dans cet Etat, l'institution d'assurance est tenue de majorer de la différence la prestation qui lui incombe ; la comparaison a lieu sur le rapport or des deux devises. Si l'assurance de l'un des Etats est tenue à une prestation unique et l'assurance de l'autre Etat à des prestations courantes, la comparaison a lieu par conversion, d'après les principes actuariels, du paiement dû au titre de l'assurance de l'autre Etat en un paiement de la nature de celui incombant à l'assurance nationale.

Article 22.

Lorsque, d'après le droit national, une rente est réduite ou suspendue en tenant compte d'un autre droit, les droits correspondants autrichiens et tchécoslovaques sont équivalents. L'exécution de cette disposition sera réglée en détail par convention entre les autorités administratives suprêmes.

Article 23.

Les institutions d'assurance des deux Etats déterminent les prestations dont elles sont tenues et rendent un arrêt à ce sujet. Lorsque des cotisations ont été versées aux institutions d'assurance

which a recognition fee has been paid, if an event giving rise to benefit occurs during such periods or if contribution periods follow them immediately. The insurance carriers of each State shall credit other periods which serve to maintain qualifications for benefit in conformity with the legislation of their State.

3. On the occurrence of an event giving rise to benefit, the insurance carriers of both States shall grant the pension to which the person concerned is entitled under their respective national provisions, taking into account the provisions of Nos. 1 and 2 of this Article. The pension shall be assessed on the basis of the contribution periods in each State. Nevertheless, only that fraction of the basic amount shall be paid which corresponds to the ratio between the actual contribution periods in the State in question and the total duration of the actual contribution periods completed in the two States ; for this purpose equivalent periods and periods during which a recognition fee was paid in either State shall be added to the actual contribution periods if the liability of the insurance carrier of the other State for benefit is based solely on the crediting of such periods. If the rules of the insurance carrier do not provide for a basic amount, the invalidity pension fixed in the rules for the date of the completion of the qualifying period shall be deemed to be the basic amount. Benefits the amount of which is independent of the contribution periods completed, and also minimum benefits, shall be allocated in the same manner as the basic amount. A reduction within the meaning of the preceding provisions shall not be made if not more than twelve contribution months can be credited in one of the two States ; in this case a claim shall not lie against the insurance carrier of the said State.

4. If an industrial accident occurs when the qualifying period has not been completed, a pension shall be due only from the insurance carrier with which the injured person was insured at the date of the accident and in accordance with the legal provisions applicable to the said insurance carrier.

Article 20.

Article 19 shall not apply to dowries, but shall apply (with the exception of the last sentence of No. 3) to the payment of a lump sum by way of commutation, which shall be reduced in the same way as the basic amount.

Article 21.

If the total benefit calculated according to Article 19 is less than the benefit to which the beneficiary would be entitled in the one of the two States alone under its national provisions on the basis of the contribution period completed in that State, the insurance carrier shall increase the benefit payable by it by the amount of the difference ; the comparison shall be based on the gold ratio of the two currencies. If a lump sum payment is due under the insurance system of one State and current benefit under the insurance system of the other State, for the purpose of comparison the payment due under the insurance system of the other State shall be converted in conformity with actuarial principles into a payment of the kind due under the insurance system of the State concerned.

Article 22.

If in accordance with the legislation of one State a pension is reduced or suspended in consideration of another claim, the corresponding Austrian and Czechoslovak claims shall be deemed to be equivalent. The supreme administrative authorities shall settle further details by agreement.

Article 23.

The insurance carriers of the two States shall assess the benefits to be granted by them and shall issue an award in the matter. If contributions have been paid to insurance carriers of both States,

des deux Etats, l'institution d'assurance correspondante de l'autre Etat doit être invitée à se prononcer au préalable. Lorsqu'une créance est fondée d'après le droit national en dehors des dispositions du présent traité, une prestation provisoire doit être accordée. Dans les autres cas, une prestation provisoire peut être accordée.

Article 24.

Lorsqu'une institution d'assurance a déterminé une prestation sans tenir pleinement compte des dispositions du présent traité, la prestation doit être déterminée à nouveau sur la base des dispositions du traité, même s'il a déjà été satisfait par les périodes de cotisation nationales aux conditions concernant les prestations. L'arrêt antérieur est rendu caduc par la nouvelle détermination. Il en est de même en cas de changement dans les circonstances qui sont déterminantes, conformément aux dispositions du présent traité, pour la fixation de la prestation.

Article 25.

Les institutions d'assurance des deux Etats peuvent convenir que les allocations courantes à accorder conformément aux dispositions qui précèdent seront payées entièrement par l'une des institutions d'assurance ; en pareil cas, l'autre remboursera à mesure les sommes qui lui incombent.

Article 26.

En tant que l'emploi est de nature à influer sur le droit aux prestations, le montant et la continuation de celles-ci, les emplois exercés dans l'autre Etat seront assimilés aux emplois nationaux.

d) *Assurance-pension par les caisses mutuelles minières.*

Article 27.

Les dispositions des articles 19 et 21 à 26 sont applicables par analogie aux rapports entre l'assurance-pension par les caisses mutuelles minières autrichiennes et tchécoslovaques.

C. DISPOSITIONS FINALES

Article 28.

1. Chacune des deux institutions édictera indépendamment de l'autre, pour son propre ressort, les dispositions nécessaires pour l'exécution du présent traité.

2. Les dispositions ainsi édictées seront communiquées à l'autorité administrative suprême de l'autre Etat.

Article 29.

Il appartiendra aux autorités administratives des deux Etats de s'entendre sur la manière dont les significations et les paiements pour l'application de l'assurance sociale du territoire de l'un des

the competent insurance carrier of the other State shall previously be given an opportunity of expressing its opinion. If a claim is justified under the legislation of either State independently of the provisions of this Treaty, provisional benefit shall be granted. Provisional benefit may also be granted in other cases.

Article 24.

If an insurance carrier has assessed any benefit without taking the provisions of this Treaty fully into consideration, such benefit shall be reassessed on the basis of the provisions of the Treaty even if the prerequisite conditions for the benefit have been satisfied by the national contribution periods. On such reassessment the former award shall become inoperative. The same rule shall apply if a change occurs in the conditions which govern the assessment of benefit in accordance with the provisions of this Treaty.

Article 25.

The insurance carriers of the two States may agree that the current benefits to be granted under the preceding provisions shall be paid in full by one of the insurance carriers ; the other insurance carrier shall then refund the amounts payable by it as they fall due.

Article 26.

In so far as employment affects the claim to benefits, their amount or their continuance, employment carried on in the other State shall be deemed to be equivalent to employment in the State in question.

(d) *Miner's Pension Insurance.*

Article 27.

The provisions of Articles 19 and 21-26 shall apply to the relations between Austrian and Czechoslovak pension insurance with miners' benefit societies, *mutatis mutandis.*

C. FINAL PROVISIONS.

Article 28.

1. Regulations for the carrying out of this Treaty shall be issued by each of the two States independently in so far as is necessary for its territory.

2. The regulations thus issued by each State shall be communicated to the supreme administrative authority of the other State.

Article 29.

The supreme administrative authorities of the two States shall come to an agreement respecting the manner in which payments in connection with the administration of the social insurance

Etats sur le territoire de l'autre Etat pourront être effectués le plus simplement possible et avec le moins de frais possible.

Article 30.

Les institutions d'assurance des deux Etats s'informeront mutuellement, dans la mesure du possible, lorsqu'il viendra à leur connaissance qu'un assuré transfère sa résidence du territoire de l'un des Etats dans le territoire de l'autre Etat. Les institutions d'assurance pourront conclure des conventions détaillées à cet égard.

Article 31.

Les autorités administratives suprêmes des deux Etats statueront d'un commun accord sur les différends qui se produiront dans l'interprétation et l'application du présent traité. A défaut d'entente, la procédure se réglera sur le Traité de conciliation et d'arbitrage conclu le 5 mars 1926 entre la République d'Autriche et la République tchécoslovaque.

Article 32.

1. Lorsque, dans un cas isolé, une contestation s'élève entre les institutions, autorités ou tribunaux de l'assurance sociale des deux Etats sur le point de savoir si c'est le droit de l'un ou de l'autre des Etats qui est applicable, une assistance provisoire pourra, si une demande est recevable conformément aux droits des deux Etats, être accordée, en attendant qu'il soit statué sur le litige conformément à l'article 31, par l'institution d'assurance auprès de laquelle la demande à raison de l'emploi litigieux aura été introduite en premier lieu. L'institution d'assurance-rente peut confier à une institution d'assurance-maladie la réalisation de ladite assistance. L'assistance consiste dans les prestations auxquelles l'institution d'assurance serait tenue, aux termes du droit qui lui est applicable.

2. Si l'assistance provisoire est refusée ou n'est pas accordée dans la mesure nécessaire, l'autorité de surveillance peut, sur recours, contraindre l'institution d'assurance à accorder l'assistance provisoire et fixer l'étendue des prestations. En cas de litige entre des institutions d'assurance qui ne sont pas soumises à la même autorité de surveillance, la décision appartient à l'autorité administrative suprême, le cas échéant de concert avec les ministères intéressés.

3. L'institution d'assurance définitivement chargée des prestations doit rembourser à l'institution d'assurance qui a accordé l'assistance provisoire les dépenses engagées par celle-ci à ce titre. Le paragraphe 2 de l'article 6 est applicable par analogie.

Article 33.

Sont autorités administratives suprêmes au sens du présent traité, pour la République d'Autriche le Ministre fédéral de l'Administration sociale, pour la République tchécoslovaque le Ministre de la Prévoyance sociale.

Article 34.

1. Pour l'exécution du présent traité, les institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale des deux Etats traitent directement entre eux.

2. Si les relations directes sont impossibles pour des motifs spéciaux, les institutions, autorités et tribunaux de l'assurance sociale de l'un des Etats peuvent faire appel à l'entremise des autorités consulaires de l'autre Etat compétentes pour leur siège.

system of each State may be effected in the territory of the other as simply as possible and with the least possible expense.

Article 30.

The insurance carriers of the two States shall advise one another as far as possible when it comes to their knowledge that an insured person is leaving the territory of one State in order to take up his residence in the territory of the other State. The insurance carriers may conclude agreements with respect to further details.

Article 31.

The supreme administrative authorities of the two States shall give decisions by mutual agreement in disputes which arise in connection with the interpretation and application of this Treaty. In the event of failure to come to an agreement, the further procedure shall be governed by the Treaty of Conciliation and Arbitration concluded between the Republic of Austria and the Czechoslovak Republic on March 5, 1926.

Article 32.

1. If a dispute arises in an individual case between social insurance carriers, authorities or courts of the two States as to whether the legislation of one or the other State is applicable, the insurance carrier which was first notified of a claim based on the employment in dispute may grant provisional relief pending a decision in accordance with Article 31, if there would be a claim under the legislation of both States. The pension insurance carrier may delegate the administration of the relief to a sickness insurance carrier. The relief shall consist of the benefits for which the insurance carrier would be liable under the legislation applicable to it.

2. If provisional relief is refused or is not granted to the requisite extent, the supervising authority on receipt of a complaint may require the insurance carrier to grant provisional relief and may fix the amount of the benefit. In case of dispute between insurance carriers which are not subordinate to one and the same supervising authority, the supreme administrative authority shall decide, in agreement with the Ministries concerned if necessary.

3. The insurance carrier which is ultimately liable shall refund to the insurance carrier which granted provisional relief the expenditure incurred in connection therewith. Article 6, No. 2, shall apply, *mutatis mutandis*.

Article 33.

The supreme administrative authority for the purposes of this Treaty shall be, in the Republic of Austria, the Federal Minister of Social Administration and, in the Czechoslovak Republic, the Minister of Social Welfare.

Article 34.

1. The social insurance carriers, authorities and courts of the two States shall communicate with one another directly in connection with the carrying out of this Treaty.

2. If direct communication is impracticable for special reasons, the social insurance carriers, authorities and courts of each State may avail themselves of the services of the consular authorities of the other State which are competent for the places where their respective offices are situated.

Article 35.

Le présent traité doit être soumis à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Vienne aussitôt que possible.

Article 36.

1. Le traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'échange des instruments de ratification.

2. Les dispositions du présent traité s'appliqueront également, avec effet à partir du jour de leur entrée en vigueur, aux cas antérieurs de réalisation du risque assuré dans les assurances-rentes, à l'exception des dispositions des articles 19 à 27 lorsque, avant l'entrée en vigueur du traité, une rente a été définitivement allouée dans les deux Etats ou lorsqu'une rente ne serait allouée dans aucun des deux Etats même en cas d'application des dispositions du traité ; la procédure peut être introduite d'office et doit être introduite à la requête de l'ayant droit ou d'une institution d'assurance intéressée de l'autre Etat. Pour l'application des dispositions du présent traité, il doit également être tenu compte des périodes d'assurance effectuées avant l'entrée en vigueur desdites dispositions. Si, avant l'entrée en vigueur du traité, dans les cas de l'article 3, la délimitation effective des assurances auprès des deux parties correspond aux dispositions du présent article, cet état de choses sera maintenu.

3. Il ne sera pas effectué de paiements avec effet rétroactif pour la période antérieure à l'entrée en vigueur du traité. Si la rente accordée jusqu'à ce jour était plus élevée que la rente réduite due en conformité du présent traité, le bénéficiaire n'est pas tenu à rembourser le surplus. Lorsqu'il a été accordé des prestations une fois payées, elles sont imputées sur les prestations-rentes venant à échéance, à moins que la réalisation du risque assuré ne soit intervenue avant le 1er janvier 1929.

4. Les personnes qui auraient eu droit à continuer à titre facultatif une assurance-rente, au cas où les périodes de cotisations effectuées dans les deux Etats eussent déjà pu être totalisées au sens du présent traité à l'époque où l'obligation d'assurance a pris fin et eussent comporté au moins soixante mois de cotisation, doivent être admises à continuer l'assurance à titre facultatif à partir de l'entrée en vigueur du traité, si elles acquittent dans les deux Etats la première cotisation dans les trois mois de la promulgation du traité ; cette continuation facultative de l'assurance n'est toutefois effective que si la réalisation du risque assuré intervient au plus tôt dix-huit mois après l'entrée en vigueur du traité.

Article 37.

Chacun des deux Etats peut dénoncer le traité moyennant un préavis d'au moins un an, pour la fin d'une année civile. Les institutions d'assurance liées en vertu du présent traité devront continuer malgré la dénonciation à remplir les obligations qui leur incombent à raison de cas de réalisation du risque assuré auxquels le présent traité était applicable. Les droits expectatifs maintenus conformément aux dispositions du présent traité ne s'éteignent pas par l'effet de la dénonciation du traité ; leur maintien ultérieur est déterminé pour la période qui suit l'abrogation du traité d'après le droit national.

En foi de quoi les mandataires ont signé le présent traité.

Fait à Prague, le cinq septembre 1931, en deux exemplaires originaux, en langue allemande et en langue tchécoslovaque, dont chacun des Etats recevra l'un.

Dr Jan BRABLEC. Dr KERBER.

Dr GREGOR.

Article 35.

This Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Vienna.

Article 36.

1. The Treaty shall come into operation on the first day of the month following the exchange of the instruments of ratification.

2. The provisions of this Treaty shall apply as from the date of its coming into operation even with respect to previous events giving rise to benefit under the pension insurance system, provided that Articles 19-27 shall not so apply if a pension has been definitively granted in both States before the coming into operation of the Treaty or if a pension would not be due in either of the two States even if the provisions of the Treaty were applied ; proceedings may be instituted *ex officio*, and shall be instituted if the claimant or an insurance carrier concerned in the other State requests them. For the purposes of the provisions of this Treaty, insurance periods completed even before the coming into operation of the Treaty shall be taken into consideration. In the cases specified in Article 3, if the actual delimitation of the branches of insurance of both Parties is in accordance with the provisions of this Article, before the coming into operation of the Treaty, this state of affairs shall be maintained.

3. Retrospective payments shall not be made for the period preceding the coming into operation of this Treaty. If the pension previously granted was higher than the reduced pension due under this Treaty, the recipient shall not be bound to make a refund. If lump sum benefits have been granted, they shall be deducted from the pension payments which become due subsequently, unless the event giving rise to benefit occurred before January 1, 1929.

4. Persons who would have been entitled to voluntary continuance of pension insurance, if the contribution periods completed in the two States could have been added together within the meaning of this Treaty at the time when the liability to insurance ceased and would have amounted to not less than sixty contribution months, shall be allowed to continue in insurance voluntarily as from the date of the coming into operation of this Treaty, provided that they pay the first contribution within three months after the promulgation of the Treaty in both States ; nevertheless, such voluntary continuance of insurance shall not have effect unless the event giving rise to benefit occurs not less than eighteen months after the coming into operation of the Treaty.

Article 37.

Either of the two States may denounce the Treaty by giving one year's notice to take effect at the end of a calendar year. Liabilities in connection with events giving rise to benefit to which the Treaty applied shall continue to be discharged by the insurance carriers which are liable under the Treaty, notwithstanding the denunciation. Qualifications for benefit (claims) which have been maintained in conformity with the provisions of the Treaty shall not lapse on account of the denunciation of the Treaty ; their further maintenance shall be based on the legislation of the State concerned in respect of the period after the Treaty has ceased to be operative.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Prague on September 5, 1931, in two originals in German and Czechoslovak, one of which is to be retained by each of the States.

Dr. Jan BRABLEC. Dr. KERBER.
Dr. GREGOR.

PROTOCOLE FINAL

Les deux gouvernements sont convenus de reprendre, au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de l'assurance-invalidité autrichienne, des pourparlers en vue d'étendre aux assurances-invalidité respectives les principes de réciprocité établis dans le présent traité.

PRAGUE, *le* 5 *septembre* 1931.

Dr Jan BRABLEC. Dr KERBER.
Dr GREGOR.

DEUXIÈME PROTOCOLE FINAL

Les prescriptions de l'article 11 ne s'appliqueront pas à l'assurance-maladie des ouvriers agricoles tant que la pleine application des présentes prescriptions n'a pas été fixée par la voie d'un accord entre les autorités administratives respectives des deux Etats ; toutefois, les prestations au titre de l'assurance-maladie devront être accordées lorsque la réalisation du risque assuré intervient au cours de l'assurance.

PRAGUE, *le* 18 *janvier* 1933.

Dr Jan BRABLEC. Dr KERBER
Dr Kv. GREGOR.

FINAL PROTOCOL.

The two Governments agree that they will open negotiations, not later than the date of the coming into operation of the Austrian invalidity insurance system, for the purpose of extending the principles of reciprocity laid down in this Treaty to their respective invalidity insurance systems.

PRAGUE, *September* 5, 1931.

Dr. Jan BRABLEC. Dr. KERBER.
Dr. GREGOR.

SECOND FINAL PROTOCOL.

The provisions of Article 11 shall not apply to the sickness insurance of agricultural workers until the full application of these provisions has been established by an agreement between the two supreme administrative authorities ; nevertheless, benefit shall be granted under the sickness insurance system if the event giving rise to benefit occurs during the existence of the insurance.

PRAGUE, *January* 18, 1933.

Dr. Jan BRABLEC. Dr. KERBER.
Dr. Kv. GREGOR.

N° 3279.

HONGRIE ET ITALIE

Convention pour l'exécution définitive des Conventions du 27 mars 1924 et du 21 mai 1927, sur les dettes et créances, et de la Convention du 27 mars 1924 sur la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie. Signée à Rome, le 12 novembre 1932.

HUNGARY AND ITALY

Convention for the Definitive Execution of the Conventions of March 27, 1924, and May 21, 1927, on Debts and Claims, and of the Convention of March 27, 1924, on the Liquidation of the Property of Hungarian Nationals in Italy. Signed at Rome, November 12, 1932.

N° 3279. — CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE POUR L'EXÉCUTION DÉFINITIVE DES CONVENTIONS DU 27 MARS 1924 ET DU 21 MAI 1927 SUR LES DETTES ET CRÉANCES, ET DE LA CONVENTION DU 27 MARS 1924 SUR LA LIQUIDATION DES BIENS DES RESSORTISSANTS HONGROIS EN ITALIE. SIGNÉE A ROME, LE 12 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 octobre 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux de faciliter l'exécution de certaines dispositions de la Convention [2] du 27 mars 1924 sur les dettes et créances et de la Convention [3] analogue du 21 mai 1927, ainsi que de la Convention [4] du 27 mars 1924 sur la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie, ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Fulvio SUVICH, député au Parlement, sous-secrétaire d'État pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le baron Joseph SZTERÉNYI, conseiller intime, ancien ministre royal hongrois du Commerce et membre de la Haute Chambre ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les créances italiennes visées par les Conventions du 27 mars 1924 et du 21 mai 1927, sur les dettes et créances, déjà reconnues définitivement par le Gouvernement hongrois ou par un arrêt du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, en tant qu'elles n'ont pas été réglées directement par les débiteurs hongrois respectifs seront payées aux créanciers italiens par les soins de l'Office italien désigné par le Ministère des Finances du Royaume d'Italie, moyennant les produits de la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 13 juin 1933.

[2] Vol. XLV, page 65, de ce recueil.

[3] Vol. LXXIV, page 19, de ce recueil.

[4] Vol. XLV, page 241, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No 3279. — CONVENTION[2] BETWEEN HUNGARY AND ITALY FOR THE DEFINITIVE EXECUTION OF THE CONVENTIONS OF MARCH 27, 1924, AND MAY 21, 1927, ON DEBTS AND CLAIMS, AND OF THE CONVENTION OF MARCH 27, 1924, ON THE LIQUIDATION OF THE PROPERTY OF HUNGARIAN NATIONALS IN ITALY. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 12, 1932.

French official text communicated by the Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 20, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of facilitating the execution of certain provisions of the Convention[3] of March 27, 1924, on Debts and Claims and the similar Convention[4] of May 21, 1927, together with the Convention[5] of March 27, 1924, on the Liquidation of the Property of Hungarian Nationals in Italy, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Fulvio SUVICH, Deputy to Parliament, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Baron Joseph SZTERÉNYI, Privy Counsellor, former Royal Hungarian Minister of Commerce and Member of the Upper Chamber ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Italian claims dealt with in the Conventions of March 27, 1924, and May 21, 1927, on Debts and Claims and already finally recognised by the Hungarian Government or by a decision of the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal in so far as such claims have not been directly settled by the Hungarian debtors concerned, shall be paid to the Italian creditors through the intermediary of the Italian Office set up by the Ministry of Finance of the Kingdom of Italy, and out of the proceeds of the liquidation of the property of Hungarian nationals in Italy.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, June 13, 1933.

[3] Vol. XLV, page 65, of this Series.

[4] Vol. LXXIV, page 19, of this Series.

[5] Vol. XLV, page 241, of this Series.

Article 2.

L'Office de compensation hongrois remettra à l'Office italien sans délai la liste des créances reconnues sans conditions indiquant pour chaque créance le nom, le prénom et la résidence du créancier et du débiteur, ainsi que les montants à payer.

La liste indiquée ci-dessus sera remise par l'Office hongrois à l'Office italien en deux exemplaires dont l'un, contresigné par l'Office italien, sera retourné à l'Office hongrois.

Article 3.

Les créances reconnues sous une condition déterminée, formeront l'objet d'une liste spéciale indiquant pour chaque créance, le nom, le prénom, la résidence du créancier et du débiteur, ainsi que les montants à payer et la condition à remplir.

L'Office italien invitera le créancier à accomplir ladite condition dans un délai de six mois à partir de la date de la communication au créancier.

Les payements seront faits dès que l'Office hongrois aura reconnu l'accomplissement de la condition susdite.

Le créancier qui ne remettrait pas à l'Office italien, dans le délai susdit, les documents exigés pour l'accomplissement de la condition dont il s'agit, ne pourra plus jouir, sans préjudice de ses droits envers son débiteur hongrois, des bénéfices du paiement sur les produits de la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie et de la garantie de l'Etat hongrois.

Article 4.

Les montants des créances à payer sur les produits de la liquidation des biens des ressortissants hongrois seront liquidés au 1er janvier 1925 suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention du 27 mars 1924, c'est-à-dire que, pour chaque créance, seront appliqués, jusqu'à l'échéance, les intérêts contractuels ou ceux établis par une décision du Tribunal arbitral mixte, et l'intérêt de 3,50 pour cent par an à partir du jour de l'échéance jusqu'au 1er janvier 1925.

Les montants ainsi liquidés seront augmentés de 25 pour cent à titre de liquidation forfaitaire des intérêts de 3 pour cent dus à partir du 1er janvier 1925 jusqu'au jour du payement.

Article 5.

Les payements prévus dans la présente convention seront effectués par l'Office italien en tant qu'il y ait dans le compte spécial de compensation des disponibilités en crédit de la Hongrie.

Dans le cas où, à la clôture du compte spécial de compensation, les produits des biens hongrois liquidés en Italie ne couvriraient éventuellement pas les sommes à la charge de la Hongrie, y compris les créances italiennes visées dans le présent accord, le solde sera réglé par la Hongrie dans le délai de trois mois dès que le moratoire établi actuellement en Hongrie cessera d'être en vigueur. Sur ce solde découlent les intérêts du 4 pour cent par an à partir de la date de chaque payement en excédence.

Article 6.

La faculté accordée aux ressortissants hongrois aux termes des paragraphes 3 et 4 de l'article 6 de la Convention du 27 mars 1924 pour la liquidation des biens, droits et intérêts des ressortissants hongrois en Italie, cesse d'être valable à partir de la date de la signature du présent accord.

Article 2.

The Hungarian Clearing Office shall without delay communicate to the Italian Office a list of all claims recognised unconditionally, indicating in each case the name, Christian name and residence of both creditor and debtor, together with the amounts payable.

The aforementioned list shall be transmitted by the Hungarian Office to the Italian Office in two copies, one of which shall be countersigned by the Italian Office and returned to the Hungarian Office.

Article 3.

Claims recognised subject to a stated condition shall be enumerated in a special list indicating in each case the name, Christian name and residence of both creditor and debtor, together with the amounts payable and the condition to be fulfilled.

The Italian Office shall invite the creditor to fulfil the condition laid down within a period of six months from the date of his being notified.

Payments shall be made as soon as the Hungarian Office recognises that the aforementioned condition has been fulfilled.

A creditor who fails to transmit to the Italian Office within the aforementioned period the documents required for compliance with the condition laid down shall no longer be entitled to benefit, without prejudice to his rights as against his Hungarian debtor, by payment out of the proceeds of the liquidation of the property of Hungarian nationals in Italy or by the guarantee of the Hungarian State.

Article 4.

Claims to be paid out of the proceeds of liquidation of the property of Hungarian nationals shall be liquidated at the amounts outstanding on January 1, 1925, in accordance with the provisions of Article 11, paragraph 2, of the Convention of March 27, 1924, that is to say, that on each claim interest shall be payable up to the date of maturity either at the contractual rate or at the rate specified in a decision of the Mixed Arbitral Tribunal, together with interest at the rate of 3.50 % per annum from the date of maturity until January 1, 1925.

The amounts thus liquidated shall be increased by 25 %, to be regarded as a lump sum in liquidation of the interest at 3 % due from January 1, 1925, until the date of payment.

Article 5.

The payments provided for in the present Convention shall be effected by the Italian Office in so far as the special clearing account continues to show a credit balance in favour of Hungary.

If at the date of winding up that account the proceeds of the Hungarian property liquidated in Italy should not suffice to cover the sums payable by Hungary, including the Italian claims referred to in the present Agreement, the balance shall be settled by Hungary within three months of the termination of the moratorium at present in force in that country. Interest shall be payable on the aforementioned balance at the rate of 4 % per annum as from the due date on which each payment outstanding fell due.

Article 6.

The option allowed to Hungarian nationals under Article 6, paragraphs 3 and 4, of the Convention of March 27, 1924, for the liquidation of the property, rights and interests of Hungarian nationals in Italy shall cease to apply as from the date of signature of the present Agreement.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications entre les deux gouvernements.

Les ratifications seront échangées à Rome.

Fait à Rome, en double exemplaire, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes, ce 12 novembre 1932-XI.

Pour l'Italie :

SUVICH.

Pour la Hongrie :

SZTERÉNYI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,

Suvich.

Article 7.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and shall come into force on the date of exchange of ratifications between the two Governments.

Ratifications shall be exchanged in Rome.

Done in Rome in two copies, one of which has been delivered to each of the High Contracting Parties, this 12th day of November, 1932-XI.

For Italy :

SUVICH.

For Hungary :

SZTERÉNYI.

N° 3280.

HONGRIE ET ITALIE

Convention sur le tribunal arbitral mixte constitué en application de l'article 239 du traité de paix de Trianon, avec protocole. Signés à Rome, le 12 novembre 1932.

HUNGARY AND ITALY

Convention on the Mixed Arbitral Tribunal set up in Application of Article 239 of the Treaty of Peace of Trianon, with Protocol. Signed at Rome, November 12, 1932.

N° 3280. — CONVENTION [1] ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE SUR LE TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE CONSTITUÉ EN APPLICATION DE L'ARTICLE 239 DU TRAITÉ DE PAIX DE TRIANON. SIGNÉE A ROME, LE 12 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 octobre 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux d'arriver à un règlement amiable de toutes réclamations se rattachant à la compétence du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois et ayant constaté que, en dehors des causes qui font l'objet de la présente convention, il n'existe pas auprès du tribunal susdit des causes en cours contre les deux Etats, ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Fulvio SUVICH, député au Parlement, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le baron Joseph SZTERÉNYI, conseiller intime, ancien ministre royal hongrois du Commerce, et membre de la Haute Chambre ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Tribunal arbitral mixte italo-hongrois constitué en application de l'article 239 du Traité de Paix de Trianon, est supprimé.

Les causes en cours auprès du susdit Tribunal seront considérées déchues.

Les dépôts pour les frais et les contributions pour les causes susdites seront remboursés aux parties en cause, après déduction des frais effectués.

Article 2.

Les deux gouvernements constatent que les causes en cours auprès du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, entamées par les ressortissants italiens contre l'Etat hongrois, sont réglées moyennant la somme forfaitaire de lires italiennes quarante mille et, d'une autre part, les causes des ressortissants hongrois contre l'Etat italien sont réglées par la somme forfaitaire de lires italiennes trente mille. En conséquence les Gouvernements des deux Etats mettent réciproquement à leur disposition

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 13 juin 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3280. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND ITALY ON THE MIXED ARBITRAL TRIBUNAL SET UP IN APPLICATION OF ARTICLE 239 OF THE TREATY OF PEACE OF TRIANON. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 12, 1932.

French official text communicated by the Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 20, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of arriving at a friendly settlement of all claims falling within the jurisdiction of the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal, and having noted that, apart from the actions forming the subject of the present Convention, no other actions against the two States are pending before the said Tribunal, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Fulvio SUVICH, Member of Parliament, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Baron Joseph SZTERÉNYI, Privy Counsellor, Former Royal Hungarian Minister of Commerce and Member of the Upper Chamber ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal set up in accordance with Article 239 of the Treaty of Peace of Trianon is abolished.

Actions pending before the said Tribunal are deemed to be withdrawn.

Securities for costs and sums paid in respect of such actions shall be refunded to the parties concerned after deduction of costs incurred.

Article 2.

The two Governments note that pending actions brought before the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal by Italian nationals against the Hungarian State shall be settled by payment of the lump sum of forty thousand Italian lire, and on the other hand that actions brought by Hungarian nationals against the Italian State shall be settled by the lump sum of thirty thousand Italian lire. Accordingly the Governments of the two States shall reciprocally place the above

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, June 13, 1933.

les sommes susdites pour la définition des réclamations des ressortissants respectivement italiens et hongrois.

La différence des deux sommes non compensée, c'est-à-dire de dix mille lires, qui retombe en faveur de l'Italie, sera portée au débit du compte des produits des biens hongrois liquidés en Italie.

Article 3.

Dans le cas où, à l'entrée en vigueur de la présente convention, il y aura quelques causes en cours auprès du Tribunal arbitral mixte concernant d'autres objets que ceux visés au précédent article 2, la partie intéressée pourra s'adresser à la juridiction ordinaire entre six mois à partir de l'entrée en vigueur de cette convention.

La prescription interrompue par la précédente requête présentée au Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, est suspendue jusqu'à l'expiration dudit délai de six mois.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai, et entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications entre les deux gouvernements, qui aura lieu à Rome.

Faite à Rome, en double exemplaire, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes, ce 12 novembre 1932-XI.

Pour l'Italie : SUVICH.

Pour la Hongrie : SZTERÉNYI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

PROTOCOLE

Au moment de la signature de la Convention concernant le Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, les deux Hautes Parties contractantes :

a) Constatent que toutes les causes en cours auprès du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois concernant les ressortissants italiens contre l'Etat hongrois en application de l'article 232 du Traité de Paix de Trianon et celles des ressortissants hongrois contre l'Etat italien en application de l'article 250 du traité susdit, sont définitivement réglées ;

b) Constatent en outre, que les causes concernant tout autre objet entamées devant le Tribunal arbitral mixte par des ressortissants hongrois contre des ressortissants italiens sont de même définitivement réglées ;

c) En ce qui concerne les causes entamées par des ressortissants italiens contre des ressortissants hongrois, toujours en cours auprès du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, s'engagent de faire tout le possible pour amener les parties à une conciliation à l'amiable avant que la convention susdite entre en vigueur.

Le présent protocole entrera en vigueur sans qu'il soit ratifié à partir de la date de la signature.

Fait à Rome, ce 12 novembre 1932-XI, en deux exemplaires, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Italie : SUVICH.

Pour la Hongrie : SZTERÉNYI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

sums at each other's disposal in liquidation of claims of Italian and Hungarian nationals respectively.

The difference between the two sums outstanding, that is to say, ten thousand lire in favour of Italy, shall be debited to the account of sums derived from Hungarian property liquidated in Italy.

Article 3.

On the coming into force of the present Convention, should any actions be pending before the Mixed Arbitral Tribunal relating to matters other than those referred to in Article 2 above, the party concerned may apply to the ordinary courts within six months of the coming into force of this Convention.

The period of prescription interrupted by the bringing of an action as above before the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal remains suspended until the expiration of the said period of six months.

Article 4.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and shall come into force on the day of exchange of ratifications by the two Governments, which shall take place in Rome.

Done at Rome in two copies, one of which has been handed to each of the High Contracting Parties, this twelfth day of November 1932-XI.

For Italy ;
SUVICH.

For Hungary ;
SZTERÉNYI.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention concerning the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal, the two High Contracting Parties :

(a) Note that all pending actions concerning Italian nationals, brought before the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal against the Hungarian State under Article 232 of the Treaty of Peace of Trianon, and those brought by Hungarian nationals against the Italian State under Article 250 of the said Treaty are finally settled ;

(b) Note further that actions on any other matter brought before the Mixed Arbitral Tribunal by Hungarian nationals against Italian nationals are likewise finally settled ; and

(c) As regards actions brought by Italian nationals against Hungarian nationals and still pending before the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal, undertake to do everything in their power to bring the parties to a friendly settlement before the above Convention shall come into force.

The present Protocol shall, without ratification, come into force on the date of signature.

Done at Rome this twelfth day of November 1932-XI, in two copies, one of which has been handed to each of the High Contracting Parties.

For Italy ;
SUVICH.

For Hungary ;
SZTERÉNYI.

N° 3281.

HONGRIE ET ITALIE

Convention pour l'exécution de la Convention du 27 mars 1924, à l'égard de la première société d'assurances de Budapest. Signée à Rome, le 12 novembre 1932.

HUNGARY AND ITALY

Convention for the Execution of the Convention of March 27, 1924, with regard to the First Insurance Company of Budapest. Signed at Rome, November 12, 1932.

N° 3281. — CONVENTION[1] ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE POUR L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION[2] DU 27 MARS 1924, A L'ÉGARD DE LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES DE BUDAPEST. SIGNÉE A ROME, LE 12 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 octobre 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, désireux de régler à l'amiable les contrats d'assurance stipulés par la Première société d'Assurances de Budapest en couronnes austro-hongroises vis-à-vis des personnes morales et physiques demeurant ou ayant le siège dans le territoire des nouvelles provinces du Royaume d'Italie, ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Fulvio SUVICH, député au Parlement, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le baron Joseph SZTERÉNYI, conseiller intime, ancien ministre royal hongrois du Commerce et membre de la Haute Chambre ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement italien, directement ou par l'intermédiaire de l'office qu'il se réserve d'indiquer prend l'engagement de liquider les contrats d'assurance échus et non payés, ainsi que les mêmes contrats toujours en vigueur, stipulés par la Première société hongroise des Assurances générales de Budapest, en couronnes austro-hongroises, vis-à-vis des personnes morales et physiques qui avaient au 31 décembre 1922 le siège principal de leurs affaires ou leur demeure habituelle dans le territoire des nouvelles provinces du Royaume d'Italie, y compris Fiume. L'engagement susdit est limité aux ayants droit possédant la nationalité italienne au moment de la requête de payement.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 13 juin 1933.

[2] Vol. XLV, page 229, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3281. — CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND ITALY FOR THE EXECUTION OF THE CONVENTION [3] OF MARCH 27, 1924, WITH REGARD TO THE FIRST INSURANCE COMPANY OF BUDAPEST. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 12, 1932.

French official text communicated by the Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 20, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of settling in an amicable manner the insurance policies issued in Austro-Hungarian crowns by the First Insurance Company of Budapest to juridical and physical persons domiciled or having their head offices in the territory of the new provinces of the Kingdom of Italy, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Fulvio SUVICH, Member of Parliament, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Baron Joseph SZTERÉNYI, Privy Counsellor, former Royal Hungarian Minister for Commerce and Member of the Upper Chamber ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Italian Government, directly or through an Office which it will specify, undertakes to settle insurance policies matured but not paid as well as similar policies which are still in force, issued in Austro-Hungarian crowns by the First Hungarian General Insurance Company of Budapest to juridical and physical persons whose principal place of business or ordinary place of residence on December 31, 1922, was in the territory of the new provinces of the Kingdom of Italy, including Fiume. The above undertaking shall be limited to beneficiaries who are Italian nationals at the time of the application for payment.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, June 13, 1933.

[3] Vol. XLV, page 229, of this Series.

Article 2.

La première société d'assurance de Budapest liquidera, sous le contrôle du Gouvernement italien :

a) Les contrats échus avant le 1er janvier 1923 ;

b) Les contrats pour lesquels le payement des primes fut suspendu avant le 1er janvier 1923 ;

c) Les contrats pour lesquels les assurés ont continué à payer les primes en toute autre monnaie que la couronne austro-hongroise après le 1er janvier 1923 échus ou toujours en cours.

La liquidation sera faite en lires italiennes. Dans le cas où les primes ont été payées en couronnes austro-hongroises anciennes, le taux de conversion sera de lires 60 % couronnes austro-hongroises ; dans le cas où les primes ont été payées en autre monnaie que la lire italienne, le taux de conversion sera déterminé sur la base du taux de change de la monnaie du payement en rapport à la lire italienne au moment du payement même.

Pour les contrats suspendus avant le 1er janvier 1923 et pour les contrats toujours en cours, la liquidation sera faite sur la base de la réserve des primes avec la majoration d'usage pour le calcul de la réserve mathématique jusqu'au jour de la liquidation.

Les sommes liquidées pour les contrats échus avant et depuis le 1er janvier 1923 seront majorés des intérêts 3,50 % à partir du jour de l'échéance des contrats jusqu'au jour de la liquidation.

Article 3.

Les sommes liquidées seront créditées au fur et à mesure de leur liquidation dans un compte spécial au nom du Gouvernement italien ou de l'Office désigné par lui.

Sur le solde de ce compte découlent les intérêts de 4 % par an, à partir de la date de chaque créditement.

La Société est libérée de toute obligation envers le Gouvernement italien et ses ressortissants après le payement effectif du solde du compte susdit.

Article 4.

Restent en vigueur tous les contrats échus ou ceux pour lesquels les payements des primes ont été effectués sans interruption et les autres contrats dont les primes n'ont pas été payées entièrement à cause de la guerre ou de la suppression des agences de la première société hongroise à Trieste et à Fiume.

Les réserves des primes à payer sont déterminées sur la base des primes effectivement payées.

Article 5.

Le Gouvernement italien, par moyen de l'Office visé à l'article premier, donnera la preuve que les réclamants des payements sur des contrats d'assurance ont la nationalité italienne, moyennant un certificat délivré par l'autorité compétente dans lequel il résulte la susdite condition subjective de l'ayant droit ainsi que la demeure ou le siège dans les nouvelles provinces du Royaume d'Italie au 31 décembre 1922.

Le document susmentionné sera remis à la première société hongroise des assurances générales de Budapest en relation à la requête des ayants droit.

Article 2.

The First Insurance Company of Budapest shall, under the supervision of the Italian Government, pay :

(a) Policies which matured before January 1st, 1923 ;

(b) Policies, payment of the premiums on which was suspended before January 1st, 1923 ;

(c) Policies on which the insured continued to pay premiums in currency other than the Austro-Hungarian crown after January 1st, 1923, matured or still in force.

Payment shall be made in Italian lire. Where premiums were paid in former Austro-Hungarian crowns, the conversion rate shall be 60 lire per 100 Austro-Hungarian crowns ; where premiums were paid in a currency other than the Italian lira, the conversion rate shall be calculated on the basis of the rate of exchange between the currency of payment and the Italian lira at the time of the actual payment.

In the case of policies suspended before January 1st, 1923, and policies still in force, payment shall be made on the basis of the premium reserve with the customary addition for the calculation of the mathematical reserve up to the day of payment.

Interest at 3½ per cent from the maturity date of policies up to the date of payment shall be added to the payments made in respeet of policies which have matured before and since January 1st, 1923.

Article 3.

The payments made shall be credited, as and when effected, to a special account opened in the name of the Italian Government or the Office designated by it.

The balance of this account shall bear interest at the rate of 4 per cent per annum as from the date of each credit entry.

The Company shall be released from all obligations towards the Italian Government and its nationals after actual payment of the balance of the aforesaid account.

Article 4.

All the policies expired or those for which premium payments have been regularly made and the other policies, the premiums on which have not been paid in full owing to the war or the closing down of the agencies of the First Hungarian Company at Trieste and Fiume shall remain in force.

The reserves in respect of premiums to be paid shall be computed on the basis of the premiums actually paid.

Article 5.

The Italian Government shall, through the Office referred to in Article 1, supply proof of the Italian nationality of claimants for payments in respect of insurance policies by means of a certificate issued by the competent authority showing that the beneficiary possessed the above-mentioned qualification and that the residence or head office was situated in the new provinces of the Kingdom of Italy on December 31, 1922.

The above-mentioned document shall be forwarded to the First Hungarian General Insurance Company of Budapest together with the application of the claimants.

Article 6.

La première société hongroise des assurances générales de Budapest remettra tous les dossiers et pièces auxiliaires qui se trouvent en sa possession et qui ont trait aux contrats d'assurance visés dans la présente convention.

Ladite société s'engage, en outre, à conserver, pendant dix ans à dater de la mise en vigueur de la présente convention, tous les dossiers et pièces auxiliaires ne faisant pas l'objet de la livraison prévue par le présent article, mais relatives aux autres contrats afférent au portefeuille italien et à les communiquer sans frais en cas de nécessité.

La requête de ces documents pourra être faite même sans recours à la voie diplomatique ou consulaire.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai.

Elle entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratifications, qui aura lieu à Rome.

Faite à Rome en deux exemplaires, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes, ce 12 novembre 1932-XI.

Pour l'Italie :
SUVICH.

Pour la Hongrie :
SZTERÉNYI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Article 6.

The First Hungarian General Insurance Company of Budapest shall hand over all the files and auxiliary data in its possession which concern the insurance policies referred to in the present Convention.

The said Company undertakes further to preserve, for a period of ten years as from the entry into force of the present Convention, all the files and auxiliary data not handed over under the terms of the present Article but which refer to the other policies in the Italian Portfolio, and to communicate them free of charge if necessary.

Application for these documents may be made even without resorting to the diplomatic or consular channel.

Article 7.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

It shall come into force on the exchange of the instruments of ratification which shall take place at Rome.

Done at Rome in two copies, one of which has been delivered to each of the High Contracting Parties, this twelfth day of November, 1932-XI.

For Italy :
SUVICH.

For Hungary :
SZTERÉNYI.

N° 3282.

HONGRIE ET ITALIE

Accord relatif aux questions financières. Signé à Rome, le 12 novembre 1932.

HUNGARY AND ITALY

Agreement relating to Financial Questions. Signed at Rome, November 12, 1932.

N° 3282. — ACCORD[1] ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE RELATIF AUX QUESTIONS FINANCIÈRES. SIGNÉ A ROME, LE 12 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 octobre 1933.

L'ITALIE et la HONGRIE, désirant régler définitivement à l'amiable, dans le cadre des questions financières découlant de la guerre, certaines questions financières en suspens entre elles, ont désigné, à cet effet, les plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Fulvio SUVICH, député au Parlement, sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le baron Joseph SZTERÉNYI, conseiller intime, ancien ministre royal hongrois du Commerce et membre de la Haute Chambre ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Italie renonce aux remboursements suivants :

a) Pour les frais avancés par l'Italie en dépendance de la mission des généraux en Hongrie (mission Mombelli) ;

b) Pour les frais occasionnés par la délimitation des frontières de la Hongrie avancés par l'Italie ;

c) Pour les frais avancés par l'Italie pour le rapatriement des prisonniers de guerre et des civils internés.

Article 2.

La Hongrie renonce :

a) Au solde éventuel résultant en sa faveur à la clôture du compte spécial de compensation ouvert en vertu de la Convention[2] italo-hongroise du 27 mars 1924, concernant la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 13 juin 1933.

[2] Vol. XLV, page 241, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3282. — AGREEMENT[2] BETWEEN HUNGARY AND ITALY RELATING TO FINANCIAL QUESTIONS. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 12, 1932.

French official text communicated by the Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place October 20, 1933.

ITALY and HUNGARY, being desirous of effecting a definitive settlement by friendly means, within the framework of the financial questions resulting from the war, of certain financial questions outstanding between them, have appointed with this object the following Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Fulvio SUVICH, Deputy, Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Baron Joseph SZTERÉNYI, Privy Counsellor, former Royal Hungarian Minister of Commerce and a Member of the Upper Chamber ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Italy waives the repayment of the following sums :

(a) Expenditure advanced by Italy in connection with the mission of Generals to Hungary (Mombelli Mission) ;

(b) Expenditure arising out of the delimitation of the frontiers of Hungary, advanced by Italy ;

(c) Expenditure advanced by Italy for the repatriation of prisoners of war and interned civilians.

Article 2.

Hungary waives :

(a) Any balance in her favour on the closing of the special clearing account opened in virtue of the Italo-Hungarian Convention[3] of March 27, 1924, concerning the liquidation of the property of Hungarian nationals in Italy ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, June 13, 1933.

[3] Vol. XLV, page 241, of this Series.

b) A la créance de la Haditermény R. T. de Budapest relative au dépôt effectué en 1919, du montant de 14.985.000 (quatorze millions neuf cent quatre-vingt cinq mille) couronnes austro-hongroises papier non estampillées, prises en charge par la mission italienne pour l'armistice, dont aux notes échangées entre les deux gouvernements le 21 mai 1927-V, étant entendu que ladite créance sera directement réglée envers la Société hongroise par le Gouvernement hongrois sans aucune responsabilité du Gouvernement italien ;

c) Aux droits de quelque nature que ce soit, y compris les revenus arriérés nets des frais des baux à loyer, afférant à l'Etat hongrois sur les palais et annexes de l'Ambassade austro-hongroise à Constantinople et aux deux maisons de rapport en rue Boston Barci Nos 29 et 35 comprises dans les biens de l'ancienne ambassade susdite, visés dans l'article 2 de la Convention [1] italo-hongroise du 10 décembre 1927 ;

d) A toutes créances éventuelles, quelles qu'elles soient, de l'ancien Royaume de Hongrie envers l'Italie et ses ressortissants actuels, résidant dans les territoires annexés par l'Italie, ainsi qu'à la quote-part hongroise des créances de l'ancienne Monarchie austro-hongroise ;

e) Aux biens, droits et intérêts éventuels de l'ancien Royaume de Hongrie ou de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, qui ont été séquestrés dans le Royaume d'Italie ou qui ont été transférés en propriété de l'Italie et qui ne sont pas compris dans les biens cédés en vertu des articles 208 du Traité de paix de Saint-Germain et 191 du Traité de paix du Trianon et cela en rapport à la quote-part revenant à la Hongrie ;

f) A tout autre avoir éventuel pour quelque titre que ce soit pour avances à rembourser par le Royaume d'Italie, ses administrations, ses représentants consulaires à l'étranger, ou les institutions de tout genre, ayant actuellement leur siège dans le territoire italien.

La propriété des maisons dont à l'alinéa *c)*, en ce qui concerne la Hongrie, est transférée au Royaume d'Italie qui, sans autre autorisation, a la faculté de faire les démarches nécessaires pour a volture dans le cadastre.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Rome.

Fait à Rome, ce 12 novembre 1932-XI, en deux exemplaires, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Italie :
SUVICH.

Pour la Hongrie :
SZTERÉNYI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

[1] Vol. LXXVIII, page 403, de ce recueil.

(b) The claim of the Haditermény R. T. of Budapest relating to the deposit in 1919 of the sum of 14,985,000 (fourteen million nine hundred and eighty-five thousand) unstamped Austro-Hungarian paper crowns taken over by the Italian mission for the Armistice, which was referred to in the Notes exchanged between the two Governments on May 21, 1927-V, it being understood that the said claim shall be settled direct with the Hungarian Company by the Hungarian Government without any responsibility on the part of the Italian Government ;

(c) Any claims whatsoever that the Hungarian State may possess, including net arrears of income in respect of leases, over the Palaces and annexes of the Austro-Hungarian Embassy at Constantinople, and the two leased houses at Nos. 29 and 35 Rue Boston Barci included in the property of the aforesaid former Embassy, referred to in Article 2 of the Italo-Hungarian Convention[1] of December 10, 1927 ;

(d) Any claims whatsoever of the former Kingdom of Hungary against Italy and her present nationals residing in the territories annexed by Italy and, further, the Hungarian share of the claims of the former Austro-Hungarian Monarchy ;

(e) The property, rights and any interest of the former Kingdom of Hungary or the former Austro-Hungarian Monarchy which have been sequestrated in the Kingdom of Italy or have been transferred to the ownership of Italy and which are not included in the property handed over in virtue of Article 208 of the Treaty of Peace of Saint Germain and Article 191 of the Treaty of Peace of Trianon in respect of the share accruing to Hungary ;

(f) Any other property whatsoever in respect of advances to be refunded by the Kingdom of Italy, its administrations, its consular representatives abroad or the institutions of any kind whose headquarters are now in Italian territory.

The ownership of the houses referred to in paragraph *(c)* shall, so far as Hungary is concerned, be transferred to the Kingdom of Italy, which shall have the right, without further authorisation, to take the necessary measures with a view to the transfer in the land register.

Article 3.

The present Convention shall be ratified at the earliest possible date, and shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Rome.

Done at Rome this twelfth day of November, 1932-XI in duplicate, one copy being handed to each of the High Contracting Parties.

For Italy :
SUVICH.

For Hungary :
SZTERÉNYI.

[1] Vol. LXXVIII, page 403, of this Series.

N° 3283.

HONGRIE ET ITALIE

Déclaration concernant les dettes des anciennes autorités communes austro-hongroises et du fisc hongrois. Signée à Rome, le 12 novembre 1932.

HUNGARY AND ITALY

Declaration concerning the Debts of the Former Joint Austro-Hungarian Authorities and of the Hungarian Revenue Department. Signed at Rome, November 12, 1932.

N° 3283. — DÉCLARATION ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE CONCERNANT LES DETTES DES ANCIENNES AUTORITÉS COMMUNES AUSTRO-HONGROISES ET DU FISC HONGROIS. SIGNÉE A ROME, LE 12 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 20 octobre 1933.

Se référant aux Accords de La Haye du 20 janvier 1930 [1], de Paris du 28 avril 1930 [2] et de Vienne du 24 novembre 1930, les deux Hautes Parties contractantes constatent que l'accord signé à Rome le 6 avril 1922 entre la République d'Autriche et le Royaume de Hongrie d'une part et le Royaume d'Italie d'autre part, concernant le règlement des différends surgis au sujet des dettes des anciennes autorités communes austro-hongroises (K. U. K.), de l'ancien fisc autrichien (K. K.) et du fisc royal hongrois, n'a plus effet entre la Hongrie et les ressortissants italiens ayant leur domicile (siège, lieu d'activité) dans le territoire annexé par l'Italie.

Faite à Rome, le 12 novembre 1932-XI, en deux exemplaires, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Italie :
SUVICH.

Pour la Hongrie :
SZTERÉNYI.

Per copia conforme :
p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

[1] Vol. CIV, page 413, de ce recueil.
[2] Vol. CXXI, page 69, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3283. — DECLARATION BETWEEN HUNGARY AND ITALY CONCERNING THE DEBTS OF THE FORMER JOINT AUSTRO-HUNGARIAN AUTHORITIES AND OF THE HUNGARIAN REVENUE DEPARTMENT. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 12, 1932.

French official text communicated by the Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place October 20, 1933.

With reference to the Agreements concluded at The Hague on January 20, 1930[2], at Paris on April 28, 1930[3], and at Vienna on November 24, 1930, the two High Contracting Parties hereby place on record that the Agreement signed at Rome on April 6, 1922, between the Austrian Republic and the Kingdom of Hungary of the one part and the Kingdom of Italy of the other part concerning the settlement of disputes arising with regard to the debts of the former joint Austro-Hungarian authorities (K. U. K.), of the former Austrian Revenue Department (K. K.) and of the Royal Hungarian Revenue Department, shall cease to take effect as between Hungary and Italian nationals having their domicile (headquarters, place of activity) in the territory annexed by Italy.

Done at Rome on November 12, 1932-XI, in duplicate, one copy being delivered to each of the High Contracting Parties.

For Italy :
SUVICH.

For Hungary :
SZTERÉNYI.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. CIV, page 413, of this Series.

[3] Vol. CXXI, page 69, of this Series.

N° 3284.

ITALIE ET LUXEMBOURG

Traité de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Luxembourg, le 15 avril 1932.

ITALY AND LUXEMBURG

Treaty of Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Luxemburg, April 15, 1932.

N° 3284. — TRAITÉ[1] DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. SIGNÉ A LUXEMBOURG, LE 15 AVRIL 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 octobre 1933.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs deux Pays ;

Considérant que leur collaboration à l'œuvre de la paix s'est déjà affirmée dans leur adhésion commune au Traité[2] de Londres du 11 mai 1867, au Pacte de la Société des Nations et au Pacte[3] de renonciation à la guerre, signé à Paris le 28 août 1928 ;

Désireux de développer cette politique de confiance et d'entente ;

Sincèrement convaincus de la nécessité d'assurer, dans l'intérêt de la paix générale, le développement des procédures de règlement pacifique des différends internationaux et d'assurer, dans tous les cas, le règlement pacifique des différends qui pourraient surgir entre leurs pays ;

Ont résolu de conclure un traité de conciliation et de règlement judiciaire à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

M. Joseph BECH, son ministre d'Etat, président du gouvernement ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

M. Girolamo DE' ROSSI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Luxembourg :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes, vu les relations d'amitié et de confiance qui les unissent, s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Luxembourg, le 20 octobre 1933.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVIII, page 445.

[3] Vol. XCIV, page 57 ; et vol. CXXXIV, page 411, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3284. — TREATY [2] OF CONCILIATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBURG. SIGNED AT LUXEMBURG, APRIL 15, 1932.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand-Duchy of Luxemburg and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 25, 1933.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Inspired by the friendly relations that happily unite their two countries;

Considering that their collaboration in the work of peace has already been confirmed by their common accession to the Treaty[3] of London of May 11, 1867, the Covenant of the League of Nations and the Pact[4] for the Renunciation of War signed at Paris on August 28, 1928;

Desirous of developing this policy of confidence and understanding;

Sincerely convinced of the need for promoting, in the interests of universal peace, the development of the procedures for the pacific settlement of international disputes, and, in all cases, of ensuring the pacific settlement of any disputes that may arise between their countries;

Have resolved to conclude a treaty of conciliation and judicial settlement for these purposes and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Joseph BECH, Her Minister of State, President of the Government ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Girolamo DE' ROSSI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Luxemburg ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties, in view of the friendly and confident relations existing between them, undertake to submit to a procedure of conciliation all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by diplomacy.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Luxemburg, October 20, 1933.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 57, page 32.

[4] Vol. XCIV, page 57 ; and Vol. CXXXIV, page 411, of this Series.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 15 et suivants du présent traité.

Demeurent réservés les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prescrite par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes.

Article 2.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des tribunaux, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

Les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation composée de cinq membres.

Elles nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront ni être des ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Le président de la commission sera nommé, d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de lui désigner un successeur, comme aussi de retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y aura lieu de procéder sans délai au remplacement des membres dont le mandat a pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination.

Article 4.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervient pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention[1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement de la contestation.

Elle sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la partie adverse par la partie qui demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 6.

La commission se réunira, sauf convention contraire, au lieu désigné par son président.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

In the event of the procedure of conciliation proving unsuccessful, a judicial settlement shall be sought in conformity with Articles 15 *et seq.* of the present Treaty.

The above shall not apply to disputes for the solution of which a special procedure is laid down by other Conventions in force between the Contracting Parties.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the Courts, the defendant Party may oppose the submission of the dispute to a procedure of conciliation or, alternatively, to a judicial settlement, until a final judgment has been given by the competent judicial authority.

In this case the request for conciliation procedure must be made within a year at most from the date of such judgment.

Article 3.

The Contracting Parties shall establish a Permanent Conciliation Commission composed of five members.

Each Party shall nominate one member of his own choosing, the other three being appointed by joint agreement. The latter may not be subjects of the Contracting Parties nor be domiciled in their territory nor be employed in their service.

The President of the Commission shall be appointed by joint agreement from among the jointly selected members.

So long as the procedure has not begun, each Contracting Party shall have the right to revoke the appointment of his nominee and replace him by another, and also to withdraw his consent to the appointment of any of the three members nominated jointly. In this case the necessary replacement shall be effected without delay.

Members shall be replaced under the same conditions as were observed in their appointment.

Article 4.

The Commission shall be set up within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the appointment of the members to be nominated jointly is not made within this period or, in case of their replacement, within three months after the vacancy occurs, such appointments shall be made in accordance with Article 45 of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Article 5.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to further the settlement of disputes by an impartial and conscientious examination of the facts and by formulating proposals with a view to settling the case.

The Commission shall be seized of a question by an application addressed to its President by one of the Contracting Parties.

This application shall be notified at the same time to the opposing Party by the Party which is requesting the institution of the procedure of conciliation.

Article 6.

The Commission shall meet at the place chosen by the President, unless there is an agreement to the contrary.

[1] *British and Foreign State Papers,* Vol. 100, page 298.

Article 7.

La procédure devant la commission sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 8.

Les délibérations de la commission auront lieu à huis-clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 9.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer, auprès de la commission, des agents spéciaux, qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission seront prises à la majorité simple des voix.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

Article 12.

La commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des parties.

Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 13.

La commission de conciliation fixera le délai dans lequel les parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions.

Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la commission de conciliation recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 7.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up its own rules of procedure, regard being had to the regulations laid down in Title III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes, unless the Commission unanimously decides otherwise.

Article 8.

The deliberation of the Commission shall be heard in private, unless in agreement with the Parties the Commission decides otherwise.

Article 9.

The Contracting Parties shall be entitled to appoint special agents on the Commission. These agents shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 10.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members except as otherwise laid down in the present Treaty.

Article 11.

The Contracting Parties undertake to give the Commission all possible assistance in its work and, in particular, to employ all the means placed at their disposal by their domestic legislation to enable it to call and hear witnesses or experts within their territory as well as to carry out investigations on the spot.

Article 12.

The Commission shall make its report within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties agree to an extension of this period.

A copy of the report shall be sent to each Party.

The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article 13.

The Conciliation Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposals.

This period shall not, however, exceed three months.

Article 14.

For the actual duration of the procedure the members of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by an arrangement between the Contracting Parties.

Each Party shall bear his own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

Si l'une des parties n'accepte pas les propositions de la Commission permanente de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

Article 16.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 17.

Si la Cour permanente de Justice internationale établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 18.

L'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale sera exécuté de bonne foi par les parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice que chacune des parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Article 19.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 15.

If one of the Parties does not accept the proposals of the Permanent Conciliation Commission, or does not announce his decision within the period prescribed in the report, either Party may request that the dispute be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If, in the opinion of the Court, the case is not of a juridical nature, the Parties shall agree to its being settled *ex æquo et bono.*

Article 16.

In each particular case the Contracting Parties shall draw up a special agreement *(compromis)* specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice, and any other conditions fixed between themselves.

The agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

All points contained therein shall be interpreted by the Court of Justice.

If the agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the question before the Court of Justice by a simple application.

Article 17.

Should the Permanent Court of International Justice find that a decision of a court of law or other authority of one of the Contracting States is wholly or partly at variance with international law, and should the constitutional law of that State not allow, or only inadequately allow, the cancellation of this decision by administrative procedure, the Party prejudiced shall be granted equitable satisfaction in some other form.

Article 18.

The judgment given by the Permanent Court of International Justice shall be acted upon by the Parties in good faith.

Any difficulties regarding the interpretation of the judgment shall be settled by the Court of Justice upon a simple application for this purpose by either Party.

Article 19.

During the procedure of conciliation or the judicial procedure, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice.

Article 20.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Luxembourg dans le plus bref délai possible.

Le traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double exemplaire, à Luxembourg, le 15 avril 1932.

(s.) Jos. Bech.
(s.) G. de' Rossi.

Pour expédition conforme transmise
au Secrétariat de la Société des Nations
afin d'enregistrement :

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Bech.

Visto, d'ordine di Sua Maestà Il Re :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Luxemburg as soon as possible.

The Treaty shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged. It shall be concluded for a period of ten years from the date of its coming into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to have been renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

If a procedure of conciliation or a judicial procedure is pending at the time of the expiration of the present Treaty, it shall pursue its course in accordance with the provisions of the present Treaty or any other convention which the Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Luxemburg on April 15, 1932.

(Signed) Jos. BECH.
(Signed) G. DE' ROSSI.

N° 3285.

FRANCE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement commercial. Paris, le 13 mars 1933.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Paris, March 13, 1933.

N° 3285. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. PARIS, LE 13 MARS 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 octobre 1933.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, *le* 13 *mars* 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu à Paris entre les délégués français et suédois et conformément aux instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

I. Le Gouvernement suédois, désireux de faciliter les conditions d'importation des produits français en Suède et de contribuer ainsi au développement des relations commerciales entre la France et la Suède, a introduit dans le tarif douanier suédois les modifications indiquées sur la liste ci-jointe. Ces modifications entreront en vigueur le 15 mars 1933.

II. Le Gouvernement du Roi a, en outre, pris les dispositions suivantes, relatives à l'usage du mot « vin » en Suède : Les boissons fermentées qui, aux termes du paragraphe premier de l'Ordonnance royale du 14 juin 1917 modifiée par les dispositions de l'Ordonnance royale du 11 juin 1926, étaient considérées comme vins mais qui ne sont pas fabriquées avec du jus de raisin, devront désormais, lorsqu'elles sont offertes à la vente ou vendues, être désignées de façon à indiquer d'une manière visible que la boisson a été fabriquée avec des matières autres que du jus de raisin (par exemple *fruktvin*, *bärvin*, *äppelvin*, etc.). Il sera interdit de désigner ces boissons sous le nom de « vin » ou par tout autre mot de langue étrangère ayant le même sens ; seule l'utilisation de mots composés comme ceux indiqués plus haut est autorisée.

III. En ce qui concerne le commerce des produits vinicoles, la réglementation suédoise contient les dispositions suivantes :

1° La consommation des vins et vins mousseux français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 14 degrés n'est pas limitée.

2° Les certificats d'origine délivrés par les laboratoires officiels français sont acceptés en Suède comme preuve que les vins et vins mousseux importés de France

[1] Entré en vigueur le 15 mars 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3285. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. PARIS, MARCH 13, 1933.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place October 28, 1933.

I.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *March* 13, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

In pursuance of the negotiations in Paris between the French and Swedish delegates and in accordance with instructions received from my Government, I have the honour to inform your Excellency of the following :

I. The Swedish Government, being desirous of facilitating conditions for the import of French products into Sweden and of thus contributing towards the development of commercial relations between France and Sweden, has introduced into the Swedish Customs tariff the changes shown on the attached list. These changes will come into force on March 15, 1933.

II. His Majesty's Government has also issued the following provisions relating to the use of the word " wine " in Sweden. Fermented beverages which, under the terms of paragraph 1 of the Royal Ordinance of June 14, 1917, as amended by the provisions of the Royal Ordinance of June 11, 1926, were regarded as wines, but which are not manufactured with grape juice, must in future, when offered for sale or sold, be so designated as clearly to show that the beverage is manufactured with substances other than grape juice (for instance, *fruktvin, bärvin, äppelvin*, etc.). It shall be forbidden to call these beverages by the name of wine or by any foreign word having the same meaning ; only composite words such as those mentioned above may be used.

III. As regards the trade in wine products, the Swedish regulations contain the following provisions :

(1) The consumption of French wines and sparkling wines of an alcohol content of 14° or less is not limited.

(2) Certificates of origin issued by the French official laboratories are accepted in Sweden as proof of the fact that wines and sparkling wines imported from France

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force March 15, 1933.

remplissent les conditions requises au point de vue hygiénique par la législation française relative à la répression des fraudes et, en conséquence, donnent satisfaction à la réglementation suédoise.

3° Les vins et vins mousseux ne sont pas soumis à un régime moins favorable que les boissons de fruits au point de vue des réglementations administratives et fiscales.

4° Conformément au régime édicté en Suède par le paragraphe 50 de l'Ordonnance royale du 14 juin 1917, les particuliers peuvent obtenir pour leur propre consommation, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux français, sans limitation de quantités.

5° Les vins et vins mousseux français ne sont pas soumis à des restrictions spéciales, à des taxes ou à des charges intérieures qui auraient pour résultat de comprimer les importations.

IV. Le monopole suédois des vins et spiritueux *(Aktiebolaget Vin- och Spritcentralen)* a pris vis-à-vis du Gouvernement suédois l'engagement d'assurer, dans la mesure où le prescrit la réglementation française, le respect des appellations régionales des produits vinicoles français et de protéger ces produits contre toutes les formes de la concurrence déloyale, notamment en ce qui concerne l'emploi, à des fins commerciales, de fausses indications relatives au lieu d'origine, à la nature, à l'espèce et aux qualités substantielles des marchandises.

V. Le monopole suédois des vins et spiritueux s'est déclaré prêt à accepter des marchandises françaises en consignation, pour autant que leur écoulement aux prix offerts semble probable, et de passer des commandes pour renouveler les stocks de marchandises, au fur et à mesure que ceux-ci sont épuisés.

VI. Le Gouvernement du Roi se réserve la faculté de retirer, avec un préavis de deux mois, en tout ou en partie, les concessions ci-dessus indiquées dans le cas où la relation actuellement existante entre les monnaies française et suédoise serait altérée, par suite de la dévalorisation de la monnaie française dans une proportion de plus de 20 %.

Le Gouvernement du Roi se réserve en outre le droit de reprendre, d'une manière générale, sa liberté d'action en ce qui concerne les questions ci-dessus visées, avec un préavis de deux mois.

Il en serait de même si le Traité[1] de commerce du 30 décembre 1881 entre la France et la Suède venait à prendre fin.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Albert EHRENSVÄRD.

Son Excellence
Monsieur Paul-Boncour,
ancien Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 octobre 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IX, page 173.

fulfil the health conditions required by French legislation concerning the suppression of smuggling, and consequently satisfy the Swedish regulations.

(3) Wines and sparkling wines shall not be subjected to less favourable treatment than fruit beverages as regards administrative and fiscal regulations.

(4) In accordance with the system established in Sweden by paragraph 50 of the Royal Ordinance of June 14, 1917, private persons may secure for their own consumption the import and transport of all brands of French wines and sparkling wines without restriction of quantity.

(5) French wines and sparkling wines shall not be subjected to any special restrictions, duties or internal charges such as would have the effect of restricting imports.

IV. The Swedish Wines and Spirits Monopoly *(Aktiebolaget Vin- och Spritcentralen)* has given the Swedish Government an undertaking to ensure, in so far as required by the French regulations, respect for local appellations of French wine products, and to protect those products against all kinds of unfair competition, in particular with regard to the use, for commercial purposes, of false indications as to the place of origin, nature, kind and quality of the goods.

V. The Swedish Wines and Spirits Monopoly has declared its willingness to accept French goods in consignment in so far as it seems probable that there will be markets for them at the prices offered, and to give orders for the renewal of stocks of goods as and when these are exhausted.

VI. His Majesty's Government reserves the right to withdraw, at two months' notice, in whole or in part, the above-mentioned concessions in the event of the existing ratio between the French and Swedish currencies being changed as a result of the devalorisation of the French currency in a proportion of more than 20 %.

His Majesty's Government also reserves the right to resume its freedom of action in general with regard to the above-mentioned questions, subject to two months' notice.

The same shall apply should the Commercial Treaty[1] between France and Sweden of December 30, 1881, cease to be operative.

I have, etc.

(Signed) Albert EHRENSVÄRD.

To His Excellency
Monsieur Paul-Boncour,
Former President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. LXXII, page 325.

ANNEXE

Numéro du tarif douanier suédois	Numéro statistique suédois	Désignation des marchandises	Droits actuels		Droits nouveaux	
			Droit ordinaire	Droit addi-tionnel	Droit ordinaire	Droit addi-tionnel
			Couronnes par 100 kg.			
ex 24	69	Fromage de dessert *(Dessert-ost)* . .	20	30	20	—
ex 36	89	Fleurs naturelles coupées fraîches . .	500	500	500	—
		Mimosa, bruyère en branches	»	»	200	—
56	113	Asperges (du 1er décembre au 1er mai)	50	100	50	—
ex 57	116	Légumes frais, autres :	15	25		
		Haricots verts (du 1er décembre au 1er mai)	15	25	15	—
		Salades (du 1er décembre au 1er mai)	15	25	15	—
		Artichauts (du 1er décembre au 15 juin)	15	25	15	—
ex 70	145	Noix	30	—	20	—
ex 71	147	Amandes en coque	35	—	25	—
ex 72	151	Dattes	50	—	25	—
118	282	Pâtés de foie gras	500	300	500	—
151	334	Vins mousseux, par 100 litres . . .	400	—	100	—
ex 185	467	Vinaigre en récipients, autres, sans tenir compte du degré d'acidité .	100	—	50	—
210	524	Huiles et essences de térébenthine .	5	—	3	—
261	592	Poudres, fards et mastics pour soins de beauté	100	400	100	100
262	593	Eaux de senteur, de toilette, parfumerie et produits cosmétiques non désignés ailleurs	300	200	300	100
461	994	Tissus imperméables ne contenant pas de soie, combinés avec du caoutchouc	200	—	175	—
552	1094	Corsets et gaines de soie avec des fils de caoutchouc (seront reclassés sous le N° 460 du tarif, Nos statistiques 993 et 1151, acquittant un droit total de 600 couronnes)	3.000	—	600	—

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 octobre 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

ANNEX.

Number of Swedish Customs Tariff	Swedish Statistical Number	Designation of Goods	Present duties		New duties	
			Ordinary duty	Supplementary duty	Ordinary duty	Supplementary duty
			Crowns per 100 kg.			
ex 24	69	Dessert cheese *(Dessert-ost)*	20	30	20	—
ex 36	89	Flowers, natural, cut, fresh	500	500	500	—
		Mimosa, broom in branches	»	»	200	—
56	113	Asparagus (from December 1st to May 1st)	50	100	50	—
ex 57	116	Fresh vegetables, other kinds :	15	25		
		French beans (from December 1st to May 1st)	15	25	15	—
		Lettuces (from December 1st to May 1st)	15	25	15	—
		Artichokes (from December 1st to June 15th)	15	25	15	—
ex 70	145	Walnuts	30	—	20	—
ex 71	147	Almonds, unshelled	35	—	25	—
ex 72	151	Dates	50	—	25	—
118	282	Pâtés de foie gras	500	300	500	—
151	334	Sparkling wines, per 100 litres . . .	400	—	100	—
ex 185	467	Vinegar in other vessels, without reference to the strength of acid . . .	100	—	50	—
210	524	Turpentine oils and essences	5	—	3	—
261	592	Powders, rouges and beauty creams .	100	400	100	100
262	593	Sweet smelling or toilet waters, perfumes and cosmetics not classed under any other heading	300	200	300	100
461	994	Impermeable fabrics not containing silk, combined with rubber	200	—	175	—
552	1094	Corsets and girdles of silk with rubber threads (will be reclassified under No. 460 of the Tariff, statistical Nos. 993 and 1151, subject to a total duty of 600 crowns)	3,000	—	600	—

II.

PARIS, *le* 13 *mars* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'adresser, en date de ce jour, une lettre ainsi conçue :

« Comme suite aux négociations qui ont eu lieu à Paris entre les délégués français et suédois et conformément aux instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

I. Le Gouvernement suédois, désireux de faciliter les conditions d'importation des produits français en Suède et de contribuer ainsi au développement des relations commerciales entre la France et la Suède, a introduit dans le tarif douanier suédois les modifications indiquées sur la liste ci-jointe. Ces modifications entreront en vigueur le 15 mars 1933.

II. Le Gouvernement du Roi a, en outre, pris les dispositions suivantes, relatives à l'usage du mot « vin » en Suède : Les boissons fermentées qui, aux termes du paragraphe premier de l'Ordonnance royale du 14 juin 1917 modifiée par les dispositions de l'Ordonnance royale du 11 juin 1926, étaient considérées comme vins, mais qui ne sont pas fabriquées avec du jus de raisin, devront désormais, lorsqu'elles sont offertes à la vente ou vendues, être désignées de façon à indiquer d'une manière visible que la boisson a été fabriquée avec des matières autres que du jus de raisin (par exemple *fruktvin, bärvin, äppelvin,* etc.). Il sera interdit de désigner ces boissons sous le nom de « vin » ou par tout autre mot de langue étrangère ayant le même sens ; seule l'utilisation de mots composés comme ceux indiqués plus haut est autorisée.

III. En ce qui concerne le commerce des produits vinicoles, la réglementation suédoise contient les dispositions suivantes :

1° La consommation des vins et vins mousseux français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 14 degrés n'est pas limitée.

2° Les certificats d'origine délivrés par les laboratoires officiels français sont acceptés en Suède comme preuve que les vins et vins mousseux importés de France remplissent les conditions requises au point de vue hygiénique par la législation française relative à la répression des fraudes et, en conséquence, donnent satisfaction à la réglementation suédoise.

3° Les vins et vins mousseux ne sont pas soumis à un régime moins favorable que les boissons de fruits au point de vue des réglementations administratives et fiscales.

4° Conformément au régime édicté en Suède par le paragraphe 50 de l'Ordonnance royale du 14 juin 1917, les particuliers peuvent obtenir pour leur propre consommation, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux français, sans limitation de quantités.

5° Les vins et vins mousseux français ne sont pas soumis à des restrictions spéciales, à des taxes ou à des charges intérieures qui auraient pour résultat de comprimer les importations.

IV. Le monopole suédois des vins et spiritueux *(Aktiebolaget Vin- och Spritcentralen)* a pris vis-à-vis du Gouvernement suédois l'engagement d'assurer, dans la mesure où le prescrit la réglementation française, le respect des appellations régionales des produits vinicoles français et de protéger ces produits contre toutes les formes de la concurrence déloyale, notamment en ce qui concerne l'emploi, à des fins commerciales, de fausses indications relatives au lieu d'origine, à la nature, à l'espèce et aux qualités substantielles des marchandises.

II.

PARIS, *March* 13, 1933.

SIR,

You were good enough to send me a letter of to-day's date reading as follows :

" In pursuance of the negotiations in Paris between the French and Swedish delegates and in accordance with instructions received from my Government, I have the honour to inform your Excellency of the following :

I. The Swedish Government, being desirous of facilitating conditions for the import of French products into Sweden and of thus contributing towards the development of commercial relations between France and Sweden, has introduced into the Swedish Customs tariff the changes shown on the attached list. These changes will come into force on March 15, 1933.

II. His Majesty's Government has also issued the following provisions relating to the use of the word " wine " in Sweden. Fermented beverages which, under the terms of paragraph 1 of the Royal Ordinance of June 14, 1917, as amended by the provisions of the Royal Ordinance of June 11, 1926, were regarded as wines, but which are not manufactured with grape juice, must in future, when offered for sale or sold, be so designated as clearly to show that the beverage is manufactured with substances other than grape juice (for instance, *fruktvin, bärvin, äppelvin,* etc.). It shall be forbidden to call these beverages by the name of wine or by any foreign word having the same meaning ; only composite words such as those mentioned above may be used.

III. As regards the trade in wine products, the Swedish regulations contain the following provisions :

(1) The consumption of French wines and sparkling wines of an alcohol content of 14° or less is not limited.

(2) Certificates of origin issued by the French official laboratories are accepted in Sweden as proof of the fact that wines and sparkling wines imported from France fulfil the health conditions required by French legislation concerning the suppression of smuggling and consequently satisfy the Swedish regulations.

(3) Wines and sparkling wines shall not be subjected to less favourable treatment than fruit beverages as regards administrative and fiscal regulations.

(4) In accordance with the system established in Sweden by paragraph 50 of the Royal Ordinance of June 14, 1917, private persons may secure for their own consumption the import and transport of all brands of French wines and sparkling wines without restriction of quantity.

(5) French wines and sparkling wines shall not be subjected to any such special restrictions, duties or internal charges such as would have the effect of restricting imports.

IV. The Swedish Wines and Spirits Monopoly *(Aktiebolaget Vin- och Spritcentralen)* has given the Swedish Government an undertaking to ensure, in so far as required by the French regulations, respect for local appellations of French wine products and to protect those products against all kinds of unfair competition, in particular with regard to the use, for commercial purposes, of false indications as to the place of origin, nature, kind and quality of the goods.

V. Le monopole suédois des vins et spiritueux s'est déclaré prêt à accepter des marchandises françaises en consignation, pour autant que leur écoulement aux prix offerts semble probable, et de passer des commandes pour renouveler les stocks de marchandises au fur et à mesure que ceux-ci sont épuisés.

VI. Le Gouvernement du Roi se réserve la faculté de retirer, avec un préavis de deux mois, en tout ou en partie, les concessions ci-dessus indiquées dans le cas où la relation actuellement existante entre les monnaies française et suédoise serait altérée, par suite de la dévalorisation de la monnaie française dans une proportion de plus de 20 %.

Le Gouvernement du Roi se réserve, en outre, le droit de reprendre, d'une manière générale, sa liberté d'action en ce qui concerne les questions ci-dessus visées, avec un préavis de deux mois.

Il en serait de même si le Traité de commerce du 30 décembre 1881 entre la France et la Suède venait à prendre fin ».

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, dont j'ai pris acte au nom de mon gouvernement.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) PAUL-BONCOUR.

Monsieur le Comte Ehrensvärd,
Ministre de Suède
à Paris.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 octobre 1933.
Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

III.

PARIS, *le* 13 *mars* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux négociations qui ont eu lieu à Paris entre les délégués suédois et français, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République, animé du désir de développer les échanges commerciaux entre nos deux pays, a accordé aux importations suédoises en France les facilités suivantes :

I. En ce qui concerne les produits industriels contingentés dont l'importation de Suède en France n'a pas été supérieure en 1931 à 10 % des importations françaises totales de ces marchandises, le Gouvernement de la République accordera à la Suède des contingents spéciaux correspondant aux chiffres d'importation de l'année 1931. Les modalités d'application de cette disposition seront déterminées d'un commun accord entre la Légation de Suède à Paris et les autorités françaises compétentes.

II. A dater de la mise en application des dispositions contenues dans votre lettre en date de ce jour, et par application des dispositions de l'article 2 du Décret français du 1er août 1931 complété et modifié par les articles 2 et 3 du Décret du 9 décembre 1931, concernant la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, cette surtaxe sera supprimée à l'égard des importations suédoises, tant sur le territoire douanier français, que sur celui des colonies assimilées.

V. The Swedish Wines and Spirits Monopoly has declared its willingness to accept French goods in consignment in so far as it seems probable that there will be markets for them at the prices offered, and to give orders for the renewal of stocks of goods as and when these are exhausted.

VI. His Majesty's Government reserves the right to withdraw, at two months' notice, in whole or in part, the above-mentioned concessions in the event of the existing ratio between the French and Swedish currencies being changed owing to the devalorisation of the French currency in a proportion of more than 20 %.

His Majesty's Government also reserves the right to resume its freedom of action in general with regard to the above-mentioned questions, subject to two months' notice.

The same shall apply should the Commercial Treaty between France and Sweden of December 30, 1881, cease to be operative."

I have the honour to acknowledge receipt of this communication which I have noted on behalf of my Government.

I have, etc.

(Signed) PAUL-BONCOUR.

Count Ehrensvärd,
Swedish Minister
at Paris.

III.

PARIS, *March* 13, 1933.

SIR,

In pursuance of the negotiations in Paris between the Swedish and French delegates, I have the honour to inform you that the Government of the Republic, being desirous of developing the commercial exchanges between our two countries, has accorded the following facilities to Swedish imports in France :

I. As regards industrial products limited by quota, the imports of which from Sweden to France in 1931 did not exceed 10 % of the total French imports of these goods, the Government of the Republic will grant to Sweden special quotas corresponding to the import figures for 1931. The conditions of application of this provision shall be jointly determined by the Swedish Legation in Paris and the competent French authorities.

II. As from the coming into force of the provisions contained in your letter of to-day's date and in application of the provisions of Article 2 of the French Decree of August 1, 1931, as amplified and amended by Articles 2 and 3 of the Decree of December 9, 1931, concerning the surtax to compensate for discrepancies in exchange rates, this surtax shall be abolished in the case of Swedish imports, both on French Customs territory and on the territory of colonies assimilated thereto.

Le Gouvernement français se réserve la faculté de retirer, avec un préavis de deux mois, en tout ou en partie, les concessions ci-dessus indiquées,

1° Si le Gouvernement suédois procède au relèvement des droits de douane pour lesquels une réduction a été notifiée par votre lettre de ce jour ;

2° Si la réglementation relative au régime des produits vinicoles en Suède, telle qu'elle est définie dans votre communication, est modifiée au préjudice des intérêts français ;

3° Si la relation actuellement existante entre les monnaies française et suédoise est altérée par suite de la dévalorisation de la monnaie suédoise dans une proportion de plus de 20 %.

Le Gouvernement de la République se réserve en outre le droit de retirer d'une manière générale les concessions ci-dessus indiquées, avec un préavis de deux mois.

Il en serait de même si le Traité de commerce du 30 décembre 1881 entre la Suède et la France venait à prendre fin.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) PAUL-BONCOUR.

Monsieur le Comte Ehrensvärd,
Ministre de Suède
à Paris.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 octobre 1933.
Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

IV.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, *le* 13 *mars* 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre Excellence a bien voulu m'adresser, en date de ce jour, une lettre ainsi conçue :

« Comme suite aux négociations qui ont eu lieu à Paris entre les délégués suédois et français, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République, animé du désir de développer les échanges commerciaux entre nos deux pays, a accordé aux importations suédoises en France les facilités suivantes :

I. En ce qui concerne les produits industriels contingentés dont l'importation de Suède en France n'a pas été supérieure en 1931 à 10 % des importations françaises totales de ces marchandises, le Gouvernement de la République accordera à la Suède des contingents spéciaux correspondant aux chiffres d'importation de l'année 1931. Les modalités d'application de cette disposition seront déterminées d'un commun accord entre la Légation de Suède à Paris et les autorités françaises compétentes.

II. A dater de la mise en application des dispositions contenues dans votre lettre en date de ce jour, et par application des dispositions de l'article 2 du Décret français du 1er août 1931, complété et modifié par les articles 2 et 3 du Décret du 9 décembre 1931, concernant la surtaxe compensatrice de l'écart des changes, cette surtaxe sera supprimée à l'égard des importations suédoises, tant sur le territoire douanier français, que sur celui des colonies assimilées.

The French Government reserves the right to withdraw the above-mentioned concessions in whole or in part, subject to two months' notice.

(1) If the Swedish Government increase Customs duties of which a reduction has been notified in your letter of to-day's date ;

(2) If the regulations regarding wine products in Sweden, as specified in your communication, are so amended as to prejudice French interests ;

(3) If the present ratio between the French and Swedish currencies is changed as a result of the devalorisation of the Swedish currency, in a proportion of more than 20 %.

The Government of the Republic also reserves the right to withdraw the above-mentioned concessions generally, subject to two months' notice.

The same shall apply should the Commercial Treaty between Sweden and France of December 30, 1881, cease to operate.

I have, etc.,

(Signed). PAUL-BONCOUR.

Count Ehrensvärd,
Swedish Minister
in Paris.

IV.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *March* 13, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency was good enough to send me a letter of to-day's date, reading as follows :

" In pursuance of the negotiations in Paris between the Swedish and French delegates, I have the honour to inform you that the Government of the Republic, being desirous of developing the commercial exchanges between our two countries, has accorded the following facilities to Swedish imports in France :

I. As regards industrial products limited by quota, the imports of which from Sweden to France in 1931 did not exceed 10 % of the total French imports of these goods, the Government of the Republic will grant to Sweden special quotas corresponding to the import figures for 1931. The conditions of application of this provision shall be jointly determined by the Swedish Legation in Paris and the competent French authorities.

II. As from the coming into force of the provisions contained in your letter of to-day's date and in application of the provisions of Article 2 of the French Decree of August 1, 1931, as amplified and amended by Articles 2 and 3 of the Decree of December 9, 1931, concerning the surtax to compensate for discrepancies in exchange rates, this surtax shall be abolished in the case of Swedish imports, both on French Customs territory and on the territory of colonies assimilated thereto.

Le Gouvernement français se réserve la faculté de retirer, avec un préavis de deux mois, en tout ou en partie, les concessions ci-dessus indiquées,

1° Si le Gouvernement suédois procède au relèvement des droits de douane pour lesquels une réduction a été notifiée par votre lettre de ce jour ;

2° Si la réglementation relative au régime des produits vinicoles en Suède, telle qu'elle est définie dans votre communication, est modifiée au préjudice des intérêts français ;

3° Si la relation actuellement existante entre les monnaies française et suédoise est altérée par suite de la dévalorisation de la monnaie suédoise dans une proportion de plus de 20 %.

Le Gouvernement de la République se réserve en outre le droit de retirer d'une manière générale les concessions ci-dessus indiquées, avec un préavis de deux mois.

Il en serait de même, si le Traité de commerce du 30 décembre 1881 entre la Suède et la France venait à prendre fin ».

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication dont j'ai pris acte au nom de mon gouvernement.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Albert EHRENSVÄRD.

Son Excellence
Monsieur Paul-Boncour,
ancien Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 octobre 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

The French Government reserves the right to withdraw the above-mentioned concessions, in whole or in part, subject to two months' notice.

(1) If the Swedish Government increase Customs duties of which a reduction has been notified in your letter of to-day's date ;

(2) If the regulations regarding wine products in Sweden, as specified in your communication, are so amended as to prejudice French interests ;

(3) If the present ratio between the French and Swedish currencies is changed as a result of the devalorisation of the Swedish currency in a proportion of more than 20 %.

The Government of the Republic also reserves the right to withdraw the above-mentioned concessions generally, subject to two months' notice.

The same shall apply should the Commercial Treaty between Sweden and France of December 30, 1881, cease to operate."

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication which I have noted on behalf of my Government.

I have, etc.

(Signed) Albert EHRENSVÄRD.

His Excellency
Monsieur Paul-Boncour,
Former President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 3286.

CHILI ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement pour le règlement de certaines créances commerciales. Santiago, le 8 mars 1933.

CHILE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Settlement of Certain Commercial Debts. Santiago, March 8, 1933.

N° 3286. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHILIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT POUR LE RÈGLEMENT DE CERTAINES CRÉANCES COMMERCIALES. SANTIAGO, LE 8 MARS 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 octobre 1933.

I.

REPÚBLICA DE CHILE.
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.

SANTIAGO, *le* 8 *mars* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la présente communication mon gouvernement se déclare disposé à célébrer avec celui de Votre Excellence un arrangement destiné à régler des créances commerciales, dans les termes suivants :

1° Pour la liquidation de toute créance commerciale provenant de la vente de nitrate ou sulfate de soude chiliens destinés à être importés en Suède, les acheteurs seront tenus de déposer dans la Riksbank, en couronnes suédoises, une somme égale au 15 % du montant de la créance.

Les créances libellées en d'autres monnaies que la couronne suédoise seront transformées en cette monnaie au cours du jour, fixé par la Riksbank.

Les dépôts dont il s'agit au paragraphe premier seront destinés exclusivement à payer, par le système de la compensation, et d'après les dispositions suivantes, les créances bloquées provenant de l'achat de marchandises suédoises importées au Chili.

Les dépôts précités ne devront avoir lieu que jusqu'à concurrence du montant total des créances qui, d'accord avec l'article suivant, devront être réglées par le système de la compensation.

2° Le régime de payement des créances bloquées, établi par le présent arrangement, sera appliqué seulement aux créances dûment vérifiées, provenant de l'achat de marchandises suédoises importées au Chili, et échues après le 20 juillet 1931, et qui auront été déclarées à la Banque centrale du Chili avant soixante jours à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrangement et dont la contre-valeur en pesos chiliens aura été déposée dans la même banque, dans le délai fixé par celle-ci.

[1] Entré en vigueur le 18 mai 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3286. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE CHILIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN COMMERCIAL DEBTS. SANTIAGO, MARCH 8, 1933.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place October 30, 1933.

I.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.

SANTIAGO, *March* 8, 1933.

SIR,

My Government hereby declares its willingness to conclude with Your Excellency's Government the following Arrangement for the settlement of commercial claims :

(1) For the liquidation of all commercial claims arising out of the sale of Chilian nitrate or sulphate of soda for importation into Sweden, the purchasers shall be required to deposit at the Riksbank, in Swedish crowns, a sum equivalent to 15 % of the amount of the claim.

Claims expressed in currencies other than the Swedish crown shall be converted into Swedish crowns, at the rate of the day, fixed by the Riksbank.

The deposits referred to in paragraph 1 shall be used exclusively for paying, by the clearing system and in accordance with the following provisions, the blocked claims derived from the purchase of Swedish goods imported into Chile.

The above-mentioned deposits may only be effected up to the total amount of the claims which, in accordance with the following Article, shall be settled by means of the clearing system.

(2) The system for the payment of blocked claims instituted by the present Arrangement shall only be applied to duly verified claims derived from the purchase of Swedish goods imported into Chile, which fell due after July 20, 1931, and have been declared at the Central Bank of Chile at least 60 days before the date of the coming into force of the present arrangement and the equivalent value of which in Chilian pesos has been deposited with that bank within the period fixed by it.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Came into force May 18, 1933.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Pourront aussi être admises des créances échues antérieurement au 20 juillet 1931, dans les cas déterminés que le Gouvernement chilien autorisera.

Les dettes libellées en d'autres monnaies que la couronne suédoise seront transformées en cette monnaie au dernier cours fixé la veille du jour du dépôt, pour lettres de change à vue, par la Federal Reserve Bank, à New-York, ou par autre institution choisie de commun accord par les deux Gouvernements.

Les dépôts dont il s'agit au présent article seront réglés sur la base de 0,3287 couronne suédoise par peso chilien.

3° La Banque centrale du Chili avertira la Riksbank de Suède des versements reçus conformément au présent arrangement dans le délai stipulé par ces banques. L'avis d'encaissement portera toutes les indications nécessaires pour permettre le payement des créances correspondant à ces versements.

La Riksbank de Suède avertira de son côté la Banque centrale du Chili des versements effectués dans le délai stipulé par ces banques.

4° La Riksbank de Suède versera aux bénéficiaires respectifs le montant des créances dont l'équivalent de la valeur aura été encaissé par la Banque centrale du Chili, dès qu'avis de crédit lui aura été donné par celle-ci, en déduisant ce montant des versements faits conformément au paragraphe premier de l'article premier dans la limite des disponibilités provenant de ces versements.

5° Le présent arrangement entrera en vigueur cinq jours après que le Gouvernement chilien aura communiqué sa ratification au Gouvernement suédois. Il restera en vigueur pendant une période de six mois et sera considéré comme prorogé tacitement jusqu'à soixante jours après que l'une des parties l'aura dénoncé.

Le présent arrangement cessera automatiquement d'être en vigueur dès qu'auront été payées les créances remplissant les conditions prévues au paragraphe premier de l'article 2.

Pourtant si, au moment où le présent arrangement devrait cesser d'être en vigueur selon la disposition du paragraphe précédent il restait encore des créances non payées dont la contre-valeur en pesos chiliens n'aurait pas été déposée, par décision du Gouvernement chilien, dans la Banque centrale du Chili dans le délai fixé par le paragraphe premier de l'article 2, l'arrangement continuera en vigueur jusqu'à ce que ces créances soient payées en leur totalité, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des parties avec un préavis de soixante jours.

Dans le cas fixé par le paragraphe précédent, les dépôts faits conformément au paragraphe premier, de l'article premier, seront limités au 10 % du montant des créances dont parle l'article mentionné, avec un maximum de 600.000 couronnes suédoises par an.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) CRUCHAGA.

Son Excellence Monsieur Christian Günther,
Ministre de Suède,
Santiago de Chile.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 27 octobre 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Claims which fell due before July 20, 1931, may also be admitted in such specific cases as the Chilian Government may authorise.

Debts expressed in currencies other than the Swedish crown shall be converted into Swedish crowns at the last rate fixed on the day before the date of deposit, for sight bills of exchange, by the Federal Reserve Bank at New York or by some other institution jointly chosen by the two Governments.

The deposits mentioned in the present Article shall be settled on the basis of 0.3287 Swedish crown to 1 Chilian peso.

(3) The Central Bank of Chile shall notify the Swedish Riksbank of the payments received in accordance with the present Arrangement within the period laid down by those banks. The notice of collection shall contain all the information necessary to allow of the payment of the claims corresponding to such payments.

The Swedish Riksbank shall notify the Central Bank of Chile of the payments effected within the period laid down by those banks.

(4) The Swedish Riksbank shall pay to the respective beneficiaries the amount of the claims the equivalent value of which has been collected by the Central Bank of Chile, as soon as it has received the credit advice from the latter, after deducting this amount from the payment made in accordance with Article 1, paragraph 1, within the limits of the available funds derived from such payments.

(5) The present Arrangement shall come into force five days after the Chilian Government shall have communicated its ratification to the Swedish Government. It shall remain in force for a period of six months and shall be regarded as extended by tacit agreement until 60 days after denunciation by one of the Parties.

The present Arrangement shall automatically cease to be valid when the claims fulfilling the conditions laid down in Article 2, paragraph 1, have been paid.

Nevertheless, if, at the time when the present Arrangement should cease to be valid under the provisions of the preceding paragraph, there are still unpaid claims the equivalent value of which in Chilian pesos has not been deposited, by decision of the Chilian Government, with the Central Bank of Chile within the period fixed by Article 2, paragraph 1, the Arrangement shall remain in force until those claims have been entirely paid, unless it be denounced by one of the Parties subject to 60 days' notice.

In the case provided for in the preceding paragraph, the deposits effected in accordance with Article 1, paragraph 1, shall be limited to 10 % of the amount of the claims mentioned in the Article, with a maximum of 600,000 Swedish crowns a year.

I have the honour, etc.,

(Signed) CRUCHAGA.

To His Excellency,
Monsieur Christian Günther,
Swedish Minister,
Santiago de Chile.

II.

SANTIAGO, *le* 8 *mars* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer que votre gouvernement se déclare disposé à célébrer avec le mien un arrangement destiné à régler des créances commerciales, dans les termes suivants :

1° Pour la liquidation de toute créance commerciale provenant de la vente de nitrate ou sulfate de soude chiliens destinés à être importés en Suède, les acheteurs seront tenus de déposer dans la Riksbank, en couronnes suédoises, une somme égale au 15 % du montant de la créance.

Les créances libellées en d'autres monnaies que la couronne suédoise seront transformées en cette monnaie au cours du jour fixé par la Riksbank.

Les dépôts dont il s'agit au paragraphe premier seront destinés exclusivement à payer, par le système de la compensation, et d'après les dispositions suivantes, les créances bloquées provenant de l'achat de marchandises suédoises importées au Chili.

Les dépôts précités ne devront avoir lieu que jusqu'à concurrence du montant total des créances qui, d'accord avec l'article suivant, devront être réglées par le système de la compensation.

2° Le régime de payement des créances bloquées établi par le présent arrangement, sera appliqué seulement aux créances dûment vérifiées, provenant de l'achat de marchandises suédoises importées au Chili, et échues après le 20 juillet 1931, et qui auront été déclarées à la Banque centrale du Chili avant soixante jours à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrangement et dont la contre-valeur en pesos chiliens aura été déposée dans la même banque, dans le délai fixé par celle-ci.

Pourront aussi être admises des créances échues antérieurement au 20 juillet 1931, dans les cas déterminés que le Gouvernement chilien autorisera.

Les dettes libellées en d'autres monnaies que la couronne suédoise seront transformées en cette monnaie au dernier cours fixé la veille du jour du dépôt, pour lettres de change à vue, par la Federal Reserve Bank, à New-York, ou par autre institution choisie de commun accord par les deux gouvernements.

Les dépôts dont il s'agit au présent article seront réglés sur la base de 0,3287 couronne suédoise par peso chilien.

3° La Banque centrale du Chili avertira la Riksbank de Suède des versements reçus conformément au présent arrangement dans le délai stipulé par ces banques. L'avis d'encaissement portera toutes les indications nécessaires pour permettre le payement des créances correspondant à ces versements.

La Riksbank de Suède avertira de son côté la Banque centrale du Chili des versements effectués dans le délai stipulé par ces banques.

4° La Riksbank de Suède versera aux bénéficiaires respectifs le montant des créances dont l'équivalent de la valeur aura été encaissée par la Banque centrale du Chili, dès qu'avis de crédit lui aura été donné par celle-ci, en déduisant ce montant des versements faits conformément au paragraphe premier de l'article premier, dans la limite des disponibilités provenant de ces versements.

5° Le présent arrangement entrera en vigueur cinq jours après que le Gouvernement chilien aura communiqué sa ratification au Gouvernement suédois. Il restera en vigueur pendant une période de six mois et sera considéré comme prorogé tacitement jusqu'à soixante jours après que l'une des parties l'aura dénoncé.

Le présent arrangement cessera automatiquement d'être en vigueur dès qu'auront été payées les créances remplissant les conditions prévues au paragraphe premier, de l'article 2.

II.

SANTIAGO, *March* 8, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of to-day's date informing me that Your Government declares its willingness to conclude with my Government the following Arrangement for the settlement of commercial claims :

(1) For the liquidation of all commercial claims arising out of the sale of Chilian nitrate or sulphate of soda for importation into Sweden, the purchasers shall be required to deposit at the Riksbank, in Swedish crowns, a sum equivalent to 15 % of the amount of the claim.

Claims expressed in currencies other than the Swedish crown shall be converted into Swedish crowns, at the rate of the day, fixed by the Riksbank.

The deposits referred to in paragraph 1 shall be used exclusively for paying, by the clearing system and in accordance with the following provisions, the blocked claims derived from the purchase of Swedish goods imported into Chile.

The above-mentioned deposits may only be effected up to the total amount of the claims which, in accordance with the following Article, shall be settled by means of the clearing system.

(2) The system for the payment of blocked claims instituted by the present arrangement shall only be applied to duly verified claims, derived from the purchase of Swedish goods imported into Chile, which fell due after July 20, 1931, and have been declared at the Central Bank of Chile at least 60 days before the date of the coming into force of the present Arrangement and the equivalent value of which in Chilian pesos has been deposited with that Bank within the period fixed by it.

Claims which fell due before July 20, 1931, may also be admitted in such specific cases as the Chilian Government may authorise.

Debts expressed in currencies other than the Swedish crown shall be converted into Swedish crowns at the last rate fixed on the day before the date of deposit, for sight bills of exchange, by the Federal Reserve Bank at New York or by some other institution jointly chosen by the two Governments.

The deposits mentioned in the present Article shall be settled on the basis of 0.3287 Swedish crowns to 1 Chilian peso.

(3) The Central Bank of Chile shall notify the Swedish Riksbank of the payments received in accordance with the present Arrangement within the period laid down by those banks. The notice of collection shall contain all the information necessary to allow of the payment of the claims corresponding to such payments.

The Swedish Riksbank shall notify the Central Bank of Chile of the payments effected within the period laid down by those banks.

(4) The Swedish Riksbank shall pay to the respective beneficiaries the amount of the claims the equivalent value of which has been collected by the Central Bank of Chile, as soon as it has received the credit advice from the latter, after deducting this amount from the payments made in accordance with Article 1, paragraph 1, within the limits of the available funds derived from such payments.

(5) The present Arrangement shall come into force five days after the Chilian Government shall have communicated its ratification to the Swedish Government. It shall remain in force for a period of six months and shall be regarded as extended by tacit agreement until 60 days after denunciation by one of the Parties.

The present Arrangement shall automatically cease to be valid when the claims fulfilling the conditions laid down in Article 2, paragraph 1, have been paid.

Pourtant si, au moment où le présent arrangement devrait cesser d'être en vigueur selon la disposition du paragraphe précédent, il restait encore des créances non payées dont la contre-valeur en pesos chiliens n'aurait pas été déposé, par décision du Gouvernement chilien, dans la Banque centrale du Chili dans le délai fixé par le paragaphe premier de l'article 2e, l'arrangement continuera en vigueur jusqu'à ce que ces créances soient payées en leur totalité à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des parties avec un préavis de soixante jours.

Dans le cas fixé par le paragraphe précédent, les dépôts faits conformément au paragraphe premier de l'article premier seront limités au 10 % du montant des créances dont parle l'article mentionné, avec un maximum de 600.000 couronnes suédoises par an.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que mon gouvernement pour sa part est d'accord avec le vôtre, sur l'arrangement précité.

Il m'est agréable d'annoncer à Votre Excellence que du côté suédois toutes les mesures nécessaires seront prises pour rendre effectif l'arrangement que nous venons de conclure.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) GÜNTHER.

Son Excellence Monsieur Miguel Cruchaga Tocornal,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago de Chile.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 27 octobre 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Nevertheless, if, at the time when the present Arrangement should cease to be valid under the provisions of the preceding paragraph, there are still unpaid claims the equivalent value of which in Chilian pesos has not been deposited, by decision of the Chilian Government, with the Central Bank of Chile within the period fixed by Article 2, paragraph 1, the Arrangement shall remain in force until those claims have been entirely paid, unless it be denounced by one of the Parties, subject to 60 days' notice.

In the case provided for in the preceding paragraph, the deposits effected in accordance with Article 1, paragraph 1, shall be limited to 10 % of the amount of the claims mentioned in the Article, with a maximum of 600,000 Swedish crowns a year.

I have the honour to inform Your Excellency that my Government, for its part, is in agreement with Your Government as to the above-mentioned Arrangement.

I am happy to be able to inform Your Excellency that on the Swedish side, all the necessary measures will be taken to give effect to the Arrangement which we have just concluded.

I have the honour, etc.,

(Signed) GÜNTHER.

To His Excellency,
Monsieur Miguel Cruchaga Tocornal,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago de Chile.

N° 3287.

AUTRICHE ET GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des poinçons d'épreuves des armes à feu. Londres, le 27 juillet 1933.

AUSTRIA AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Exchange of Notes respecting Reciprocal Recognition of Proof-Marks on Fire-arms. London, July 27, 1933.

No. 3287. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE AUSTRIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, RESPECTING RECIPROCAL RECOGNITION OF PROOF-MARKS ON FIRE-ARMS. LONDON, JULY 27, 1933.

N° 3287. — NOTENWECHSEL[1] ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN BUNDESREGIERUNG UND DER REGIERUNG SR. MAJESTÄT IM VEREINIGTEN KÖNIGREICH BETREFFEND DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG VON PROBEZEICHEN AUF HANDFEUERWAFFEN. LONDON, DEN 27. JULI 1933.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 novembre 1933.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 2, 1933.

I.

SIR ROBERT VANSITTART TO M. GEORG FRANCKENSTEIN.

FOREIGN OFFICE.

July 27, 1933.

SIR,

I have the honour to state on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and the Austrian Government :

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom will not require fire-arms which have been officially tested in and which bear the proof-marks of one of the Austrian official proof-houses at Ferlach and Vienna (hereinafter referred to as the Austrian proof-houses) to undergo on admission into or sale in the United Kingdom any further tests whatever for the purpose of proving them. The Austrian Government will not require fire-arms bearing the proof-marks of any of the following proof-houses, controlled or owned by His Majesty's Government in the United Kingdom, namely, London, Birmingham and Enfield Lock (hereinafter referred to as the British proof-houses) to undergo on admission into or sale in Austria any further tests whatever for the purpose of proving them.

[1] Entré en vigueur le 27 juillet 1933.

[1] Came into force July 27, 1933.

(2) *(a)* His Majesty's Government in the United Kingdom and the Austrian Government shall transmit to each other two copies of the regulations of the proof-houses situated in the United Kingdom and Austria respectively, together with the tests to which they subject fire-arms, and facsimiles of their proof-marks.

(b) His Majesty's Government in the United Kingdom and the Austrian Government agree that if it is desired to make any modifications in the tests or regulations, or any alterations of the facsimiles of the proof-marks of any of the proof-houses above mentioned, the Government in whose territory such proof-house is situated shall inform the other Government and invite it to concur in such modification or alteration. If the other Government does not concur therein, and such modification or alteration is adopted, it shall have the right to terminate this Agreement immediately.

(3) In the case of shot-guns, the provisions of the preceding paragraphs will only apply to guns bearing proof-marks signifying that such guns have undergone the definitive tests in regard to black powder and smokeless powder which are undergone by fire-arms in a state ready for delivery, both Governments undertaking to accept the proof-marks of the definitive test in accordance with the regulations in force in the United Kingdom and Austria respectively.

(4) Subject to the right of termination above mentioned, this Agreement shall remain in force for a period of three years. If neither of the Governments shall have notified the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of its intention to terminate the Agreement, this Agreement shall continue in force for a further period of three years, and so forth for further periods of three years in the same manner.

(5) His Majesty's Government in the United Kingdom and the Austrian Government reserve the right to add, by mutual consent, such modifications to this Agreement as experience may show to be useful.

The present note and your reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at between the two Governments.

I have, etc.

(In the absence of the Secretary of State),
R. VANSITTART.

II.

M. FRANCKENSTEIN TO THE SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSTRIAN LEGATION.

LONDON, *den 27. Juli* 1933.

HERR STAATSSEKRETÄR,

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich Euer Exzellenz bekanntzugeben, dass die österreichische Bundesregierung den nachfolgen-

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

AUSTRIAN LEGATION.

LONDON, *July 27*, 1933.

SIR,

I have the honour to state on behalf of my Government that the Austrian Government agree to the following provisions as constituting

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Majesty's Foreign Office.

den Abmachungen, die eine Vereinbarung zwischen ihr und der Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland auf Grundlage der Gegenseitigkeit darstellen, ihre Zustimmung erteilt hat.

1. Die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich wird nicht verlangen, dass Handfeuerwaffen, die einer amtlichen Erprobung durch die amtlichen österreichischen Probieranstalten in Ferlach und Wien (im folgenden als die österreichischen Probieranstalten bezeichnet) unterzogen worden und mit deren Probezeichen versehen sind, bei der Einfuhr oder beim Verkauf im Vereinigten Königreiche irgendeiner weiteren Erprobung unterzogen werden. Die österreichische Bundesregierung wird nicht verlangen, dass Handfeuerwaffen, die mit dem Probezeichen einer der im folgenden genannten Probieranstalten, die durch die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich kontrolliert werden oder sich in deren Eigentum befinden, nämlich London, Birmingham und Enfield Lock (im folgenden als die britischen Probieranstalten bezeichnet), versehen sind, bei der Einfuhr oder beim Verkauf in Österreich irgendeiner weiteren Erprobung unterzogen werden.

2. — *(a)* Die österreichische Bundesregierung und die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich werden einander zwei Abschriften der Vorschriften der Probieranstalten, die sich in Österreich und im Vereinigten Königreiche befinden, einschliesslich der Proben, denen sie die Handfeuerwaffen unterziehen, sowie Abbildungen ihrer Probezeichen bekanntgeben.

(b) Die österreichische Bundesregierung und die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich sind einverstanden, dass wenn irgendeine Änderung der Proben oder der Vorschriften oder eine Abänderung der Abbildungen der Probezeichen einer der obenerwähnten Probieranstalten in Aussicht genommen wird, die Regierung, in deren Gebiet diese Probieranstalt liegt, die andere Regierung benachrichtigen und sie einladen wird, dieser Änderung zuzustimmen. Sollte die andere Regierung nicht zustimmen und diese Änderung dennoch vorgenommen werden, soll letztere Regierung das Recht haben, dieses Abkommen sofort zu beendigen.

an Agreement on a reciprocal basis between them and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

(1) His Majesty's Government in the United Kingdom will not require fire-arms which have been officially tested in and which bear the proof-marks of one of the Austrian official proof-houses at Ferlach and Vienna (hereinafter referred to as the Austrian proof-houses) to undergo on admission into or sale in the United Kingdom any further tests whatever for the purpose of proving them. The Austrian Government will not require fire-arms bearing the proof-marks of any of the following proof-houses, controlled or owned by His Majesty's Government in the United Kingdom, namely, London, Birmingham and Enfield Lock (hereinafter referred to as the British proof-houses) to undergo on admission into or sale in Austria any further tests whatever for the purpose of proving them.

(2) — *(a)* The Austrian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom shall transmit to each other two copies of the regulations of the proof-houses situated in Austria and the United Kingdom respectively, together with the tests to which they subject fire-arms, and facsimiles of their proof-marks.

(b) The Austrian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom agree that if it is desired to make any modifications in the tests or regulations, or any alterations of the facsimiles of the proof-marks of any of the proof-houses above mentioned, the Government in whose territory such proof-house is situated shall inform the other Government and invite it to concur in such modification or alteration. If the other Government does not concur therein, and such modification or alteration is adopted, it shall have the right to terminate this Agreement immediately.

3. Bei Schrotflinten werden die Bestimmungen der vorhergehenden Absätze nur auf solche Flinten Anwendung finden, die mit Probierzeichen versehen sind, durch die nachgewiesen wird, dass diese Flinten den Fertigproben für Schwarzpulver und rauchloses Pulver, welche bei lieferfertigen Handfeuerwaffen vorgenommen werden, unterzogen worden sind ; beide Regierungen verpflichten sich, die Probezeichen der Fertigproben gemäss den in Österreich beziehungsweise im Vereinigten Königreich in Kraft stehenden Vorschriften anzuerkennen.

4. Vorbehaltlich des obenerwähnten Rechtes der Aufhebung soll dieses Abkommen drei Jahre in Geltung bleiben. Wenn keine der beiden Regierungen wenigstens sechs Monate vor Ablauf dieser dreijährigen Frist der andern die Absicht zur Kenntnis gebracht hat, das Abkommen zu beenden, wird dieses Abkommen für weitere drei Jahre in Kraft bleiben und sofort in gleicher Weise für weitere Perioden von drei Jahren.

5. Die österreichische Bundesregierung und die Regierung Sr. Majestät im Vereinigten Königreich behalten sich das Recht vor, im gegenseitigen Einverständnis an diesem Abkommen diejenigen Änderungen vorzunehmen, die sich auf Grund der Erfahrungen als nützlich erweisen sollten.

Die vorliegende Note und Euer Exzellenz gleichinhaltliche Antwort vom selben Tage werden als Feststellung des zwischen beiden Regierungen erzielten Einvernehmens gelten.

Genehmigen, etc.

G. FRANCKENSTEIN.

(3) In the case of shot-guns, the provisions of the preceding paragraphs will only apply to guns bearing proof-marks signifying that such guns have undergone the definitive tests in regard to black powder and smokeless powder which are undergone by fire-arms in a state ready for delivery, both Governments undertaking to accept the proof-marks of the definitive test in accordance with the regulations in force in Austria and the United Kingdom respectively.

(4) Subject to the right of termination above mentioned, this Agreement shall remain in force for a period of three years. If neither of the Governments shall have notified the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of its intention to terminate the Agreement, this Agreement shall continue in force for a further period of three years, and so forth for further periods of three years in the same manner.

(5) The Austrian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom reserve the right to add, by mutual consent, such modifications to this Agreement as experience may show to be useful.

The present note and your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at between the two Governments.

I have, etc.

G. FRANCKENSTEIN.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3287. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN ET LE GOUVERNEMENT DA SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES POINÇONS D'ÉPREUVES DES ARMES A FEU. LONDRES, LE 27 JUILLET 1933.

I.

SIR ROBERT VANSITTART A M. GEORG FRANCKENSTEIN.

FOREIGN OFFICE.

Le 27 juillet 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de porter à votre connaissance que ce gouvernement donne son adhésion aux dispositions suivantes qui constitueront entre lui et le Gouvernement autrichien un arrangement fondé sur la réciprocité :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'exigera pas que les armes à feu qui auront été soumises à une épreuve officielle par l'un des bancs d'épreuves officiels autrichiens de Ferlach et de Vienne (dénommés ci-après bancs d'épreuves autrichiens), et qui en porteront les poinçons, subissent, lors de leur admission ou de leur vente dans le Royaume-Uni, une autre épreuve quelconque. Le Gouvernement autrichien n'exigera pas que les armes à feu munies des poinçons de l'un des bancs d'épreuves suivants, contrôlés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ou lui appartenant, à savoir les bancs d'épreuves de Londres, de Birmingham et d'Enfield Lock (dénommés ci-après bancs d'épreuves britanniques) subissent, lors de leur admission ou de leur vente en Autriche une nouvelle épreuve quelconque.

2° *a)* Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement autrichien se communiqueront réciproquement, en double exemplaire, les règlements des bancs d'épreuves situés dans le Royaume-Uni et en Autriche respectivement, l'indication des épreuves auxquelles y sont soumises les armes à feu ainsi que des fac-similés de leurs poinçons.

b) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement autrichien conviennent qu'au cas où l'on désirerait apporter des modifications aux épreuves ou règlements, ou bien des changements dans les fac-similés des poinçons de l'un des bancs d'épreuves ci-dessus mentionnés, le gouvernement dans le territoire duquel est situé ce banc d'épreuves en avisera l'autre gouvernement en lui demandant d'agréer ces changements ou modifications. Si l'autre gouvernement ne donne pas son agrément et si la modification ou le changement sont néanmoins adoptés, ce dernier gouvernement pourra mettre immédiatement fin au présent arrangement.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° En ce qui concerne les fusils de chasse, les dispositions des alinéas précédents ne s'appliqueront qu'aux fusils qui portent des poinçons indiquant qu'ils ont subi, en ce qui concerne la poudre noire et les poudres sans fumée, les épreuves définitives auxquelles sont soumises les armes à feu prêtes à être livrées, les deux gouvernements s'engageant à accepter les poinçons de l'épreuve définitive, conformément aux règlements en vigueur dans le Royaume-Uni et en Autriche, respectivement.

4° Le présent arrangement restera en vigueur pendant trois années, sous réserve du droit de dénonciation mentionné ci-dessus. Si aucun des gouvernements n'a notifié à l'autre, au moins six mois avant l'expiration de ladite période de trois années, son intention d'y mettre fin, l'arrangement restera en vigueur pour une nouvelle période de trois années, et ainsi de suite pour d'autres périodes de trois années consécutives.

5° Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement, autrichien se réservent le droit d'apporter d'un commun accord au présent arrangement les modifications dont l'expérience aura pu révéler l'utilité.

La présente note ainsi que votre réponse portant la même date et conçue en termes analogues seront considérées comme consacrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

(En l'absence du Secrétaire d'Etat :)
R. VANSITTART.

II.

M. FRANCKENSTEIN AU SECRÉTAIRE D'ETAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LÉGATION D'AUTRICHE.

LONDRES, *le 27 juillet* 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire connaître à Votre Excellence, que le Gouvernement fédéral autrichien a donné son adhésion aux dispositions suivantes qui constitueront entre lui et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord un arrangement fondé sur la réciprocité :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'exigera pas que les armes à feu qui auront été soumises à une épreuve officielle par l'un des bancs d'épreuves officiels autrichiens de Ferlach et de Vienne (dénommés ci-après bancs d'épreuves autrichiens) et qui en porteront les poinçons, subissent, lors de leur admission ou de leur vente dans le Royaume-Uni, une autre épreuve quelconque. Le Gouvernement autrichien n'exigera pas que les armes à feu munies des poinçons de l'un des bancs d'épreuves suivants contrôlés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ou lui appartenant, savoir les bancs d'épreuves de Londres, de Birmingham et d'Enfield Lock (dénommés ci-après bancs d'épreuves britanniques) subissent, lors de leur admission ou de leur vente en Autriche, une nouvelle épreuve quelconque.

2° *a)* Le Gouvernement fédéral autrichien et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se communiqueront réciproquement, en double exemplaire, les règlements des bancs d'épreuves situés en Autriche et dans le Royaume-Uni respectivement, l'indication des épreuves auxquelles y sont soumises les armes à feu, ainsi que les fac-similés de leurs poinçons.

b) Le Gouvernement fédéral autrichien et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni conviennent qu'au cas où l'on désirerait apporter des modifications aux épreuves ou règlements, ou bien des changements dans les fac-similés des poinçons de

l'un des bancs d'épreuves ci-dessus mentionnés, le gouvernement dans le territoire duquel est situé ce banc d'épreuves en avisera l'autre gouvernement en lui demandant d'agréer ces changements ou modifications. Si l'autre gouvernement ne donne pas son agrément, et si la modification ou le changement sont néanmoins adoptés, ce dernier gouvernement pourra mettre immédiatement fin au présent arrangement.

3° En ce qui concerne les fusils de chasse, les dispositions des alinéas précédents ne s'appliqueront qu'aux fusils qui portent des poinçons indiquant qu'ils ont subi, en ce qui concerne la poudre noire et les poudres sans fumée, les épreuves définitives auxquelles sont soumises les armes à feu prêtes à être livrées, les deux gouvernements s'engageant à accepter les poinçons de l'épreuve définitive, conformément aux règlements en vigueur en Autriche et dans le Royaume-Uni, respectivement.

4° Le présent arrangement restera en vigueur pendant trois années, sous réserve du droit de dénonciation mentionné ci-dessus. Si aucun des gouvernements n'a notifié à l'autre, au moins six mois avant l'expiration de ladite période de trois années, son intention d'y mettre fin, l'arrangement restera en vigueur pour une nouvelle période de trois années, et ainsi de suite pour d'autres périodes de trois années consécutives.

5° Le Gouvernement autrichien et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni se réservent le droit d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement, les modifications dont l'expérience aura pu révéler l'utilité.

La présente note ainsi que la réponse de Votre Excellence portant la même date et conçue en termes analogues seront considérées comme consacrant l'accord intervenu entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

G. FRANCKENSTEIN.

N° 3288.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, INDE ET FRANCE

Arrangement au sujet des expulsions hors de certains territoires britanniques et français. Signé à Paris, le 29 juillet 1933.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, INDIA AND FRANCE

Agreement regarding Deportations from Certain British and French Territories. Signed at Paris, July 29, 1933.

No. 3288. — AGREEMENT [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, THE GOVERNMENT OF INDIA, AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC REGARDING DEPORTATIONS FROM CERTAIN BRITISH AND FRENCH TERRITORIES. SIGNED AT PARIS, JULY 29, 1933.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 2 novembre 1933.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF INDIA, on the one part, and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, on the other part, have agreed upon the following provisions for the repatriation of Asiatic subjects of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and Asiatic persons under the protection of His Majesty, natives of British India (including Burma), the Indian States under the suzerainty of His Majesty, Ceylon, the Straits Settlements, the Federated and non-Federated Malay States, and Hong Kong, expelled from French Indo-China, on the one hand, and subjects and protected persons of the French Republic natives of French Indo-China who are expelled from British India (including Burma), the Indian States under the suzerainty of His Majesty, Ceylon, the Straits Settlements, the Federated and non-Federated Malay States and Hong Kong, on the other.

Article 1.

Any Asiatic subject of His Majesty the King or Asiatic person under the protection of His Majesty, native of British India (including Burma), the Indian States under the suzerainty of His Majesty, Ceylon, the Straits Settlements, the Federated and non-Federated Malay States, or Hong Kong, who is expelled from French Indo-China. shall be deported at the expense of the Government-General of French Indo-China to the following ports :

(1) Asiatic subjects of His Majesty, natives of Hong Kong, to the port of Hong Kong.

(2) Asiatic subjects of His Majesty or Asiatic persons under the protection of His Majesty, natives of the Straits Settlements and the Federated and non-Federated Malay States, to the port of Singapore.

(3) Asiatic subjects of His Majesty or Asiatic persons under the protection of His Majesty, natives of British India (including Burma) and the Indian States under the suzerainty of His Majesty, to the port of Madras.

(4) Asiatic subjects of His Majesty, or Asiatic subjects under the protection of His Majesty, natives of Ceylon or its dependencies, to the port of Colombo.

[1] Entré en vigueur le 29 juillet 1933.

N° 3288. — ARRANGEMENT[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU SUJET DES EXPULSIONS HORS DE CERTAINS TERRITOIRES BRITANNIQUES ET FRANÇAIS. SIGNÉ A PARIS, LE 29 JUILLET 1933.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place November 2, 1933.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes relatives au rapatriement des sujets asiatiques de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et des protégés asiatiques de Sa Majesté, originaires de l'Inde britannique (y compris la Birmanie), des Etats indiens sous la suzeraineté de Sa Majesté, de Ceylan, des Etablissements des Détroits, des Etats malais fédérés et non fédérés et de Hong-Kong, expulsés de l'Indochine française, d'une part, et des sujets et protégés de la République française originaires de l'Indochine française qui seraient expulsés de l'Inde britannique (y compris la Birmanie), des Etats indiens sous la suzeraineté de Sa Majesté, de Ceylan, des Etablissements des Détroits, des Etats malais fédérés et non fédérés et de Hong-Kong, d'autre part.

Article premier.

Tout sujet asiatique de Sa Majesté le Roi ou tout protégé asiatique de Sa Majesté originaire de l'Inde britannique (y compris la Birmanie), des Etats indiens sous la suzeraineté de Sa Majesté britannique, de Ceylan, des Etablissements des Détroits, des Etats malais fédérés et non fédérés et de Hong-Kong, qui sera expulsé de l'Indochine française, sera reconduit aux frais du Gouvernement général de l'Indochine vers les ports suivants :

1° Les sujets asiatiques de Sa Majesté originaires de Hong-Kong, jusqu'au port de Hong-Kong ;

2° Les sujets asiatiques de Sa Majesté ou les protégés asiatiques de Sa Majesté, originaires des Etablissements des Détroits et des Etats malais fédérés et non fédérés, jusqu'au port de Singapour ;

3° Les sujets asiatiques de Sa Majesté ou les protégés asiatiques de Sa Majesté, originaires des Indes britanniques (y compris la Birmanie) et des Etats indiens sous la suzeraineté de Sa Majesté, jusqu'au port de Madras ;

4° Les sujets asiatiques de Sa Majesté ou les protégés asiatiques de Sa Majesté, originaires de Ceylan ou de ses dépendances, jusqu'au port de Colombo.

[1] Came into force July 29, 1933.

Article 2.

Any French subject or French-protected person, native of French Indo-China, who is expelled from British India (including Burma), the Indian States under the suzerainty of His Majesty, Ceylon, the Straits Settlements, the Federated and non-Federated Malay States, or Hong Kong, shall be deported at the expense of the Government of the country from which he has been expelled to the ports of Saigon or Haiphong, whichever is the nearer.

Article 3.

Provided that the provisions of the preceding articles are complied with, the Contracting Parties undertake to refrain from claiming from each other the repayment of any expenditure of whatever nature which may be incurred by these deportations.

Article 4.

The present Agreement shall come into force immediately. It shall remain in force until the 31st December of the year following that in which either of the two Contracting Parties may denounce it.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Paris in the English and French languages, both being equally authentic, the twenty-ninth day of July, 1933.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
TYRRELL OF AVON.

For the Government of India :
TYRRELL OF AVON.

For the Government of the French Republic :
PAUL-BONCOUR.

Article 2.

Tout sujet ou protégé français originaire de l'Indochine française, expulsé de l'Inde britannique (y compris la Birmanie), des Etats indiens sous la suzeraineté de Sa Majesté, de Ceylan, des Etablissements des Détroits, des Etats malais fédérés et non fédérés et de Hong-Kong, sera reconduit aux frais du gouvernement du pays d'où il sera expulsé jusqu'au port le plus rapproché : Saïgon ou Haiphong.

Article 3.

Sous réserve de l'application des articles précédents, les Parties contractantes s'interdisent de se réclamer mutuellement le remboursement des frais de tous genres occasionnés par ces expulsions.

Article 4.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement. Il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année qui suivra celle au cours de laquelle l'une ou l'autre des deux Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, le 29 juillet 1933.

Pour le Gouvernement de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
TYRRELL OF AVON.

Pour le Gouvernement de l'Inde :
TYRRELL OF AVON.

Pour le Gouvernement de la République française :
PAUL-BONCOUR.

N° 3289.

NORVÈGE ET SUÈDE

Echange de notes relatif à la franchise de douane pour les cadeaux de Noël destinés aux marins. Stockholm, le 9 octobre 1933.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes relating to Exemption from Customs Duty for Christmas Presents addressed to Sailors. Stockholm, October 9, 1933.

N° 3289. — NOTEVÄXLING[1] MELLAN SVENSKA OCH NORSKA REGERINGARNA ANGÅENDE TULLFRIHET Å JULGÅVOR TILL SJÖMÄN. STOCKHOLM, DEN 9 OKTOBER 1933.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 novembre 1933.

N° 3289. — UTVEKSLING[1] AV NOTER MELLEM DEN NORSKE OG SVENSKE REGJERING. ANGAAENDE TOLLFRIHET FOR JULEGAVER TIL SJØMENN. STOCKHOLM, DEN 9 OKTOBER 1933.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 6, 1933.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

KGL. NORSK LEGASJON. I.

STOCKHOLM, 9. *oktober* 1933.

HERR STATSMINISTER,

Jeg har herved den ære, ifölge opdrag av min Regjering, å meddele Deres Excellence, at den Kgl. norske Regjering er beredt til å avslutte en gjensidig overenskomst med den Kgl. svenske Regjering, hvorefter julegaver til norske sjömenn i svenske havner og til svenske sjömenn i norske havner tillates innfört tollfritt.

Det er i tilfelle den norske Regjerings forutsetning at tollfriheten alene skal gjelde bruksgjenstander, og således ikke matvarer, drikkevarer eller andre nydelsesmidler.

Det er videre forutsetningen at sådanne gaver avsendes fra norsk, henholdsvis svensk sjömannsmisjonskontor eller -stasjon, og adresseres til norsk, henholdsvis svensk konsulat.

Overenskomsten forutsettes i tilfelle satt i kraft fra og med 15. oktober 1933.

På vegne av min regjering har jeg den ære å anholde om Deres Excellences godhetsfulle meddelelse om hvorvidt den Kgl. svenske Regjering er beredt til å avslutte en sådan overenskomst. I tilfelle tillater jeg mig, efter ordre, å foreslå at overenskomsten ansees truffet ved Deres Excellences svar på nærværende skrivelse.

Motta, Herr Statsminister, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

(u) J. H. WOLLEBÆK.

Hans Excellence
Herr Statsminister Hansson,
Minister for de utenrikske Anliggender *a. i.*,
etc., etc., etc.
Stockholm.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 31 octobre 1933.

Le Chef de la Division des Affaires de la Société des Nations :
Rolf. Andvord.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 14 novembre 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

[1] Entré en vigueur le 15 octobre 1933.

[1] Came into force October 15, 1933.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

II.

KGL. UTRIKESDEPARTEMENTET.

STOCKHOLM, *den* 9 oktober 1933.

HERR MINISTER,

Med skrivelse denna dag har Ni behagat meddela, att Kungl. Norska Regeringen vore beredd att avsluta en överenskommelse med Kungl. Svenska Regeringen, enligt vilken julgåvor till norska sjömän i svenska hamnar och till svenska sjömän i norska hamnar skulle få införas tullfritt.

Ni har vidare meddelat, att Norska Regeringen därvid förutsatt, att tullfriheten endast skulle gälla föremål för personligt bruk och således icke livsmedel, dryckesvaror eller andra njutningsmedel samt att gåvorna skulle avsändas från norsk, respektive svensk sjömansmissionsorganisation och adresseras til norskt, respektive svenskt konsulat. Överenskommelsen vore avsedd att sättas i kraft den 15 oktober 1933.

Slutligen har Ni hemställt om meddelande, huruvida Svenska Regeringen vore beredd att träffa en dylik överenskommelse, i hvilket fall Ni föreslagit, att överenskommelsen skulle anses avslutad i och med överlämmandet av svarsskrivelse från svensk sida.

Till svar härå får jag äran meddela, att Svenska Regeringen för sin del gärna är beredd att med Norska Regeringen träffa en överenskommelse av angivet innehåll. I enlighet med Norska Regeringens förslag anses överenskommelsen avslutad med överlämnandet av denna skrivelse och träder i kraft den 15 oktober 1933.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

För Ministern :
(u) Carl HAMILTON.

Herr Wollebæk,
Kgl. Norsk Minister,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 14 novembre 1933.
Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 31 octobre 1933.
Le Chef de la Division des Affaires de la Société des Nations :
Rolf Andvord.

[1] TRADUCTION.

N° 3289. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS, RELATIF A LA FRANCHISE DE DOUANE POUR LES CADEAUX DE NOËL DESTINÉS AUX MARINS. STOCKHOLM, LE 9 OCTOBRE 1933.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

STOCKHOLM, *le* 9 *octobre* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement norvégien est disposé à conclure avec le Gouvernement suédois un accord de réciprocité aux termes duquel les cadeaux de Noël adressés aux marins norvégiens, dans des ports suédois, et aux marins suédois, dans des ports norvégiens, pourraient être importés en franchise.

Le Gouvernement norvégien considère que cette franchise devrait alors s'appliquer uniquement aux objets d'usage personnel et non, par conséquent, aux denrées alimentaires, aux boissons ou à d'autres articles de consommation.

Il considère en outre que, selon le cas, les cadeaux en question devront être expédiés d'un bureau ou d'une station de mission pour les marins norvégiens ou suédois, et adressés à un consulat norvégien ou suédois.

L'arrangement entrerait en vigueur le 15 octobre 1933.

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suédois est disposé à conclure un accord de ce genre et, dans l'affirmative, de proposer que cet accord soit considéré comme conclu lors de la remise de la réponse de Votre Excellence à la présente note.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. H. WOLLEBÆK.

A Son Excellence M. Hansson,
Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires étrangères, *p. i.*
etc., etc., etc.
Stockholm.

II.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, *le* 9 *octobre* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu me faire connaître, par une note en date de ce jour, que le Gouvernement norvégien était disposé à conclure avec le Gouvernement suédois un accord aux termes duquel

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3289. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS, RELATING TO EXEMPTION FROM CUSTOMS DUTY FOR CHRISTMAS PRESENTS ADDRESSED TO SAILORS. STOCKHOLM, OCTOBER 9, 1933.

I.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION.

STOCKHOLM, *October* 9, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, under instructions from my Government, to inform Your Excellency that the Royal Norwegian Government is prepared to conclude a mutual agreement with the Royal Swedish Government, whereby Christmas presents for Norwegian seamen in Swedish ports and for Swedish seamen in Norwegian ports may be imported free of duty.

The Norwegian Government assumes that the exemption from duty shall apply solely to articles of personal use, and therefore not to food or drink or other articles of consumption.

It also assumes that such presents are sent from a Norwegian or Swedish seamen's mission office or station and are addressed to a Norwegian or Swedish Consulate respectively.

It is proposed that the Agreement should come into force as from October 15, 1933.

On behalf of my Government I have the honour to request Your Excellency to be good enough to state whether the Royal Swedish Government is prepared to conclude such an Agreement. In that case I venture to propose, under my instructions, that the Agreement be deemed to be concluded on receipt of Your Excellency's reply to the present note.

I have the honour, etc.

(Signed) J. H. WOLLEBÆK.

To His Excellency M. Hansson,
Minister of State,
Acting Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, *October* 9, 1933.

SIR,

You were good enough to inform me in your note of to-day's date that the Royal Norwegian Government was prepared to conclude an Agreement with the Royal Swedish Government, whereby

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les cadeaux de Noël adressés aux marins norvégiens, dans des ports suédois, et aux marins suédois dans des ports norvégiens, pourraient être importés en franchise.

Vous m'avez avisé, en outre, que le Gouvernement norvégien estimait, en l'espèce, que cette franchise devrait s'appliquer uniquement aux objets d'usage personnel et non, par conséquent, aux denrées alimentaires, aux boissons ou à d'autres articles de consommation, et que, selon le cas, les cadeaux en question devraient être expédiés d'un bureau de mission pour les marins norvégiens ou suédois et être adressés à un consulat norvégien ou suédois. L'accord entrerait en vigueur le 15 octobre 1933.

Vous m'avez prié enfin de vous faire connaître si le Gouvernement suédois était disposé à conclure un accord de ce genre, et vous avez proposé que, dans l'affirmative, cet accord fût considéré comme conclu lors de la remise de la réponse suédoise.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois est disposé, pour sa part, à conclure avec le Gouvernement norvégien un accord ayant la teneur indiquée. Conformément à la proposition du Gouvernement norvégien, cet accord sera considéré comme conclu par la remise de la présente note et il entrera en vigueur le 15 octobre 1933.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
(Signé) Carl HAMILTON.

M. Wollebæk,
Ministre de Norvège,
etc., etc., etc.
Stockholm.

Christmas presents for Norwegian seamen in Swedish ports and for Swedish seamen in Norwegian ports should be imported free of duty.

You also stated that the Norwegian Government assumed that exemption from duty should apply only to articles of personal use, and therefore not to food or drink or other articles of consumption, and that the presents should be sent from a Norwegian or Swedish seamen's mission organisation and addressed to a Norwegian or Swedish Consulate respectively. The agreement was to come into force on October 15, 1933.

Lastly, you requested me to state whether the Swedish Government was prepared to conclude such an agreement, in which case you proposed that the Agreement be deemed to be concluded by the delivery of the Swedish reply.

In reply hereto I have the honour to state that the Swedish Government for its part will be glad to conclude an Agreement with the Norwegian Government in the sense indicated. In accordance with the Norwegian Government's proposal the Agreement is deemed to be concluded by the delivery of the present note and shall come into force on October 15, 1933.

I have the honour, etc.

For the Minister :
(Signed) Carl HAMILTON.

M. Wollebæk,
Royal Norwegian Minister,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 3290.

FINLANDE ET HONGRIE

Echange de notes comportant un arrangement en vue de réprimer la contrebande des marchandises alcooliques. Budapest, le 23 novembre 1932.

FINLAND AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Prevention of Smuggling of Alcoholic Goods. Budapest, November 23, 1932.

N° 3290. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET HONGROIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT EN VUE DE RÉPRIMER LA CONTREBANDE DES MARCHANDISES ALCOOLIQUES. BUDAPEST, LE 23 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le chargé d'Affaires a.i. *de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 novembre* 1933.

I.

LÉGATION DE FINLANDE.

N° 1930.

BUDAPEST, *le* 23 *novembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement finlandais et le Gouvernement hongrois, désireux de réprimer la contrebande des marchandises alcooliques, ont convenu de l'arrangement suivant :

1° La Hongrie s'engage à ne faire aucune objection à ce que la Finlande applique, dans une zone s'étendant jusqu'à 12 milles marins de ses côtes, ou de la limite extérieure des archipels bordant ses côtes, ses lois aux navires hongrois qui se livrent manifestement à la contrebande de marchandises alcooliques.

Si un navire hongrois, soupçonné de se livrer à la contrebande, est rencontré dans la zone élargie ci-dessus et qu'il s'échappe hors de cette zone, les autorités finlandaises pourront le poursuivre aussi au delà de cette zone dans la mer ouverte et user envers lui des mêmes droits que s'il avait été saisi à l'intérieur de la zone.

Ces dispositions sont adoptées sans préjudice de la position prise par les Parties contractantes vis-à-vis des principes juridiques régissant les zones territoriales et douanières.

2° Il est entendu que ni le commerce légal hongrois des spiritueux, ni la navigation légale hongroise ne seront lésés en aucune manière par le présent arrangement.

3° Il est entendu que le Gouvernement finlandais entreprendra de réparer les dommages éventuellement subis par suite des mesures des autorités finlandaises par les navires

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 24 août 1933.
Entré en vigueur le 24 septembre 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3290. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE FINNISH AND HUNGARIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PREVENTION OF SMUGGLING OF ALCOHOLIC GOODS. BUDAPEST, NOVEMBER 23, 1932.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Chargé d'Affaires a.i. *of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 7,* 1933.

I.

FINNISH LEGATION.
No. 1930.

BUDAPEST, *November* 23, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to confirm that the Finnish and Hungarian Governments, being desirous of suppressing the contraband traffic in alcoholic liquors, have come to the following Agreement :

(1) Hungary undertakes to raise no objection to the application by Finland of her laws, within a zone extending to twelve nautical miles from her coast or from the exterior limit of the archipelagoes along her coast, to Hungarian vessels which are manifestly engaged in contraband traffic in alcoholic liquors.

If a Hungarian vessel suspected of engaging in contraband traffic is discovered in the above-mentioned enlarged zone, and escapes out of this zone, the Finnish authorities may pursue the vessel beyond such zone into the open sea and exercise the same rights in respect of it as if it had been seized within the zone.

The above stipulations are adopted without prejudice to the attitude taken by the Contracting Parties with regard to the legal principles governing territorial and Customs zones.

(2) It is understood that the lawful Hungarian trade in spirits and lawful Hungarian shipping are not in any way to be injuriously affected by this Agreement.

(3) It is understood that the Finnish Government will repair any damage that may be sustained by Hungarian vessels suspected of contraband traffic as a result of the

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Helsinki, August 24, 1933. Came into force September 24, 1933.

hongrois soupçonnés de contrebande, si un tel soupçon se montrait plus tard comme étant sans fondement.

4° Le présent arrangement sera ratifié le plus tôt possible et les ratifications en seront échangées à Helsinki dans le plus bref délai.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et aura une durée de deux années à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié deux mois avant la fin de ladite période son intention de faire cesser les effets du présent arrangement, celui-ci restera tacitement en vigueur pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé à chaque instant à condition de rester en vigueur deux mois à partir de la date de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Onni TALAS,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire.

Son Excellence Monsieur André de Puky,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
Budapest.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.
N° 1.810/4.
1932.

BUDAPEST, *le* 23 *novembre* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement hongrois et le Gouvernement finlandais, désireux de réprimer la contrebande des marchandises alcooliques ont convenu de l'arrangement suivant :

1° La Hongrie s'engage à ne faire aucune objection à ce que la Finlande applique, dans une zone s'étendant jusqu'à 12 milles marins de ses côtes, ou de la limite extérieure des archipels bordant ses côtes, ses lois aux navires hongrois qui se livrent manifestement à la contrebande de marchandises alcooliques.

Si un navire hongrois, soupçonné de se livrer à la contrebande, est rencontré dans la zone élargie ci-dessus et qu'il s'échappe hors de cette zone, les autorités finlandaises pourront le poursuivre aussi au delà de cette zone dans la mer ouverte et user envers lui des mêmes droits que s'il avait été saisi à l'intérieur de la zone.

Ces dispositions sont adoptées sans préjudice de la position prise par les Parties contractantes vis-à-vis des principes juridiques régissant les zones territoriales et douanières.

2° Il est entendu que ni le commerce légal hongrois des spiritueux, ni la navigation légale hongroise ne seront lésés en aucune manière par le présent arrangement.

3° Il est entendu que le Gouvernement finlandais entreprendra de réparer les dommages éventuellement subis par suite des mesures des autorités finlandaises par les navires hongrois soupçonnés de contrebande, si un tel soupçon se montrait plus tard comme étant sans fondement.

measures taken by the Finnish authorities, should such suspicions eventually prove to have been unfounded.

(4) The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsinki, as soon as possible.

It shall come into force thirty days after the date on which the instruments of ratification are exchanged, and shall remain in force for two years from the day on which it comes into force.

If neither of the Contracting Parties has notified its intention, two months before the end of the said period, of terminating the present Agreement, it shall remain in force by tacit consent for an indefinite period, but may be denounced at any moment, provided always that it shall remain in force for two months from the date on which it is denounced.

I have the honour to be, Monsieur le Ministre,

Onni TALAS,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

His Excellency Monsieur André de Puky,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

II.

ROYAL HUNGARIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 1810/4.
1932.

BUDAPEST, *November* 23, 1932.

SIR,

I have the honour to confirm that the Hungarian and Finnish Governments, being desirous of suppressing the contraband traffic in alcoholic liquors, have come to the following Agreement:

(1) Hungary undertakes to raise no objection to the application by Finland of her laws within a zone extending to twelve nautical miles from her coast or from the exterior limit of the archipelagoes along her coast to Hungarian vessels which are manifestly engaged in contraband traffic in alcoholic liquors.

If a Hungarian vessel suspected of engaging in contraband traffic is discovered in the above-mentioned enlarged zone, and escapes out of this zone, the Finnish authorities may pursue the vessel beyond such zone into the open sea and exercise the same rights in respect of it as if it had been seized within the zone.

The above stipulations are adopted without prejudice to the attitude taken by the Contracting Parties with regard to the legal principles governing territorial and Customs zones.

(2) It is understood that the lawful Hungarian trade in spirits and lawful Hungarian shipping are not in any way to be injuriously affected by this Agreement.

(3) It is understood that the Finnish Government will repair any damage that may be sustained by Hungarian vessels suspected of contraband traffic as a result of the measures taken by the Finnish authorities, should such suspicions eventually prove to have been unfounded.

4° Le présent arrangement sera ratifié le plus tôt possible et les ratifications en seront échangées à Helsinki dans le plus bref délai.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et aura une durée de deux années à partir du jour de son entrée en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié deux mois avant la fin de ladite période son intention de faire cesser les effets du présent arrangement, celui-ci restera tacitement en vigueur pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé à chaque instant à condition de rester en vigueur deux mois à partir de la date de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Comte Khuen HÉDERVÁRY,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire.

Son Excellence Onni Talas,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Finlande,
Budapest.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

---

(4) The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors, as soon as possible.

It shall come into force thirty days after the date on which the instruments of ratification are exchanged, and shall remain in force for two years from the day on which it comes into force.

If neither of the Contracting Parties has notified its intention, two months before the end of the said period, of terminating the present Agreement, it shall remain in force by tacit consent for an indefinite period, but may be denounced at any moment, provided always that it shall remain in force for two months from the date on which it is denounced.

I have the honour to be, Monsieur le Ministre,

For the Minister :

Count Khuen HÉDERVÁRY,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

His Excellency Monsieur Onni Talas,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Finland,
Budapest.

No. 3290

N° 3291.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET FINLANDE

Convention concernant la suppression de l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande, avec déclaration. Signées à Londres, le 13 octobre 1933.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND

Convention concerning the Suppression of the Illicit Importation of Alcoholic Liquors into Finland, with Declaration. Signed at London, October 13, 1933.

No. 3291. — CONVENTION[1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND CONCERNING THE SUPPRESSION OF THE ILLICIT IMPORTATION OF ALCOHOLIC LIQUORS INTO FINLAND. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 13, 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le secrétaire d'État aux Affaires étrangeres de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 novembre 1933.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, and HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ;

Having regard to the friendly relations existing between the two countries and taking into account the Agreement concluded on the 29th September, 1933, between the Government of Finland and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, for the purpose of facilitating still further trade and commerce between the two countries ;

Being desirous of co-operating in the suppression of the illicit importation of alcoholic liquors into Finland ;

Have decided to conclude a Convention for that purpose and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Georg Achates GRIPENBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Finland, in London ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ;

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Victor WELLESLEY, K.C.M.G., C.B., Deputy Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

1. The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle:

(a) That three marine miles extending from the coastline outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters ; and

[1] Entrée en vigueur le 13 octobre 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3291. — CONVENTION[2] ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE CONCERNANT LA SUPPRESSION DE L'IMPORTATION ILLICITE DES BOISSONS ALCOOLIQUES EN FINLANDE. SIGNÉE A LONDRES, LE 13 OCTOBRE 1933.

English official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place November 7, 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FINLANDAISE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ;

Considérant les relations amicales qui existent entre les deux pays et l'Accord conclu le 29 septembre 1933, entre le Gouvernement finlandais et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en vue de faciliter encore davantage le commerce entre les deux pays ;

Animés du désir de coopérer à la répression de l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande,

Ont décidé de conclure une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FINLANDAISE :

M. Georg Achates GRIPENBERG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République finlandaise à Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Victor WELLESLEY, K.C.M.G., C.B., sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles entendent maintenir les principes ci-après énoncés :

a) L'étendue des eaux territoriales est de trois milles marins et est comptée à partir de la laisse de basse mer, le long de toutes les côtes ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force October 13, 1933.

(b) That, in the absence of an agreement between them to this effect, neither of them can exercise jurisdiction over the vessels of the other outside the limits of his territorial waters, except in the course of a hot and continuous pursuit of a vessel duly and lawfully commenced within territorial waters and continued into the open sea.

2. The provisions of subparagraph *(b)* of paragraph (1) of this Article shall in no way be deemed to prejudice the question of the exercise of belligerent or neutral rights in time of war.

Article 2.

1. His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty), agrees that he will raise no objection if the Finnish authorities outside the territorial waters of Finland, but within the limits specified below :

(a) Board any of his vessels, as hereinafter defined, in order that enquiries may be addressed to those on board and examination made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic liquors into Finnish territory in violation of the laws there in force ;

(b) Search the vessel, if the enquiries and examination have shown a reasonable ground for suspicion that such import is being attempted or has taken place ; or

(c) Seize the vessel and escort it into a port of Finland for adjudication in accordance with the laws of Finland relating to the import of alcoholic liquors, if the enquiries, examination and search afford a reasonable cause for belief that the vessel has been employed to commit or in an attempt to commit an offence against the said laws, provided none of the measures referred to in this paragraph shall be taken against any vessel, unless a decision to that effect has in conformity with the Finnish law of the 9th May, 1932, regarding the prevention of liquor smuggling from the open sea, been previously taken by the Finnish Council of Ministers in respect of any such vessel and unless the name of that vessel has been notified to His Majesty's Diplomatic Representative at Helsingfors as being that of a suspected vessel.

2. The vessels to which the provisions of the preceding paragraph apply are private vessels *(a)* whose net register tonnage does not exceed 500 tons, *(b)* not owned, chartered or employed by the Government, or any department of the Government, of any part of His Majesty's dominions or of any territory under his protection or any territory in respect of which His Majesty exercises a mandate, and *(c)* registered in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in Newfoundland or in any of His Majesty's Colonies or in any territory under His Majesty's protection or in any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by his Government in the United Kingdom, or registered under British law in a foreign country where His Majesty exercises exterritorial rights.

3. The limits referred to in paragraph (1) of this Article are such distance in the Gulf of Bothnia or the Gulf of Finland from the coast of Finland (including the Aaland and all other Finnish islands) as can be traversed in one hour *(a)* by the vessel in question, or *(b)* where the alcoholic liquors have been or are intended to be conveyed to Finnish territory by some other vessel, by such other vessel.

Article 3.

1. No action shall be taken under the present Convention against any vessel or any person nor shall any such vessel or any person be liable to any penalty or forfeiture under the laws of Finland in respect of alcoholic liquors carried in vessels which are *(a)* listed as ship's stores or belong to

b) En l'absence d'un accord spécialement conclu entre elles à cet effet, aucune des Hautes Parties contractantes n'exercera juridiction sur les navires de l'autre partie au delà des limites de ses eaux territoriales, sauf au cours d'une poursuite ininterrompue d'un navire, régulièrement commencée dans les eaux territoriales et continuée en haute mer.

2. Les dispositions du lit. *b)* du paragraphe premier du présent article ne préjugent nullement la question de l'exercice des droits des belligérants ou des neutres en temps de guerre.

Article 2.

1. Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes (ci-après appelé Sa Majesté), accepte de ne pas faire objection aux actes suivants qui seraient accomplis par les autorités finlandaises au delà des eaux territoriales de la Finlande, mais dans les limites ci-après définies :

a) Monter à bord de l'un quelconque de ses navires ci-après définis afin d'interroger les personnes à son bord et d'examiner ses documents, et ce en vue de rechercher si le navire ou les personnes à son bord tentent d'importer ou ont importé des boissons alcooliques en territoire finlandais au mépris de la législation en vigueur ;

b) Visiter le navire au cas où l'interrogatoire et l'examen pourraient faire légitimement présumer qu'on se trouve en présence d'une importation ou d'une tentative d'importation de cette nature ;

c) Saisir le navire et l'escorter dans un port finlandais pour être statué selon la législation finlandaise sur l'importation des boissons alcooliques, au cas où l'interrogatoire, l'examen et la visite pourraient faire légitimement présumer que le navire a servi à commettre ou à tenter de commettre une infraction à la législation en question. Toutefois, aucune des mesures prévues au présent paragraphe ne sera prise à l'encontre d'un navire avant que le Conseil des ministres finlandais ait pris à l'égard dudit navire la décision prévue par la loi finlandaise du 9 mai 1932 sur la répression de la contrebande d'alcool en haute mer et qu'on ait fait connaître au représentant diplomatique de Sa Majesté à Helsingfors le nom du navire incriminé.

2. Les navires visés par les dispositions du précédent paragraphe sont les navires privés *a)* ne jaugeant pas plus de 500 tonneaux, *b)* dont ne sont propriétaires, affrêteurs ou usagers ni le gouvernement, ni un département du gouvernement, ni une partie quelconque des dominions, protectorats ou territoires sous mandat de Sa Majesté, et *c)* immatriculés dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à Terre-Neuve ou dans une colonie, un protectorat ou un territoire sous mandat de Sa Majesté, ou encore immatriculés sous l'empire du droit anglais dans un pays étranger ou Sa Majesté exerce des droits d'exterritorialité.

3. Les limites dont il est question au paragraphe premier du présent article sont la distance comptée dans le golfe de Bothnie ou dans le golfe de Finlande à partir de la côte finlandaise (y compris les îles d'Aaland et toutes les autres îles finlandaises) et qui peut être traversée en une heure *a)* par le navire en question ou *b)* par un autre navire lorsque c'est un autre navire qui a transporté ou qui doit transporter les boissons alcooliques en territoire finlandais.

Article 3.

1. Aucune poursuite ne sera engagée en vertu de la présente convention contre des navires ou des personnes ni aucun navire ou personne ne sera passible de peines ou de confiscation, en vertu de la législation finlandaise, à raison de boissons alcooliques transportées dans des navires, lorsque

persons travelling or employed on such vessels and do not exceed the quantities reasonably required for the voyage, and are duly declared in conformity with the Customs laws of Finland, or *(b)* are cargo destined for a port situated outside Finland and are kept under seal continuously while the vessel is within Finnish territorial waters or ports, or *(c)* are cargo destined for importation into Finland in accordance with the laws and regulations in force.

2. The penalties in respect of the illicit importation of alcoholic liquors imposed in Finland on vessels or on persons connected with such vessels shall be inflicted in such manner as only to affect the actual persons guilty. No vessels shall—directly or indirectly—be made security for the payment of any fines or expenses on account of alcoholic liquors unlawfully imported by one or more of the crew or other persons on board which are of an insignificant quantity, in all the circumstances of the case, provided that the owner or master of the vessels are themselves not guilty of illicit importations and cannot be regarded as having been negligent in exercising the necessary supervision in this matter, having regard to the quantity of cargo on board and other circumstances.

Article 4.

1. The Government of the Republic of Finland will pay full compensation for any loss or damage caused by an interference by the Finnish authorities, purporting to act in connexion with the suppression of illicit imports of alcoholic liquors into Finland, with any vessel registered in any of the territories referred to in Article 2 (2) *(c)* above, which is not justified by or is contrary to the preceding provisions of this Convention or is an unreasonable exercise of the powers granted by this Convention, including all cases where it is established that the vessel in fact had not imported and had not engaged in an attempt to import liquor illegally into Finland.

2. Any claim under the preceding paragraph shall, if His Majesty so requests, be referred for decision to a single arbitrator to be selected by agreement between the High Contracting Parties, or in default of agreement to be nominated by the President of the Permanent Court of International Justice.

3. It shall not be necessary that the individuals concerned shall have had recourse to any remedies open to them in the courts of Finland before His Majesty presents any claim under the preceding paragraph.

Article 5.

The present Convention shall come into force on the day of signature. It may be denounced by either High Contracting Party at any time by notification to the other given through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of the receipt of the notification.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed thereto their seals.

Done at London this 13th of October, 1933, in duplicate in the English language.

(L. S.) G. A. GRIPENBERG.
(L. S.) Victor WELLESLEY.

ces boissons *a)* sont inscrites comme approvisionnements de bord ou appartiennent à des passagers ou à des membres de l'équipage, n'excèdent pas les quantités légitimement requises pour le voyage et ont été régulièrement déclarées conformément à la législation douanière finlandaise, ou *b)* constituent une cargaison destinée à un port situé hors du territoire finlandais et sont tenues constamment sous scellés pendant que le navire se trouve dans les eaux territoriales ou dans les ports de la Finlande, ou *c)* forment une cargaison destinée à être importée en Finlande conformément aux lois et règlements en vigueur.

2. Les peines prononcées en Finlande, pour importation illicite de boissons alcooliques, à l'encontre de navires ou de personnes ayant des attaches avec ces navires, ne devront frapper que les personnes effectivement coupables. Aucun navire ne devra être retenu, directement ou indirectement, en garantie du paiement d'amendes ou de frais, à raison de boissons alcooliques importées illicitement par un ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord, lorsqu'il s'agit d'une quantité insignifiante, en toutes circonstances, à moins que le propriétaire ou le capitaine du navire ne soit personnellement coupable de l'importation illicite et puisse être considéré comme ayant fait preuve de négligence en exerçant la surveillance nécessaire à cet effet, eu égard à l'importance de la cargaison du bord et aux autres circonstances.

Article 4.

1. Le Gouvernement de la République finlandaise réparera intégralement toutes pertes et tous dommages causés à un navire immatriculé dans l'un des territoires visés à l'article 2 (2) lit. (c) ci-dessus par des autorités finlandaises prétendant réprimer l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande, lorsque leur intervention ne sera pas justifiée par les précédentes dispositions de la présente convention ou seront contraires à celles-ci ou que les autorités en question auront outrepassé les pouvoirs qui leur sont conférés par ladite convention, y compris tous les cas où il est établi que le navire n'a ni importé ni tenté d'importer illégalement des boissons en Finlande.

2. Toute réclamation formée en vertu du précédent paragraphe sera soumise, à la demande de Sa Majesté, à la décision d'un arbitre unique, choisi d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes ou désigné, faute d'accord, par le président de la Cour permanente de Justice internationale.

3. Il importe peu que les particuliers intéressés aient usé ou non des voies de droit qui leur sont ouvertes en Finlande avant que Sa Majesté ait présenté la réclamation prévue au précédent paragraphe.

Article 5.

La présente convention entrera en vigueur le jour de sa signature. Elle pourra être dénoncée à tout moment par l'une des Hautes Parties contractantes moyennant une notification adressée à l'autre partie par la voie diplomatique. La dénonciation aura effet six mois après le jour où elle aura été reçue.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Londres, le 13 octobre 1933, en double expédition, en langue anglaise.

(L. S.) G. A. GRIPENBERG.
(L. S.) Victor WELLESLEY.

DECLARATION.

At the time of signing the present Convention the undersigned plenipotentiary declares on behalf of the Finnish Government that nothing in the present Convention affects the rights of the Finnish Government under treaties, engagements or understandings with other Powers.

Done at London the 13th day of October, 1933.

G. A. GRIPENBERG.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

DÉCLARATION

Lors de la signature de la présente convention, le plénipotentiaire soussigné déclare, au nom du Gouvernement finlandais, qu'aucune disposition de la convention n'affecte les droits conférés au Gouvernement finlandais par les traités, engagements ou accords intervenus avec d'autres Puissances.

Fait à Londres, le 13 octobre 1933.

G. A. GRIPENBERG.

N° 3292.

UNION SUD-AFRICAINE ET RHODÉSIE DU SUD

Echange de notes comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales. Le Cap, le 8 avril 1932, et Salisbury, le 21 avril 1932.

UNION OF SOUTH AFRICA AND SOUTHERN RHODESIA

Exchange of Notes constituting an Agreement in regard to the Avoidance of Double Death Duties. Capetown, April 8, 1932, and Salisbury, April 21, 1932.

No. 3292. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE COLONY OF SOUTHERN RHODESIA, CONSTITUTING AN AGREEMENT IN REGARD TO THE AVOIDANCE OF DOUBLE DEATH DUTIES. CAPETOWN, APRIL 8, 1932, AND SALISBURY, APRIL 21, 1932.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 novembre 1933.

I.

GENERAL HERTZOG TO MR. MOFFAT.

CAPETOWN, *April* 8, 1932.

SIR,

I have the honour to refer to the correspondence which has passed between ourselves in regard to the desirability of an agreement being arrived at between His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Government of the Colony of Southern Rhodesia with a view to the prevention of double taxation in the matter of death duties, and to confirm and place on record the agreement which has been arrived at between our respective Governments, and which is, word for word, as follows :

(1) His Majesty's Government in the Union of South Africa agrees to introduce into the Parliament of the Union legislation so to modify the Death Duties Act, No. 29, of 1922, as amended by Acts 31, of 1925, and 34, of 1930, as to remove from the scope of the charges of Estate and Succession Duties imposed by those Acts movable property physically situated in Southern Rhodesia which passed on the death of a person ordinarily resident in the Union, or, for the purposes of those Acts, was deemed so to pass.

(2) His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Government of the Colony of Southern Rhodesia agree to introduce into the Parliaments of the Union and Southern Rhodesia, respectively, legislation providing that as between the territories of the Union and Southern Rhodesia :

(a) Debts secured upon immovable property by bonds registered in both territories shall be apportioned, each territory taking the proportion of the total debt which the value of the property bonded in that territory bears to the value of the total property so bonded in both territories, the value of the properties to be the value at the date of the death of the decedent, as expressed in a common standard of currency ;

[1] Entré en vigueur le 1er octobre 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3292. — ÉCHANGE DE NOTES[2] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE LA COLONIE DE LA RHODÉSIE DU SUD COMPORTANT UN ACCORD EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE TAXES SUCCESSORALES. LE CAP, LE 8 AVRIL 1932, ET SALISBURY, LE 21 AVRIL 1932.

English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa. The registration of this Exchange of Notes took place November 8, 1933.

I.

LE GÉNÉRAL HERTZOG A M. MOFFAT.

LE CAP, *le* 8 *avril* 1932.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la correspondance qui a été échangée entre nous au sujet de l'opportunité qu'il y aurait à conclure un accord entre le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud, afin d'éviter la double imposition en matière de droits de succession et de confirmer et constater l'accord intervenu entre nos gouvernements respectifs et, textuellement, ainsi conçu :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine convient de déposer au Parlement de l'Union un projet de loi destiné à modifier la loi N° 29 de 1922 sur les droits de succession, amendée par les lois N° 31 de 1925 et N° 34 de 1930 et ayant pour objet d'exempter des droits de succession imposés par lesdites lois, les effets mobiliers situés dans la Rhodésie du Sud et transmis, ou étant réputés l'être aux fins desdites lois, lors du décès d'une personne ayant sa résidence habituelle dans l'Union.

2° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud conviennent de déposer aux Parlements de l'Union et de la Rhodésie du Sud respectivement, des projets de loi stipulant ce qui suit entre les territoires de l'Union et de la Rhodésie du Sud.

a) Les dettes hypothécaires constatées par des titres enregistrés dans les deux territoires seront réparties ; chaque territoire prendra la proportion de la dette totale que représente la valeur des biens hypothéqués dans ledit territoire par rapport au total des biens ainsi hypothéqués dans les deux territoires. La valeur des biens sera réputée être la valeur à la date du décès du *de cujus*, calculée en une unité monétaire commune.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force October 1, 1933.

(b) Debts recoverable and rights of action enforceable in the courts of both territories shall be deemed to be wholly an asset of the estate taxable in the territory where the decedent ordinarily resided at the date of his death ;

(c) Policies of insurance which can be enforced in the courts of both territories shall be deemed to be assets of the estate taxable in that territory in which the decedent ordinarily resided at the date of his death.

(3) His Majesty's Government in the Union of South Africa further agrees to introduce legislation into the Parliament of the Union providing that shares in companies which are required to be registered in Southern Rhodesia shall be excluded from the estate taxable in the Union of any decedent who, at the date of his death, was ordinarily resident in the Union.

(4) The Government of the Colony of Southern Rhodesia further agrees to introduce legislation into the Parliament of Southern Rhodesia providing that shares in companies which are required to be registered in the Union shall be excluded from the estate taxable in Southern Rhodesia of any decedent who, at the date of his death, was ordinarily resident in Southern Rhodesia.

(5) His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Government of the Colony of Southern Rhodesia are agreed that for the purposes of this agreement " registration " means in relation to shares in companies registration in the main register of a company and are further agreed that branch registers, wheresoever maintained, are to be regarded as constituting part of the main register and are to be deemed to be situate where the main register is required by law to be kept.

(6) Any legislation introduced by His Majesty's Government in the Union of South Africa shall provide that it shall come into force if and when His Excellency the Governor-General of the Union is satisfied that the legislation hereunder contemplated by the Government of Southern Rhodesia has received His Majesty's assent.

(7) Any legislation introduced by the Government of Southern Rhodesia shall provide that it shall come into force if and when His Excellency the Governor of Southern Rhodesia is satisfied that the legislation hereunder contemplated by His Majesty's Government in the Union of South Africa has received His Majesty's assent.

I shall be pleased to receive your confirmation of the foregoing agreement in due course.

I have, etc.

J. B. M. HERTZOG,
Minister of External Affairs.

II.

MR. MOFFAT TO GENERAL HERTZOG.

SOUTHERN RHODESIA,
PREMIER'S OFFICE,

SALISBURY, *April 21st*, 1932.

SIR,

With reference to your letter No. L. N. 6/10 of April 8th, I have the honour to confirm and place on record the agreement which has been arrived at between our respective Governments with a view to the prevention of double taxation in the matter of death duties, and which is, word for word, as follows :

(1) His Majesty's Government in the Union of South Africa agrees to introduce into the Parliament of the Union legislation so to modify the Death Duties Act, No. 29, of

b) Les dettes exigibles et les droits et actions dont l'exécution peut être poursuivie par devant les tribunaux des deux territoires seront réputés être entièrement des biens de la succession imposables dans le territoire où le *de cujus* avait sa résidence habituelle à la date de son décès.

c) Les polices d'assurance dont l'exécution peut être demandée aux tribunaux des deux territoires seront réputées biens de la succession imposables dans le territoire où le *de cujus* avait sa résidence habituelle à la date de son décès.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine convient en outre de déposer, au Parlement de l'Union, un projet de loi stipulant que les actions des sociétés soumises à l'enregistrement dans la Rhodésie du Sud, seront exclus de la succession imposable dans l'Union, lorsque le *de cujus* avait, lors de son décès, sa résidence habituelle dans l'Union.

4° Le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud convient également de déposer au Parlement de la Rhodésie du Sud un projet de loi stipulant que les actions des sociétés soumises à l'enregistrement dans l'Union seront exclus de la succession imposable dans la Rhodésie du Sud, lorsque le *de cujus* avait, lors de son décès, sa résidence habituelle en Rhodésie du Sud.

5° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud conviennent qu'aux fins du présent accord, le terme « enregistrement » signifie, en ce qui concerne les actions d'une société, l'inscription au registre du siège social ; ils conviennent également que, le cas échéant, les registres des succursales ou filiales doivent être considérés comme faisant partie du registre du siège social et comme étant situés au lieu où la loi exige que le registre du siège social soit conservé.

6° Toute législation introduite par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine stipulera qu'elle entrera en vigueur dès que Son Excellence le Gouverneur général de l'Union se sera assuré que la législation envisagée aux termes du présent accord par le Gouvernement de la Rhodésie du Sud a reçu l'agrément de Sa Majesté.

7° Toute législation introduite par le Gouvernement de la Rhodésie du Sud stipulera qu'elle entrera en vigueur dès que son Excellence le Gouverneur de la Rhodésie du Sud se sera assuré que la législation envisagée aux termes du présent accord par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, a reçu l'agrément de Sa Majesté.

Je serai heureux de recevoir en temps voulu confirmation de l'accord ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
J. B. M. HERTZOG.

II.

M. MOFFAT AU GÉNÉRAL HERTZOG.

RHODÉSIE DU SUD.
BUREAU
DU PREMIER MINISTRE.

SALISBURY, *le* 21 *avril* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre lettre N° L. N. 6/10 du 8 avril, j'ai l'honneur de confirmer et de constater l'accord qui est intervenu entre nos gouvernements respectifs en vue d'empêcher la double imposition en matière de droits de succession et qui est textuellement ainsi conçu :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine convient de déposer au Parlement de l'Union un projet de loi destiné à modifier la loi N° 29 de 1922 sur les

1922, as amended by Acts 31, of 1925, and 34 of 1930, as to remove from the scope of the charges of Estate and Succession Duties imposed by those Acts movable property physically situated in Southern Rhodesia which passed on the death of a person ordinarily resident in the Union, or, for the purposes of those Acts, was deemed so to pass.

(2) His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Government of the Colony of Southern Rhodesia agree to introduce into the Parliaments of the Union and Southern Rhodesia, respectively, legislation providing that as between the territories of the Union and Southern Rhodesia :

(a) Debts secured upon immovable property by bonds registered in both territories shall be apportioned, each territory taking the proportion of the total debt which the value of the property bonded in that territory bears to the value of the total property so bonded in both territories, the value of the properties to be the value at the date of the death of the decedent, as expressed in a common standard of currency ;

(b) Debts recoverable and rights of action enforceable in the courts of both territories shall be deemed to be wholly an asset of the estate taxable in the territory where the decedent ordinarily resided at the date of his death ;

(c) Policies of insurance which can be enforced in the courts of both territories shall be deemed to be assets of the estate taxable in that territory in which the decedent ordinarily resided at the date of his death.

(3) His Majesty's Government in the Union of South Africa further agrees to introduce legislation into the Parliament of the Union providing that shares in companies which are required to be registered in Southern Rhodesia shall be excluded from the estate taxable in the Union of any decedent who, at the date of his death, was ordinarily resident in the Union.

(4) The Government of the Colony of Southern Rhodesia further agrees to introduce legislation into the Parliament of Southern Rhodesia providing that shares in companies which are required to be registered in the Union shall be excluded from the estate taxable in Southern Rhodesia of any decedent who, at the date of his death, was ordinarily resident in Southern Rhodesia.

(5) His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Government of the Colony of Southern Rhodesia are agreed that for the purposes of this agreement " registration " means in relation to shares in companies registration in the main register of a company and are further agreed that branch registers, wheresoever maintained, are to be regarded as constituting part of the main register and are to be deemed to be situate where the main register is required by law to be kept.

(6) Any legislation introduced by His Majesty's Government in the Union of South Africa shall provide that it shall come into force if and when His Excellency the Governor-General of the Union is satisfied that the legislation hereunder contemplated by the Government of Southern Rhodesia has received His Majesty's assent.

(7) Any legislation introduced by the Government of Southern Rhodesia shall provide that it shall come into force if and when His Excellency the Governor of Southern Rhodesia is satisfied that the legislation hereunder contemplated by His Majesty's Government in the Union of South Africa has received His Majesty's assent.

I have, etc.

H. U. MOFFAT,
Premier.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.

Pretoria, 13th July, 1932.

droits de succession, amendée par les lois N° 31 de 1925 et N° 34 de 1930 et ayant pour objet d'exempter des droits de succession imposés par lesdites lois, les effets mobiliers situés dans la Rhodésie du Sud et transmis, ou étant réputés l'être aux fins desdites lois, lors du décès d'une personne ayant sa résidence habituelle dans l'Union.

2° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud conviennent de déposer aux Parlements de l'Union et de la Rhodésie du Sud respectivement, des projets de loi stipulant ce qui suit entre les territoires de l'Union et de la Rhodésie du Sud.

a) Les dettes hypothécaires constatées par des titres enregistrés dans les deux territoires seront réparties ; chaque territoire prendra la proportion de la dette totale que représente la valeur des biens hypothéqués dans ledit territoire par rapport au total des biens ainsi hypothéqués dans les deux territoires. La valeur des biens sera réputée être la valeur à la date du décès du *de cujus*, calculée en une unité monétaire commune.

b) Les dettes exigibles et les droits et actions dont l'exécution peut être poursuivie par devant les tribunaux des deux territoires seront réputés être entièrement des biens de la succession imposables dans le territoire où le *de cujus* avait sa résidence habituelle à la date de son décès.

c) Les polices d'assurance dont l'exécution peut être demandée aux tribunaux des deux territoires seront réputées biens de la succession imposables dans le territoire où le *de cujus* avait sa résidence habituelle à la date de son décès.

3° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine convient en outre de déposer au Parlement de l'Union un projet de loi stipulant que les actions des sociétés soumises à l'enregistrement dans la Rhodésie du Sud, seront exclues de la succession imposable dans l'Union lorsque le *de cujus* avait, lors de son décès, sa résidence habituelle dans l'Union.

4° Le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud convient également de déposer au Parlement de la Rhodésie du Sud un projet de loi stipulant que les actions des sociétés soumises à l'enregistrement dans l'Union seront exclues de la succession imposable dans la Rhodésie du Sud, lorsque le *de cujus* avait, lors de son décès, sa résidence habituelle en Rhodésie du Sud.

5° Le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud conviennent qu'aux fins du présent accord, le terme « enregistrement » signifie, en ce qui concerne les actions d'une société, l'inscription au registre du siège social ; ils conviennent également que, le cas échéant, les registres des succursales ou filiales doivent être considérées comme faisant partie du registre du siège social et comme étant situés au lieu où la loi exige que le registre du siège social soit conservé.

6° Toute législation introduite par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine stipulera qu'elle entrera en vigueur dès que Son Excellence le Gouverneur général de l'Union se sera assuré que la législation envisagée aux termes du présent accord par le Gouvernement de la Rhodésie du Sud a reçu l'agrément de Sa Majesté.

7° Toute législation introduite par le Gouvernement de la Rhodésie du Sud stipulera qu'elle entrera en vigueur dès que son Excellence le Gouverneur de la Rhodésie du Sud se sera assuré que la législation envisagée aux termes du présent accord par le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, a reçu l'agrément de Sa Majesté.

Veuillez agréer, etc.

Le Premier Ministre,
H. U. MOFFAT.

N° 3293.

FRANCE ET SUISSE

Convention concernant l'assistance aux indigents, avec protocole de signature. Signés à Paris, le 9 septembre 1931.

FRANCE AND SWITZERLAND

Convention concerning Assistance to Indigent Persons, with Protocol of Signature. Signed at Paris, September 9, 1931.

N° 3293. — CONVENTION[1] ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE CONCERNANT L'ASSISTANCE AUX INDIGENTS. SIGNÉE A PARIS, LE 9 SEPTEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 novembre 1933.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de faire bénéficier, dans la plus large mesure possible, leurs ressortissants respectifs du traitement national dans le domaine de l'assistance aux indigents, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. A. DUNANT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris, et

M. H. ROTHMUND, chef de la Division de police du Département fédéral de justice et police ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ce que les ressortissants indigents de l'autre partie résidant sur son territoire reçoivent, à l'égal de ses propres ressortissants et aux mêmes conditions que ceux-ci, l'assistance dont ils auraient besoin, y compris le traitement médical ainsi que les soins dans les hôpitaux, et, le cas échéant, une sépulture convenable en tant qu'il s'agit :

a) De personnes atteintes de maladies physiques ou mentales, de vieillards ou d'infirmes incapables de suffire à leurs besoins ;

b) D'enfants à l'entretien desquels ni leur famille ni des tiers ne pourvoient d'une manière suffisante ;

c) De femmes enceintes, en couches, ou allaitant leurs enfants.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 31 juillet 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3293. — CONVENTION [2] BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ASSISTANCE TO INDIGENT PERSONS. SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 9, 1931.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place November 9, 1933.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of extending as far as possible to their respective nationals national treatment in the matter of assistance to indigent persons, have resolved with this object to conclude a Convention and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. A. DUNANT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Paris, and

M. H. ROTHMUND, Chief of the Police Division in the Federal Department of Justice and Police ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the Contracting Parties undertakes that indigent nationals of the other Party residing in its territory shall receive, on a footing of equality with its own nationals and on the same conditions as the latter, such assistance as they may require, including medical attendance and hospital treatment and, if necessary, suitable burial, in so far as concerns :

(a) Persons suffering from physical or mental disease, or aged or infirm persons incapable of providing for themselves ;

(b) Children for whose upkeep neither their family nor third parties are making adequate provision ;

(c) Pregnant women, women in childbed, or nursing mothers.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, July 31, 1933.

Article 2.

Le pays de résidence a la faculté, soit de rapatrier dans le pays d'origine les ressortissants de ce dernier pays tombés à la charge de l'assistance publique, soit de réclamer au pays d'origine le remboursement des frais d'assistance.

Toutefois, le rapatriement sera évité lorsque l'assistance sera de caractère temporaire, notamment dans les cas d'assistance aux femmes en couches.

Article 3.

Le pays de résidence notifiera au pays d'origine, dans les conditions qui seront précisées par un accord administratif, les cas d'assistance entraînant l'application des dispositions de l'article 2. Il indiquera pour chaque assisté s'il entend procéder au rapatriement ou s'il demande à être indemnisé des frais d'assistance.

Le pays d'origine fera savoir au pays de résidence, dans les trente jours de la réception de chaque notification, s'il reconnaît l'assisté pour son ressortissant. Il fera en même temps connaître ses préférences pour le rapatriement ou pour le remboursement.

Si le pays d'origine se prononce pour le remboursement, le pays de résidence doit, en principe, renoncer au rapatriement, mais il peut maintenir sa décision en indiquant les raisons spéciales de sa détermination.

Le droit est reconnu au pays d'origine de demander, en tout temps, le rapatriement de ses ressortissants assistés dans le pays de résidence. La décision appartient dans tous les cas à ce dernier pays.

Si le pays d'origine ne reconnaît pas l'assisté pour son ressortissant ou s'il a un motif impérieux de refuser tant le rapatriement que la charge des frais d'assistance, il devra fournir les justifications nécessaires au pays de résidence dans le délai de trente jours fixé ci-dessus.

Article 4.

Les frais résultant de l'assistance sont à la charge du pays de résidence jusqu'à la date de réception par le pays d'origine de la notification prévue à l'article 3 et pendant les trente jours qui suivent cette date. Tous les frais ultérieurs d'assistance sont à la charge du pays d'origine jusqu'à la cessation de l'assistance ou jusqu'au jour du rapatriement. Les frais de transport jusqu'à la frontière du pays d'origine restent à la charge du pays de résidence.

Article 5.

Si le rapatriement n'est pas effectué dans les trente jours de l'acceptation du pays d'origine, celui-ci est libéré, dès l'expiration de ce délai, de l'obligation de rembourser les frais, à moins que l'assisté ne soit pas transportable ou que soient survenus entre-temps des empêchements non imputables au pays de résidence, en particulier des conditions de santé interdisant le transport. Avis des circonstances qui empêchent le transport doit être donné au pays d'origine aussitôt que possible et au plus tard le trentième jour à dater de l'acceptation du rapatriement par celui-ci.

Article 6.

Le compte général des frais d'assistance sera clos chaque année au 31 décembre. Il sera envoyé par chacun des deux pays à l'autre par la voie diplomatique le 31 mars.

Au cours du trimestre suivant, il sera procédé au règlement définitif des comptes et à la compensation jusqu'à concurrence des sommes réciproquement dues.

Article 2.

The country of residence shall have the right either to repatriate to the country of origin nationals of the last-named country who have become a burden on the public health services or to demand from the country of origin a refund of the costs of assistance.

Notwithstanding, repatriation shall be avoided when the assistance is of a temporary character, more particularly in the case of assistance to women in childbed.

Article 3.

The country of residence shall notify to the country of origin, according to conditions to be further defined in an administrative agreement, cases of assistance involving the application of the provisions of Article 2. It shall state for each person assisted whether it intends to adopt the procedure of repatriation or whether it demands a refund of the costs of assistance.

The country of origin shall inform the country of residence within thirty days after the receipt of each notification, whether it recognises the assisted person as its national. It shall at the same time state its preference as regards repatriation or refund.

If the country of origin pronounces in favour of a refund, the country of residence shall in principle renounce repatriation, but it may maintain its decision, giving the special reasons for so doing.

The country of origin shall have the right to demand at any time the repatriation of its nationals who have been assisted in the country of residence. The decision shall in every case rest with the last-named country.

If the country of origin does not recognise the assisted person as its national, or if it has an imperative reason for refusing both repatriation and responsibility for the costs of assistance, it shall communicate the necessary grounds therefor to the country of residence within the period of thirty days fixed above.

Article 4.

The costs involved by assistance shall be borne by the country of residence until the date of the receipt by the country of origin of the notification referred to in Article 3 and during the thirty days following that date. All subsequent costs of assistance shall be borne by the country of origin until the cessation of the assistance or until the date of repatriation. The cost of transport as far as the frontier of the country of origin shall be borne by the country of residence.

Article 5.

If the repatriation is not carried out within thirty days after acceptance by the country of origin, the latter shall be released, on the expiry of that period, from the obligation to refund the costs, unless the assisted person is not capable of being transported or obstacles have occurred in the meantime which are not due to the country of residence, more particularly conditions of health precluding transport. Notice of the circumstances which prevent transport shall be given to the country of origin as soon as possible and at latest on the thirtieth day as from the acceptance of the repatriation by the latter.

Article 6.

The general accounts of the costs of assistance shall be closed each year at December 31. They shall be sent by each of the two countries to the other through diplomatic channels on March 31.

During the following quarter there shall be a final settlement of accounts and all adjustments of claims up to the amount of the sums due by either party.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas éloigner de son territoire, parce qu'ils sont à la charge de l'assistance publique, les ressortissants de l'autre partie rentrant dans une des catégories prévues à l'article premier, si ce n'est par la voie du rapatriement et dans les conditions prévues par la présente convention.

La disposition de l'alinéa précédent n'empêche pas l'application des mesures de police, telle que l'expulsion, même à une personne assistée, si ces mesures sont la sanction normale d'infractions aux lois et règlements. L'application de ces mesures sera toutefois suspendue aussi longtemps que l'état de l'assisté y ferait obstacle.

Article 8.

Les mesures de détail pour l'application de la présente convention seront déterminées par un accord administratif.

L'exécution de la convention et de l'accord se fera par correspondance directe : 1° Pour les Suisses assistés en France entre la Légation de Suisse à Paris et le Ministère de la Santé publique ; 2° Pour les Français assistés en Suisse, entre l'Ambassade de France à Berne et la Division de police du Département fédéral de Justice et Police.

Article 9.

Les divergences d'interprétation de la présente convention seront réglées par voie diplomatique. Chacune des Parties contractantes peut exiger qu'une divergence d'interprétation soit soumise, pour décision, à une commission mixte. Cette commission sera composée de deux membres, chacune des Parties contractantes en désignant un. Si cette commission n'arrive pas à résoudre le différend, les deux membres qui la composent désigneront d'un commun accord un tiers arbitre pour les départager.

Article 10.

La présente convention s'applique au territoire métropolitain de la France.

En Algérie, les citoyens suisses bénéficieront, dans les limites et sous les conditions prévues par la convention, du traitement auquel les citoyens français y ont droit.

Les ressortissants français auxquels s'applique la présente convention sont ceux qui ont la qualité de citoyens français ou de sujets algériens.

Article 11.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification. Elle est conclue pour cinq ans. Si aucune des Parties contractantes ne la dénonce un an avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur jusqu'à l'échéance d'une année, dès le jour où l'une des parties l'aura dénoncée. Elle remplace la Convention[1] conclue le 27 septembre 1882, entre la France et la Suisse, au sujet de l'assistance gratuite des aliénés et des enfants abandonnés.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, en double original, à Paris, le neuf septembre mil neuf cent trente et un.

(Signé) DUNANT. *(Signé)* BRIAND.
(Signé) ROTHMUND.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome IX, page 587.

Article 7.

Each of the Contracting Parties undertakes not to remove from its territory nationals of the other Party coming under one of the categories for which Article 1 provides, for the reason that they are in receipt of public assistance, save only by way of repatriation and under the conditions for which the present Convention provides.

The provision of the preceding paragraph shall not preclude the application of police measures such as expulsion, even to a person in receipt of assistance, if such measures are the normal penalty for infractions of laws or regulations. Nevertheless the application of such measures shall be suspended for such time as the status of the assisted person constitutes an obstacle thereto.

Article 8.

Detailed measures in application of the present Convention shall be determined by administrative agreement.

The execution of the Convention and Agreement shall be effected by direct correspondence (1) in the case of Swiss nationals in receipt of assistance in France, between the Swiss Legation in Paris and the Ministry of Public Health, and (2) in the case of French nationals in receipt of assistance in Switzerland, between the French Embassy at Berne and the Police Division of the Federal Department of Justice and Police.

Article 9.

Differences in regard to the interpretation of the present Convention shall be settled through diplomatic channels. Either Contracting Party may require the submission of a difference of interpretation to a Mixed Commission for decision. Such Commission shall be composed of two members, of whom each of the Contracting Parties shall nominate one. If the Mixed Commission does not arrive at a settlement of the difference, the two members of whom it is composed shall nominate a third party as arbitrator by common agreement to give a casting vote.

Article 10.

The present Convention shall apply to the home territory of France.

In Algeria Swiss citizens shall enjoy, within the limits and subject to the conditions for which the Convention provides, the same treatment as that to which French citizens are entitled.

French nationals within the meaning of the present Convention are such as have the qualifications of French citizens or Algerian subjects.

Article 11.

The present Convention shall come into force three months after the exchange of the instruments of ratification. It is concluded for five years. If not denounced by either of the Contracting Parties one year before the expiry of this period, it shall remain in force until the expiry of one year from the date of its denunciation by one of the Parties. It shall replace the Convention concluded on September 27, 1882, between France and Switzerland in regard to free assistance to insane persons and foundlings.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate original in Paris, this ninth day of September nineteen hundred and thirty-one.

(Signed) DUNANT. *(Signed)* BRIAND.
(Signed) ROTHMUND.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

I.

La présente convention pose le principe que c'est le pays de résidence de l'assisté qui décide en dernier ressort si le rapatriement sera effectué ou non. Cette règle, qui a l'avantage d'imposer une solution, les Parties contractantes entendent l'appliquer avec la modération voulue. C'est ainsi qu'il n'entre pas dans leurs vues de procéder à un rapatriement lorsque des raisons d'humanité y font obstacle, par exemple lorsque cette mesure aurait pour effet de rompre des liens de famille ou d'étroites attaches avec le pays résultant de l'indigénat ou d'un très long séjour ou encore si elle compromettait pour l'avenir la situation de l'assisté.

Dans le même esprit, les Parties contractantes admettent que le rapatriement puisse comprendre aussi le conjoint et les enfants mineurs de l'assisté ou les père et mère d'un enfant assisté, mais le rapatriement desdites personnes n'interviendrait que d'un commun accord entre les deux pays.

II.

Etant donnée l'assistance dont bénéficient les Français en Suisse en dehors des cas prévus par la présente convention, il est entendu que, à titre de réciprocité, les Suisses recevront en France les allocations pour charges de famille ayant un caractère de simple secours, à condition que leurs familles y résident avec eux. Toutefois, les Suisses n'auront pas droit en France aux allocations ayant le caractère d'encouragement direct à la natalité nationale.

III.

Ne sont pas considérées comme ayant la résidence prévue par l'article premier de la présente convention les personnes qui se sont rendues dans l'un des deux pays dans l'intention manifeste de s'y faire soigner pour une maladie existant au moment où elles y sont entrées.

IV.

Dans les circonstances prévues par le second alinéa de l'article 2, les Parties contractantes éviteront également de réclamer le remboursement des frais d'assistance dans les cas où la durée de l'assistance n'excéderait que de peu de jours le délai fixé à l'article 4.

V.

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour que, dans les cas où les ressortissants de l'un des deux pays sont à la charge de l'assistance publique de l'autre pays, dans des conditions de caractère permanent, pour des causes autres que celles visées par la présente convention, le rapatriement pourra être envisagé. Il sera effectué jusqu'à la frontière aux frais du pays de résidence et seulement d'un commun accord entre les deux pays.

Les deux Parties contractantes s'efforceront de prendre des mesures pour abréger le plus possible les délais actuellement en usage pour les rapatriements.

VI.

Les dispositions de la présente convention visent les assistés que chacune des Parties contractantes reconnaît pour ses ressortissants. Le pays requis de rapatrier un assisté ne pourra

PROTOCOL OF SIGNATURE.

I.

The present Convention lays down the principle that the country of residence of the assisted person shall decide in the last resort whether repatriation shall be carried out or not. This rule, which has the advantage of imposing a solution, will be applied by the Contracting Parties, with the necessary moderation. Accordingly, it is not their intention to proceed to repatriation when reasons of humanity would preclude such a course, for example, when that measure would have the effect of breaking family ties or links of attachment with the country resulting from rights of citizenship (" indigénat ") or from a very lengthy stay, or, again, if it would compromise the future of the assisted person.

In the same spirit, the Contracting Parties agree that repatriation may include also the husband or wife and the children of the assisted person who are under age, or the father and mother of an assisted child, but the repatriation of the said persons would be carried out only by joint agreement between the two countries.

II.

In view of the assistance enjoyed by French subjects in Switzerland outside the cases provided for in the present Convention, it is understood that, as a measure of reciprocity, Swiss subjects shall receive in France family allowances having the character of ordinary relief on condition that their families reside therein. Nevertheless, Swiss subjects shall not be entitled in France to allowances having the character of direct encouragement of the national birth rate.

III.

Persons having proceeded to one of the two countries with the manifest intention of obtaining treatment for an illness existing at the moment when they proceeded thither shall not be regarded as having the residence provided for in Article 1 of the present Convention.

IV.

In the circumstances laid down in the second paragraph of Article 2 the Contracting Parties shall also refrain from claiming the refund of assistance costs in cases when the duration of assistance only exceeds by a few days the period specified in Article 4.

V.

The two Contracting Parties agree that, in cases in which nationals of one of the two countries are supported by the public assistance authorities of the other country in circumstances of a permanent character for reasons other than those referred to in the present Convention, repatriation may be considered. It shall be effected as far as the frontier at the expense of the country of residence, and only by common agreement between the two countries.

The two Contracting Parties shall endeavour to take steps to shorten as much as possible the time-limits at present in force for repatriations.

VI.

The provisions of the present Convention refer to assisted persons whom each of the Contracting Parties recognises as its nationals. The country called upon to repatriate an assisted person may

s'y refuser pour le motif qu'il n'est pas son ressortissant si l'assisté est en possession, soit d'un passeport national à lui délivré par une autorité du pays requis ne mentionnant pas une nationalité étrangère, soit d'un certificat d'immatriculation à lui remis par un agent diplomatique ou consulaire dudit pays spécifiant que le titulaire est ressortissant de celui-ci. En ce cas, le pays de résidence ne peut réclamer que le rapatriement. Si le rapatriement n'est pas effectué par celui-ci dans le délai prévu à l'article 5 de la convention, le pays requis sera dégagé tant de l'obligation de recevoir l'assisté que du remboursement des frais ultérieurs.

VII.

En signant la présente convention, les Parties contractantes n'ont pas eu l'intention de porter atteinte au droit des deux pays de réclamer le remboursement de leurs frais à l'assisté lui-même ou aux personnes légalement tenues de fournir l'assistance à ce dernier. Les Parties contractantes se prêteront leur concours dans la mesure où la législation nationale le leur permet, pour donner effet à cette réclamation.

VIII.

Désireuses d'assurer dans la plus large mesure possible le traitement national aux Suisses en France et aux Français en Suisse, les Parties contractantes veilleront à ce que l'égalité de traitement, réalisée pour les catégories d'assistance prévues par la présente convention s'applique, en vertu d'arrangements ultérieurs, au développement éventuel de leurs législations dans ce domaine.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole, en double original, à Paris, le neuf septembre mil neuf cent trente et un.

(Signé) DUNANT. *(Signé)* BRIAND.
(Signé) ROTHMUND.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 octobre 1933.
Le Chancelier de la Confédération,
Kæslin.

not refuse on the ground that such person is not its national, if the assisted person is in possession either of a national passport issued to him by an authority of the country applied to, not mentioning a foreign nationality, or a registration certificate delivered to him by a diplomatic or consular agent of the said country, stating that the holder is a national thereof. In this case the country of residence may only claim repatriation. If repatriation is not effected by the latter within the period specified in Article 5 of the Convention, the country applied to shall be exempted both from the obligation to receive the assisted person and from the refund of subsequent expenses.

VII.

In signing the present Convention the Contracting Parties do not intend to affect the right of the two countries to claim the refund of their costs from the assisted person himself or from the persons legally obliged to assist him. The Contracting Parties shall provide each other with such help, as their national legislation permits, to make good such claims.

VIII.

Being anxious to ensure national treatment to the greatest possible extent to Swiss subjects in France and to French subjects in Switzerland, the Contracting Parties shall take steps to ensure that the equality of treatment laid down for the categories of assistance provided for in the present Convention shall be provided for by means of subsequent agreements, in any new developments which may take place in their legislations in this field.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol in duplicate originals at Paris on September 9, 1931.

(Signed) DUNANT. *(Signed)* BRIAND.
(Signed) ROTHMUND.

N° 3294.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord commercial. Londres, le 6 juillet 1933.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND LATVIA

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. London, July 6, 1933.

No. 3294. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE LATVIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. LONDON, JULY 6, 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 novembre 1933.

I.

FOREIGN OFFICE.
No. 4989/1/63.

6th July 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom, being desirous of coming to an agreement with the Latvian Government for the purpose of further facilitating trade between the two countries, are prepared to conclude an agreement in the following terms.

(1) During the currency of the agreement any notification of denunciation given by either contracting party under paragraph 1 of Article 28 of Treaty[1] of Commerce and Navigation signed at London on the 22nd June, 1923, between His Majesty and the President of the Latvian Republic, shall require fifteen months instead of twelve months to take effect.

(2) *(a)* His Majesty's Government in the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of the imports into the United Kingdom of bacon and hams, butter or eggs, the produce of Latvia, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or of related products. In the event of such regulation of imports being introduced in the case of all or any of these products, the following provisions shall have effect in so far as they may be applicable.

(b) His Majesty's Government in the United Kingdom will, in any such event, allot to Latvia an equitable share of permitted foreign imports having regard to the proportion of total foreign imports of those products which has been supplied by Latvia in recent years. Allocations to Latvia will be made on the same basis as, and on conditions not less favourable than, allocations to any other foreign country.

[1] Vol. XX, page 395 ; vol. XXVII, page 422 ; et vol. LXXXVIII, page 295, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3294. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT LETTON COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. LONDRES, LE 6 JUILLET 1933.

English official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place November 9, 1933.

I.

FOREIGN OFFICE.
N° 4989/1/63.

6 *juillet* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, désireux d'arriver à un accord avec le Gouvernement letton en vue de faciliter le commerce entre les deux pays, est disposé à conclure un accord dans les termes suivants :

1° Pendant la durée de l'accord, toute notification de dénonciation donnée par l'une des Parties contractantes, en vertu du paragraphe 1 de l'article 28 du Traité[2] de commerce et de navigation, signé à Londres le 22 juin 1923, entre Sa Majesté et le Président de la République de Lettonie, ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de quinze mois au lieu de douze.

2° *a)* Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage à ne pas réglementer la quantité des importations dans le Royaume-Uni de lard et jambon, de beurre ou œufs, produits en Lettonie, sauf dans la mesure où telle réglementation pourrait être nécessaire pour assurer l'application efficace d'un ou plusieurs plans de réglementation de la vente de la production nationale de ces articles ou d'articles qui leur sont apparentés. Au cas où une telle réglementation des importations serait instituée pour l'ensemble ou pour l'un quelconque de ces articles, les dispositions suivantes seront mises en vigueur dans la mesure où elles seront applicables.

b) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accordera en pareil cas à la Lettonie une part équitable des importations étrangères autorisées, en tenant compte de la proportion que représentent les produits fournis par la Lettonie au cours des dernières années par rapport au total des importations étrangères de ces mêmes produits. Les contingents attribués à la Lettonie le seront sur la même base et à des conditions au moins aussi favorables que les contingents attribués à tout autre pays étranger.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. XX, page 395 ; Vol. XXVII, page 423 ; and Vol. LXXXVIII, page 295, of this Series.

(c) His Majesty's Government in the United Kingdom declare that they will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of bacon and hams, or butter or eggs, the produce of Latvia, without first giving the Latvian Government an opportunity of discussing any allocation to Latvia with a view to securing that it is made in accordance with the above assurance.

(d) It is understood that the term " foreign country " in the preceding subparagraph *(b)* means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations and the term " foreign imports " means imports from a foreign country as so defined.

(3) The Latvian Government, in respect of herrings salted or cured in the United Kingdom and exported therefrom :

(a) Undertake that no duty other or higher than an import duty of 5 lats a barrel shall be levied on the importation of such herrings into Latvia, and declare that the existing 5% *ad valorem* surtax is being abolished, and will not be re-imposed.

(b) Declare that there is at present no tax on purchases of foreign exchange required for the purposes of payment in respect of such herrings, and that they have no intention of recommending the imposition of such a tax. If any such tax is imposed His Majesty's Government shall have the right, notwithstanding the provisions of the fifth paragraph of this note, to give notice to the Latvian Government terminating the agreement immediately.

(c) Undertake that applications for foreign exchange in respect of purchases of such herrings shall be granted in full with as little delay as possible. It is recognised that in the event of applications for an abnormal amount of exchange being made at any one time, it may be necessary to release the exchange required gradually.

(d) Undertake that licences shall be issued during the year ending the 30th June, 1934, permitting the importation into Latvia of such herrings for the purpose of consumption in the country up to a quantity not less than 10,000 metric tons, being approximately 75% of the quantity imported for that purpose in 1931.

(4) Both Governments undertake to keep in view the balance of trade between the United Kingdom and Latvia, and the Latvian Government recognise that it is in the interest of both countries that the present disparity in that balance should be readjusted as far as possible by the increase of the sales in Latvia of goods the produce or manufacture of the United Kingdom.

(5) This agreement shall come into operation as from the 15th July, 1933. The undertakings on either side set out in the preceding paragraphs shall remain in force for one year from that date, except where the contrary is expressly stated, and the currency of the agreement shall be deemed to be the said period of one year.

2. If the Latvian Government are prepared to accept these proposals, this note and a reply from you notifying their acceptance will constitute an agreement between the two Governments accordingly.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant.

For the Secretary of State :
(Signed) F. ASHTON-GWATKIN.

Monsieur Charles Louis Seya,
etc., etc., etc.

c) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni déclare qu'il ne procédera pas à une réglementation forcée de la quantité des importations dans le Royaume-Uni de lard et jambon ou de beurre ou œufs produits en Lettonie sans donner préalablement au Gouvernement letton la possibilité de discuter toute attribution de contingent à la Lettonie et de s'assurer que ladite attribution est faite conformément à l'assurance donnée ci-dessus.

d) Il est entendu que le terme « pays étranger » employé au point *b)* ci-dessus signifie un pays qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique et qui n'est ni un territoire sous le protectorat ou la suzeraineté britannique, ni un territoire sous mandat exercé par le Gouvernement d'une partie du Commonwealth britannique, et que le terme « importations étrangères » signifie les importations en provenance d'un pays étranger au sens qui vient d'être défini.

3° Au sujet des harengs salés ou séchés dans le Royaume-Uni et exportés de ce pays, le Gouvernement letton :

a) S'engage à ne percevoir à l'importation de ces harengs en Lettonie de droits autres ni plus élevés qu'un droit d'importation de 5 lats par baril et déclare que la surtaxe actuelle de 5 % *ad valorem* est sur le point d'être abolie et ne sera pas rétablie.

b) Déclare qu'il n'est pas perçu actuellement de taxe sur l'achat des devises étrangères nécessaires pour le paiement desdits harengs et qu'il n'a pas l'intention de recommander l'importation d'une telle taxe. Si une telle taxe est imposée, le Gouvernement de Sa Majesté aura le droit, nonobstant les dispositions du paragraphe 5 de la présente note, de donner au Gouvernement letton un avis mettant fin immédiatement au présent accord ;

c) S'engage à faire en sorte que les demandes de devises étrangères pour l'achat de ces harengs soient satisfaites intégralement dans le plus bref délai possible. Il est reconnu qu'au cas où des demandes portant sur un montant exagéré de devises étrangères seraient présentées en même temps, il pourrait être nécessaire de ne délivrer que graduellement les devises étrangères demandées ;

d) S'engage à délivrer dans le courant de l'année prenant fin le 30 juin 1934 des licences permettant l'importation de ces harengs en Lettonie, pour la consommation intérieure, jusqu'à concurrence d'une quantité qui ne sera pas inférieure à 10.000 tonnes métriques, soit approximativement 75 % de la quantité importée en 1931 à cette fin.

4° Les deux gouvernements s'engagent à tenir compte de la balance commerciale entre le Royaume-Uni et la Lettonie ; le Gouvernement letton reconnaît qu'il est de l'intérêt des deux pays qu'il soit remédié dans la mesure du possible au déséquilibre actuel de cette balance par l'accroissement des ventes en Lettonie de marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni.

5° Le présent accord entrera en vigueur le 15 juillet 1933. Les obligations assumées de part et d'autre, telles qu'elles sont exposées dans les paragraphes précédents, resteront en vigueur pendant une année à partir de cette date, sauf stipulation contraire expresse, et la durée de l'accord sera considérée comme étant ladite période d'un an.

2. Si le Gouvernement letton est disposé à accepter ces propositions, la présente note et la réponse par laquelle vous notifierez son acceptation constitueront un accord entre les deux gouvernements sur la base de ces propositions.

Veuillez, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) F. ASHTON-GWATKIN.

Monsieur Charles Louis Seya,
etc., etc., etc.

II.

LATVIAN LEGATION.
No. S. 610.39/2988.

LONDON, *6th July* 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of even date No. N. 4989/1/63, regarding the importation of herrings into Latvia, and which reads as follows :

(1) During the currency of the agreement any notification of denunciation given by either contracting party under paragraph 1 of Article 28 of Treaty of Commerce and Navigation signed at London on the 22nd June, 1923, between His Majesty and the President of the Latvian Republic, shall require fifteen months instead of twelve months to take effect.

(2) *(a)* His Majesty's Government in the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of the imports into the United Kingdom of bacon and hams, butter or eggs, the produce of Latvia, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or of related products. In the event of such regulation of imports being introduced in the case of all or any of these products, the following provisions shall have effect in so far as they may be applicable.

(b) His Majesty's Government in the United Kingdom will, in any such event, allot to Latvia an equitable share of permitted foreign imports having regard to the proportion of total foreign imports of those products which has been supplied by Latvia in recent years. Allocations to Latvia will be made on the same basis as, and on conditions not less favourable than, allocations to any other foreign country.

(c) His Majesty's Government in the United Kingdom declare that they will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of bacon and hams, or butter or eggs, the produce of Latvia, without first giving the Latvian Government an opportunity of discussing any allocation to Latvia with a view to securing that it is made in accordance with the above assurance.

(d) It is understood that the term " foreign country " in the preceding sub-paragraph *(b)* means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations, and the term " foreign imports " means imports from a foreign country as so defined.

(3) The Latvian Government, in respect of herrings salted or cured in the United Kingdom and exported therefrom :

(a) Undertake that no duty other or higher than an import duty of 5 lats a barrel shall be levied on the importation of such herrings into Latvia, and declare that the existing 5% ad valorem surtax is being abolished, and will not be re-imposed.

(b) Declare that there is at present no tax on purchases of foreign exchange required for the purposes of payment in respect of such herrings, and that they have no intention of recommending the imposition of such a tax. If any such tax is imposed His Majesty's Government shall have the right, notwithstanding the provisions of the fifth paragraph of this note, to give notice to the Latvian Government terminating the agreement immediately.

(c) Undertake that applications for foreign exchange in respect of purchases of such herrings shall be granted in full with as little delay as possible. It is recognised

II.

LÊGATION DE LETTONIE.
N° S. 610.39/2988.

LONDRES, *le* 6 *juillet* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence datée de ce jour, N° N. 4989/1/63, concernant l'importation de harengs en Lettonie et qui est conçue comme suit :

1° Pendant la durée de l'accord, toute notification de dénonciation donnée par l'une des parties contractantes, en vertu du paragraphe 1 de l'article 28 du Traité de commerce et de navigation signé à Londres le 22 juin 1923 entre Sa Majesté et le Président de la République de Lettonie, ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de quinze mois au lieu de douze.

2° *a)* Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage à ne pas réglementer la quantité des importations dans le Royaume-Uni de lard et jambon, de beurre ou œufs produits en Lettonie, sauf dans la mesure où une telle réglementation pourrait être nécessaire pour assurer l'application efficace d'un ou plusieurs plans de réglementation de la vente de la production nationale de ces articles ou d'articles qui leur sont apparentés. Au cas où une telle réglementation des importations serait instituée pour l'ensemble ou pour l'un quelconque de ces articles, les dispositions suivantes seront mises en vigueur dans la mesure où elles seront applicables.

b) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accordera en pareil cas à la Lettonie une part équitable des importations étrangères autorisées en tenant compte de la proportion que représentent les produits fournis par la Lettonie au cours des dernières années par rapport au total des importations étrangères de ces mêmes produits. Les contingents attribués à la Lettonie le seront sur la même base et à des conditions au moins aussi favorables que les contingents attribués à tout autre pays étranger.

c) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni déclare qu'il ne procédera pas à une réglementation forcée de la quantité des importations dans le Royaume-Uni de lard et jambon ou de beurre ou œufs produits en Lettonie, sans donner préalablement au Gouvernement letton la possibilité de discuter toute attribution de contingent à la Lettonie et de s'assurer que ladite attribution est faite conformément à l'assurance donnée ci-dessus.

d) Il est entendu que le terme « pays étranger » employé au point *b)* ci-dessus, signifie un pays qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique et qui n'est ni un territoire sous le protectorat ou la suzeraineté britannique, ni un territoire sous mandat exercé par le gouvernement d'une partie du Commonwealth britannique et que le terme « importations étrangères » signifie les importations en provenance d'un pays étranger au sens qui vient d'être défini.

3° Au sujet des harengs salés ou séchés dans le Royaume-Uni et exporté de ce pays, le Gouvernement letton :

a) S'engage à ne percevoir à l'importation de ces harengs en Lettonie de droits autres ni plus élevés qu'un droit d'importation de 5 lats par baril et déclare que la surtaxe actuelle de 5 % *ad valorem* est sur le point d'être abolie et ne sera pas rétablie.

b) Déclare qu'il n'est pas perçu actuellement de taxe sur l'achat des devises étrangères nécessaires pour le paiement desdits harengs et qu'il n'a pas l'intention de recommander l'imposition d'une telle taxe. Si une telle taxe est imposée, le Gouvernement de Sa Majesté aura le droit, nonobstant les dispositions du paragraphe 5 de la présente note, de donner au Gouvernement letton un avis mettant fin immédiatement au présent accord ;

c) S'engage à faire en sorte que les demandes de devises étrangères pour l'achat de ces harengs soient satisfaites intégralement dans le plus bref délai possible. Il est

that in the event of applications for an abnormal amount of exchange being made at any one time, it may be necessary to release the exchange required gradually.

(d) Undertake that licences shall be issued during the year ending the 30th June, 1934, permitting the importation into Latvia of such herrings for the purpose of consumption in the country up to a quantity not less than 10,000 metric tons, being approximately 75 % of the quantity imported for that purpose in 1931.

(4) Both Governments undertake to keep in view the balance of trade between the United Kingdom and Latvia, and the Latvian Government recognise that it is in the interest of both countries that the present disparity in that balance should be readjusted as far as possible by the increase of the sales in Latvia of goods the produce or manufacture of the United Kingdom.

(5) This agreement shall come into operation as from the 15th July, 1933. The undertakings on either side set out in the preceding paragraphs shall remain in force for one year from that date, except where the contrary is expressly stated, and the currency of the agreement shall be deemed to be the said period of one year.

The Latvian Government being desirous of fostering the trade of Latvia with the United Kingdom, has instructed me to accept these proposals, and consequently an agreement between the two Governments is deemed as being concluded on the terms set forth in the above-mentioned note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble Servant,

(Signed) Ch. L. SEYA,
Chargé d'Affaires ad. int.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général,
Munters.

Riga, le 3 novembre 1933.

---

reconnu qu'au cas où des demandes portant sur un montant exagéré de devises étrangères seraient présentées en même temps, il pourrait être nécessaire de ne délivrer que graduellement les devises étrangères demandées ;

d) S'engage à délivrer dans le courant de l'année prenant fin le 30 juin 1934 des licences permettant l'importation de ces harengs en Lettonie, pour la consommation intérieure, jusqu'à concurrence d'une quantité qui ne sera pas inférieure à 10.000 tonnes métriques, soit approximativement 75 % de la quantité importée à cette fin en 1931.

4° Les deux gouvernements s'engagent à tenir compte de la balance commerciale entre le Royaume-Uni et la Lettonie ; le Gouvernement letton reconnaît qu'il est de l'intérêt des deux pays qu'il soit remédié dans la mesure du possible au déséquilibre actuel de cette balance par l'accroissement des ventes en Lettonie de marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni.

5° Le présent accord entrera en vigueur le 15 juillet 1933. Les obligations assumées de part et d'autre telles qu'elles sont exposées dans le paragraphe précédent, resteront en vigueur pendant une année à partir de cette date, sauf stipulation contraire expresse, et la durée de l'accord sera considérée comme étant ladite période d'un an.

Le Gouvernement letton, désireux de favoriser le commerce de la Lettonie avec le Royaume-Uni, m'a chargé d'accepter ces propositions et, en conséquence, un accord entre les deux gouvernements est considéré comme conclu aux conditions exposées dans la note susmentionnée.

Veuillez, etc.

(Signé) Ch. L. SEYA,
Chargé d'Affaires, p. i.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 3295.

HONGRIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention au sujet de l'application du règlement international de police de la navigation sur le secteur du Danube qui forme frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ainsi qu'au sujet de la réglementation de l'exercice de la navigation sur ledit secteur du fleuve, avec protocole additionnel, signés à Praha, le 14 novembre 1928, et second protocole additionnel, signé à Budapest, le 30 janvier 1931 et à Praha, le 10 mars 1931.

HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention with regard to the Application of the International Police Regulations for Navigation on the Section of the Danube forming the Frontier between Hungary and Czechoslovakia, and with regard to the Regulation of Navigation on the said Section of the River, with Additional Protocol, signed at Prague, November 14, 1928, and Second Additional Protocol, signed at Budapest, January 30, 1931, and at Prague, March 10, 1931.

N° 3295. — CONVENTION[1] ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, AU SUJET DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT INTERNATIONAL DE POLICE DE LA NAVIGATION SUR LE SECTEUR DU DANUBE QUI FORME FRONTIÈRE ENTRE LA HONGRIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, AINSI QU'AU SUJET DE LA RÉGLEMENTATION DE L'EXERCICE DE LA NAVIGATION SUR LEDIT SECTEUR DU FLEUVE. SIGNÉE A PRAHA, LE 14 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. *de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 15 *novembre* 1933.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, animés du désir d'assurer, conformément à l'article XXIV de la Convention[2] établissant le Statut définitif du Danube, signée à Paris, le 23 juillet 1921, l'application uniforme du Règlement international de police de la navigation sur le secteur du Danube formant frontière, ainsi que de régler l'exercice de la navigation sur ledit secteur du fleuve, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Gabriel TÁNCZOS, général de cavalerie en retraite;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

L'ingénieur Václav ROUBIK, commissaire tchécoslovaque pour la délimitation des frontières de l'Etat,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants ;

A. APPLICATION DU RÈGLEMENT DE POLICE DE LA NAVIGATION.

Article premier.

1. Sur le secteur du Danube formant frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, chacune des Parties contractantes exercera, conformément aux dispositions de l'article XXIV du Statut du Danube, la juridiction qui lui appartient d'après le Règlement de police de la navigation, et cela, dans les limites de sa souveraineté territoriale.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 27 mai 1933.

[2] Vol. XXVI, page 173 ; et vol. CXVII, page 55, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3295. — CONVENTION [2] BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, WITH REGARD TO THE APPLICATION OF THE INTERNATIONAL POLICE REGULATIONS FOR NAVIGATION ON THE SECTION OF THE DANUBE FORMING THE FRONTIER BETWEEN HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA, AND WITH REGARD TO THE REGULATION OF NAVIGATION ON THE SAID SECTION OF THE RIVER. SIGNED AT PRAGUE, NOVEMBER 14, 1928.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November* 15, 1933.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, desirous of ensuring, in accordance with Article XXIV of the Convention [3] establishing the definitive Statute of the Danube, signed at Paris on July 23, 1921, the uniform application of the international police regulations for navigation on the section of the Danube forming the frontier, and of regulating navigation on the said section of the river, have decided to conclude a Convention and have appointed for that purpose as their plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Gabriel TÁNCZOS, General Officer commanding the Cavalry (retired) ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Václav ROUBIK, Engineer, Czechoslovak Commissioner for the Delimitation of the State Frontiers ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following articles :

A. APPLICATION OF THE POLICE REGULATIONS FOR NAVIGATION.

Article 1.

1. On the sector of the Danube which forms the frontier between Hungary and Czechoslovakia each of the Contracting Parties shall, in accordance with Article XXIV of the Statute of the Danube, exercise the jurisdiction to which it is entitled under the police regulations for navigation, within the limits of its territorial sovereignty.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, May 27, 1933.

[3] Vol. XXVI, page 173 ; and Vol. CXVII, page 55, of this Series.

2. S'il se produit sur le secteur du Danube formant frontière entre les Parties contractantes une infraction au Règlement de police de la navigation ou tout autre incident de navigation motivant l'intervention des autorités, celle des autorités compétentes des deux Parties contractantes qui arrivera la première sur les lieux, pourra intervenir et prendre les dispositions nécessaires. Cela s'applique aussi au cas où il ne serait pas possible de constater immédiatement et avec certitude sur quel territoire a eu lieu l'infraction au règlement ou l'incident de navigation.

3. Dans les cas mentionnés à l'alinéa précédent, l'autorité qui est intervenue la première et qui a pris les dispositions nécessaires est tenue d'en aviser sans retard l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, de lui transmettre l'affaire avec toutes les pièces et tous les objets du dossier ainsi que de l'informer des mesures provisoires qui auront été prises s'il est établi plus tard que le lieu où le fait s'est produit relève de la juridiction de celle-ci.

4. Lorsque l'infraction ou l'incident a eu lieu exactement sur la ligne frontière dans le Danube ou s'il est impossible de déterminer sur quel territoire l'infraction ou l'incident s'est produit, l'autorité (office) qui est intervenue la première restera saisie de l'affaire et après l'avoir terminée, communiquera le résultat à l'autorité (office) compétente de l'autre Partie contractante.

Article 2.

1. Toutes les autorités, offices et organes des deux Parties contractantes, susceptibles d'entrer en considération ici, ont le devoir de prêter leur concours aux autorités, offices et organes correspondants de l'autre partie pour permettre à ceux-ci d'exercer leurs droits et obligations, de les informer — dans ce but — de toutes les données nécessaires dont ils disposent et de leur transmettre tous les renseignements qui parviennent à leur connaissance.

2. Les deux Parties contractantes aviseront leurs autorités, offices et organes d'avoir à recevoir des autorités, offices et organes de l'autre Partie contractante les communications relatives aux infractions au règlement de police de la navigation provisoirement établies sur le secteur du Danube formant frontière et de donner à ces communications la suite qu'elles comportent. De même les autorités, offices et organes mentionnés sont tenus de prendre les mesures susvisées s'ils reçoivent de source privée, digne de foi, la nouvelle d'un incident de navigation nécessitant l'intervention d'après le Règlement de police de la navigation, et cela sans distinction de nationalité du pavillon du bateau ou des personnes dont émane l'information.

3. Les autorités, offices et organes des Parties contractantes s'aviseront mutuellement et dans le plus bref délai s'ils constatent une infraction au Règlement de police de la navigation ou un incident de navigation sur le territoire de l'autre Partie contractante ou s'ils en sont autrement informés.

4. Pour faciliter l'assistance réciproque stipulée aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, il est permis aux agents non armés des autorités, offices et organes compétents de circuler librement en service sans avis préalable, dans des canots (bateaux) non armés battant pavillon de la police de la navigation. Dans ce cas, les agents susvisés sont exempts de l'obligation des passeports et des visas ; ils doivent toutefois être porteurs d'un ordre de service à court terme (48 heures au maximum) émanant de l'autorité de police de la navigation compétente et d'une carte d'identité munie de leur photographie. L'équipage du canot (bateau) pourra se composer de quatre personnes au plus et débarquer sur la rive de l'autre Partie contractante seulement avec l'autorisation des organes du service des frontières. Les dispositions précédentes ne portant aucune atteinte aux prescriptions douanières.

2. If on the section of the Danube which forms the frontier between the Contracting Parties a breach of the police regulations for navigation is committed or any other occurrence connected with navigation takes place which requires action on the part of the authorities, the competent authority of either Contracting Party which first arrives on the spot may take action and make the necessary arrangements. This shall also apply to cases in which it is not possible to ascertain immediately and with certainty on which territory the breach of the regulations or the occurrence connected with navigation took place.

3. In the cases mentioned in the previous paragraph, the authority which has first dealt with the case and which has taken the necessary measures shall be obliged immediately to notify the competent authority of the other Contracting Party and to hand the affair over to it together with all documents and articles connected with the case and to inform it what provisional measures have been taken, should it be later established that the place at which the incident took place is under the jurisdiction of the other Party.

4. Should the breach of the regulations or the occurrence have taken place on the actual frontier line in the Danube or should it be impossible to ascertain on which territory the breach or occurrence took place, the authority (office) which first dealt with the matter shall remain in charge of the case, and after having settled it, shall communicate the result to the competent authority (office) of the other Contracting Party.

Article 2.

1. All authorities, offices and organs of the two Contracting Parties which the present Convention is liable to concern shall be obliged to assist the corresponding authorities, offices and organs of the other Party, in order to enable them to carry out their duties and obligations, and to communicate to them for that purpose all necessary data at their disposal and to forward to them any information that may be brought to their notice.

2. The two Contracting Parties shall notify their authorities, offices and organs that they shall receive from the authorities, offices and organs of the other Contracting Party communications concerning breaches of the Police Regulations for Navigation which have been provisionally established on the sector of the Danube forming the frontier and that they shall take the necessary action in respect of said communications. Likewise the above-mentioned authorities, offices and organs shall be obliged to take the above-mentioned action, should they receive information from a trustworthy private source with respect to an occurrence connected with navigation which necessitates action under the Police Regulations for Navigation, such action being taken irrespective of the flag of the vessel concerned or of the nationality of the persons from whom the information is received.

3. The authorities, offices and organs of the Contracting Parties shall notify to each other as soon as posssible any breach of the Police Regulations for Navigation or any occurrence connected with navigation on the territory of the other Contracting Party that they have themselves discovered or of which they are otherwise informed.

4. In order to facilitate the mutual assistance provided for in paragraphs 1, 2 and 3 of the present Article, unarmed representatives of the competent authorities, offices or organs may travel freely when on duty, without previous notice, in unarmed boats (vessels) flying the flag of the navigation police. In such cases the above-mentioned representatives shall be exempt from compulsory formalities connected with passports and visas ; nevertheless they shall carry a service order valid for a short period (not more than 48 hours) issued by the competent navigation police authorities, and an identy card bearing their photograph. The crew of the boat (vessel) may number not more than four and may not land on the bank of the river belonging to the other Contracting Party unless authorised to do so by the frontier authorities. The above provisions shall in no way affect Customs regulations.

Article 3.

1. Les infractions au Règlement de police de la navigation ou tout autre incident de navigation qui exigent l'intervention des autorités ou qui doivent être déclarés conformément aux dispositions du Règlement de police de la navigation, ont à signaler aux autorités suivantes des deux Parties contractantes :

a) Dans le Royaume de Hongrie, aux capitaineries de port de Gönyü, Komárom, Esztergom et Szob ;

b) Dans la République tchécoslovaque, à l'Office de navigation fluviale pour le réseau danubien ayant son siège à Bratislava et — s'il s'agit aussi du port de Komárno et de la partie du fleuve qui en dépend — au bureau de cet Office établi à Komárno.

2. Au cas où l'organisation de ces autorités subirait une modification, l'autre Partie contractante en sera avertie.

B. NAVIGATION SUR LE SECTEUR DU DANUBE FORMANT FRONTIÈRE ENTRE LA HONGRIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE.

Article 4.

1. L'amarrage ou le mouillage des bateaux à vapeur et à moteur, chalands, établissements flottants, radeaux, etc. — appelés dans ce qui suit bâtiments pour abréger — des Parties contractantes est subordonné aux principes suivants :

2. Dans les ports du Royaume de Hongrie (actuellement Gönyü, Komárom, Piszke, Nyergesujfalu, Esztergom) et de la République tchécoslovaque (actuellement Devin, Bratislava, Komárno), les bâtiments des deux Parties contractantes pourront remplir les formalités de la douane.

3. Choisir pour le mouillage ou l'amarrage dans le secteur du Danube formant frontière un point autre que ceux énumérés sous le paragraphe 2 n'est permis aux bâtiments des Parties contractantes que si l'obscurité les oblige de s'arrêter ou en cas de danger, avarie, brouillard, tempête de neige imprévus et ce sans se livrer à des actes de commerce et seulement pour la durée de la cause ayant nécessité l'arrêt. Dans ces cas, le capitaine (patron) du bâtiment doit, avant d'effectuer l'amarrage, émettre plusieurs longs signaux phoniques par le sifflet à vapeur ou autrement afin d'avertir les agents du service douanier et s'il se trouve à l'endroit de l'amarrage un poste douanier, informer celui-ci tout de suite de l'amarrage, ou, dans le cas contraire, en informer ultérieurement par écrit le bureau douanier le plus proche de l'Etat riverain dans le sens de la marche. Ce bureau est tenu d'aviser l'autorité de port sur le territoire de laquelle le bâtiment a exceptionnellement accosté. L'équipe chargée de fixer les amarres sur la rive doit regagner son bord aussitôt qu'elle a terminé la manœuvre. Dans les informations en écrit dont il a été question plus haut, il faut mentionner si les agents du service douanier sont apparus après l'émission des signaux et s'ils ont procédé à quelque acte de fonction.

4. Le capitaine (patron) du bâtiment, ainsi que l'équipage et les passagers sont tenus de se présenter au bureau le plus proche du service de la frontière (actuellement sur le territoire hongrois : garde fluviale, garde douanière et gendarmerie r. h. ; sur le territoire tchécoslovaque : organes du service douanier, du service de la sûreté, de la police fluviale) si tout l'équipage et les passagers ont été contraints par le danger à quitter le bâtiment. Au cas où ils continueraient leur voyage (même par chemin de fer), ils recevront après visite en douane une autorisation écrite du bureau où ils se sont présentés, leur permettant de continuer le voyage et de franchir la frontière de l'Etat.

Article 3.

1. Breaches of the Police Regulations for Navigation or any other occurrence connected with navigation requiring the intervention of the authorities or notifiable under the Police Regulations for Navigation shall be notified to the following authorities of the two Contracting Parties :

(a) In the Kingdom of Hungary, to the harbour-masters of Gönyü, Komárom, Esztergom and Szob ;

(b) In the Republic of Czechoslovakia, to the River Navigation Office for the Danube river system having its headquarters at Bratislava and — if the port of Komárno and the part of the river under the authority of that port are also concerned — the branch of the said Office at Komárno.

2. Should the organisation of the said authorities be changed, the other Contracting Party shall be notified of such change.

B. NAVIGATION ON THE SECTOR OF THE DANUBE FORMING THE FRONTIER BETWEEN HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA.

Article 4.

1. The moorage or berthing of steamships, motor-vessels, barges, floating structures, rafts, etc. — hereinafter termed vessels for short — shall be subject to the following principles.

2. The vessels of the High Contracting Parties may fulfil the Customs formalities in the ports of the Kingdom of Hungary (at present, Gönyü, Komárom, Piszke, Nyergesujfalu, Esztergom) and of the Czechoslovak Republic (at present, Devin, Bratislava, Komárno).

3. Vessels of the Contracting Parties may not select for berthing or mooring in the sector of the Danube forming the frontier any place other than those enumerated in paragraph 2, unless compelled to stop on account of darkness or in case of unforeseen danger, damage, fog or snowstorm, and, in such circumstances, they may not carry on any trade and may be berthed or moored only for the duration of the cause which compelled them to stop. In such cases the captain (master) of the vessel shall, before mooring, cause several long sound signals to be given by means of the steam siren or otherwise, in order to warn the officials of the Customs Service, and should there be a Customs office at the place of mooring, he shall inform the said office at once of the mooring; otherwise he shall later give written notification of the occurrence to the nearest Customs Office of the riparian State in the direction in which he is proceeding. Such office shall notify the harbour authorities in whose territory the vessel put to shore in exceptional circumstances. The members of the vessel's crew instructed to moor the vessel to the bank must return on board as soon as they have carried out the operation. In the written notification referred to above it shall be stated whether the Customs officials appeared after the signals had been given and whether they performed any acts connected with their duties.

4. The captain (master) of the vessel and the crew and passengers shall be obliged to appear at the nearest office of the frontier service (at present, on Hungarian territory, the Royal Hungarian river guard, Customs guard and gendarmerie ; and on Czechoslovak territory, the organs of the Customs Service, the Security Police Service and River Police), should all the crew and passengers be compelled to leave the vessel by reason of distress. Should they continue their journey (even by railway), they shall receive, after Customs inspection, a written permit from the office at which they appeared, allowing them to continue their journey and to cross the frontier of the State.

Article 5.

1. Les Parties contractantes permettront aux bâtiments qui ont dû faire l'amarrage prévu à l'article 4, d'expédier, après avoir avisé selon les règles (article 4, paragraphe 4) les organes compétents du service de la frontière de l'Etat sur le territoire duquel le bâtiment a accosté, contre payement des taxes, des dépêches télégraphiques ou téléphoniques dans les bureaux officiels de télégraphe ou de téléphone, ou aux stations téléphoniques de navigation se trouvant à proximité de la rive. En Hongrie, actuellement, les bureaux télégraphiques des capitaineries de port à Gönyü, Komárom, Esztergom, Szob, fonctionnent jour et nuit. Dans la République tchécoslovaque, ces stations sont actuellement établies à Devin-pristav, Devin-kamenolom, Brastislava-pristav, Körtvélyes, Bös, Medve, Kolozméma, Komárno-pristav, Dunaradvány, Dunamócs, Karva, Parkán, Kamenica-nádrazi, Helemba.

2. Les allées et venues de l'équipage d'un bâtiment en danger ou la visite des lieux habités pour y demander des secours en cas d'accident ne sont autorisées, sauf le cas de force majeure, qu'après consentement verbal et préalable des organes du service de la frontière (article 4, paragraphe 4) de l'Etat intéressé. Dans ces cas, le personnel envoyé doit être porteur des cartes d'identité, établies par le capitaine (patron) du bâtiment ou du train de remorque et muni d'un cachet de service du bâtiment.

Article 6.

Au cas où l'amarrage prévu aux articles 4 et 5 de la présente convention nécessiterait un contrôle de l'équipage ou des passagers débarqués, le capitaine (patron) du bâtiment doit, si les organes du service de la frontière (article 4, paragraphe 4) l'exigent, leur présenter le rôle d'équipage et la liste des passagers.

Article 7.

Dans les endroits où il existe une capitainerie de port (office de navigation fluviale) de l'Etat, ou le bureau ou un agent d'une telle capitainerie (office de navigation fluviale), ou pour lesquels des règles spéciales ont été établies concernant le mouillage et la circulation des bâtiments, tout et chacun doit se conformer aux règlements respectifs.

Article 8.

Les Parties contractantes prendront d'un commun accord des dispositions pour marquer le chenal navigable sous les ponts du secteur du Danube formant frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie par des signaux (marques de jour, feux, etc.) conformes aux prescriptions de la Commission internationale du Danube et correspondant aux besoins de la navigation. De même elles entretiendront ces signaux en bon état.

Article 9.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest.

Avant la ratification, les gouvernements des Parties contractantes communiqueront le texte de la convention à la Commission internationale du Danube.

La convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant qu'elle ne sera pas dénoncée par l'une ou l'autre des Parties contractantes. Dans ce cas, elle cessera de produire ses effets six mois à partir du jour auquel la dénonciation a été portée à la connaissance de l'autre Partie contractante.

Fait à Praha, en double exemplaire, le 14 novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour le Royaume de Hongrie :

G. TÁNCZOS, *m. p.*

Pour la République tchécoslovaque :

Ing. Václav ROUBIK, *m. p.*

Article 5.

1. The Contracting Parties shall allow vessels compelled to moor as laid down in Article 4, after having given notification according to the regulations (Article 4, paragraph 4) to the competent frontier service authorities of the State in whose territory the vessel put to shore and on payment of the proper charges, to send telegraphic or telephonic messages from the official telegraph or telephone offices, or from the navigation telephone offices near the river-bank. In Hungary at the present time the telegraph offices of the harbour-masters at Gönyü, Komárom, Esztergom and Szob are open day and night. In the Czechoslovak Republic such offices are at present in operation at Devin-pristav, Devin-kamenolom, Bratislava-pristav, Körtvélyes, Bös, Medve, Kolozméma, Komárno-pristav, Dunaradvány, Dunamócs, Karva, Parkán, Kamenica-nádrazi, Helemba.

2. The crew of a vessel in distress may not come and go or visit inhabited localities in search of assistance in the event of accident, save in case of *force majeure*, unless verbal consent has previously been given by the frontier services (Article 4, paragraph 4) of the State concerned. In such cases the members of the crew sent for the purpose shall carry identity cards issued by the captain (master) of the vessel or of the tow and bearing the official stamp of the vessel.

Article 6.

Should the mooring provided for in Articles 4 and 5 of the present Convention necessitate the examination of the crew or passengers disembarking, the captain (master) of the vessel shall, if the frontier services (Article 4, paragraph 4) so require, supply a list of the crew and of the passengers.

Article 7.

At places where there is a State Harbour-Master (River Navigation Office) or a branch office or representative of a Harbour-Master (River Navigation Office) or in respect of which special regulations have been drawn up concerning the berthing and movement of vessels, the local regulations shall be observed by all.

Article 8.

The Contracting Parties shall by mutual agreement take measures to mark the navigable channel under the bridges of the sector of the Danube forming the frontier between Hungary and Czechoslovakia by signs (marks visible by day, lights, etc.) in accordance with the regulations of the International Commission of the Danube and the requirements of navigation. They shall likewise maintain such special signs in good condition.

Article 9.

The present Convention shall be ratified and ratifications shall be exchanged at Budapest.

Before ratification the Governments of the Contracting Parties shall communicate the text of the Convention to the International Commission of the Danube.

The Convention shall come into force three months after the exchange of ratifications and shall remain in force so long as it has not been denounced by one or other of the Contracting Parties. If denounced it shall cease to have effect six months from the date on which the denunciation is communicated to the other Contracting Party.

Done at Prague, in duplicate, on November 14, 1928.

For the Kingdom of Hungary :
G. TÁNCZOS, *m. p.*

For the Czechoslovak Republic :
Ing. Václav ROUBIK, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL

à la Convention relative à l'application du Règlement international de police de la navigation sur le secteur du Danube qui forme frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ainsi qu'à la réglementation de l'exercice de la navigation sur ledit secteur du fleuve.

Pour assurer un balisage uniforme du chenal navigable sous les ponts de la Tisza également, les Parties contractantes décident d'appliquer aux ponts de Záhony-Cop les dispositions de l'article 8 de la convention susnommée.

Fait à Praha, en double exemplaire, le 14 novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour le Royaume de Hongrie :

G. TÁNCZOS, *m. p.*

Pour la République tchécoslovaque :

Ing. Václav ROUBIK, *m. p.*

SECOND PROTOCOLE ADDITIONNEL

Après avoir signé la Convention entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie le 14 novembre 1928 au sujet de l'application du Règlement international de police de la navigation sur le secteur du Danube qui forme frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie ainsi qu'au sujet de la réglementation de l'exercice de la navigation sur ledit secteur du fleuve, et après avoir signé le protocole additionnel du 14 novembre 1928 au sujet du balisage uniforme du chenal navigable sous les ponts de la Tisza, les plénipotentiaires soussignés des deux Parties contractantes sont tombés d'accord encore sur les dispositions suivantes :

1° L'application des dispositions de l'article 4 de la convention ne sera pas restreinte aux bâtiments des Parties contractantes, mais elle s'étendra à tous les bâtiments sans distinction de pavillon.

2° Les dispositions des articles premier et 2 de la convention ainsi que la disposition précédente de ce protocole additionnel seront appliquées également sur le secteur international du fleuve Tisza formant frontière entre les deux pays. Les gouvernements des Parties contractantes se communiqueront mutuellement les autorités, organes, etc., chargés d'application du Règlement de police de la navigation sur le secteur en question du fleuve Tisza.

Le présent protocole additionnel forme partie intégrante de la convention susindiquée. Il sera soumis à la ratification et aura la même force et valeur que la convention même.

Fait à Budapest, en double original, le 30 janvier 1931.

Fait à Prague, en double original, le 10 mars 1931.

G. TÁNCZOS, *m. p.*

Ing. Václav ROUBIK, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 23 octobre 1933.

Lad. de Tambrekovich,
Conseiller ministériel.

ADDITIONAL PROTOCOL

to the Convention with regard to the application of the International Police Regulations for Navigation on the sector of the Danube which forms the frontier between Hungary and Czechoslovakia, and with regard to the regulation of navigation on the said sector of the river.

In order to ensure the uniform buoyage of the navigable channel under the bridges of the river Tisza, also the Contracting Parties have decided to apply the provisions of Article 8 of the above-mentioned Convention to the bridges of Záhony-Cop.

Done at Prague, in duplicate, on November 14, 1928.

For the Kingdom of Hungary :
G. TÁNCZOS, *m. p.*

For the Czechoslovak Republic :
Ing. Václav ROUBIK, *m. p.*

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL.

After having signed the Convention between Hungary and Czechoslovakia on November 14, 1928, with regard to the application of the International Police Regulations for Navigation on the sector of the Danube which forms the frontier between Hungary and Czechoslovakia, and the regulation of navigation on the said sector of the river, and after having signed the Additional Protocol on November 14, 1928, with regard to the uniform buoyage of the navigable channel under the bridges of the Tisza, the undersigned Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have further agreed on the following provisions :

1. The application of the provisions of Article 4 of the Convention shall not be restricted to vessels of the Contracting Parties, but shall apply to all vessels, irrespective of their flag.

2. The provisions of Articles 1 and 2 of the Convention and the preceding provision of this Additional Protocol shall also be applied on the international sector of the River Tisza forming the frontier between the two countries. The Governments of the Contracting Parties shall notify each other of the authorities, organs, etc., responsible for applying the police regulations for navigation on the sector in question of the River Tisza.

The present Additional Protocol shall form an integral part of the above-mentioned Convention. It shall be subject to ratification and shall have the same force and validity as the Convention itself.

Done at Budapest, in duplicate, January 30, 1931.

Done at Prague, in duplicate, March 10, 1931.

G. TÁNCZOS, *m. p.*

Ing. Václav ROUBIK, *m. p.*

N° 3296.

HONGRIE ET POLOGNE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Budapest, les 2 août et 9 décembre 1931, 5 mai, 1er et 9 juillet 1932.

HUNGARY AND POLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Budapest, August 2 and December 9, 1931, May 5, July 1 and 9, 1932.

N° 3296. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET POLONAIS AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905 RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. BUDAPEST, LES 2 AOUT ET 9 DÉCEMBRE 1931, 5 MAI, 1er ET 9 JUILLET 1932.

No. 3296. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND POLISH GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. BUDAPEST, AUGUST 2 AND DECEMBER 9, 1931, MAY 5, JULY 1 AND 9, 1932.

Cet échange de notes, enregistré le 15 novembre 1933, à la demande du chargé d'Affaires a. i. *de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations, sous le N° 3253, a été publié dans le volume CXL, page 429, de ce recueil.*

This Exchange of Notes, registered on November 15, 1933, at the request of the Chargé d'Affaires a. i. *of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, with the No. 3253, has been published in Volume CXL, page 429, of this Series.*

N° 3297.

HONDURAS ET NICARAGUA

Traité concernant la liberté du commerce entre les deux pays. Signé à Managua, le 30 janvier 1930.

HONDURAS AND NICARAGUA

Treaty regarding Freedom of Commerce between the two Countries. Signed at Managua, January 30, 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 3297. — TRATADO[1] DE LIBRE COMERCIO ENTRE HONDURAS Y NICARAGUA. FIRMADO EN MANAGUA, EL 30 DE ENERO DE 1930.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 novembre 1933.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Nicaragua. The registration of this Treaty took place November 16, 1933.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE NICARAGUA y HONDURAS, convencidos de la necesidad de establecer entre ambos países, relaciones comerciales más estrechas y conveniente a su desarrollo económico, han convenido en celebrar un Tratado de Libre Comercio, para exceptuar de todo impuesto de importación o exportación a los productos naturales y a los manufacturados con materia prima producida en cualquiera de los dos países. Para este efecto, han nombrado sus respectivos representantes así :

HONDURAS :

Al Excelentísimo señor doctor don Angel ZÚÑIGA HUETE, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno de Nicaragua ;

NICARAGUA :

Al Excelentísimo señor doctor don Manuel CORDERO REYES, Ministro de Relaciones Exteriores,

Quienes después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, y habiéndolos encontrado en forma, han convenido en llenar su cometido estipulando lo siguiente :

Artículo I.

Habrá absoluta libertad de comercio entre las Repúblicas de Honduras y Nicaragua, respecto a los productos naturales y a los manufaturados con materia prima originaria de una u otra República. Quedan excluidos de esta estipulación el alcohol, el tabaco y los artículos estancados o que en lo sucesivo estancaren los respectivos Gobiernos en beneficio del Estado.

Artículo II.

En virtud de la libertad de comercio que se establece, quedan libres de derechos e impuestos de importación y exportación de todo género, inclusive los llamados « irredimibles », ya sean en favor del Fisco, de Corporaciones públicas o privadas, o de cualquiera otra imposición por razón

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tégucigalpa, le 17 juillet 1930.

[1] The exchange of ratifications took place at Tegucigalpa, July 17, 1930.

de tránsito o cualquier otro motivo, los productos a que se refiere el artículo anterior. La dispensa de derechos e impuestos municipales que no sean cobrados en las aduanas será objeto de un protocolo adicional.

Pero es entendido que en ningún caso los impuestos municipales que se cobren en uno de los Estados contratantes para los productos procedentes del otro, serán mayores a los que se cobren a los nacionales del país, cuyas municipalidades reclamen dichos impuestos.

Artículo III.

Para que las franquicias concedidas por este Tratado puedan ser efectivas, el interesado deberá presentar certificación que acredite el origen del producto, extendida por el Alcalde municipal o por la autoridad política del lugar de procedencia, debidamente legalizada por el Cónsul y en su defecto por el Agente diplomático del país de destino y a falta de ambos por el Ministro de Relaciones Exteriores del país de origen.

Artículo IV.

Bastará la certificación del Alcalde municipal del lugar de procedencia que acredite el origen del producto, para que se conceda la introducción libre en los pueblos fronterizos o puertos de ambas Repúblicas, cuando el valor de aquellos no exceda de doscientos pesos ; si los valores de los artículos exportados excedieren de esta cantidad, deberán llenarse las formalidades del artículo anterior.

Artículo V.

Los Gobiernos de ambas Repúblicas no permitirán el establecimiento de fábricas de alcohol o aguardiente o venta de estos productos a una distancia menor de dos leguas de las respectivas fronteras.

Artículo VI.

Para facilitar el comercio a que este Tratado se refiere, las Partes contratantes procurarán construir las carreteras o caminos necesarios para la comunicación entre ambos países, y se pondrán de acuerdo para erigir en la línea divisoria los puentes internacionales indispensables.

Artículo VII.

Las Altas Partes contratantes, reconociendo la conveniencia de nivelar las tarifas aduaneras en ambos países, harán lo posible por que las diferencias existentes vayan desapareciendo gradualmente sin causar gran quebranto a las rentas nacionales, siempre que a esto no se opongan compromisos financieros internacionales. Para este efecto cada una de ellas nombrará uno o más delegados que estudien conjuntamente sus Aranceles aduaneros y sus diferencias, la mejor manera de hacer desaparecer éstas y en sus informes se inspirarán los Gobiernos para proponer a sus Legislaturas las reformas necesarias de acuerdo con el espíritu del presente artículo.

Artículo VIII.

Declaran las Altas Partes contratantes que el espíritu que las anima en la celebración del presente Tratado es el de un mayor acercamiento como Estados de Centro América, de acuerdo con sus Constituciones Políticas que las consideran secciones disgregadas de una misma nacionalidad,

regidas en la actualidad por los principios especiales de un Derecho Público Centroamericano. En este sentido convienen que si algunos de los Tratados comerciales que tiene celebrados con otras naciones no centroamericanas llegaren a ser un obstáculo para la existencia del que ahora celebran en razón de las estipulaciones contenidas en aquellos otros Tratados que dieren margen a que esos países exigiesen un tratamiento de favor igual, procederán cuanto antes sea posible a denunciarlos, a fin de evitar las dificultades o los perjuicios que pudieran sobrevenir a una u otra República, por una exigencia de esa naturaleza. Mientras duren las discusiones relativas a la reclamación que intentare un tercer país en el sentido indicado, el presente convenio se mantendrá en todo su vigor, pero caducará desde el momento en que Honduras o Nicaragua se viesen precisadas a tener que otorgar los mismos favores comerciales a alguno de aquellos terceros países no centroamericanos.

Artículo IX.

Este Tratado se ratificará por los respectivos Congresos y las ratificaciones se canjearán en Tegucigalpa o Managua, en el menor tiempo posible. Su duración será de seis años, contados desde el día del canje de dichas ratificaciones y continuará surtiendo efectos por otro término igual cada vez que al expirar el plazo respectivo no hubiese sido denunciado por alguna de las Altas Partes contratantes.

En fé de lo cual los infrascritos plenipotenciarios lo firman por duplicado y le ponen sus respectivos sellos, en la ciudad de Managua, a los treinta días del mes de enero de mil novecientos treinta.

M. CORDERO REYES.
(Sello del Ministerio de Relaciones Exteriores de Nicaragua.)

Angel ZÚÑIGA HUETE.
(Sello de la Legación de Honduras.)

El infrascrito, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores, certifica que la copia que precede del Tratado de Libre Comercio entre Nicaragua y Honduras, y que consta de seis hojas útiles, incluso la presente, es auténtica.

Managua, diecinueve de abril de mil novecientos treinta y dos.

A. Somoza.

---

[1] TRADUCTION.

N° 3297. — TRAITÉ ENTRE LE HONDURAS ET LE NICARAGUA CONCERNANT LA LIBERTÉ DU COMMERCE. SIGNÉ A MANAGUA, LE 30 JANVIER 1930.

LES GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES DU NICARAGUA et DU HONDURAS, convaincus de la nécessité d'établir entre les deux pays des relations commerciales plus étroites et favorables à leur développement économique, ont décidé de conclure un traité concernant la liberté du commerce, en vue d'exempter de tous droits et impôts à l'importation ou à l'exportation les produits naturels ainsi que les articles manufacturés avec des matières premières produites dans l'un des deux pays.

A cet effet, ils ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE HONDURAS :

Son Excellence M. Angel ZÚÑIGA HUETE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement du Nicaragua ;

LE NICARAGUA :

Son Excellence M. Manuel CORDERO REYES, ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura liberté absolue de commerce entre les Républiques du Honduras et du Nicaragua pour les produits naturels et les articles manufacturés avec des matières premières originaires

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3297. — TREATY BETWEEN HONDURAS AND NICARAGUA REGARDING FREEDOM OF COMMERCE. SIGNED AT MANAGUA, JANUARY 30, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLICS OF NICARAGUA and HONDURAS, being convinced of the necessity of establishing between the two countries closer commercial relations such as may promote their economic development, have agreed to conclude a Treaty regarding freedom of commerce for the purpose of exempting from all import or export duties the natural products of each of the two countries and goods manufactured from raw materials produced in their respective territories.

To this end they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HONDURAS :

His Excellency Dr. Angel ZÚÑIGA HUETE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Government of Nicaragua ;

NICARAGUA :

His Excellency Dr. Manuel CORDERO REYES, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed, in accordance with their instructions, upon the following provisions :

Article I.

There shall be complete freedom of commerce between the Republics of Honduras and Nicaragua in respect of their natural products and of goods manufactured from raw materials

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'un ou l'autre pays. Sont exclus de la présente disposition l'alcool, le tabac et les articles qui font actuellement ou qui feraient ultérieurement l'objet d'un monopole de l'Etat.

Article II.

En vertu de la liberté du commerce ainsi instituée, les produits visés au précédent article sont exempts de tous droits et impôts de tous genres à l'importation et à l'exportation, y compris les impôts dits « *irrédimibles* », qui sont perçus par l'Etat et les collectivités publiques et privées, ainsi que tous autres impôts et droits de transit ou d'une autre nature. L'exemption des taxes et impôts municipaux qui ne sont pas perçus par les douanes fera l'objet d'un protocole additionnel.

Toutefois, il est entendu que les droits et impôts municipaux perçus dans l'un des Etats contractants sur les produits en provenance de l'autre Etat ne seront en aucun cas plus élevés que les droits et impôts municipaux en question, acquittés par les nationaux du pays.

Article III.

Afin de rendre effective l'exemption accordée par le présent traité, les intéressés devront présenter un certificat d'origine délivré par l'alcade municipal ou par l'autorité politique du lieu de provenance et dûment légalisé par le consul ou, en son absence, par l'agent diplomatique du pays de destination, ou encore, à défaut de l'un et de l'autre, par le ministre des affaires étrangères du pays d'origine.

Article IV.

Les produits dont la valeur ne dépasse pas 200 pesos pourront être introduits en franchise dans les villes frontières ou ports des deux républiques sur la simple présentation d'un certificat de l'alcade municipal du lieu de provenance attestant l'origine des produits ; si la valeur des produits exportés dépasse 200 pesos, les formalités prévues par le précédent article devront être remplies.

produced in the territory of either Republic. Nevertheless, the present stipulation shall not apply to alcoholic liquors, tobacco, and articles which are under State monopoly or in regard to which the respective Governments may subsequently establish such monopolies.

Article II.

In virtue of the freedom of commerce thus established, the products to which the preceding article applies shall be exempt from import and export duties and taxes of every kind, including those known as non-remissible (*irredimibles*), whether such duties and taxes are collected by the Treasury or by public or private corporate bodies, and also from all other taxes, whether in respect of transit or any other consideration. Exemption from municipal taxes and dues not collected by the Customs shall be dealt with in an additional protocol.

It is nevertheless understood that in no case shall the municipal taxes collected in the territory of either of the Contracting States in respect of goods imported from the other be higher than those levied upon the nationals of the country by the municipalities of which such taxes are imposed.

Article III.

In order that effect may be given to the exemptions provided for in the present Treaty, the importer must produce a certificate of origin in respect of the goods imported, issued by the mayor or political authority of the place of provenance and duly legalised by the consul, or, failing him, by the diplomatic agent, of the country of destination, or, failing both the above, by the Minister for Foreign Affairs of the country of origin.

Article IV.

A certificate issued by the mayor of the place of provenance attesting the origin of the goods shall suffice to secure their free admission to the frontier localities or ports of both Republics, provided that the value of the goods does not exceed 200 pesos. Should the value of the articles exported exceed that amount, the exporter must comply with the formalities specified in the preceding article.

Article V.

Les gouvernements des deux républiques s'engagent à ne pas autoriser l'établissement de distilleries d'alcool ou d'eau-de-vie, ni la vente de ces produits à une distance de moins de deux lieues de leurs frontières respectives.

Article VI.

Afin de faciliter le commerce des produits visés par le présent traité, les Hautes Parties contractantes s'engagent à construire les routes ou chemins nécessaires pour les communications entre les deux pays et à se mettre d'accord pour construire à la frontière les ponts internationaux indispensables.

Article VII.

Les Hautes Parties contractantes, constatant qu'il convient d'uniformiser les tarifs douaniers des deux pays, feront leur possible pour que les différences actuelles disparaissent graduellement sans qu'il en résulte une perte trop sensible pour leurs revenus nationaux et sous réserve des accords financiers internationaux. A cet effet, chacune des Hautes Parties contractantes nommera un ou plusieurs délégués qui étudieront en commun leurs tarifs douaniers et leurs différences, la meilleure manière de faire disparaître celles-ci et qui suggéreront dans leurs rapports à leurs gouvernements les propositions à présenter à leurs assemblées législatives respectives en vue d'introduire les réformes requises dans l'esprit du présent article.

Article VIII.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en concluant le présent traité, elles poursuivent un rapprochement plus intime entre Etats de l'Amérique centrale, conformément à leurs constitutions politiques qui les considèrent comme des fractions d'une même nationalité, régies dans le fait par les principes spéciaux du droit public de l'Amérique centrale. En conséquence, au cas où des traités de commerce conclus avec d'autres pays que ceux de l'Amérique centrale deviendraient un obstacle à l'exécution du présent traité, en raison des stipulations desdits traités accordant à ces

Article V.

The Governments of both Republics shall not permit the establishment of distilleries for the production of alcoholic or spirituous liquors or the sale thereof within two leagues of their respective frontiers.

Article VI.

In order to facilitate the commerce dealt with in the present Treaty, the Contracting Parties shall take steps for the construction of the highways or roads necessary for communication between the two countries, and shall concert measures with a view to the erection of the indispensable international bridges at the frontier.

Article VII.

The High Contracting Parties, recognising the desirability of levelling the Customs tariffs of the two countries, will do all in their power to secure the gradual disappearance of the existing differences without serious loss to the national revenues, provided always that such a course is not contrary to international financial agreements. To this end, each of the Contracting Parties shall appoint one or more delegates, who shall make a joint study of their Customs tariffs, existing discrepancies, and the most suitable means of eliminating the latter, and the Governments shall be guided by their reports in proposing the necessary measures of reform to the respective Legislatures in accordance with the spirit of the present article.

Article VIII.

The High Contracting Parties declare that in concluding the present Treaty they have been animated by the desire to draw closer their relations as Central American States, in accordance with their respective political Constitutions, under which they are regarded as separate sections of one and the same nation, governed at the present time by the special principles of a Central American Public Law. Such being the case, they agree that if any of the commercial treaties which they have previously concluded with other, non-Central-American, Powers should prove to be an

autres pays le régime de la nation la plus favorisée, les Hautes Parties contractantes s'engagent à les dénoncer aussitôt que possible, afin d'éviter les difficultés ou les préjudices qui pourraient en résulter pour l'une ou l'autre république à raison d'une obligation de cette nature. Au cours des pourparlers auxquels donnerait lieu une réclamation formée par un Etat tiers à cet effet, la présente convention restera intégralement en vigueur, mais elle prendra fin à partir du moment où le Honduras ou le Nicaragua se verraient contraints d'accorder les mêmes avantages commerciaux à l'un quelconque de ces Etats tiers autres que les pays de l'Amérique centrale.

Article IX.

Le présent traité sera ratifié par les congrès des deux pays et les instruments de ratification seront échangés à Tégucigalpa ou à Managua, dans le plus bref délai possible. Le présent traité restera en vigueur pendant une période de six ans à compter du jour de l'échange des instruments de ratifications et il continuera à avoir effet pendant une autre période de même durée, chaque fois qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes à l'expiration de la période écoulée.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent traité, en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux respectifs. Fait en la ville de Managua, le trente janvier mil neuf cent trente.

(Sceau) Angel ZÚÑIGA HUETE.
(Sceau) M. CORDERO REYES.

obstacle to the application of the present Treaty on account of stipulations in such treaties entitling the said countries to claim equally favourable treatment, they will proceed, as soon as possible, to denounce them, in order to obviate the difficulties or losses to which either of the two Republics might be exposed by a claim of that nature. During such time as the discussions relative to any claim by a third country to the effect aforesaid are still in progress, the present Treaty shall remain in full force ; but it shall become null and void as soon as either Honduras or Nicaragua may find itself obliged to grant the same commercial privileges to any non-Central-American third country.

Article IX.

This Treaty shall be ratified by the respective Congresses, and the ratifications shall be exchanged at Tegucigalpa or Managua at the earliest possible date. It shall remain in force for six years from the date of the exchange of the aforesaid ratifications, and shall continue to be extended for an equal period whenever, at the normal date of expiry, it has not been denounced by one of the High Contracting Parties.

In faith whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have thereto affixed their seals, in the City of Managua, on the thirtieth day of January, one thousand nine hundred and thirty.

(Seal) Angel ZÚÑIGA HUETE.
(Seal) M. CORDERO REYES.

N° 3298.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Echange de notes comportant un arrangement au sujet de l'application du titre I de la Convention polono-allemande du 22 juin 1922 sur les mines de la Haute-Silésie. Varsovie, le 15 décembre 1931.

GERMANY AND POLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Application of Chapter I of the German-Polish Convention of June 22, 1922, relating to the Mines of Upper Silesia. Warsaw, December 15, 1931.

N° 3298. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE COMPORTANT UN ARRANGEMENT AU SUJET DE L'APPLICATION DU TITRE I DE LA CONVENTION POLONO-ALLEMANDE DU 22 JUIN 1922 SUR LES MINES DE LA HAUTE-SILÉSIE. VARSOVIE, LE 15 DÉCEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 novembre 1933.

I.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
No.P.II.5311/31.

VARSOVIE, *le* 15 *décembre* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Trésor de l'Etat polonais, représenté par le ministre de l'Industrie et du Commerce, dont le mandataire est le directeur général de la Société fermière des Mines fiscales de l'Etat polonais en Haute-Silésie, société anonyme, et la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft, à Berlin, ont signé le 18 juillet 1931 un contrat, qui prévoit la cession mutuelle des droits d'exploiter la houille dans le sous-sol de certains terrains situés des deux côtés de la frontière polono-allemande. Vu les dispositions des paragraphes 9 et 16, point 1, dudit contrat, le Gouvernement de la République de Pologne a l'honneur de proposer au Gouvernement du Reich allemand la conclusion de l'arrangement suivant :

Article premier.

Le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Reich allemand s'engagent à appliquer le titre premier de la Convention[2] polono-allemande du 22 juin 1922, relatif aux mines de la Haute-Silésie, aux terrains faisant l'objet du contrat passé entre le Trésor de l'Etat polonais et la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft le 18 juillet 1931 (paragraphes 1, 2 et 5) et en particulier l'alinéa 2 de l'article 3 de ladite convention, aux terrains dans lesquels la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft cède le droit d'exploitation au Trésor de l'Etat polonais.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 30 septembre 1933.

[2] Vol. XXII, page 25, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3298. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE APPLICATION OF CHAPTER I OF THE GERMAN-POLISH CONVENTION OF JUNE 22, 1922, RELATING TO THE MINES OF UPPER SILESIA. WARSAW, DECEMBER 15, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 18, 1933.

I.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
No. P.II.5311/31.

WARSAW, *December* 15, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Treasury of the Polish State, represented by the Minister of Industry and Trade, through his agent the Managing Director of the Lessee Company of the Polish State Treasury Mines in Upper Silesia Ltd. (Société Fermière des Mines Fiscales de l'Etat Polonais en Haute-Silésie, S. A.), and the Prussian Mines and Foundries Company Ltd. (Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft), Berlin, signed on July 18, 1931, a contract for the reciprocal transfer of rights of working coal beneath certain lands situated on both sides of the Polish-German frontier. Having regard to the provisions of paragraphs 9 and 16 (1) of the said contract, the Government of the Polish Republic has the honour to propose to the Government of the German Reich the adoption of the following agreement :

Article 1.

The Government of the Polish Republic and the Government of the German Reich undertake to apply Chapter 1 of the Polish-German Convention[3] of June 22, 1922, relating to the mines of Upper Silesia to the lands forming the subject of the contract concluded between the Polish State Treasury and the Prussian Mines and Foundries Company on July 18, 1931 (paragraphs 1, 2 and 5), and, in particular, paragraph 2 of Article 3 of the said Convention, to the lands in which the Prussian Mines and Foundries Company cedes the right of working to the Polish State Treasury.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, September 30, 1933.

[3] Vol. XXII, page 25, of this Series.

Article 2.

Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie. Il restera en vigueur pour toute la durée du contrat susvisé, passé entre le Trésor de l'Etat polonais et la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma haute considération.

(—) Auguste ZALESKI.

Son Excellence Monsieur Hans Adolf von Moltke,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire d'Allemagne,
à Varsovie.

II.

DEUTSCHE GESANDSCHAFT.
J. Nr. 1420/31.

VARSOVIE, *le* 15 *décembre* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que mon gouvernement accepte l'arrangement ci-dessous proposé par Votre Excellence dans la note en date de ce jour ayant trait au contrat signé le 18 juillet 1931 entre la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft et le Trésor de l'Etat polonais.

Article premier.

Le Gouvernement du Reich allemand et le Gouvernement de la République de Pologne s'engagent à appliquer le titre premier de la Convention germano-polonaise du 22 juin 1922, relatif aux mines de la Haute-Silésie, aux terrains faisant l'objet du contrat passé entre la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft et le Trésor de l'Etat polonais le 28 juillet 1931 (paragraphes 1, 2 et 5) et en particulier l'alinéa 2 de l'article 3 de ladite convention, aux terrains dans lesquels la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft cède le droit d'exploitation au Trésor de l'Etat polonais.

Article 2.

Le présent arrangement sera ratifié et les documents de ratification seront échangés à Varsovie. Il restera en vigueur pour toute la durée du contrat susvisé, passé entre la Preussische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft et le Trésor de l'Etat polonais.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(—) MOLTKE.

Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

Article 2.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw. It shall remain in force for the same period as the above-mentioned contract between the Polish State Treasury and the Prussian Mines and Foundries Company.

In informing you of the foregoing I have, etc.

(Signed) Auguste ZALESKI.

His Excellency Monsieur Hans Adolf von Moltke,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Germany,
Warsaw.

II.

DEUTSCHE GESANDSCHAFT.
J. No. 1420/31.

WARSAW, *December* 15, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that my Government accepts the Agreement, given below, proposed by you in the note of this day's date relating to the contract signed on July 18, 1931, between the Prussian Mines and Foundries Company and the Polish State Treasury.

Article 1.

The Government of the German Reich and the Government of the Polish Republic undertake to apply Chapter 1 of the German-Polish Convention of June 22, 1922, relating to the mines of Upper Silesia to the lands forming the subject of the contract concluded between the Prussian Mines and Foundries Company and the Polish State Treasury on July 28, 1931 (paragraphs 1, 2 and 5), and, in particular, paragraph 2 of Article 3 of the said Convention, to the lands in which the Prussian Mines and Foundries Company cedes the right of working to the Polish State Treasury.

Article 2.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw. It shall remain in force for the same period as the above-mentioned contract between the Prussian Mines and Foundries Company and the Polish State Treasury.

I have, etc.

(Signed) MOLTKE.

His Excellency Monsieur Auguste Zaleski,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

No. 3298

N° 3299.

BRÉSIL ET POLOGNE

Traité de conciliation. Signé à Rio-de-Janeiro, le 27 janvier 1933.

BRAZIL AND POLAND

Treaty of Conciliation. Signed at Rio de Janeiro, January 27, 1933.

N° 3299. — TRAITÉ DE CONCILIATION [1] ENTRE LE BRÉSIL ET LA POLOGNE. SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 27 JANVIER 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 22 novembre 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays, et de favoriser la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un Traité de conciliation et ont nommé à cette fin, pour leurs plénipotentiaires à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. le docteur Thadée ST. GRABOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne au Brésil ;

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. le docteur Afranio DE MELLO FRANCO, ministre des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation tous les différends qui viendraient à s'élever entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Il appartient à chacune des Parties contractantes de décider du moment à partir duquel la procédure de conciliation pourra être substituée aux négociations diplomatiques.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est ou sera prescrite par d'autres conventions entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article II.

Sauf dans le cas d'un évident déni de justice, la procédure instituée par le présent traité ne sera pas applicable aux différends entre un ressortissant de l'une des Parties contractantes et

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 13 octobre 1933.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3299. — TREATY OF CONCILIATION[2] BETWEEN BRAZIL AND POLAND. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, JANUARY 27, 1933.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 22, 1933.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being desirous of strengthening the friendly relations existing between the two countries and of promoting the cause of general peace, have resolved to conclude a Conciliation Treaty and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Tadée ST. GRABOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland in Brazil ;

THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to submit to conciliation procedure all disputes which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time through the diplomatic channel.

Each of the Contracting Parties shall be free to decide at what moment conciliation procedure may be substituted for diplomatic negotiations.

Disputes for the settlement of which a special procedure is or shall in future be laid down in other Conventions between the Contracting Parties shall be dealt with in accordance with the provisions of those Conventions.

Article II.

Except in the case of an obvious denial of justice, the procedure laid down in the present Treaty shall not apply to disputes between a national of one of the Contracting Parties and the

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 13, 1933.

l'autre Etat, lorsque les juges et les tribunaux de ce dernier sont, à teneur de la législation de cet Etat, compétents pour connaître des différends en question.

Article III.

Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

Chaque partie désignera deux membres, l'un parmi ses propres nationaux, l'autre parmi les ressortissants d'un tiers Etat. Les deux Parties contractantes désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants d'un tiers Etat. A défaut d'entente entre les parties, il sera désigné à la requête des parties, par le président des Etats-Unis d'Amérique, s'il y consent.

Les membres de la commission, y compris son président, seront nommés pour trois ans. Ils sont rééligibles. Le renouvellement de leur mandat doit être fait explicitement par la partie qui l'a nommé.

Article IV.

En cas de décès ou de démission de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu a son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible, dans les trois mois qui suivront, et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, la partie qui l'a nommé désignera un suppléant qui siégera temporairement à sa place.

Les fonctions du président cessent à la fin de son mandat. Toutefois, les deux parties d'un commun accord peuvent renouveler son mandat pour une nouvelle période de trois ans.

Un membre, dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend, jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

Article V.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura porté un différend devant la Commission de conciliation chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre national désigné par elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avertissement lui sera parvenu.

Article VI.

La Commission de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement du litige, conformément aux dispositions du présent traité.

La commission sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite, en même temps à la partie adverse par la partie qui demandera l'ouverture de la procédure de conciliation.

other State, when the judges and courts of the latter are, in virtue of the laws of that State, competent to deal with the disputes in question.

Article III.

Within six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, the Contracting Parties shall set up a Permanent Conciliation Commission composed of five members.

Each Party shall designate two members, one from amongst its own nationals and the other from amongst the nationals of a third State. The two Contracting Parties shall jointly designate the President of the Commission from amongst the nationals of a third State. In the absence of agreement between the Parties, he shall be designated, at the request of the Parties, by the President of the United States of America, if the latter agrees to do so.

The members of the Commission, including its President, shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. Their term of office must be expressly renewed by the Party which appointed them.

Article IV.

In the event of the death or resignation of one of the members of the Conciliation Commission, steps shall be taken to replace him for the remainder of his term of office, if possible within three months, and in any case as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Should one of the members of the Conciliation Commission be temporarily prevented from taking part in the work of the Commission as a result of illness or for any other reason, the Party which appointed him shall designate a substitute to take his place temporarily.

The functions of the President shall cease at the end of his term of office. Nevertheless, the two Parties may jointly renew his term of office for a further period of three years.

A member whose term of office expires while a case is in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the case is terminated, even if his successor has been designated.

Article V.

Within fifteen days from the date on which one of the Contracting Parties has brought a dispute before the Conciliation Commission, either Party may for the examination of the particular dispute replace its own commissioner, by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to avail itself of the same right within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article VI.

The task of the Conciliation Commission shall be to facilitate the settlement of the dispute by elucidating the questions of fact by means of an impartial and conscientious enquiry and by submitting proposals with a view to the settlement of the dispute in accordance with the provisions of the present Treaty.

Disputes shall be brought before the Commission by means of an application addressed to the President by one of the Contracting Parties.

The Party applying for conciliation procedure shall at the same time notify the other Party that it has made such application.

Article VII.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire, à Washington.

Article VIII.

La procédure devant la Commission de conciliation sera contradictoire.

La commission règlera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention[1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Les délibérations de la commission auront lieu à huis clos à moins que la commission, d'accord avec les parties, n'en décide autrement.

Les parties ont droit de nommer auprès de la Commission des agents spéciaux, qui serviront en même temps d'intermédiaire entre elles et la commission.

Article IX.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix. Si tous les membres ne sont pas présents, la voix du président sera décisive en cas de partage. La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

Article X.

Les Parties contractantes fourniront à la Commission de conciliation toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

Article XI.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour de sa première réunion à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, d'abréger ou de proroger ce délai.

Le rapport comportera, s'il y a lieu, un projet de règlement du différend, et si trois au moins des membres de la commission, le président étant considéré comme membre, se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport, signé par le président, sera remis à chacune des parties.

Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale ou judiciaire.

Article XII.

Les parties porteront à leur connaissance réciproque, ainsi qu'à la connaissance du président de la commission, dans un délai raisonnable, n'excédant toutefois pas la durée de trois mois, si elles acceptent les conclusions du rapport et les propositions qui y sont contenues.

Il appartient aux parties de décider d'un commun accord, si le rapport de la commission doit être publié.

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article VII.

In the absence of agreement to the contrary, the Conciliation Commission shall meet at Washington.

Article VIII.

The procedure before the Conciliation Commission shall provide for both Parties being heard.

The Commission shall lay down its own procedure, taking into account, unless it decides unanimously to the contrary, the provisions of Part III of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

The proceedings of the Commission shall take place in private unless the Commission decides otherwise in agreement with the Parties.

The Parties shall have the right to appoint to the Commission special agents who shall at the same time act as intermediaries between them and the Commission.

Article IX.

In the absence of any provisions to the contrary in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote. If all the members are not present, the President shall, in the case of the votes being equally divided, have a casting vote. The Commission may only take decisions relating to the substance of the dispute if all the members are present.

Article X.

The Contracting Parties shall supply the Conciliation Commission with all relevant information and shall facilitate its work in all respects.

Article XI.

The Conciliation Commission shall submit its report within six months from the date of its first meeting, unless the Contracting Parties jointly decide to shorten or extend this period.

The report shall, if necessary, include proposals for the settlement of the dispute, if at least three of the members of the Commission, the President being regarded as a member, agree upon such proposals.

The report shall contain the opinion of the minority, accompanied by a statement of the reasons on which the opinion is based.

A copy of the report, signed by the President, shall be transmitted to each of the Parties.

The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral or judicial award, either as regards the statement of the facts or as regards the legal considerations.

Article XII.

The Parties shall inform each other and also the President of the Commission within a reasonable period, which shall in no case exceed three months, whether they accept the conclusions of the report and the proposals contained therein.

The Parties shall jointly decide whether the Commission's report shall be published.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article XIII.

Pendant la durée effective de la procédure de conciliation les membres de la Commission permanente de conciliation y compris le président, recevront une indemnité dont le montant sera arrêté par les Parties contractantes.

Chaque partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission, y compris les indemnités prévues au premier alinéa.

Article XIV.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie.

Il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois ans.

S'il n'est pas dénoncé six mois avant son échéance, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de trois ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio-de-Janeiro, en double exemplaire, le vingt-sept janvier mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) (—) Th. St. Grabowski.
(L. S.) (—) A. de Mello Franco.

Article XIII.

During the actual period of the conciliation proceedings, the members of the Permanent Commission, including the President, shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by the Contracting Parties.

Each Party shall defray its own costs and an equal share of the costs of the Commission, including the emoluments provided for in paragraph I.

Article XIV.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw.

It shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications and shall remain in force for three years.

If it is not denounced six months before its expiration, it shall be deemed to be renewed for further successive periods of three years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro in duplicate, the twenty-seventh day of January, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) *(Signed)* Th. St. Grabowski.
(L. S.) *(Signed)* A. de Mello Franco.

N° 3300.

POLOGNE ET UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES

Convention concernant la procédure à suivre pour l'examen et le règlement des incidents et conflits de frontière, avec protocole final, protocole additionnel et protocole de signature. Signés à Moscou, le 3 juin 1933.

POLAND AND UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Convention regarding the Procedure for investigating and settling Frontier Incidents and Disputes, with Final Protocol, Additional Protocol and Protocol of Signature. Signed at Moscow, June 3, 1933.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 3300. — KONWENCJA [1] POMIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A ZWIĄZKIEM SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD O TRYBIE BADANIA I ROZSTRZYGANIA INCYDENTÓW I ZATARGÓW GRANICZNYCH, PODPISANA W MOSKWIE, DNIA 3 CZERWCA 1933 R.

Textes officiels polonais et russe communiqués par le chargé d'Affaires a. i. *de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 25 *novembre* 1933.

RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ, z jednej strony,

i

RZĄD ZWIĄZKU SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD, z drugiej strony,

pragnąc w jak najlepszy sposób zapewnić spieszne rozpatrywanie i rozstrzyganie incydentów i zatargów, które mogą powstać na granicy pomiędzy obydwoma Państwami,

postanowiły zawrzeć niniejszą Konwencję i wyznaczyły w tym celu swych Pełnomocników :

RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Juljusza ŁUKASIEWICZA, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Moskwie ; i

RZĄD ZWIĄZKU SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD :

Mikołaja KRESTINSKIEGO, czasowo pełniącego obowiązki Komisarza Ludowego Spraw Zagranicznych, Członka Centralnego Komitetu Wykonawczego Związku Socjalistycznych Republik Rad,

Którzy, po wzajemnem okazaniu swych pełnomocnictw, uznanych za sporządzone w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Rząd Rzeczypospolitej Polskiej i Rząd Związku Socjalistycznych Republik Rad wyznaczą każdy Przedstawicieli do spraw granicznych, obowiązkiem których będzie badanie i rozstrzyganie incydentów i zatargów granicznych, a także sporów pomiędzy władzami granicznemi Umawiających się Stron, zgodnie z art. 4 niniejszej Konwencji.

[1] L'échange des notifications relatives à l'entrée en vigueur de la convention prévues à l'article 18 a eu lieu à Varsovie, le 20 septembre 1933.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3300. — КОНВЕНЦИЯ [1] МЕЖДУ ПОЛЬСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК О ПОРЯДКЕ РАССЛЕДОВАНИЯ И РАЗРЕШЕНИЯ ПОГРАНИЧНЫХ ИНЦИДЕНТОВ И КОНФЛИКТОВ, ПОДПИСАННАЯ В ГОР. МОСКВЕ 3-го ИЮНЯ 1933 ГОДА.

Polish and Russian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November* 25, 1933.

ПРАВИТЕЛЬСТВО ПОЛЬСКОЙ РЕСПУБЛИКИ с одной стороны

и

ПРАВИТЕЛЬСТВО СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК с другой стороны,

желая наилучшим образом обеспечить быстрое рассмотрение и разрешение инцидентов и конфликтов, могущих возникнуть на границе между обоими государствами,

решили заключить настоящую Конвенцию и назначили с этой целью своими уполномоченными :

ПРАВИТЕЛЬСТВО ПОЛЬСКОЙ РЕСПУБЛИКИ :

Юлиуса ЛУКАСЕВИЧА, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Польской Республики в Москве и

ПРАВИТЕЛЬСТВО СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

Николая Николаевича КРЕСТИНСКОГО, временно исполняющего обязанности Народного Комиссара по Иностранным Делам, Члена Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик,

Которые, по взаимном предявлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и в законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Правительство Польской Республики и Правительство Союза Советских Социалистических Республик назначат, каждое, Представителей по пограничным делам, на обязанности которых будет лежать расследование и разрешение пограничных инцидентов и конфликтов, а также споров между пограничными властями Договаривающихся Сторон, в соответствии с ст. 4 настоящей Конвенции.

[1] The exchange of notifications regarding the entry into force of the Convention, as provided in Article 18, took place at Warsaw, September 20, 1933.

Nazwiska i imiona Przedstawicieli do spraw granicznych będą wzajemnie podawane do wiadomości w drodze dyplomatycznej w każdym nowym wypadku wyznaczenia przedstawicieli do spraw granicznych.

Liczbę Przedstawicieli do spraw granicznych, a także tereny ich działalności i miejsca stałego ich pobytu ustala Protokół, dołączony do niniejszej Konwencji. Protokół ten może być zmieniany po wzajemnem porozumieniu w drodze dyplomatycznej w ciągu okresu ważności niniejszej Konwencji.

Artykuł 2.

Każdy Przedstawiciel do spraw granicznych będzie wykonywać wspólnie z Przedstawicielem do spraw granicznych drugiej Umawiającej się Strony obowiązki wypływające z postanowień niniejszej Konwencji, na określonym terenie granicy państwowej, ustanowionym w Protokóle wymienionym w artykule 1 niniejszej Konwencji.

Artykuł 3.

Przedstawiciele do spraw granicznych mają prawo wyznaczać swych Zastępców, jak również swych Pełnomocników.

Zastępcy korzystają ze wszystkich praw przyznanych niniejszą Konwencją Przedstawicielom do spraw granicznych.

Przedstawiciele do spraw granicznych komunikują sobie wzajemnie nazwiska, imiona i miejsca stałego pobytu swych Zastępców.

Zakres uprawnień Pełnomocników określa pełnomocnictwo udzielone im przez Przedstawiciela do spraw granicznych.

W wypadkach wyznaczenia Pełnomocników, Przedstawiciele do spraw granicznych obu Umawiających się Stron wzajemnie komunikują sobie nazwiska, imiona i miejsca stałego pobytu swych Pełnomocników, jak również zakres ich uprawnień w odniesieniu do terenu ich działalności i zakresu powierzonych im spraw.

Artykuł 4.

Przedstawiciele do spraw granicznych obowiązani są :

baczyć, aby władze graniczne Umawiających się Stron przestrzegały umowy, konwencje i porozumienia graniczne pomiędzy Rzecząpospolitą Polską a Związkiem Socjalistycznych Republik Rad, o ile w związku z temi umowami, konwencjami i porozumieniami mogą powstać spory, incydenty lub zatargi graniczne ;

przedsiębrać środki, celem niedopuszczenia do incydentów lub zatargów mogących powstać na granicy państwowej ;

badać i rozstrzygać incydenty i zatargi, powstające na granicy państwowej, w szczególności zaś w wypadkach :

1) ostrzeliwania osób lub terytorjum drugiej Umawiającej się Strony ;

2) zabójstwa lub zranienia osób, znajdujących się na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony, a również w wypadkach spowodowania innych cielesnych uszkodzeń osobom, znajdującym się na wspomnianem terytorjum ;

3) obrazy strony drugiej ;

Фамилии и имена Представителей по пограничным делам будут взаимно сообщаться в дипломатическом порядке при всяком новом назначении Представителя по пограничным делам.

Число Представителей по пограничным делам, а также районы их деятельности и пункты постоянного пребывания этих лиц, устанавливаются Протоколом, прилагаемым к настоящей Конвенции. Этот Протокол может быть по взаимному соглашению изменяем в дипломатическом порядке в течение срока действия настоящей Конвенции.

Статья 2.

Каждый Представитель по пограничным делам будет выполнять, совместно с Представителем по пограничным делам другой Договаривающейся Стороны, обязанности, вытекающие из постановления настоящей Конвенции, в определенном районе государственной границы, установленном Протоколом, упомянутым в ст. 1 настоящей Конвенции.

Статья 3.

Представители по пограничным делам имеют право назначать себе Заместителей, а также своих Уполномоченных.

Заместители пользуются всеми правами, предоставленными настоящей Конвенцией Представителям по пограничным делам.

Представители по пограничным делам взаимно сообщают фамилии, имена и места постоянного пребывания своих Заместителей.

Об'ем прав Уполномоченных определяется полномочием, выданным им Представителем по пограничным делам.

В случае назначения Уполномоченных, Представители по пограничным делам обоих Договаривающихся Сторон взаимно сообщают фамилии, имена и место пребывания Уполномоченных а также об'ем прав таковых в отношении районов их деятельности и круга порученных им дел.

Статья 4.

Представители по пограничным делам обязаны :

наблюдать за тем, чтобы пограничные власти Договаривающихся Сторон соблюдали пограничные договоры, конвенции и соглашения между Польской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик, поскольку в связи с этими договорами, конвенциями и соглашениями могут возникнуть пограничные споры, инциденты или конфликты ;

принимать меры для предупреждения инцидентов или конфликтов, могущих возникнуть на государственной границе ;

расследовать и разрешать инциденты и конфликты, возникающие на государственной границе, в особенности в случаях :

1) обстрела лиц или территории другой Договаривающейся Стороны ;

2) убийств или ранений лиц, находящихся на территории другой Договаривающейся Стороны, а равно в случаях нанесения иного телесного вреда лицам, находящимся на упомянутой территории ;

3) оскорбления другой стороны ;

4) naruszenia granicy państwowej przez statki powietrzne ;

5) nieumyślnego przejścia granicy państwowej przez osoby urzędowe lub prywatne, w jakich to wypadkach określa się także tryb powrotu tych osób na terytorjum Państwa, na którem one zamieszkują ;

6) przejścia granicy państwowej przez zwierzęta domowe i powstałe w związku z tem kwestje zwrotu tych zwierząt, jak również pokrycia strat i wydatków powstałych przez takie przejścia ;

7) przerzucania przez miejscowe władze graniczne na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony tych lub innych osób bez uprzedniej zgody drugiej strony ;

8) rozmów przez granicę państwową, o ile takie rozmowy mają miejsce nie między osobami urzędowemi, do tego upoważnionemi ;

9) przesunięcia lub uszkodzenia znaków granicznych, bądź innych urządzeń granicznych przez straż graniczną lub ludność miejscową ;

10) grabieży, a także umyślnego lub nieumyślnego zniweczenia lub uszkodzenia mienia, dokonanych na terytorjum jednej z Umawiających się Stron przez osoby, które przebywają na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony ;

11) powstania kwestyj o wysokość wszelkiego rodzaju odszkodowań, należnych jednej z Umawiających się Stron lub jej obywatelom, od drugiej Umawiającej się Strony lub jej obywateli, które to odszkodowania są wynikiem granicznego incydentu lub zatargu.

Artykuł 5.

Postanowienia wspólnie przyjęte przez Przedstawicieli do spraw granicznych lub ich Pełnomocników, wyczerpujące dany spór, incydent lub zatarg, uważane są za ostateczne. Wyjątek stanowią postanowienia przyjęte zgodnie z pkt. 11 art. 4 niniejszej Konwencji, kiedy wypłacana suma przekracza sumę maksymalną, ustanowioną dla wszystkich takich rozrachunków przez Umawiającą się Stronę płacącą i zakomunikowaną w drodze dyplomatycznej drugiej Umawiającej się Stronie. W tych wypadkach przyjęte decyzje nabierają mocy po zatwierdzeniu ich przez Ministerstwo Spraw Zagranicznych Rzeczypospolitej Polskiej i Ludowy Komisarjat Spraw Zagranicznych Związku Socjalistycznych Republik Rad.

Kwestje, co do których nie osiągnięto porozumienia pomiędzy Pełnomocnikami Przedstawicieli do spraw granicznych, przekazywane są do rozpatrzenia przez tych Przedstawicieli.

Kwestje, co do których pomiędzy Przedstawicielami do spraw granicznych nie osiągnięto porozumienia, przekazywane są do rozstrzygnięcia w drodze dyplomatycznej.

Artykuł 6.

Każdy Przedstawiciel do spraw granicznych ma prawo według własnego uznania przekazać każdą sprawę do rozstrzygnięcia w drodze dyplomatycznej, zawiadomiwszy o tem Przedstawiciela do spraw granicznych drugiej Umawiającej się Strony. Jednak i w takich wypadkach Przedstawiciele do spraw granicznych winni przeprowadzić odpowiednie badanie danej sprawy i ustalić jego wyniki w protokóle.

4) нарушения государственной границы воздушными судами ;

5) неумышленного перехода государственной границы должностными или частными лицами, в каковых случаях определяется также порядок возвращения этих лиц на территорию государства, в котором они проживают ;

6) перехода государственной границы домашними животными и возникновения в связи с этим вопросом возвращения этих животных, а также покрытия убытков и расходов, вызванных такими переходами ;

7) перебросок местными пограничными властями на территорию другой Договаривающейся Стороны, тех или иных лиц без предварительного согласия другой стороны ;

8) переговоров через государственную границу, если такие переговоры имеют место не между должностными лицами, на то уполномоченными ;

9) перемещения или повреждения пограничных знаков или иных пограничных сооружений пограничной охраной или местными жителями ;

10) похищения, а также умышленного или неумышленного уничтожения или повреждения имущества, совершенных на территории одной из Договаривающихся Сторон лицами, пребывающими на территории другой Договаривающейся Стороны ;

11) возникновения вопросов о размере всякого рода возмещений, причитающихся одной из Договаривающихся Сторон или ее гражданам от другой Договаривающейся Стороны или ее граждан, каковые возмещения являются следствием пограничного инцидента или конфликта.

Статья 5.

Постановления, совместно принятые Представителями по пограничным делам или их Уполномоченными, исчерпывающие данный спор, инцидент или конфликт, считаются окончательными. Исключения составляют постановления, принятые в силу пункта 11 ст. 4 настоящей Конвенции, если выплачиваемая сумма превышает максимум, установленный для всех таких расчетов платящей Договаривающейся Стороной, сообщенный в дипломатическом порядке другой Договаривающейся Стороне. В этих случаях, принятые решения вступают в силу после их утверждения Министерством Иностранных Дел Польской Республики и Народным Комиссариатом по Иностранным Делам Союза Советских Социалистических Республик.

Вопросы, по которым не достигнуто соглашение между Уполномоченными Представителей по пограничным делам передаются на обсуждение этих Представителей.

Вопросы, по которым между Представителями по пограничным делам не достигнуто соглашение, передаются на разрешение в дипломатическом порядке.

Статья 6.

Каждый Представитель по пограничным делам имеет право по собственному усмотрению передать любое дело на разрешение в дипломатическом порядке, уведомив о том Представителя по пограничным делам другой Договаривающейся Стороны. Однако и в таких случаях Представители по пограничным делам должны произвести соответствующее расследование данного дела и фиксировать его результаты в Протоколе.

Artykuł 7.

Z każdego posiedzenia Przedstawicieli do spraw granicznych lub ich Pełnomocników będzie sporządzony krótki protokół, w którym winny być uwidocznione w sposób zwięzły przebieg posiedzenia i powzięte decyzje. Protokół winien być sporządzony w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach w językach państwowych Umawiających się Stron. Decyzje uważa się za ostatecznie przyjęte po podpisaniu protokółu przez wyżej wskazane osoby.

Artykuł 8.

Przedstawiciele do spraw granicznych ustalają za wspólną zgodą kontrolne punkty przejściowe na granicy państwowej, na których dokonywana jest wymiana wszelkiej korespondencji związanej z działalnością Przedstawicieli do spraw granicznych, a również dokonywane jest przekazywanie ludzi, zwierząt i mienia.

Artykuł 9.

Spotkania i posiedzenia Przedstawicieli do spraw granicznych lub ich Pełnomocników odbywają się na wniosek jednego z nich i, o ile możności, w terminie wskazanym w zaproszeniu. Odpowiedź na zaproszenie winna być udzielona niezwłocznie, a w każdym razie nie później niż w ciągu 48 godzin od chwili otrzymania zaproszenia.

Na spotkanie lub posiedzenie, na które zaprasza Przedstawiciel do spraw granicznych, winien przybyć osobiście Przedstawiciel do spraw granicznych drugiej Umawiającej się Strony, z wyjątkiem wypadku, kiedy z ważnej przyczyny nie może być obecny (choroba, wyjazd służbowy, urlop). W tym wypadku Przedstawiciela do spraw granicznych zastępuje jego Zastępca, który obowiązany jest zawiadomić o tem zawczasu Przedstawiciela do spraw granicznych drugiej Umawiającej się Strony. Za zgodą Przedstawicieli do spraw granicznych mogą mieć miejsce spotkania i posiedzenia ich Zastępców.

W spotkaniach albo posiedzeniach Przedstawicieli do spraw granicznych, ich Zastępców lub Pełnomocników mogą brać udział oprócz tych osób przedstawiciel miejscowych organów ochrony granicy, z prawem głosu doradczego, niezbędne siły techniczne (sekretarze i tłumacze), jak również, w razie konieczności, eksperci każdej ze stron.

Artykuł 10.

Spotkania i posiedzenia, o których mowa w artykule poprzednim, winny z reguły odbywać się kolejno po jednej i drugiej stronie linji granicy państwowej. Przedstawiciele do spraw granicznych Umawiających się Stron mogą jednak po wzajemnem porozumieniu odstąpić w poszczególnych wypadkach od zasady powyższej, jeśli za tem przemawiałyby względy celowości.

Porządek dzienny obrad winien być ustalony w drodze przedwstępnych rozmów lub też w drodze korespondencji listownej. W wypadkach nagłych, po wzajemnem porozumieniu Przedstawicieli do spraw granicznych lub ich Pełnomocników, mogą być również rozpatrywane sprawy nieobjęte porządkiem dziennym.

Статья 7.

О каждом заседании Представителей по пограничным делам или их Уполномоченных, будет составляться краткий Протокол, в котором должны быть кратко отражены ход заседания и принятые решения. Протокол должен быть составлен в двух тождественных экземплярах, на государственных языках Договаривающихся Сторон. Решения считаются окончательно принятыми после подписания Протокола вышеуказанными лицами.

Статья 8.

Представители по пограничным делам устанавливают, по взаимному соглашению, переходно-контрольные пункты на государственной границе, в которых производится обмен всякой корреспонденции, связанной с деятельностью Представителей по пограничным делам, а также происходит передача людей, животных и имуществ.

Статья 9.

Встречи и заседания Представителей по пограничным Делам или их Уполномоченных происходят по предложению одного из них и по возможности в срок, указанный в приглашении. Ответ на приглашение должен даваться немедленно, и во всяком случае не позднее 48 часов с момента получения приглашения.

На встречу или на заседание, на которое приглашает Представитель по пограничным делам, должен лично прибыть Представитель по пограничным Делам другой Договаривающейся Стороны, за исключением случая, когда он не может присутствовать по уважительной причине (болезнь, командировка, отпуск). В этом случае Представителя по пограничным делам заменяет его Заместитель, который должен заблаговременно уведомить о том Представителя по пограничным делам другой Договаривающейся Стороны. По соглашению между Представителями по пограничным делам могут иметь место встречи и заседания их Заместителей.

При встречах или на заседаниях Представителей по пограничным делам, их Заместителей или их Уполномоченных могут участвовать, кроме этих лиц, Представитель местных органов охраны границ, с правом совещательного голоса, необходимые технические работники (секретари и переводчики), равно как, в случаях необходимости, и эксперты каждой из сторон.

Статья 10.

Встречи и заседания, о которых идет речь в предыдущей статье, должны, как правило, происходить поочередно по одной и другой стороне линии государственной границы. Однако, Представители по пограничным делам Договаривающихся Сторон могут, по взаимному соглашению, отказываться в отдельных случаях от вышеупомянутого принципа, если в пользу этого говорят соображения целесообразности.

Повестка дня заседания должна быть установлена путем предварительных переговоров или путем обмена письмами. В экстренных случаях, по взаимному соглашению Представителей по пограничным делам или их Уполномоченных, к рассмотрению могут быть приняты также и вопросы, незначащиеся в повестке дня.

Artykuł 11.

Przedstawicielom do spraw granicznych i ich Pełnomocnikom, a także osobom, o których mowa w ust. 3 art. 9 niniejszej Konwencji, udziela się prawa do przekraczania granicy państwowej w związku z załatwianiem granicznych sporów, incydentów lub zatargów, na podstawie osobistych dowodów wyżej wymienionych osób, zaopatrzonych w wizy Przedstawicieli do spraw granicznych drugiej Umawiającej się Strony.

Wizy dla Przedstawicieli do spraw granicznych i ich Pełnomocników, a także dla sekretarzy i tłumaczy wydawane są na wielokrotne przekraczanie granicy państwowej w ciągu wskazanego w wizie terminu, który nie powinien być dłuższy nad 3 miesiące. Przedstawiciele miejscowych organów ochrony granicy i eksperci otrzymują wizy na jednorazowe przejście granicy państwowej.

Przejście granicy państwowej odbywa się w punktach wskazanych w art. 8 niniejszej Konwencji, o ile Przedstawiciele do spraw granicznych nie umówią się co do innego miejsca przekroczenia granicy państwowej. O dniu i godzinie przejścia granicy państwowej należy zawczasu, a w każdym razie nie później jak na 12 godzin naprzód, zawiadomić odnośny organ ochrony granicy drugiej strony, który obowiązany jest wysłać na punkt przejściowy swego Przedstawiciela.

Przedstawiciele do spraw granicznych i ich Pełnomocnicy, a także osoby wymienione w ust. 3 art. 9 niniejszej Konwencji mają prawo przekraczać granicę państwową w umundurowaniu służbowem i z bronią.

Artykuł 12.

Przedstawicielom do spraw granicznych, ich Pełnomocnikom i przedstawicielom miejscowych organów ochrony granicy, biorącym udział w posiedzeniach i spotkaniach, gwarantowana jest osobista nietykalność i nietykalność posiadanych przez nich i przez towarzyszący im personel papierów służbowych.

Wyżej wspomniane osoby mają prawo zabierać ze sobą na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony konieczne dla pracy przedmioty i środki transportowe pod warunkiem powrotnego ich wywiezienia. Oprócz tego mają one prawo zabierać ze sobą dla własnego użytku produkty żywnościowe i wyroby tytoniowe w niezbędnej ilości. Przedmioty te, środki transportowe, produkty i wyroby tytoniowe przepuszczane są przez granicę państwową bez cła i innych opłat, lecz mogą podlegać kontroli celnej przy zachowaniu przepisu ustalonego w ust. 1 niniejszego artykułu.

Artykuł 13.

Osoby, nie wymienione w ust. 3 art. 9 niniejszej Konwencji, a których obecność niezbędna jest przy rozważaniu danej sprawy, przepuszczane są przez granicę państwową na podstawie jednorazowych przepustek, z terminem ważnosci 12 godzin, wydanych przez Przedstawiciela do spraw granicznych, a wizowanych przez Przedstawiciela do spraw granicznych drugiej Umawiającej się Strony.

Osoby te mogą w poszczególnych wypadkach być przepuszczane przez granicę państwową na podstawie ustnej zgody, wyrażonej w chwili spotkania Przedstawicieli do spraw granicznych Umawiających się Stron. Wyrażenie ustnej zgody winno być zaznaczone w protokóle przed zakończeniem obrad.

Статья 11.

Представителям по пограничным делам и их уполномоченным, а равно лицам, упомянутым в абзаце 3 ст. 9. настоящей Конвенции, предоставляется право перехода государственной границы по делам, связанным с урегулированием пограничных споров, инцидентов или конфликтов, на основании личных документов выше перечисленных лиц, снабженных визами Представителей по пограничным делам другой Договаривающейся Стороны.

Визы Представителям по пограничным делам и их Уполномоченным, а также секретарям и переводчикам, выдаются на многократный переход государственной границы в течение указанного в визе срока, который не должен превышать трех месяцев. Представители местных органов охраны границ и эксперты получают визы на разовый переход государственной границы.

Переход государственной границы совершается в пунктах, указанных в статье 8 настоящей Конвенции, если Представители по пограничным делам не условились об ином месте перехода государственной границы. О дне и часе перехода государственной границы следует заблаговременно и во всяком случае не позднее чем за 12 часов вперед уведомлять соответствующий орган пограничной охраны другой стороны, который обязан выслать в проходной пункт своего представителя.

Представители по пограничным делам и их Уполномоченные, а также лица, упомянутые в третьем абзаце ст. 9 настоящей Конвенции, имеют право переходить государственную границу в присвоенной им форме и при оружии.

Статья 12.

Представителям по пограничным делам, их Уполномоченным и представителям местных органов охраны границ, принимающим участье в встречах и заседаниях, гарантируется личная неприкосновенность и неприкосновенность служебных бумаг, находящихся при них и при состоящем при них персонале.

Выше упомянутые лица имеют право брать с собой на территорию другой Договаривающейся Стороны необходимые для работы предметы и средства транспорта, с условием обратного их вывоза. Кроме того, они имеют право брать с собой для личных надобностей продукты питания и табачные изделия, в необходимом количестве. Эти предметы, средства транспорта, продукты и табачные изделия, пропускаются через государственную границу без взимания таможенных пошлин и иных сборов, но могут подлежать таможенному досмотру, с соблюдением правила установленного в первом абзаце настоящей статьи.

Статья 13.

Лица, неупомянутые в абзаце 3 ст. 9 настоящей Конвенции, присутствие которых необходимо при рассмотрении данного вопроса, пропускаются через государственную границу на основании разовых пропусков со сроком действия на 12 часов, выдаваемых Представителем по пограничным делам и визированных Представителем по пограничным делам другой Договаривающейся Стороны.

В отдельных случаях эти лица могут пропускаться через государственную границу на основании устного согласия, выраженного в момент встречи Представителей по пограничным делам Договаривающихся Сторон. Выражение устного согласия должно быть перед окончанием заседания зафиксировано в Протоколе.

Osoby te mają prawo zabierać ze sobą dla własnego użytku na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony produkty żywnościowe, ogólnej wagi nie wyżej 5 kg na osobę i wyroby tytoniowe w niezbędnej ilości. Wspomniane produkty i wyroby tytoniowe przepuszczane są przez granicę państwową bez cła i innych opłat, lecz mogą podlegać kontroli celnej.

Artykuł 14.

Przedstawiciele do spraw granicznych i ich Pełnomocnicy mogą, po uprzedniem co do tego porozumieniu się, przeprowadzać wspólne badania incydentów i zatargów granicznych.

Czynnościami temi kieruje ten Przedstawiciel do spraw granicznych, na terytorjum Państwa którego przeprowadzana jest dana czynność.

Wszystkie wnioski przedkładane w wykonaniu postanowień niniejszego artykułu, tak przyjęte jak i odrzucone, a również powzięte w związku z temi wnioskami decyzje muszą być wciągnięte do protokółu.

Artykuł 15.

Każda z Umawiających się Stron pokrywa całkowicie wszystkie wydatki związane z pracą jej Przedstawicieli do spraw granicznych.

Artykuł 16.

Każda z Umawiających się Stron będzie okazywała niezbędną pomoc osobom, przybyłym na jej terytorjum w związku z wykonywaniem niniejszej Konwencji, w otrzymaniu przez te osoby środków przewozowych, mieszkania i środków łączności z ich władzami.

Artykuł 17.

Konwencja niniejsza obowiązywać będzie w ciągu pięciu lat. Jeżeli żadna z Umawiających się Stron na sześć miesięcy przed upływem terminu ważności Konwencji niniejszej nie wypowie jej, lub nie zaproponuje wprowadzenia do niej zmian, Konwencja będzie obowiązywała automatycznie na tych samych zasadach na następne okresy pięcioletnie.

Artykuł 18.

Niniejsza Konwencja wejdzie w życie na 45-ty dzień, licząc od dnia powiadomienia w drodze dyplomatycznej o zatwierdzeniu jej przez oba Rządy. Z chwilą wejścia w życie konwencji niniejszej « Układ między Rzecząpospolitą Polską z jednej Strony a Związkiem Socjalistycznych Republik Rad z drugiej strony o rozstrzyganiu zatargów granicznych », zawarty w Moskwie 3-go sierpnia 1925 roku, traci moc obowiązującą.

Эти лица имеют право брать с собой для личных надобностей на территорию другой Договаривающейся Стороны продукты питания общим весом не свыше 5 килограмов на человека и табачные изделия в необходимом количестве. Упомянутые продукты и табачные изделия пропускаются через государственную границу без взимания таможенных пошлин и иных сборов, но могут подвергаться таможенному досмотру.

Статья 14.

Представители по пограничным делам и их Уполномоченные могут, по предварительному о том соглашению, производить совместное расследование пограничных инцидентов и конфликтов.

Этими действиями руководит тот Представитель по пограничным делам, на территории государства которого совершается данное действие.

Все предложения, вносимые в порядке исполнения постановлений настоящей статьи, как принятые, так и отклоненные, а равно решения, принятые в связи с этими предложениями, обязательно заносятся в Протокол.

Статья 15.

Каждая из Договаривающихся Сторон полностью покрывает все расходы, связанные с работою ее Представителей по пограничным делам.

Статья 16.

Каждая из Договаривающихся Сторон будет оказывать необходимое содействие лицам, прибывающим на ее территорию в связи с исполнением настоящей Конвенции, в получении этими лицами средств передвижения, квартир и средств связи с их властями.

Статья 17.

Настоящая Конвенция будет действовать в течение пяти лет. Если ни одна из Договаривающихся Сторон не заявит за шесть месяцев до истечения срока действия настоящей Конвенции о своем отказе от нее или о желании внести в нее изменения, Конвенция будет автоматически действительна на таких же началах на следующие пятилетние сроки.

Статья 18.

Настоящая Конвенция вступит в силу на 45-й день, считая со дня уведомления в дипломатическом порядке об утверждении ее обоими Правительствами.

Со дня вступления ее в силу « Соглашение между Польской Республикой с одной стороны и Союзом Советских Социалистических Республик с другой стороны, о разрешении порганичных конфликтов », заключенное в Москве 3 августа 1925 года, теряет силу.

Artykuł 19.

Konwencję niniejszą sporządzono w dwóch oryginalnych egzemplarzach, każdy w języku polskim i rosyjskim, przyczem oba teksty uważa się za autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy Umawiających się Stron podpisali Konwencję niniejszą i wycisnęli na niej swe pieczęcie w Moskwie dnia 3 czerwca tysiąc dziewięćset trzydziestego trzeciego roku.

(L. S.) (—) J. ŁUKASIEWICZ. *(L. S.)* (—) N. KRESTINSKIJ.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy zawarciu Konwencji między Rzecząpospolitą Polską a Związkiem Socjalistycznych Republik Rad o trybie badania i rozstrzygania incydentów i zatargów granicznych niżej podpisani Pełnomocnicy Umawiających się Stron postanowili co następuje :

Do art. 3 *Konwencji.*

Wyznaczenie Zastępców Przedstawicieli do spraw granicznych i koniecznej ilości Pełnomocników tych Przedstawicieli, o ile takowi będą naznaczeni, określenie miejsc stałego pobytu Zastępców Przedstawicieli do spraw granicznych i

określenie terenów działalności Pełnomocników Przedstawicieli do spraw granicznych i miejsc stałego pobytu tych Pełnomocników —

będzie dokonane przez Przedstawicieli do spraw granicznych Umawiających się Stron na pierwszem ich posiedzeniu po wejściu w życie niniejszej Konwencji.

Liczba Pełnomocników Przedstawicieli do spraw granicznych, tereny ich działalności i miejsce stałego pobytu tych osób, a również Zastępców wyżej wspomnianych Przedstawicieli, mogą być zmieniane przez odnośnych Przedstawicieli do spraw granicznych w ciągu okresu ważności powyższej Konwencji.

Do art. 4 *Konwencji.*

W uzupełnieniu art. 4 Konwencji Umawiające się Strony zgodziły się wydać instrukcje o niezwłocznem zwracaniu granicznym władzom drugiej Umawiającej się Strony wszelkiego rodzaju państwowego mienia wojennego, które mogłoby być nielegalnie lub wypadkowo przeniesione lub przeprowadzone na ich terytorjum.

Do art. 6 *Konwencji.*

Umawiające się Strony rozumieją artykuł ten w tym sensie, że postanowienia jego odnoszą się do zatargów granicznych mających szczególnie ważne znaczenie dla wzajemnych stosunków granicznych.

Статья 19.

Настоящая Конвенция составлена в двух подлинных экземплярах, каждый на польском и русском языках, при чем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего, Уполномоченные Договаривающихся Сторон подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатями.

Подписано в Москве « 3 » июня тысяча девятьсот тридцать третьего года.

(L. S.) (—) J. ŁUKASIEWICZ. *(L. S.)* (—) Н. КРЕСТИНСКИЙ.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

При заключении Конвенции между Польской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке расследования и разрешения пограничных инцидентов и конфликтов, ниже подписавшиеся, Уполномоченные Договаривающихся Сторон, постановили нижеследующее :

По статье 3 Конвенции.

Выделение Заместителей Представителей по пограничным делам и Уполномоченных этих Представителей, в необходимом числе, по скольку таковые будут назначены ;

определение пунктов постоянного пребывания Заместителей Представителей по пограничным делам, и

определение районов деятельности Уполномоченных Представителей по пограничным делам и пунктов постоянного пребывания этих Уполномоченных — будет произведено Представителями по пограничным делам договаривающихся сторон на первом их заседании после вступления в силу настоящей Конвенции.

Число Уполномоченных Представителей по пограничным делам, распределение районов их деятельности и место постоянного пребывания этих лиц, а равно Заместителей вышеупомянутых Представителей, могут быть изменены соответственными Представителями по пограничным делам в течение срока действия вышеупомянутой Конвенции.

По статье 4 Конвенции.

В дополнение к статье 4 Конвенции Договаривающиеся Стороны уславливаются, что они дадут предписание о немедленном возвращении пограничным властям другой Договаривающейся Стороны государственного военного имущества всякого рода и наименования, которое могло бы быть незаконно или случайно переведено или перенесено на их территории.

По статье 6 Конвенции.

Договаривающиеся Стороны понимают эту статью в том смысле, что ее постановления относятся к пограничным конфликтам, имеющим особенно важное значение для пограничных взаимоотношений.

Do art. 8 Konwencji.

Wyznaczenie kontrolnych punktów przejściowych na granicy państwowej będzie dokonane przez Przedstawicieli do spraw granicznych na pierwszem ich posiedzeniu po wejściu w życie powyższej Konwencji.

Zmiana ilości i miejsc kontrolnych punktów przejściowych może być dokonywana przez Przedstawicieli do spraw granicznych za wspólną ich zgodą w ciągu okresu ważności powyższej Konwencji.

Do art. 14 Konwencji.

Umawiające się Strony rozumieją artykuł ten w tym sensie, że wymienione w nim « wspólne badanie » nie może być w żadnym razie rozumiane jako wspólne przeprowadzanie czynności w trybie śledztwa, które to czynności podlegają wyłącznej kompetencji sądowych lub śledczych władz każdej z Umawiających się Stron.

Niniejszy Protokół Końcowy sporządzony został w dwóch oryginalnych egzemplarzach każdy w języku polskim i rosyjskim, przyczem oba teksty uważa się za autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy Umawiających się Stron podpisali niniejszy Protokół Końcowy w Moskwie dnia 3 czerwca tysiąc dziewięćset trzydziestego trzeciego roku.

(—) J. ŁUKASIEWICZ. (—) N. KRESTINSKIJ.

PROTOKÓŁ

DO KONWENCJI MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A ZWIĄZKIEM SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD O TRYBIE BADANIA I ROZSTRZYGANIA INCYDENTÓW I ZATARGÓW GRANICZNYCH, ZAWARTEJ W MOSKWIE 3 CZERWCA 1933 ROKU.

W wykonaniu art. 1 Konwencji pomiędzy Rzecząpospolitą Polską a Związkiem Socjalistycznych Republik Rad o trybie badania i rozstrzygania incydentów i zatargów granicznych Umawiające się Strony ustanawiają, że Przedstawicielami do spraw granicznych są :

I. *Ze strony Rzeczypospolitej Polskiej :*

1) Starosta powiatu brasławskiego, ze stałem miejscem pobytu w Brasławiu. Teren działalności brasławskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. o do słupa granicznego Nr. 42 włącznie.

2) Starosta powiatu dziśnieńskiego, ze stałem miejscem pobytu w Głębokiem. Teren działalności dziśnieńskiego Przedstawiciela od spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 42 do słupa granicznego Nr. 367 włącznie.

3) Starosta powiatu wilejskiego, ze stałem miejscem pobytu w Wilejce. Teren działalności wilejskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 367 do słupa granicznego Nr. 532 włącznie.

По статье 8 Конвенции.

Установление переходно-контрольных пунктов на государственной границе будет произведено Представителями по пограничным делам на первом их заседании после вступления в силу вышеупомянутой Конвенции.

Изменение числа и места нахождения этих переходно-контрольных пунктов может производиться Представителями по пограничным делам, по взаимному соглашению, в течение срока действия вышеупомянутой Конвенции.

По статье 14 Конвенции.

Договаривающиеся Стороны понимают эту статью в том смысле, что упомянутое в ней « совместное расследование » ни в коем случае не может быть понимаемо, как совместное производство действий следственного порядка, входящих в исключительную компетенцию судебных или следственных властей каждой из Договаривающихся Сторон.

Настоящий Заключительный Протокол составлен в двух подлинных экземплярах, каждый на польском и русском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего, Уполномоченные Договаривающихся Сторон подписали настоящий Заключительный Протокол в Москве, «3» июня тысяча деветьсот тридцать третьего года.

(—) J. Łukasiewicz. (—) Н. Крестинский.

ПРОТОКОЛ

к Конвенции между Польской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке расследования и разрешения пограничных инцидентов и конфликтов, заключенной в Москве «3» июня 1933 года.

Во исполнение статьи 1 Конвенции между Польской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке расследования и разрешения пограничных инцидентов и конфликтов, Договаривающиеся Стороны устанавливают, что Представителями по пограничным делам являются :

I. *Со стороны Польской Республики.*

1) Староста Брацлавского уезда, с постоянным местопребыванием в Брацлаве. Район деятельности Брацлавского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 0 до пограничного столба № 42 (включительно).

2) Староста Дисненского уезда, с постоянным местопребыванием в Глубоком. Район деятельности Дисненского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 42 до пограничного столба № 367 (включительно).

3) Староста Вилейского уезда, с постоянным местопребыванием в Вилейке. Район деятельности Вилейского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 367 до пограничного столба № 532 (включительно).

4) Starosta powiatu mołodeczańskiego, ze stałem miejscem pobytu w Mołodecznie. Teren działalności mołodeczańskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 532 do słupa granicznego Nr. 670 włącznie.

5) Starosta powiatu wołożyńskiego, ze stałem miejscem pobytu w Wołożynie. Teren działalności wołożyńskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 670 do słupa granicznego Nr. 704 włącznie.

6) Starosta powiatu stołpeckiego, ze stałem miejscem pobytu w Stołpcach. Teren działalności stołpeckiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 704 do słupa granicznego Nr. 816 włącznie.

7) Starosta powiatu nieświeskiego, ze stałem miejscem pobytu w Nieświeżu. Teren działalności nieświeskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 816i do słupa granicznego Nr. 970 włącznie.

8) Starosta powiatu łuninieckiego, ze stałem miejscem pobytu w Łunińcu. Teren działalnośc łuninieckiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 970 do słupa granicznego Nr. 1138 włącznie.

9) Starosta powiatu stolińskiego, ze stałem miejscem pobytu w Stolinie. Teren działalności stolińskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1138 do słupa granicznego Nr. 1339 włącznie.

10) Starosta powiatu sarneńskiego, ze stałem miejscem pobytu w Sarnach. Teren działalności sarneńskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1339 do słupa granicznego Nr. 1459 włącznie.

11) Starosta powiatu kostopolskiego, ze stałem miejscem pobytu w Kostopolu. Teren działalności kostopolskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1459 do słupa granicznego Nr. 1516 włącznie.

12) Starosta powiatu rówieńskiego, ze stałem miejscem pobytu w Równem. Teren działalności rówieńskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1516 do słupa granicznego Nr. 1680 włacznie.

13) Starosta powiatu zdołbunowskiego, ze stałem miejscem pobytu w Zdołbunowie. Teren działalności zdołbunowskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1680 do słupa granicznego Nr. 1763 włącznie.

14) Starosta powiatu krzemienieckiego, ze stałem miejscem pobytu w Krzemieńcu. Teren działalności krzemienieckiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1763 do słupa granicznego Nr. 1861a włącznie.

15) Starosta powiatu zbaraskiego, ze stałem miejscem pobytu w Zbarażu. Teren działalności zbaraskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1861a do słupa granicznego Nr. 1893 włącznie.

16) Starosta powiatu skałackiego, ze stałem miejscem pobytu w Skałacie. Teren działalności skałackiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1893 do słupa granicznego Nr. 1997 włącznie.

17) Starosta powiatu kopyczynieckiego, ze stałem miejscem pobytu w Kopyczyńcach. Teren działalności kopyczynieckiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1997 do słupa granicznego Nr. 2096 włącznie.

18) Starosta powiatu borszczowskiego, ze stałem miejscem pobytu w Borszczowie. Teren działalności borszczowskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 2096 do słupa granicznego Nr. 2290 włącznie.

4) Староста Молодеченского уезда, с постоянным местопребыванием в Молодечно. Район деятельности Молодеченского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 532 до пограничного столба № 670 (включительно).

5) Староста Воложинского уезда, с постоянным местопребыванием в Воложине. Район деятельности Воложинского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 670 до пограничного столба № 704 (включительно).

6) Староста Столпецкого уезда, с постоянным местопребыванием в Столпцах. Район деятельности Столпецкого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 704 до пограничного столба № 816 (включительно).

7) Староста Несвижского уезда, с постоянным местопребыванием в Несвиже. Район деятельности Несвижского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 816 до пограничного столба № 970 (включительно).

8) Староста Лунинецкого уезда, с постоянным местопребыванием в Лунинце. Район деятельности Лунинецкого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 970 до пограничного столба № 1138 (включительно).

9) Староста Столинского уезда, с постоянным местопребыванием в Столине. Район деятельности Столинского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1138 до пограничного столба № 1339 (включительно).

10) Староста Сарнинского уезда, с постоянным местопребыванием в Сарнах. Район деятельности Сарнинского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1339 до пограничного столба № 1459 (включительно).

11) Староста Костопольского уезда, с постоянным местопребыванием в Костополе. Район деятельности Костопольского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1459 до пограничного столба № 1516 (включительно).

12) Староста Ровненского уезда, с постоянным местопребыванием в Ровно. Район деятельности Ровненского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1516 до пограничного столба № 1680 (включительно).

13) Староста Здолбуновского уезда, с постоянным местопребыванием в Здолбуново. Район деятельности Здолбуновского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1680 до пограничного столба № 1763 (включительно).

14) Староста Кременецкого уезда, с постоянным местопребыванием в Кременце. Район деятельности Кременецкого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1763 до пограничного столба № 1861а (включительно).

15) Староста Збаражского уезда, с постоянным местопребыванием в Збараже. Район деятельности Збаражского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1861а до пограничного столба № 1893 (включительно).

16) Староста Скалаческого уезда, с постоянным местопребыванием в Скалаче. Район деятельности Скалаческого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1893 до пограничного столба № 1997 (включительно).

17) Староста Копычинецкого уезда, с постоянным местопребыванием в Копычинцах. Район деятельности Копычинецкого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1997 до пограничного столба № 2096 (включительно).

18) Староста Борщовского уезда, с постоянным местопребыванием в Борщове. Район деятельности Борщовского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 2096 до пограничного столба № 2290 (включительно).

II. *Ze strony Związku Socjalistycznych Republik Rad :*

1) Naczelnik ochrony pogranicza Połockiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Połocku. Rejon działalności Połockiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 0 do słupa granicznego Nr. 290 włącznie.

2) Naczelnik ochrony pogranicza Pleszczenickiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Pleszczenicy. Rejon działalności Pleszczenickiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 290 wyłącznie do słupa granicznego Nr. 511 włącznie.

3) Naczelnik ochrony pogranicza Zasławskiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Zasławiu. Rejon działalności Zasławskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 511 wyłącznie do słupa granicznego Nr. 677 wyłącznie.

4) Naczelnik ochrony pogranicza Dzierżyńskiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Dzierżyńsku. Rejon działalności Dzierżyńskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 677 włącznie do słupa granicznego Nr. 842 włącznie.

5) Naczelnik ochrony pogranicza Tymkowickiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Tymkowiczach. Rejon działalności Tymkowickiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 842 wyłącznie do słupa granicznego Nr. 1063 wyłącznie.

6) Naczelnik ochrony pogranicza Żytkowickiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Żytkowiczach. Rejon działalności Żytkowickiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1063 włącznie do słupa granicznego Nr. 1290 wyłącznie.

7) Naczelnik ochrony pogranicza Olewskiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Olewsku. Rejon działalności Olewskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1290 włącznie do słupa granicznego Nr. 1499 włącznie.

8) Naczelnik ochrony pogranicza Sławuckiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Sławucie. Rejon działalności Sławuckiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1499 wyłącznie do słupa granicznego Nr. 1733 włącznie.

9) Naczelnik ochrony pogranicza Jampolskiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Jampolu. Rejon działalności Jampolskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1733 wyłącznie do słupa granicznego Nr. 1877 włącznie.

10) Naczelnik ochrony pogranicza Wołoczyskiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu we wsi Frydrychówce. Rejon działalności Wołoczyskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 1877 wyłącznie do słupa granicznego Nr. 2013 wyłącznie.

11) Naczelnik ochrony pogranicza Kamieniecko-Podolskiego rejonu, ze stałem miejscem pobytu w Kamieńcu-Podolskim. Rejon działalności Kamieniecko-Podolskiego Przedstawiciela do spraw granicznych rozciąga się od słupa granicznego Nr. 2013 włącznie do słupa granicznego Nr. 2290 włącznie.

II. *Со стороны Союза Советских Социалистических Республик.*

1) Начальник пограничной охраны Полоцкого района, с постоянным местопребыванием в городе Полоцке. Район деятельности Полоцкого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 0 до пограничного столба № 290 (включительно).

2) Начальник пограничной охраны Плещеницкого района, с постоянным местопребыванием в местечке Плещеницы. Район деятельности Плещеницкого Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 290 (исключительно) до пограничного столба № 511 (включительно).

3) Начальник пограничной охраны Заславльского района, с постоянным местопребыванием в местечке Заславль. Район деятельности Заславльского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 511 (исключительно) до пограничного столба № 677 (исключительно).

4) Начальник пограничной охраны Дзержинского района, с постоянным местопребыванием в городе Дзержинске. Район деятельности Дзержинского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 677 (включительно) до пограничного столба № 842 (включительно).

5) Начальник пограничной охраны Тимковичского района, с постоянным местопребыванием в местечке Тимковичи. Район деятельности Тимковичского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 842 (исключительно) до пограничного столба № 1063 (исключительно).

6) Начальник пограничной охраны Житковичского района, с постоянным местопребыванием в местечке Житковичи. Район деятельности Житковичского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1063 (включительно) до пограничного столба № 1290 (исключительно).

7) Начальник пограничной охраны Олевского района, с постоянным местопребыванием в местечке Олевск. Район деятельности Олевского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1290 (включительно) до пограничного столба № 1499 (включительно).

8) Начальник пограничной охраны Славутского района, с постоянным местопребыванием в местечке Славута. Район деятельности Славутского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1499 (исключительно) до пограничного столба № 1733 (включительно).

9) Начальник пограничной охраны Ямпольского района, с постоянным местопребыванием в местечке Ямполь. Район деятельности Ямпольского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1733 (исключительно) до пограничного столба № 1877 (включительно).

10) Начальник пограничной охраны Волочиского района, с постоянным местопребыванием в селе Фридриховка. Район деятельности Волочиского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 1877 (исключительно) до пограничного столба № 2013 (исключительно).

11) Начальник пограничной охраны Каменец-Подольского района, с постоянным местопребыванием в городе Каменец-Подольске. Район деятельности Каменец-Подольского Представителя по пограничным делам простирается от пограничного столба № 2013 (включительно) до пограничного столба № 2290 (включительно).

Niniejszy Protokół sporządzony został w dwóch oryginalnych egzemplarzach, każdy w języku polskim i rosyjskim, przyczem oba teksty uważa się za autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy Umawiających się Stron podpisali niniejszy Protokół w Moskwie 3 czerwca tysiąc dziewięćset trzydziestego trzeciego roku.

L. S. (—) J. ŁUKASIEWICZ. *L. S.* (—) N. KRESTINSKIJ.

PROTOKÓŁ PODPISANIA.

Podpisując Konwencję między Rzecząpospolitą Polską a Związkiem Socjalistycznych Republik Rad o trybie badania i rozstrzygania granicznych incydentów i zatargów niżej podpisani Pełnomocnicy Umawiających się Stron zgadzają się przedsięwziąć niezbędne kroki, aby wskazana Konwencja była zatwierdzona przez odnośne ich Rządy w możliwie krótkim czasie.

Niniejszy Protokół sporządzony został w dwóch oryginalnych egzemplarzach, każdy w języku polskim i rosyjskim, przyczem oba teksty uważa się za autentyczne.

Na dowód czego Pełnomocnicy Umawiających się Stron podpisali niniejszy Protokół w Moskwie dnia 3 czerwca tysiąc dziewięćset trzydziestego trzeciego roku.

(—) J. ŁUKASIEWICZ. (—) N. KRESTINSKIJ.

Настоящий Протокол составлен в двух подлинных экземплярах, каждый на польском и русском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего, Уполномоченные Договаривающихся Сторон подписали настоящий Протокол в Москве «3» июня тысяча девятьсот тридцать третьего года.

(L. S.) (—) J. Łukasiewicz. *(L. S.)* (—) Н. Крестинский.

ПРОТОКОЛ ПОДПИСАНИЯ.

Подписывая Конвенцию между Польской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке расследования и разрешения пограничных инцидентов и конфликтов, нижеподписавшиеся Уполномоченные Договаривающихся Сторон соглашаются принять необходимые меры к тому, чтобы означенная Конвенция была утверждена соответственными Правительствами в возможно краткий срок.

Настоящий Протокол составлен в двух подлинных экземплярах, каждый на польском и русском языках, причем оба текста считаются аутентичными.

В удостоверение чего, Уполномоченные Договаривающихся Сторон подписали настоящий Протокол в Москве, «3» июня тысяча девятьсот тридцать третьего год.

(—) J. Łukasiewicz. (—) Н. Крестинский.

[1] TRADUCTION.

N° 3300. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, CONCERNANT LA PROCÉDURE A SUIVRE POUR L'EXAMEN ET LE RÈGLEMENT DES INCIDENTS ET CONFLITS DE FRONTIÈRE. SIGNÉE A MOSCOU, LE 3 JUIN 1933.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, d'une part,

et

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part,

Désireux d'assurer pour le mieux l'examen et le règlement rapides des incidents et conflits pouvant se produire à la frontière entre les deux Etats,

Ont décidé de conclure la présente convention et désigné à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Juljusz ŁUKASIEWICZ, envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire de la République de Pologne à Moscou ;

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Nicolas KRESTINSKY, commissaire du peuple par intérim aux Affaires étrangères, membre du comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétistes socialistes;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, désigneront chacun des représentants pour les affaires de frontière, lesquels auront pour fonctions d'examiner et de régler les incidents et conflits de frontière, ainsi que les différends entre les autorités de frontière des Parties contractantes, conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente convention.

Les noms et prénoms des représentants pour les affaires de frontière seront communiqués de part et d'autre par la voie diplomatique chaque fois que sera nommé un nouveau représentant.

Le nombre des représentants pour les affaires de frontière, ainsi que les secteurs sur lesquels s'exercera leur activité et les lieux de leur résidence permanente sont fixés dans le protocole annexé à la présente convention. Ce protocole pourra être modifié d'un commun accord par la voie diplomatique au cours de la période d'application de la présente convention.

Article 2.

Chaque représentant pour les affaires de frontière exercera, conjointement avec le représentant pour les affaires de frontière de l'autre Partie contractante, les fonctions découlant des dispositions

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3300. — CONVENTION BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, REGARDING THE PROCEDURE FOR INVESTIGATING AND SETTLING FRONTIER INCIDENTS AND DISPUTES. SIGNED AT MOSCOW, JUNE 3, 1933.

THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC, of the one part,
and
THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part,

Being desirous of making the best possible provision for the rapid investigation and settlement of incidents and disputes which may arise on the frontier between the two States,

Have decided to conclude the present Convention and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Juljusz ŁUKASIEWICZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Polish Republic in Moscow ;

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Nikolai Nikolaievich KRESTINSKY, Acting People's Commissary of Foreign Affairs, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics;

Who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Government of the Polish Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall each appoint Representatives for frontier affairs whose duty it shall be to enquire into and settle frontier incidents and disputes and also differences between the frontier authorities of the Contracting Parties in accordance with Article 4 of the present Convention.

Each Party shall communicate the surnames and first names of the Representatives for frontier affairs to the other Party through the diplomatic channel whenever a fresh Representative for frontier affairs is appointed.

The number of Representatives for frontier affairs, the area in which they perform their functions and the places of their permanent residence shall be fixed in the Protocol attached to the present Convention. This Protocol may be modified by mutual agreement through the diplomatic channel during the period for which the present Convention remains in force.

Article 2.

Each Representative for foreign affairs, in conjunction with the Representative for frontier affairs of the other Contracting Party, shall perform the functions arising out of the provisions

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de la présente convention, dans le secteur de la frontière déterminé dans le protocole mentionné à l'article premier de la présente convention.

Article 3.

Les représentants pour les affaires de frontière auront le droit de désigner des suppléants et des délégués.

Les suppléants jouiront de tous les droits conférés par la présente convention aux représentants pour les affaires de frontière.

Les représentants pour les affaires de frontière se communiqueront réciproquement les noms, prénoms et lieux de résidence permanente de leurs suppléants.

L'étendue des attributions des délégués est fixée dans le pouvoir qui leur sera délivré par le représentant pour les affaires de frontière.

En cas de désignation de délégués, les représentants pour les affaires de frontière des deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement les noms, prénoms et lieux de résidence de ces délégués, ainsi que l'étendue de leurs attributions en ce qui concerne les secteurs dans lesquels s'exercera leur activité et les affaires qui leur seront confiées.

Article 4.

Les représentants pour les affaires de frontière seront tenus :

De veiller à ce que les autorités de frontière des Parties contractantes observent les dispositions des traités, conventions et accords relatifs aux frontières, conclus entre la République de Pologne et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, dans la mesure où des différends, incidents ou conflits de frontière pourraient surgir en connexion avec lesdits traités, conventions et accords ;

De prendre des mesures pour éviter les incidents et conflits pouvant se produire à la frontière ;

D'examiner et de régler les incidents et conflits se produisant à la frontière, notamment dans les cas suivants :

1° Lorsque des coups de feu sont tirés sur des personnes ou sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

2° Lorsque des personnes se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante sont tuées ou blessées, ainsi que dans les cas où d'autres dommages corporels sont causés à des personnes se trouvant sur ledit territoire ;

3° En cas d'offense à l'adresse de l'autre partie ;

4° En cas de violation de la frontière par des aéronefs ;

5° Lorsque des fonctionnaires ou des particuliers passent involontairement la frontière, auquel cas il y aura lieu également de déterminer la manière dont ces personnes seront renvoyées sur le territoire de l'Etat dans lequel elles résident ;

6° Lorsque des animaux domestiques passent la frontière et qu'il s'agit à cette occasion de régler les questions relatives au retour de ces animaux et au dédommagement des pertes et frais résultant du passage de la frontière par lesdits animaux ;

7° Lorsque les autorités locales de la frontière font passer des personnes sur le territoire de l'autre Partie contractante, sans accord préalable avec celle-ci ;

8° En cas de pourparlers à travers la frontière si ces pourparlers n'ont pas lieu entre des fonctionnaires autorisés à cet effet ;

9° Lorsque les préposés à la garde de la frontière ou les habitants déplacent ou endommagent les signes de la frontière ou d'autres installations de frontière ;

of the present Convention in the frontier district determined in the Protocol mentioned in Article 1 of the present Convention.

Article 3.

The Representatives for frontier affairs shall be entitled to appoint substitutes and deputies.

The substitutes shall enjoy all rights conferred by the present Convention on the Representatives for frontier affairs.

The Representatives for frontier affairs shall communicate to each other the surnames, first names and places of permanent residence of their substitutes.

The extent of the powers and functions of the deputies shall be specified in the commission given to them by the Representatives for frontier affairs.

Where deputies are appointed, the Representatives for frontier affairs of the two Contracting Parties shall inform each other of the surnames, first names and places of residence of such deputies and also the extent of their powers and functions with regard to the areas under their charge and the matters entrusted to them.

Article 4.

It shall be the duty of the Representatives for frontier affairs :

To see that the frontier authorities of the Contracting Parties observe the frontier treaties, conventions and agreements between the Polish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics in so far as frontier disputes, incidents or conflicts may arise in connection with the said treaties, conventions and agreements ;

To take steps to prevent possible incidents or disputes on the frontier ;

To examine and settle incidents and disputes arising on the frontier, especially in cases :

(1) Where shots are fired at persons or on the territory of the other Contracting Party ;

(2) Where persons on the territory of the other Contracting Party are killed or wounded, and also in cases where other bodily injury is inflicted on persons in the said territory ;

(3) Where the other Party is insulted ;

(4) Where the frontier is violated by aircraft ;

(5) Where the frontier is unintentionally crossed by official or private persons, in which case the procedure for returning such persons to the territory of the State to which they belong shall be determined ;

(6) Where the frontier is crossed by domestic animals, and where, in this connection, it is necessary to settle questions, as to the return of such animals and the refunding of losses and expenses arising out of such cases ;

(7) Where the local frontier authorities cause any persons to cross to the territory of the other Contracting Party without the prior consent of that Party ;

(8) Where negotiations take place across the frontier between persons who are not officials authorised for the purpose ;

(9) Where frontier marks or other frontier structures are removed or damaged by the frontier guard or local inhabitants ;

10° En cas de vol, ainsi que de destruction ou détérioration volontaire ou involontaire de biens, commis sur le territoire de l'une des Parties contractantes par des personnes résidant sur le territoire de l'autre partie ;

11° Lorsque surgissent des questions concernant le montant des indemnités de toute sorte à payer à l'une des Parties contractantes ou à ses ressortissants par l'autre partie ou ses ressortissants, si le paiement de ces indemnités est une conséquence d'un incident ou conflit de frontière.

Article 5.

Les décisions prises conjointement par les représentants pour les affaires de frontière des deux parties ou leurs délégués et comportant le règlement définitif d'un différend, d'un incident ou d'un conflit donné, seront considérées comme définitivement rendues. Sont exceptées les décisions prises en vertu du point 11 de l'article 4 de la présente convention si la somme à payer est supérieure au maximum fixé pour tous les règlements de cette nature par la Partie contractante qui doit effectuer le paiement et communiqué à l'autre Partie contractante par la voie diplomatique. Dans ces cas, les décisions prises entreront en vigueur après qu'elles auront été ratifiées par le Ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne et le Commissariat du peuple pour les affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Les questions au sujet desquelles un accord ne sera pas intervenu entre les délégués des représentants pour les affaires de frontière seront soumises à l'examen desdits représentants.

Les questions au sujet desquelles un accord ne sera pas intervenu entre les représentants pour les questions de frontière feront l'objet d'un règlement par la voie diplomatique.

Article 6.

Chaque représentant pour les affaires de frontière aura le droit, à sa discrétion, de soumettre une affaire quelconque au règlement par la voie diplomatique, après en avoir informé le représentant pour les affaires de frontière de l'autre Partie contractante. Toutefois, même en pareil cas, les représentants pour les affaires de frontière devront procéder à l'enquête nécessaire au sujet de l'affaire en question et consigner dans un procès-verbal les résultats de cette enquête.

Article 7.

Pour chaque réunion des représentants des affaires de frontière ou de leurs délégués, il sera établi un bref procès-verbal dans lequel seront consignées en résumé les délibérations et les décisions prises. Le procès-verbal devra être établi en deux exemplaires identiques, dans les langues officielles des Parties contractantes. Les décisions seront considérées comme prises définitivement après la signature des procès-verbaux par les personnes susmentionnées.

Article 8.

Les représentants pour les affaires de frontière désigneront d'un commun accord les points de contrôle du passage de la frontière, où s'effectuera l'échange de toute la correspondance ayant trait à l'activité des représentants pour les affaires de frontière et où aura lieu également la remise des personnes, animaux et biens.

Article 9.

Les entrevues et réunions des représentants pour les affaires de frontière ou de leurs délégués auront lieu sur la proposition de l'un d'entre eux et, dans la mesure du possible, à la date fixée

(10) In case of theft and of wilful or unintentional destruction of or damage to property caused in the territory of one of the Contracting Parties by parties living in the territory of the other Contracting Party ;

(11) Where questions arise concerning the amount of any kind of compensation due to one of the Contracting Parties or to its nationals from the other Contracting Party or its nationals, if such compensation is a consequence of a frontier incident or dispute.

Article 5.

Decisions taken conjointly by the Representatives for frontier affairs or their deputies in definite settlement of a given dispute, incident or conflict shall be considered as final. Decisions taken under Article 4, point 11, of the present Convention shall constitute an exception, if the amount to be paid exceeds the maximum fixed for all such payments by the Contracting Party required to make the payment and communicated through the diplomatic channel to the other Contracting Party. In such cases the decisions taken shall come into force after confirmation by the Ministry of Foreign Affairs of the Polish Republic and the People's Commissariat of Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics.

Questions on which no agreement has been reached between the deputies of the Representatives for frontier affairs shall be referred to said Representatives for examination.

Questions on which no agreement has been reached between the Representatives for frontier affairs shall be settled through the diplomatic channel.

Article 6.

Each Representative for frontier affairs shall be entitled, at his discretion, to submit any matter for decision by diplomacy after informing the Representative for frontier affairs of the other Contracting Party. Nevertheless, even in such cases, the Representatives for frontier affairs must make the necessary enquiries into the matter in question and record the results in a Minute.

Article 7.

For each meeting of the Representatives for frontier affairs or their deputies short Minutes shall be drawn up, summarising the proceedings of the meeting and the decisions taken. The Minutes will be drawn up in two identic copies in the official languages of the Contracting Parties. The decisions shall be considered to be final after the Minutes have been signed by the above-mentioned persons.

Article 8.

The Representatives for frontier affairs shall, by common agreement, designate points for supervising the crossing of the frontier at which all correspondence relating to the work of the Representatives for frontier affairs shall be exchanged and where the handing over of persons, animals and property shall also take place.

Article 9.

The interviews and meetings of the Representatives for frontier affairs or their deputies shall take place on the proposal of either of them and as far as possible at the date mentioned in the

dans l'invitation. La réponse à l'invitation devra être donnée sans retard et en tout cas 48 heures au plus tard à partir de la réception de l'invitation.

Le représentant pour les affaires de frontière de l'une des Parties contractantes devra se rendre en personne aux entrevues et réunions pour lesquelles une invitation aura été envoyée par le représentant pour les affaires de frontière de l'autre Partie, sauf dans les cas où il s'en trouvera empêché pour des raisons valables (maladie, mission, congé). Dans ce dernier cas, le représentant pour les affaires de frontière sera remplacé par son suppléant qui doit en informer en temps voulu le représentant pour les affaires de frontière de l'autre Partie contractante. En cas d'accord à ce sujet entre les représentants pour les affaires de frontière, les entrevues et réunions pourront avoir lieu entre leurs suppléants.

Aux entrevues ou réunions des représentants pour les affaires de frontière, de leurs suppléants ou de leurs délégués pourront assister en outre le représentant des organes locaux de la garde des frontières, avec voix consultative, les collaborateurs techniques indispensables (secrétaires et interprètes), ainsi que les experts des deux parties si leur présence est indispensable.

Article 10.

Les entrevues et réunions mentionnées à l'article précédent devront, en règle générale, avoir lieu alternativement sur le territoire de l'une et de l'autre Partie contractante. Toutefois, les représentants pour les affaires de frontière des deux Parties contractantes pourront, d'un commun accord, renoncer dans certains cas à l'application de ce principe pour des raisons d'opportunité.

L'ordre du jour des réunions devra être fixé par voie de négociations ou d'échange de lettres préalables. Dans les cas d'urgence, des questions ne figurant pas à l'ordre du jour pourront être également discutées d'un commun accord entre les représentants pour les affaires de frontière ou leur délégués.

Article 11.

Les représentants pour les affaires de frontière et leurs délégués, ainsi que les personnes mentionnées au troisième alinéa de l'article 9 de la présente convention, auront le droit de passer la frontière pour s'occuper des affaires ayant trait au règlement des différends, incidents et conflits de frontière, sur production de leurs documents d'identité revêtus du visa des représentants pour les affaires de frontière de l'autre Partie contractante.

Les visas seront délivrés aux représentants pour les affaires de frontière et à leurs délégués, ainsi qu'à leurs secrétaires et interprètes pour plusieurs passages de la frontière pendant une période indiquée dans le visa, qui ne devra pas dépasser trois mois. Aux représentants des organes locaux de la garde de la frontière et aux experts, il sera délivré des visas pour chaque passage de la frontière.

Le passage de la frontière s'effectuera aux points indiqués à l'article 8 de la présente convention, à moins que les représentants pour les affaires de frontière ne soient convenus d'un autre point de passage. Le jour et l'heure du passage de la frontière devront être notifiés à temps voulu, et en tout cas au plus tard douze heures auparavant, à l'organe compétent de la garde de la frontière de l'autre Partie, laquelle sera tenue d'envoyer un représentant au point de passage.

Les représentants pour les affaires de frontière et leurs délégués, ainsi que les personnes mentionnées au troisième alinéa de l'article 9 de la présente convention, auront le droit de passer la frontière en uniforme réglementaire et en armes.

Article 12.

Aux représentants pour les affaires de frontière, à leurs délégués et aux représentants des organes locaux de la garde de la frontière participant à des entrevues et des réunions, seront garanties l'immunité personnelle et l'inviolabilité des documents officiels détenus par eux ou par le personnel qui leur est attaché.

request. The reply to the request must be given without delay, or in any case not later than forty-eight hours after its receipt.

The Representative for frontier affairs of either Contracting Party must attend in person the interviews or meetings to which he is invited by the Representative for frontier affairs of the other Contracting Party, except in cases where he is unable to do so for valid reasons (illness, absence on business, leave of absence). In this case the Representative for frontier affairs shall be replaced by his substitute, who must notify the fact to the Representative for frontier affairs of the other Contracting Party in good time. By agreement between the Representatives for frontier affairs, interviews and meetings may take place between their substitutes.

The interviews or meetings between the Representatives for frontier affairs may be attended by their substitutes or deputies, and also by the Representative of the local frontier guards' organisations, in an advisory capacity, by the necessary technical assistants (secretaries and interpreters) and by the experts of both Parties in case of need.

Article 10.

The interviews and meetings referred to in the previous article must as a rule take place alternately on either side of the frontier. Nevertheless, in certain cases, the Representatives for frontier affairs of the Contracting Parties may, by common accord, depart from this principle for reasons of expediency.

The agenda of the meetings will be framed after previous discussion or by correspondence. In urgent cases, questions not on the agenda may also be examined, by common agreement between the Representatives for frontier affairs or their proxies.

Article 11.

The Representatives for frontier affairs and their deputies, as also the persons mentioned in Article 9, paragraph 3, of the present Convention, shall be entitled to cross the frontier on business connected with the settlement of frontier disputes, incidents or conflicts on producing their identity papers bearing the visa of the Representative for frontier affairs of the other Contracting Party.

The visas shall be issued to the Representatives for frontier affairs and their deputies, and also to their secretaries and interpreters, for a number of passages across the frontier during the period mentioned in the visa, which shall not exceed three months. The Representatives of the local frontier guards' organisations and experts shall receive visas for each passage across the frontier.

The frontier shall be crossed at the points mentioned in Article 8 of the present Convention, unless the Representatives for frontier affairs have agreed upon some other point. The day and hour of crossing must be communicated in good time, and in any case not less than twelve hours in advance, to the competent frontier guard authority of the other Party, which shall be bound to send a representative to the place in question.

The Representatives for frontier affairs and their deputies, as also the persons mentioned in Article 9, paragraph 3, of the present Convention shall be entitled to cross the frontier in the regulation uniform and carrying arms.

Article 12.

The Representatives for frontier affairs, their deputies and the representatives of the local frontier guard authorities taking part in interviews and meetings shall be guaranteed personal immunity as well as inviolability for the official documents in their possession or in the possession of their staff.

Les personnes susmentionnées auront le droit d'emporter sur le territoire de l'autre Partie contractante les objets et moyens de transport indispensables pour leur travail, à condition de les réexporter. En outre, elles auront le droit d'emporter pour leurs propres besoins les quantités strictement nécessaires de produits alimentaires et de tabac. Les objets, moyens de transport, produits et tabac susmentionnés seront admis en franchise de droits de douane et autres taxes, mais pourront être soumis à la visite en douane sous réserve des règles énoncées au premier alinéa du présent article.

Article 13.

Les personnes non mentionnées au troisième alinéa de l'article 9 de la présente convention, dont la présence est nécessaire lors de l'examen d'une question, seront autorisées à passer la frontière en vertu de laissez-passer délivrés pour une seule fois, avec douze heures de validité, et visés par le représentant pour les affaires de frontière de l'autre Partie contractante.

Dans des cas particuliers, ces personnes pourront être autorisées à franchir la frontière en vertu d'un consentement verbal donné au cours de l'entrevue des représentants pour les affaires de frontière des Parties contractantes. Ledit consentement devra être consigné au procès-verbal avant la fin de la séance.

Lesdites personnes auront le droit d'emporter pour leurs propres besoins, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des produits alimentaires jusqu'à concurrence de cinq kilogrammes par personne et les quantités strictement nécessaires de tabac. Lesdits produits et tabac seront admis en franchise de droits de douane et autres taxes, mais pourront être soumis à la visite en douane.

Article 14.

Les représentants pour les affaires de frontière et leurs délégués pourront, après entente préalable à ce sujet, enquêter conjointement sur les incidents et conflits de frontière.

Ces opérations s'effectueront sous la direction du représentant pour les affaires de frontière de l'Etat sur le territoire duquel elles auront lieu.

Toutes les propositions formulées en exécution des dispositions du présent article, qu'elles aient été acceptées ou rejetées, ainsi que les décisions prises au sujet de ces propositions, seront obligatoirement consignées au procès-verbal.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes assumera la totalité des frais qu'entraînera l'activité de ses propres représentants pour les affaires de frontière.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera aux personnes qui viendront sur son territoire à l'occasion de l'application de la présente convention, toute l'assistance nécessaire pour leur faire obtenir des moyens de transport et des logements, ainsi que des moyens de liaison avec leurs propres autorités.

Article 17.

La présente convention sera en vigueur pendant cinq ans. Au cas où, six mois avant l'expiration de ce délai, aucune des Parties contractantes n'aurait dénoncé la présente convention ni notifié son désir d'y voir apporter des modifications, elle sera renouvelée par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans.

The above-mentioned persons shall have the right to take with them to the territory of the other Contracting Party the objects and means of transport necessary for their work, provided they are re-exported. In addition they shall be entitled to take with them for their own needs, the strictly necessary quantities of foodstuffs and tobacco. These articles, means of transport, foodstuffs and tobacco may be taken across the frontier free of Customs duty or other charges, but may be subject to Customs examination, subject however to the rules laid down in the first paragraph of the present article.

Article 13.

The persons not mentioned in Article 9, paragraph 3, of the present Convention, whose presence is necessary for examining a given question, shall be authorised to cross the frontier on a permit, valid for twelve hours, issued for each occasion by the Representative for frontier affairs and bearing the visa of the Representative for frontier affairs of the other Contracting Party.

In individual cases these persons may be allowed to cross the frontier in virtue of a verbal consent given during a meeting of the Representatives for frontier affairs of the Contracting Parties. The granting of such verbal consent must be recorded in the Minutes before the end of the meeting.

These persons shall be entitled to take with them, for their personal needs, to the territory of the other Contracting Party, foodstuffs of a total weight of not more than 5 kilogrammes per person and the strictly necessary amount of tobacco. The foodstuffs and tobacco in question may be taken across the frontier free of Customs duty or other charges, but may be subject to Customs examination.

Article 14.

The Representatives for frontier affairs and their deputies may, after previous agreement on the subject, conduct a joint examination of frontier incidents and conflicts.

These operations shall be carried out under the direction of the Representative for frontier affairs on the territory of whose State they take place.

All proposals made in application of the provisions of the present article, whether accepted or rejected, and also the decisions taken in connection with these proposals, shall be recorded in the Minutes.

Article 15.

Each of the Contracting Parties shall defray all expenses incurred by reason of the activity of its own Representatives for frontier affairs.

Article 16.

Each of the Contracting Parties shall grant persons coming into its territory by reason of the application of the present Convention any assistance necessary to enable them to obtain means of transport, lodging and means of communication with their own authorities.

Article 17.

The present Convention shall remain in force for five years. If neither of the Contracting Parties denounces the present Convention six months before the expiry of this period or has expressed a desire to make amendments in it, the Convention shall be renewed, by tacit consent, for a further period of 5 years.

Article 18.

La présente convention entrera en vigueur le quarante-cinquième jour qui suivra le jour de la notification, par la voie diplomatique, de sa ratification par les deux gouvernements.

A partir de l'entrée en vigueur de la convention, l'« Accord pour le règlement des conflits de frontière entre la République de Pologne, d'une part, et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, d'autre part », conclu à Moscou le 3 août 1925, cessera d'avoir effet.

Article 19.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires originaux, chacun en langues polonaise et russe, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Signé à Moscou le 3 juin mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) (Signé) J. ŁUKASIEWICZ. *(L. S.) (Signé)* N. KRESTINSKIJ.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la conclusion de la convention entre la République polonaise et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant la procédure à suivre pour l'examen et le règlement des incidents et conflits de frontière, les plénipotentiaires soussignés des Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

Ad *article* 3 *de la convention.*

Les représentants pour les affaires de frontière des Parties contractantes procéderont, au cours de leur première réunion après l'entrée en vigueur de la présente convention :

A la désignation de leur suppléants et, s'il y a lieu, du nombre nécessaire de délégués ;

A la désignation des lieux de résidence permanente des suppléants des représentants pour les affaires de frontière ; et

A la désignation des secteurs d'activité des délégués des représentants pour les affaires de frontière et des lieux de résidence permanente desdits délégués.

Le nombre des délégués des représentants pour les affaires de frontière, la répartition de leurs secteurs d'activité et le lieu de leur résidence permanente ainsi que celui des suppléants desdits représentants, pourront être modifiés par les représentants pour les affaires de frontière intéressés, au cours de la période d'application de la convention.

Ad *article* 4 *de la convention.*

A titre de complément à l'article 4 de la convention, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prescrire la restitution immédiate aux autorités de frontière de l'autre Partie contractante du matériel militaire d'Etat de toute nature et de toute dénomination qui aurait pu être transféré illégalement ou accidentellement sur leur territoire.

Article 18.

The present Convention shall come into force on the forty-fifth day from the date of notification through the diplomatic channel, of its ratification by both Governments.

From the date on which it comes into force the " Agreement between the Polish Republic of the one part and the Union of Soviet Socialist Republics of the other part regarding the settlement of frontier disputes " concluded in Moscow on August 3, 1925, shall cease to have effect.

Article 19.

The present Convention is drawn up in two original copies, in Polish and Russian, the two texts being authoritative.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Signed in Moscow on June third, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (Signed) J. ŁUKASIEWICZ. *(L. S.) (Signed)* N. KRESTINSKIJ.

FINAL PROTOCOL.

When concluding the Convention between the Polish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding the procedure for investigating and settling frontier incidents and disputes, the undersigned Plenipotentiaries of the Contracting Parties have agreed as follows :

Ad *Article* 3 *of the Convention.*

The Representatives for frontier affairs of the Contracting Parties shall, at their first meeting after the present Convention comes into force :

Appoint their substitutes and the necessary number of deputies, if any ;

Designate the places of permanent residence of the substitutes of the Representatives for frontier affairs, and

Fix the areas in the charge of the deputies of the Representatives for frontier affairs and the places of their permanent residence.

The number of deputies of the Representatives for frontier affairs, the distribution of the areas in their charge and their permanent place of residence as well as that of the substitutes of the above-mentioned Representatives may be changed by the Representatives for frontier affairs concerned during the period of application of the Convention.

Ad *Article* 4 *of the Convention.*

As an addition to Article 4 of the Convention, each of the Contracting Parties undertakes to issue instructions for the immediate return to the frontier authorities of the other Contracting Party of any State war material of any kind or description which may have been illegally or accidentally transferred to its territory.

Ad *article* 6 *de la convention.*

Les Parties contractantes interprètent cet article dans ce sens que ses dispositions s'appliquent aux conflits de frontière, revêtant une importance particulière pour les relations de frontière entre les deux Parties.

Ad *article* 8 *de la convention.*

Les représentants pour les affaires de frontière procéderont, au cours de leur première réunion après l'entrée en vigueur de ladite convention, à la désignation des points de contrôle du passage de la frontière.

Le nombre et la situation de ces points de contrôle du passage de la frontière pourront être modifiés par les représentants pour les affaires de frontière au cours de la durée d'application de la convention.

Ad *article* 14 *de la convention.*

Les Parties contractantes interprètent cet article dans ce sens que les termes « enquêter conjointement » dont il y est fait usage ne sauraient en aucune façon s'entendre de l'exécution en commun d'actes ayant un caractère d'instruction et relevant exclusivement des autorités judiciaires ou des organes d'instruction de chacune des Parties contractantes.

Le présent protocole final est rédigé en deux exemplaires originaux, chacun en langues polonaise et russe, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent protocole final à Moscou, le trois juin mil neuf cent trente-trois.

(Signé) J. ŁUKASIEWICZ. *(Signé)* N. KRESTINSKIJ.

PROTOCOLE

ANNEXÉ A LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES CONCERNANT LA PROCÉDURE A SUIVRE POUR L'EXAMEN ET LE RÈGLEMENT DES INCIDENTS ET CONFLITS DE FRONTIÈRE, SIGNÉ A MOSCOU, LE 3 JUIN 1933.

En exécution de l'article premier de la convention entre la République polonaise et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, concernant la procédure à suivre pour l'examen et le règlement des incidents et conflits de frontières, les Parties contractantes décident de désigner comme suit les représentants pour les affaires de frontières :

I. *De la part de la République polonaise :*

1. Le staroste du district de Brasław, avec lieu de résidence permanente à Brasław. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Brasław s'étend du poteau frontière N° 0 au poteau frontière N° 42 inclusivement.

2. Le staroste du district de Dzisna, avec lieu de résidence permanente à Glebokie. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Dzisna s'étend du poteau frontière N° 42 au poteau frontière N° 367 inclusivement.

Ad *Article* 6 *of the Convention.*

The Contracting Parties understand this article in the sense that its provisions relate to frontier conflicts of special importance for the frontier relations between the Parties.

Ad *Article* 8 *of the Convention.*

The Representatives for frontier affairs shall, at the first meeting after the Convention comes into force, fix the points for supervising the crossing of the frontier.

The number and position of these points for supervising the crossing of the frontier may be changed by the Representatives for frontier affairs by common accord throughout the period during which the Convention remains in force.

Ad *Article* 14 *of the Convention.*

The Contracting Parties interpret this article in the sense that the "joint examination" mentioned therein may in no case be understood as the execution in common of acts having the character of preliminary judicial investigation, which are within the exclusive competence of the judicial or legal authorities of each of the Contracting Parties.

The present Final Protocol is drawn up in two original copies, in Polish and Russian, both texts being authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Final Protocol in Moscow on June third, one thousand nine hundred and thirty-three.

(Signed) J. ŁUKASIEWICZ. *(Signed)* N. KRESTINSKIJ.

PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE PROCEDURE FOR INVESTIGATING AND SETTLING FRONTIER INCIDENTS AND DISPUTES, CONCLUDED IN MOSCOW ON JUNE 3, 1933.

In execution of Article 1 of the Convention between the Polish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding the procedure for investigating and settling frontier incidents and disputes, the Contracting Parties decide to appoint the following Representatives for frontier affairs :

I. *On the Part of the Polish Republic :*

1. The Starost of the district of Brasław, with permanent residence at Brasław. The area in the charge of the Brasław Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 0 to frontier post No. 42 inclusive.

2. The Starost of the district of Dzisna with permanent residence at Glebokie. The area in the charge of the Dzisna Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 42 to frontier post No. 367 inclusive.

3. Le staroste du district de Wilejka, avec lieu de résidence permanente à Wilejka. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Wilejka s'étend du poteau frontière N° 367 au poteau frontière N° 532 inclusivement.

4. Le staroste du district de Mołodeczno, avec lieu de résidence permanente à Mołodeczno. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Mołodeczno s'étend du poteau frontière N° 532 au poteau frontière N° 670 inclusivement.

5. Le staroste du district de Wołożyn, avec lieu de résidence permanente à Wołożyn. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Wołożyn s'étend du poteau frontière N° 670 au poteau frontière N° 704 inclusivement.

6. Le staroste du district de Stołpce, avec lieu de résidence permanente à Stołpce. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Stołpce s'étend du poteau frontière N° 704 au poteau frontière N° 816 inclusivement.

7. Le staroste du district de Nieśwież, avec lieu de résidence permanente à Nieśwież. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Nieśwież s'étend du poteau frontière N° 816 au poteau frontière N° 970 inclusivement.

8. Le staroste du district de Łuniniec, avec lieu de résidence permanente à Łuniniec. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Łuniniec s'étend du poteau frontière N° 970 au poteau frontière N° 1138 inclusivement.

9. Le staroste du district de Stolin, avec lieu de résidence permanente à Stolin. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Stolin s'étend du poteau frontière N° 1138 au poteau frontière N° 1339 inclusivement.

10. Le staroste du district de Sarny, avec lieu de résidence permanente à Sarny. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Sarny s'étend du poteau frontière N° 1339 au poteau frontière N° 1459 inclusivement.

11. Le staroste du district de Kostopol, avec lieu de résidence permanente à Kostopol. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Kostopol s'étend du poteau frontière 1459 au poteau frontière N° 1516 inclusivement.

12. Le staroste du district de Równe, avec lieu de résidence permanente à Równe. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Równe s'étend du poteau frontière N° 1516 au poteau frontière N° 1680 inclusivement.

13. Le staroste du district de Zdołbunów, avec lieu de résidence permanente à Zdołbunów. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Zdołbunów s'étend du poteau frontière N° 1680 au poteau frontière N° 1763 inclusivement.

14. Le staroste du district de Krzemieniec, avec lieu de résidence permanente à Krzemieniec. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Krzemieniec s'étend du poteau frontière N° 1763 au poteau frontière N° 1861 *a)* inclusivement.

15. Le staroste du district de Zbaraż, avec lieu de résidence permanente à Zbaraż. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Zbaraż s'étend du poteau frontière N° 1861 *a)* au poteau frontière N° 1893 inclusivement.

16. Le staroste du district de Skałat, avec lieu de résidence permanente à Skałat. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Skałat s'étend du poteau frontière N° 1893 au poteau frontière N° 1997 inclusivement.

17. Le staroste du district de Kopyczyńce, avec lieu de résidence permanente à Kopyczyńce. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Kopyczyńce s'étend du poteau frontière N° 1997 au poteau frontière N° 2096 inclusivement.

18. Le staroste du district de Borszczów, avec lieu de résidence permanente à Borszczów. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Borszczów s'étend du poteau frontière N° 2096 au poteau frontière N° 2290 inclusivement.

3. The Starost of the district of Wilejka with permanent residence at Wilejka. The area in the charge of the Wilejka Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 367 to frontier post No. 532 inclusive.

4. The Starost of the district of Mołodeczno, with permanent residence at Mołodeczno. The area in the charge of the Mołodeczno Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 532 to frontier post No. 670 inclusive.

5. The Starost of the district of Wołożyn, with permanent residence at Wołożyn. The area in the charge of the Wołożyn Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 670 to frontier post No. 704 inclusive.

6. The Starost of the district of Stołpce, with permanent residence at Stołpce. The area in the charge of the Stołpce Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 704 to frontier post No. 816 inclusive.

7. The Starost of the district of Nieśwież, with permanent residence at Nieśwież. The area in the charge of the Nieśwież Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 816 to frontier post No. 970 inclusive.

8. The Starost of the district of Łuniniec, with permanent residence at Łuniniec. The area in the charge of the Łuniniec Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 970 to frontier post No. 1138 inclusive.

9. The Starost of the district of Stolin, with permanent residence at Stolin. The area in the charge of the Stolin Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1138 to frontier post No. 1339 inclusive.

10. The Starost of the district of Sarny, with permanent residence at Sarny. The area in the charge of the Sarny Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1339 to frontier post No. 1459 inclusive.

11. The Starost of the district of Kostopol, with permanent residence at Kostopol. The area in the charge of the Kostopol Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1459 to frontier post No. 1516 inclusive.

12. The Starost of the district of Równe, with permanent residence at Równe. The area in the charge of the Równe Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1516 to frontier post No. 1680 inclusive.

13. The Starost of the district of Zdołbunów, with permanent residence at Zdołbunów. The area in the charge of the Zdołbunów Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1680 to frontier post No. 1763 inclusive.

14. The Starost of the district of Krzemieniec, with permanent residence at Krzemieniec. The area in the charge of the Krzemieniec Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1763 to frontier post No. 1861 *(a)* inclusive.

15. The Starost of the district of Zbaraż, with permanent residence at Zbaraż. The area in the charge of the Zbaraż Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1861 *(a)* to frontier post No. 1893 inclusive.

16. The Starost of the district of Skałat, with permanent residence at Skałat. The area in the charge of the Skałat Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1893 to frontier post No. 1997 inclusive.

17. The Starost of the district of Kopyczyńce, with permanent residence at Kopyczyńce. The area in the charge of the Kopyczyńce Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1997 to frontier post No. 2096 inclusive.

18. The Starost of the district of Borszczów, with permanent residence at Borszczów. The area in the charge of the Borszczów Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 2096 to frontier post No. 2290 inclusive.

II. *De la part de l'Union des Républiques soviétistes socialistes :*

1. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Polotsk, avec lieu de résidence permanente à Polotsk. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Polotsk s'étend du poteau frontière N° 0 au poteau frontière N° 290 inclusivement.

2. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Plechtchenitsy, avec lieu de résidence permanente à Plechtchenitsy. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Plechtchenitsy s'étend du poteau frontière N° 290 (non compris) au poteau frontière N° 511 inclusivement.

3. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Zaslavl, avec lieu de résidence permanente à Zaslavl. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Zaslavl s'étend du poteau frontière N° 511 (non compris) au poteau frontière N° 677 inclusivement.

4. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Dzerjinsk, avec lieu de résidence permanente à Dzerjinsk. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Dzerjinsk s'étend du poteau frontière N° 677 (non compris) au poteau frontière N° 842 inclusivement.

5. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Timkovitchi, avec lieu de résidence permanente à Timkovitchi. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Timkovitchi s'étend du poteau frontière N° 842 (non compris) au poteau frontière N° 1063 inclusivement.

6. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Jitkovitchi, avec lieu de résidence permanente à Jitkovitchi. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Jitkovitchi s'étend du poteau frontière N° 1063 (non compris) au poteau frontière N° 1290 inclusivement.

7. Le chef de la garde de la frontière du secteur d'Olevsk, avec lieu de résidence permanente à Olevsk. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière d'Olevsk s'étend du poteau frontière N° 1290 (non compris) au poteau frontière N° 1499 inclusivement.

8. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Slavouta, avec lieu de résidence permanente à Slavouta. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Slavouta s'étend du poteau frontière N° 1499 (non compris) au poteau frontière N° 1733 inclusivement.

9. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Yampol, avec lieu de résidence permanente à Yampol. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Yampol s'étend du poteau frontière N° 1733 (non compris) au poteau frontière N° 1877 inclusivement.

10. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Volotchisk, avec lieu de résidence permanente à Fridrikhovka. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Volotchisk s'étend du poteau frontière N° 1877 (non compris) au poteau frontière N° 2013 inclusivement.

11. Le chef de la garde de la frontière du secteur de Kamenetz-Podolsk, avec lieu de résidence permanente à Kamenetz-Podolsk. Le secteur d'activité du représentant pour les affaires de frontière de Kamenetz-Podolsk s'étend du poteau frontière N° 2013 (non compris) au poteau frontière N° 2290 inclusivement.

Le présent protocole est rédigé en deux exemplaires originaux, chacun en langues polonaise et russe, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent protocole à Moscou, le trois juin mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) *(Signé)* J. ŁUKASIEWICZ. *(L. S.)* *(Signé)* N. KRESTINSKIJ.

II. *On the Part of the Union of Soviet Socialist Republics :*

1. The head of the frontier guard of the district of Polotsk, with permanent residence in the town of Polotsk. The area in the charge of the Polotsk Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 0 to the frontier post No. 290 inclusive.

2. The head of the frontier guard of the district of Pleshchenitzi, with permanent residence in the village of Pleshchenitzi. The area in the charge of the Pleshchenitzi Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 290 (exclusive) to frontier post No. 511 (inclusive).

3. The head of the frontier guard of the district of Zaslavl, with permanent residence in the village of Zaslavl. The area in the charge of the Zaslavl Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 511 (exclusive) to frontier post No. 677 (inclusive).

4. The head of the frontier guard of the district of Dzerzhinsk, with permanent residence in the town of Dzerzhinsk. The area in the charge of the Dzerzhinsk Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 677 (exclusive) to frontier post No. 842 (inclusive).

5. The head of the frontier guard of the district of Timkovichi, with permanent residence in the village of Timkovichi. The area in the charge of the Timkovichi Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 842 (exclusive) to frontier post No. 1063 (inclusive).

6. The head of the frontier guard of the district of Zhitkovichi, with permanent residence in the village of Zhitkovichi. The area in the charge of the Zhitkovichi Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1063 (exclusive) to frontier post No. 1290 (inclusive).

7. The head of the frontier guard of the district of Olevsk, with permanent residence in the village of Olevsk. The area in the charge of the Olevsk Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1290 (exclusive) to frontier post No. 1499 (inclusive).

8. The head of the frontier guard of the district of Slavuta, with permanent residence in the village of Slavuta. The area in the charge of the Slavuta Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1499 (exclusive) to frontier post No. 1733 (inclusive).

9. The head of the frontier guard of the district of Yampol, with permanent residence in the village of Yampol. The area in the charge of the Yampol Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1733 (exclusive) to the frontier post No. 1877 (inclusive).

10. The head of the frontier guard of the district of Volochisk, with permanent residence in the village of Fridrikhovka. The area in the charge of the Volochisk Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 1877 (exclusive) to frontier post No. 2013 (inclusive).

11. The head of the frontier guard of the district of Kamenetz-Podolsk, with permanent residence in the town of Kamenetz-Podolsk. The area in the charge of the Kamenetz-Podolsk Representative for frontier affairs extends from frontier post No. 2013 (exclusive) to frontier post No. 2290 (inclusive).

The present Protocol is drawn up in two original copies, in Polish and Russian, both texts being authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Protocol in Moscow on June third, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (Signed) J. ŁUKASIEWICZ. *(L. S.) (Signed)* N. KRESTINSKIJ.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention entre la République polonaise et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, concernant la procédure à suivre pour l'examen et le règlement des incidents et conflits de frontière, les plénipotentiaires soussignés des Parties contractantes conviennent de prendre les mesures nécessaires pour que ladite convention soit ratifiée par leurs gouvernements respectifs dans le plus bref délai possible.

Le présent protocole est rédigé en deux exemplaires originaux, chacun en langues polonaise et russe, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent protocole à Moscou, le trois juin mil neuf cent trente-trois.

(Signé) J. ŁUKASIEWICZ. *(Signé)* N. KRESTINSKIJ.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention between the Polish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics regarding the procedure for investigating and settling frontier incidents and disputes, the undersigned Plenipotentiaries of the Contracting Parties agree to take the necessary steps in order that the said Convention may be ratified by their Governments as soon as possible.

The present Protocol is drawn up in two original copies, in Polish and Russian, both texts being authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Protocol in Moscow on June third, one thousand nine hundred and thirty-three.

(Signed) J. ŁUKASIEWICZ. *(Signed)* N. KRESTINSKIJ.

N° 15B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉGYPTE

Accord relatif à l'arbitrage de la réclamation de George J. Salem. Signé au Caire, le 20 janvier 1931.

UNITED STATES OF AMERICA AND EGYPT

Agreement regarding Arbitration of the Claim of George J. Salem. Signed at Cairo, January 20, 1931.

N° 15B. — ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ÉGYPTE RELATIF A L'ARBITRAGE DE LA RÉCLAMATION DE GEORGE J. SALEM. SIGNÉ AU CAIRE, LE 20 JANVIER 1931.

Textes officiels[1] *français et anglais transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 6 avril 1932. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas Membre de la Société des Nations, n'ont pas fait enregistrer cet accord par le Secrétariat*[2].

Attendu que LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE a présenté AU GOUVERNEMENT ROYAL D'EGYPTE une réclamation au nom de Georges J. Salem pour dommage résultant d'actes des autorités égyptiennes ;

Attendu que le Gouvernement royal d'Egypte a décliné sa responsabilité à cet égard ; et

Attendu que les deux Gouvernements ont l'un et l'autre adhéré au principe de soumettre à la décision d'un tribunal compétent tous les litiges d'ordre juridique qui pourraient s'élever entre eux et qui ne se prêteraient pas à un règlement par la voie de négociation diplomatique.

En conséquence les soussignés, Son Excellence M. William M. JARDINE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, et Son Excellence Abdel Fattah YEHIA Pacha, Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Egypte munis de pouvoirs réguliers à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des stipulations contenues dans les articles suivants:

Article premier.

La réclamation des Etats-Unis contre le Gouvernement royal d'Egypte en raison du traitement fait à Georges J. Salem, citoyen américain, par les autorités égyptiennes, sera déférée à un tribunal arbitral conformément aux conditions exprimées ci-après, la décision dudit tribunal devant être acceptée par l'un et l'autre gouvernements comme un règlement final, conclusif et sans appel de cette réclamation.

Article 2.

Le tribunal sera composé de trois membres choisis l'un par le Gouvernement egyptien, l'autre par le Gouvernement des Etats-Unis, et le troisième, qui présidera la commission, par accord mutuel entre les deux gouvernements. Si dans le délai d'un mois à partir de la signature du présent acte, les deux gouvernements ne parviennent pas à s'entendre sur la nomination du troisième membre, ce dernier sera désigné par le président du Conseil administratif permanent de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

[1] Texte reproduit d'après le « Executive Agreement Series » des Etats-Unis d'Amérique, N° 33, 1932.

[2] Voir note adressée par le Secrétaire général, le 3 février 1926 (C. L. 7.1926.V.), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920 sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

No. 15B. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND EGYPT REGARDING ARBITRATION OF THE CLAIM OF GEORGE J. SALEM. SIGNED AT CAIRO, JANUARY 20, 1931.

French and English official texts [1] *transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, April* 6, 1932. *As the United States of America is not a Member of the League of Nations, it did not register this Agreement with the Secretariat.* [2]

Whereas THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA has presented to THE ROYAL GOVERNMENT OF EGYPT a claim on behalf of George J. Salem for damages resulting from acts of the Egyptian authorities ;

Whereas the Royal Government of Egypt has denied its liability in the premises ; and

Whereas the two Governments are equally committed to the policy of submitting to adjudication by a competent tribunal all justiciable controversies that arise between them which do not lend themselves to settlement by diplomatic negotiations ;

Therefore the undersigned William M. JARDINE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States, and His Excellency Abdel Fattah YEHIA Pasha, Minister for Foreign Affairs of the Royal Government of Egypt, duly empowered therefor by their respective Governments, have agreed upon the stipulations contained in the following articles :

Article 1.

The claim of the United States against the Royal Government of Egypt arising out of treatment accorded George J. Salem an American citizen by Egyptian authorities shall be referred to an Arbitral Tribunal in conformity with the conditions hereinafter stated, the decision of the said Tribunal to be accepted by both Governments as a final, conclusive and unappealable disposition of the claim.

Article 2.

The Tribunal shall be composed of three members one selected by the Government of the United States, one by the Government of Egypt and the third who shall preside over the Commission should be selected by mutual agreement between the two Governments. If the two Governments shall not agree within one month from the date of the signature of this agreement in naming such third member then he shall be designated by the President of the Permanent Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague.

[1] The text is reprinted from the United States Executive Agreement Series, No. 33, 1932.

[2] See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926 (C.L.7.1926, V), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, of the registration and publication of treaties. (Vol. I, page 8, of this Series.)

Article 3.

Les questions à décider par le tribunal sont les suivantes : premièrement, le Gouvernement royal d'Egypte est-il tenu, en vertu des principes de droit et d'équité, à des dommages-intérêts envers le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en raison du traitement fait au citoyen américain George J. Salem ? deuxièmement, au cas où le tribunal arbitral jugerait qu'une telle responsabilité existe, quelle est la somme que le Gouvernement royal d'Egypte devrait, en toute justice, payer au Gouvernement des Etats-Unis en règlement total desdits dommages ?

Article 4.

La procédure à suivre par les deux gouvernements et par le Tribunal sera la suivante : Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la signature du présent acte, le Gouvernement égyptien et le Gouvernement des Etats-Unis remettront respectivement au Tribunal et au Ministère des Affaires étrangères de l'autre gouvernement un mémoire de leur cause, avec preuves à l'appui.

Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront l'expiration du délai ci-dessus, les deux gouvernements remettront de la même façon un mémoire en défense, avec preuves à l'appui, au Tribunal et au Ministère des Affaires étrangères de l'autre gouvernement.

Dans les soixante jours qui suivront l'expiration de ce dernier délai, chacun des gouvernements remettra de la même façon une réplique au mémoire en défense de l'autre gouvernement, ou une note informant qu'aucune réplique ne sera présentée. Ces répliques, si elles sont présentées, devront se limiter à traiter les questions déjà exposées dans les premiers mémoires ou les mémoires en défense et aucun nouveau moyen ne devra y être soulevé ni discuté.

Article 5.

Les deux gouvernements auront le droit de soumettre au Tribunal, à la fois oralement et par écrit, tous arguments qu'ils désireraient présenter, mais les notes exposant tous arguments écrits seront remises au Tribunal et à l'agent de l'autre gouvernement dix jours au moins avant la date fixée pour la discussion orale.

Il sera accordé aux représentants de l'un et l'autre gouvernements un temps amplement suffisant pour la discussion orale de la cause devant le Tribunal. Cette discussion aura lieu à Vienne et commencera soixante jours au plus tard après l'expiration de la date fixée pour la remise des répliques ou des notes informant qu'il n'y aura pas de répliques présentées.

Article 6.

Chaque gouvernement désignera un agent et toute personne qu'il désirera choisir comme conseil pour le représenter dans la présentation de la cause au Tribunal et autrement.

Article 7.

Le Tribunal rendra sa décision dans les deux mois qui suivront la date de la clôture de la discussion orale et au cas où il y aurait une sentence accordant des dommages-intérêts à l'encontre du Gouvernement royal d'Egypte, le montant alloué sera payé au Gouvernement des Etats-Unis dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront cette sentence.

Article 3.

The questions to be decided by the Tribunal are the following : first, is the Royal Government of Egypt under the principles of law and equity liable in damages to the Government of the United States of America on account of treatment accorded to the American citizen George J. Salem ? Second, in case the Arbitral Tribunal finds that such liability exists what sum should the Royal Government of Egypt in justice pay to the Government of the United States in full settlement of such damages ?

Article 4.

The procedure to be followed by the two Governments and by the Tribunal shall be as follows : Within ninety days from the date of the signing hereof the Government of the United States and the Government of Egypt shall respectively file with the Tribunal and with the Foreign Office of the other Government a statement of its case with supporting evidence.

Within ninety days from the expiration of such period the two Governments shall in like manner file their respective counter-cases with supporting evidence with the Tribunal and with the Foreign Office of the other Government.

Within sixty days from the expiration of this latter period each Government shall file in the same manner a reply to the counter-case of the other Government or notice that no such reply will be filed. Such replies if made shall be limited to the treatment of questions already developed in the cases and counter-cases and no new issues shall be raised or treated of therein.

Article 5.

The two Governments shall have the right to submit to the Tribunal both orally and in writing such arguments as they may desire but briefs of all written arguments shall be filed with the Tribunal and with the agent of the other Government not less than ten days before the time set for oral argument.

Ample time shall be allowed the representatives of both Governments to make oral arguments of the case before the Tribunal. Such arguments shall take place in Vienna and shall begin not more than sixty days from the expiration of the date for filing replies or notices that no replies will be filed.

Article 6.

Each Government shall designate an agent and such counsel as it may desire to represent it in the presentation of the case to the Tribunal and otherwise.

Article 7.

The decision of the Tribunal shall be given within two months from the date of the conclusion of the oral arguments and in case an award is made against the Royal Government of Egypt the amount thereof shall be paid to the Government of the United States within ninety days from the date of the said award.

Article 8.

Toute la procédure écrite relative à l'arbitrage sera faite à la fois dans les langues française et anglaise. La discussion orale devant la Commission arbitrale pourra avoir lieu soit en français soit en anglais, mais traduction devra être donnée au Tribunal et à l'agent de l'autre gouvernement à la fin de chaque argument.

Article 9.

Chaque gouvernement supportera ses propres dépenses y compris l'indemnité de l'arbitre qu'il aura nommé.

L'indemnité du troisième arbitre ainsi que les frais généraux de l'arbitrage seront supportés par les deux gouvernements en proportions égales.

Fait en double en français et en anglais au Caire, le vingtième jour du mois de janvier 1931.

A. YEHIA.
(Sceau)

William M. JARDINE.
(Sceau)

Article 8.

All written proceedings in connection with this arbitration shall be in both the French and English languages. The oral arguments before the arbitral commission may be made in either English or French but a translation thereof shall be submitted to the Tribunal and to the agent of the other Government at the end of each argument.

Article 9.

Each Government shall bear its own expenses including compensation of the arbitrator named by it.

The compensation of the third Arbitrator and general expenses of the arbitration shall be borne by the two Governments in equal proportions.

Done in duplicate in the English and French languages at Cairo the twentieth day of January A.D. 1931.

William M. JARDINE.
(Seal)

A. YEHIA.
(Seal)

N° 16B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉGYPTE

Traité de conciliation. Signé à Washington, le 27 août 1929.

UNITED STATES OF AMERICA AND EGYPT

Treaty of Conciliation. Signed at Washington, August 27, 1929.

No. 16B. — TREATY[1] OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND EGYPT. SIGNED AT WASHINGTON, AUGUST 27, 1929.

Texte officiel anglais [2] *transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le* 8 *octobre* 1932. *Les Etats-Unis d'Amérique, n'étant pas membre de la Société des Nations, n'ont pas fait enregistrer ce traité par le Secrétariat* [3].

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Henry L. STIMSON, Secretary of State of the United States of America ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Mahmoud SAMY Pasha, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States of America, Grand Officer of the Order of the Nile ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of the United States of America and the Government of Egypt, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a Permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 24 août 1932.

[2] Texte reproduit d'après le « Treaty Series » des Etats-Unis d'Amérique N° 851, 1932.

[2] The text is reprinted from the *Treaty Series* of the United States of America, No. 851, 1932.

[3] Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C.L.7.1926.V), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920 sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 16B. — TRAITÉ [2] DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ÉGYPTE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 27 AOUT 1929.

English official text transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 8, 1932. As the United States of America is not a Member of the League of Nations, it did not register this Treaty with the Secretariat [3].

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui les unissent et de servir en même temps la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

Son Excellence Mahmoud SAMY Pacha, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Grand-Officier de l'Ordre du Nil ;

Lesquels, après s'être communiqué leur pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus d'adopter et ont conclu les dispositions suivantes :

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il puisse être, s'élevant entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement égyptien, sera, si la procédure diplomatique ordinaire a échoué et si les Hautes Parties contractantes n'ont pas recours au jugement d'un tribunal compétent, soumis pour enquête et rapport à une Commission internationale permanente constituée de la façon prescrite à l'article suivant ; et les deux parties conviennent de ne pas déclarer la guerre ou engager d'hostilités durant cette enquête et avant la présentation du rapport.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Washington, August 24, 1932.

[3] See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926 (C.L.7.1926.V), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties. (Vol. I, page 8, of this Series.)

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows: One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by Egypt in accordance with its constitutional laws.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 27th day of August in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal) Henry L. Stimson.
(Seal) M. Samy.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres, désignés comme suit : un membre sera nommé par le gouvernement de chaque pays et choisi parmi les ressortissants de ce pays ; un membre sera nommé par le gouvernement de chaque pays et choisi parmi les ressortissants d'un pays tiers ; le cinquième membre sera désigné par les deux gouvernements d'un commun accord, étant entendu qu'il ne sera pas ressortissant de l'un ou de l'autre pays. Les dépenses de la commission seront payées à parts égales par les deux gouvernements.

La Commission internationale sera désignée dans les six mois suivant l'échange des ratifications du présent traité et les postes devenus vacants seront pourvus suivant le mode employé pour les premières nominations.

Article III.

Lorsque les Hautes Parties contractantes ne seront pas parvenues à régler un différend par la voie diplomatique et qu'elles n'auront pas recours au jugement d'un tribunal compétent, elles défèreront immédiatement ce différend à la Commission internationale pour enquête et rapport. La Commission internationale unanime pourra toutefois d'elle-même offrir ses offices à cet effet ; dans ce cas elle en informera les deux gouvernements et demandera leur collaboration dans la poursuite de l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission internationale permanente tous moyens et facilités nécessaires en vue de son enquête et de son rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans un délai d'une année à partir de la date à laquelle elle aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes ne restreignent ou n'étendent ce délai d'un commun accord. Le rapport sera établi en triple exemplaire ; un exemplaire sera remis à chaque gouvernement, le troisième conservé par la commission pour ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent leur liberté d'action en ce qui concerne l'objet du différend après que la commission aura soumis son rapport.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec l'approbation du sénat américain, et par l'Egypte conformément à ses lois constitutionnelles.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur par la suite sans interruption, à moins qu'il n'y soit mis fin moyennant préavis écrit d'un an donné par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en deux exemplaires et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le 27 août mil neuf cent vingt-neuf.

(Sceau) Henry L. STIMSON.
(Sceau) M. SAMY.

N° 17B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉGYPTE

Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 27 août 1929.

UNITED STATES OF AMERICA AND EGYPT

Treaty of Arbitration. Signed at Washington, August 27, 1929.

No. 17[B]. — TREATY [1] OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND EGYPT. SIGNED AT WASHINGTON, AUGUST 27, 1929.

Texte officiel anglais [2] transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 8 octobre 1932. Les Etats-Unis d'Amérique, n'étant pas membre de la Société des Nations, n'ont pas fait enregistrer ce traité par le Secrétariat. [3]

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations now happily existing between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Henry L. STIMSON, Secretary of State of the United States of America ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency, Mahmoud SAMY Pasha, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States of America, Grand Officer of the Order of the Nile ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 24 août 1932.

[2] Texte reproduit d'après le « Treaty Series » des Etats-Unis d'Amérique, N° 850, 1932.

[2] The text is reprinted from the *Treaty Series* of the United States of America, No. 850, 1932.

[3] Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C.L.7.1926.V), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920 sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 17[B]. — TRAITÉ[2] D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ÉGYPTE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 27 AOUT 1929.

English official text transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 8, 1932. As the United States of America is not a Member of the League of Nations, it did not register this Treaty with the Secretariat. [3]

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE,

Résolus à prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption dans les relations pacifiques existant heureusement entre les deux nations ;

Animés du désir d'affirmer à nouveau leur attachement à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale tout différend d'ordre judiciaire qui pourrait surgir entre les deux pays ;

Animés du vif désir de montrer, par leur exemple, non seulement qu'ils condamnent la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais encore qu'ils tiennent à hâter le moment où les mesures internationales visant le règlement pacifique des différends internationaux auront atteint un degré de perfection de nature à éliminer à jamais la possibilité d'une guerre entre n'importe quelles Puissances du monde ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

Son Excellence Mahmoud SAMY Pacha, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Grand-Officier de l'Ordre du Nil ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tout différend relatif à des questions internationales intéressant les Hautes Parties contractantes en raison d'une revendication de droit allégué par l'une d'elles contre l'autre aux termes d'un

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Washington, August 24, 1932.

[3] See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926 (C.L.7.1926.V), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties. (Vol. I, page 8, of this Series.)

which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention[1] of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by a special signed agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of Egypt, in accordance with its constitutional laws.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

(a) is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,

(b) involves the interests of third Parties,

(c) depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by Egypt in accordance with its constitutional laws.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 27th day of August in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal) Henry L. STIMSON.
(Seal) M. SAMY.

---

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

traité ou pour d'autres motifs, qu'il n'aura pas été possible de régler par la voie diplomatique, qui n'aura pas été réglé après avoir été déféré à une commission de conciliation appropriée et qui sera, de par sa nature, d'ordre judiciaire du fait qu'il est susceptible d'être tranché par l'application des principes de droit ou d'équité, sera soumis à la Cour permanente d'arbitrage instituée à La Haye par la Convention[1] du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, suivant décision prise dans chaque cas par compromis d'arbitrage signé, ledit compromis devant stipuler l'organisation de ce tribunal si besoin est, définir ses pouvoirs, exposer la question ou les questions en litige et déterminer le mandat.

Dans chaque cas, le compromis sera conclu, du côté des Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec l'approbation du Sénat américain et, du côté de l'Egypte, conformément à ses lois constitutionnelles.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront être invoquées en ce qui concerne tout différend dont l'objet

a) Relève de la juridiction intérieure de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes,

b) Touche aux intérêts de tierces parties,

c) Dépend du maintien ou implique le maintien de l'attitude traditionnelle observée par les Etats-Unis en ce qui concerne les questions américaines et connue sous le nom de doctrine de Monroe.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec l'approbation du Sénat américain et par l'Egypte conformément à ses lois constitutionnelles.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible et le traité prendra effet à partir de la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur par la suite sans interruption, à moins qu'il n'y soit mis fin, moyennant préavis écrit d'un an, donné par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le 27 août mil neuf cent vingt-neuf.

(Sceau) Henry L. STIMSON.
(Sceau) M. SAMY.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

N° 18B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ARABIE SAOUDIENNE

Accord provisoire en matière de représentation diplomatique et consulaire, de protection juridique, de commerce et de navigation. Signé à Londres, le 7 novembre 1933.

UNITED STATES OF AMERICA AND SA'UDI ARABIA

Provisional Agreement in regard to Diplomatic and Consular Representation, Juridical Protection, Commerce and Navigation. Signed at London, November 7, 1933.

No. 18B. — PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF SA'UDI ARABIA IN REGARD TO DIPLOMATIC AND CONSULAR REPRESENTATION, JURIDICAL PROTECTION, COMMERCE AND NAVIGATION. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 7, 1933.

Textes officiels anglais [1] *et arabe transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le* 10 *janvier* 1934. *Les Etats-Unis d'Amérique, n'étant pas membre de la Société des Nations, n'ont pas fait enregistrer ce traité par le Secrétariat.* [2]

English [1] *and Arabic official texts transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, January* 10, 1934. *As the United States of America is not a Member of the League of Nations, it did not register this Treaty with the Secretariat.* [2]

The Undersigned, Mr. Robert WORTH BINGHAM, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America at London, and Sheikh HAFIZ WAHBA, Minister of the Kingdom of Saudi Arabia at London, desiring to confirm and make a record of the understanding which they have reached in the course of recent conversations in the names of their respective Governments in regard to diplomatic and consular representation, juridical protection, commerce and navigation, have signed this Provisional Agreement :

Article I.

The diplomatic representatives of each country shall enjoy in the territories of the other the privileges and immunities derived from generally recognized international law. The consular representatives of each country, duly provided with exequatur, will be permitted to reside in the territories of the other in the places wherein consular representatives are by local laws permitted to reside ; they shall enjoy the honorary privileges and the immunities accorded to such officers by general international usage ; and they shall not be treated in a manner less favorable than similar officers of any other foreign country.

Article II.

Subjects of His Majesty the King of Saudi Arabia in the United States of America, its territories and possessions, and nationals of the United States of America, its territories and possessions, in the

[1] Texte reproduit d'après le « Executive Agreement Series » des Etats-Unis d'Amérique, N° 53, 1933.

[2] Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C.L.7.1926.V), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux membres de la Société des Nations ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920 sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

[1] The text is reprinted from the *Executive Agreement Series* of the United States of America, No. 53, 1933.

[2] See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926 (C.L.7.1926.V), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League of Nations and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties. (Vol. I, page 8, of this Series.)

Kingdom of Saudi Arabia shall be received and treated in accordance with the requirements and practices of generally recognised international law. In respect of their persons, possessions and rights, they shall enjoy the fullest protection of the laws and authorities of the country, and they shall not be treated in regard to their persons, property, rights and interests, in any manner less favorable than the nationals of any other foreign country.

Article III.

In respect of import, export and other duties and charges affecting commerce and navigation, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, the United States of America, its territories and possessions, will accord to the Kingdom of Saudi Arabia, and the Kingdom of Saudi Arabia will accord to the United States of America, its territories and possessions, unconditional most-favored-nation treatment. Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce or navigation now accorded or that may hereafter be accorded by the United States of America, its territories and possessions, or by the Kingdom of Saudi Arabia to any foreign country will become immediately applicable without request and without compensation to the commerce and navigation of the Kingdom of Saudi Arabia and of the United States of America, its territories and possessions, respectively.

Article IV.

The stipulations of this Agreement shall not extend to the treatment which is accorded by the United States of America to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention [1] concluded between the United States and Cuba on December 11, 1902, or the provisions of any other commercial convention which hereafter may be concluded between the United States of America and Cuba. Such stipulations, moreover, shall not extend to the treatment which is accorded to the commerce between the United States of America and the Panama Canal Zone or any of the dependencies of the United States of America or to the commerce of the dependencies of the United States of America with one another under existing or future laws.

Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either Government to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal, or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Nothing in this Agreement shall be construed to affect existing statutes of either country in relation to the immigration of aliens or the right of either Government to enact such statutes.

Article V.

The present stipulations shall become operative on the day of signature hereof and shall remain respectively in effect until the entry in force of a definitive treaty of commerce and navigation, or until thirty days after notice of their termination shall have been given by the Government of either country, but should the Government of the United States of America be prevented by future action of its legislature from carrying out the terms of these stipulations, the obligations thereof shall thereupon lapse.

Article VI.

The English and Arabic texts of the present Agreement shall be of equal validity.

Signed at London this seventh day of November, one thousand nine hundred and thirty-three.

(Seal) Robert WORTH BINGHAM.

(Signature and seal of Sheikh HAFIZ WAHBA.)

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 473.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 791.

N° 18B.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

اتفاقية مؤقتة بين الولايات المتحدة الاميركية
والمملكة العربية السعودية
بخصوص
التمثيل السياسي و القنصلي والصيانة القضائية
والتجارة والملاحة

الموقعان ادناه: الاونارابل روبرت ورث بنجهام السفير المفوض وفوق العادة للولايات المتحدة الاميركية بلندن والشيخ حافظ وهبة وزير المملكة العربية السعودية بلندن — رغبة منهما في تأكيد وتسجيل التفاهم الذي وصلا اليه في اثناء المحادثات التي جرت بينهما حديثا كل بالنيابة عن حكومته بخصوص التمثيل السياسي والقنصلي والصيانة القضائية والتجارة والملاحة قد وقعا هذه الاتفاقية المؤقتة.

المادة الاولى

يتمتع الممثلون السياسيون لكل من الدولتين حينما يكونون في ممتلكات الدولة الأخرى بالأمتيازات والحصانات المستمدة من القانون الدولي المعترف به بصورة عامة ويسمح للممثلين القنصليين لكل من الدولتين بعد اعتماد براءتهم القنصلية بالأقامة في ممتلكات الدولة الأخرى في الاماكن المسموح بالأقامة فيها للممثلين القنصليين بموجب القوانين المحلية ويتمتعون بامتيازات الشرف والحصانات التي تمنح لأمثال هؤلاء الموظفين بحسب العرف الدولي العام ولا يعاملون بصورة اقل رعاية مما يعامل به امثالهم من موظفي اي دولة اجنبية خرى .

المادة الثانية

يقبل رعايا صاحب الجلالة ملك المملكة العربية السعودية ويعاملون في الولايات المتحدة الاميركية وممتلكاتها ومستعمراتها ويقبل رعايا الولايات المتحدة الاميركية وممتلكاتها ومستعمراتها في المملكة العربية السعودية ويعاملون حسب مقتضيات وعادات القانون الدولي المعترف به بصورة عامة ويتمتعون فيما يتعلق باشخاصهم وممتلكاتهم وحقوقهم

باكبر تسط من حماية قوانين و سلطات الدولة ولا يعاملون فيما يتعلق باشخاصهم وممتلكاتهم وحقوقهم ومصالحهم بصورة اقل رعاية مما يعامل به رعايا اي دولة اجنبية اخرى

المادة الثالثة

فيما يخص الضرائب على الواردات والصادرات وغير ذلك من الضرائب والرسوم التي لها مساس بالتجارة والملاحة وكذلك فيما يخص المرور والتخزين والتسهيلات الأخرى تولى حكومة الولايات المتحدة الاميركية وممتلكاتها ومستعمراتها للمملكة العربية السعودية وتولى المملكة العربية السعودية للولايات المتحدة الاميركية وممتلكاتها ومستعمراتها بلا قيد ولا شرط معاملة الدولة الأولى بالرعاية وكل اعفاء فيما يختص باي ضريبة او رسوم او نظام له مساس بالتجارة او الملاحة تسمح به الآن او ستسمح به في المستقبل الولايات المتحدة الاميركية وممتلكاتها ومستعمراتها او المملكة العربية السعودية لأي دولة اجنبية يكون في الوقت نفسه ساريا من غير طلب ومن غير تعويض على تجارة وملاحة المملكة العربية السعودية في الحالة الاولى وعلى تجارة وملاحة الولايات المتحدة الاميركية وممتلكاتها ومستعمراتها في الحالة الثانية.

المادة الرابعة

لا تتناول شروط هذه الاتفاقية المعاملة التي توليها الولايات المتحدة الاميركية لتجارة كوبا حسب نص الاتفاق التجاري المعقود بينهما في ١١ ديسمبر ١٩٠٢ او المعاملة التي توليها اياها حسب نص اي اتفاق تجاري يوضع في المستقبل بين الولايات المتحدة الاميركية وكوبا وكذلك لا تتناول شروط هذه الاتفاقية المعاملة التي يسمح بها للتجارة بين الولايات المتحدة الاميركية ومنطقة قنال پاناما او بينها وبين اي ملحق من ملحقاتها كما انها لا تتناول المعاملة التي يسمح بها للتجارة بين ملحقات الولايات المتحدة الاميركية فيما بينها حسب القوانين الحالية او المستقبلة. وكذلك لا يؤول اي شيء في هذه اتفاقية بحيث يحدد سلطة احدى الحكومتين في ان تفرض باي شكل تراه صالحا اي حظر او تحديد من الوجهة الصحية لوقاية الحياة الآدمية او الحيوانية او النباتية او ان تصدر الاوامر والتعليمات لتنفيذ قوانين البوليس وقوانين الضرائب. ولا يؤول اي شيء في هذه الاتفاقية بحيث يمس القوانين الموجودة في احدى الدولتين بخصوص مهاجرة الاجانب او بحيث يمس حق احدى الدولتين في اصدار مثل هذه القوانين.

المادة الخامسة

تصبح شروط هذه الاتفاقية نافذة اعتبارا من يوم توقيعها وتظل نافذة الى ان توضع معاهدة نهائية للتجارة والملاحة موضع التنفيذ او الى ان يمضي ثلاثون يوما على انذار احدى الحكومتين بانتهاء مدة هذه الاتفاقية. ولكن اذا منعت حكومة الولايات المتحدة الاميركية في المستقبل من تنفيذ شروط هذه الاتفاقية بواسطة مجلسها فانها تسقط عنها تبعاتها من ذلك الحين.

المادة السادسة

للمضيين الانجليزي والعربي من هذه الاتفاقية قيمة رسمية متساوية. امضيت بلندن في اليوم من الشهر سنة الف وثلثمائة واثنين وخمسين هجرية الموافق من الشهر سنة الف وتسعمائة وثلاثة وثلاثين ميلادية.

(ختم) (ختم)

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 18B. — ACCORD PROVISOIRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME D'ARABIE SAOUDIENNE EN MATIÈRE DE REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE, DE PROTECTION JURIDIQUE, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION. SIGNÉ A LONDRES, LE 7 NOVEMBRE 1933.

Les soussignés, M. Robert WORTH BINGHAM, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Londres, et le cheik HAFIZ WAHBA, ministre du Royaume d'Arabie saoudienne à Londres, désireux de confirmer et d'enregistrer l'entente intervenue entre eux au cours des conversations qu'ils ont tenues récemment, au nom de leurs gouvernements respectifs, en matière de représentation diplomatique et consulaire, de protection juridique, de commerce et de navigation, ont signé le présent accord provisoire :

Article premier.

Les représentants diplomatiques de chacun des deux pays jouiront, sur les territoires de l'autre pays, des privilèges et immunités découlant du droit international généralement reconnu. Les représentants consulaires de chacun des deux pays, dûment munis de l'exequatur, seront autorisés à résider dans les territoires de l'autre pays dans les lieux où les représentants consulaires sont autorisés à résider en vertu de la législation locale ; ils jouiront des privilèges honorifiques et des immunités accordés à ces fonctionnaires selon l'usage général international et ils ne seront pas traités d'une façon moins favorable que les fonctionnaires similaires de n'importe quel autre pays étranger.

Article II.

Les sujets de Sa Majesté le Roi de l'Arabie saoudienne se trouvant aux Etats-Unis d'Amérique, dans leurs territoires et possessions, et les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique, de leurs territoires et possessions, se trouvant dans le Royaume de l'Arabie saoudienne, seront reçus et traités conformément aux exigences et à la pratique du droit international généralement reconnu. En ce qui concerne leurs personnes, biens et droits, ils jouiront de la protection la plus complète des lois et autorités du pays et ne seront pas traités, en ce qui concerne leurs personnes, biens, droits et intérêts, d'une façon moins favorable que les ressortissants de n'importe quel autre pays étranger.

Article III.

En ce qui concerne les importations, exportations et autres droits et charges touchant le commerce et la navigation, ainsi qu'en ce qui concerne le transit, l'emmagasinage et autres facilités, les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions accorderont au Royaume de l'Arabie saoudienne et le Royaume de l'Arabie saoudienne accordera aux Etats-Unis d'Amérique, à leurs territoires

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

et possessions, le traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée. Toute concession relative à n'importe quel droit, charge ou règlement touchant le commerce ou la navigation, actuellement accordée ou qui pourrait être accordée ultérieurement par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions, ou par le Royaume de l'Arabie saoudienne, à n'importe quel pays étranger, deviendra immédiatement applicable, sans que la demande en soit faite et sans compensation, au commerce et à la navigation respectivement du Royaume de l'Arabie saoudienne et des Etats-Unis d'Amérique, de leurs territoires et possessions.

Article IV.

Les dispositions du présent traité ne s'étendront pas au traitement accordé par les Etats-Unis d'Amérique au commerce de Cuba aux termes des dispositions de la Convention commerciale conclue le 11 décembre 1902 entre les Etats-Unis et Cuba, non plus qu'aux dispositions de toute autre convention commerciale pouvant être ultérieurement conclue entre les Etats-Unis d'Amérique et Cuba. En outre, ces dispositions ne s'étendront pas au traitement accordé au commerce qui s'effectue entre les Etats-Unis d'Amérique et la zone du Canal de Panama, ou l'une quelconque des dépendances des Etats-Unis d'Amérique ou au commerce qui s'effectue entre les dépendances des Etats-Unis d'Amérique en vertu de lois existantes ou futures.

Rien dans le présent accord ne sera interprété comme limitant le droit que possède chacun des deux gouvernements d'imposer, aux conditions qui pourront paraître appropriées, des prohibitions ou restrictions de caractère sanitaire destinées à protéger la vie des hommes, des animaux ou des plantes, ou des règlements assurant l'application des lois sur la police ou les recettes publiques.

Rien dans le présent accord ne sera interprété comme affectant la législation existante de l'un ou de l'autre pays en ce qui concerne l'immigration des étrangers ou le droit que possède chacun des deux gouvernements de promulguer une telle législation.

Article V.

Les présentes dispositions prendront effet le jour de leur signature et demeureront applicables jusqu'à l'entrée en vigueur d'un traité définitif de commerce et de navigation ou jusqu'à l'expiration d'une période de trente jours après que le gouvernement de l'un ou de l'autre pays les aura dénoncées ; toutefois, si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se trouvait empêché, à la suite d'une mesure prise ultérieurement par son Parlement, d'exécuter les termes des présentes dispositions, les obligations qui en découlent tomberaient de ce fait même.

Article VI.

Les textes anglais et arabe du présent accord feront également foi.

Signé à Londres ce sept novembre mil neuf cent trente-trois.

(Sceau) Robert WORTH BINGHAM.

Signature et sceau du cheik HAFIZ WAHBA.

ANNEXE XXXV

ANNEX XXXV

ANNEXE XXXV

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N° 171. — CONVENTION[1] ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

ADHÉSION

ETHIOPIE (sous réserve de ratification).

N° 297. — CONVENTION[2] PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A PARIS, LE 13 OCTOBRE 1919.

PROTOCOLE[3] RELATIF A DES AMENDEMENTS AUX ARTICLES 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 et AUX CLAUSES FINALES DE LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A PARIS, LE 15 JUIN 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations le 13 janvier 1934.

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI page 244; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; et vol. CXXXIV, page 393, de ce recueil.

[2] Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, page 438 ; et vol. CXVII, page 54, de ce recueil.

[3] Vol. CXXXVIII, page 418, de ce recueil.

ANNEX XXXV.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 171. — CONVENTION[1] AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

ABYSSINIA (subject to ratification).

No. 297. — CONVENTION[2] RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13, 1919.

PROTOCOL[3] CONCERNING AMENDMENTS TO ARTICLES 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42 AND TO THE FINAL PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT PARIS, JUNE 15, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, January 13, 1934.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; and Vol. CXXXIV, page 393, of this Series.

[2] Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, page 438 ; and Vol. CXVII, page 54, of this Series.

[3] Vol. CXXXVIII, page 418, of this Series.

PROTOCOLE[1] RELATIF A DES AMENDEMENTS AUX ARTICLES 34 ET 40 DE LA CONVENTION PORTANT RÈGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE DU 13 OCTOBRE 1919. SIGNÉ A PARIS, LE 11 DÉCEMBRE 1929.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations le 13 janvier 1934.

PROTOCOL[1] CONCERNING AMENDMENTS TO ARTICLES 34 AND 40 OF THE CONVENTION RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION OF OCTOBER 13, 1919. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 11, 1929.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations, January 13, 1934.

N° 685. — CONVENTION[2] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

ADHÉSIONS

PARAGUAY ... ... 21 octobre 1933.
GUATEMALA ... ... 25 octobre 1933.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION[2] FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12, 1923.

ACCESSIONS.

PARAGUAY ... ... October 21, 1933.
GUATEMALA ... ... October 25, 1933.

N° 1367. — CONVENTION[3] COMMERCIALE ENTRE LA POLOGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, SIGNÉE A VARSOVIE, LE 23 AVRIL 1925, AVEC ANNEXES A. B. C. D. E. F. ET PROTOCOLE FINAL;

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° I, SIGNÉ A PRAGUE LE 3 JUILLET 1925;

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° II, SIGNÉ A PRAGUE, LE 21 AVRIL 1926;

No. 1367. — COMMERCIAL CONVENTION[3] BETWEEN POLAND AND CZECHOSLOVAKIA, SIGNED AT WARSAW, APRIL 23, 1925, WITH ANNEXES A. B. C. D. E. F. AND FINAL PROTOCOL;

ADDITIONAL PROTOCOL No. I, SIGNED AT PRAGUE, JULY 3, 1925;

ADDITIONAL PROTOCOL No. II, SIGNED AT PRAGUE, APRIL 21, 1926;

---

[1] Vol. CXXXVIII, page 427, de ce recueil.

[2] Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; vol. XCVI, page 191 ; vol. C, page 211 ; vol. CXI, page 403 ; et vol. CXXVI, page 433, de ce recueil.

[3] Vol. LVIII, page 9 ; vol. CVII, page 490 ; vol. CXVII, page 72 ; vol. CXXII, page 343 ; et vol. CXXVI, page 434, de ce recueil.

[1] Vol. CXXXVIII, page 427, of this Series.

[2] Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXV, page 315 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. C ; page 211 ; Vol. CXI, page 403 ; and Vol. CXXVI, page 433, of this Series.

[3] Vol. LVIII, page 9 ; Vol. CVII, page 490 ; Vol. CXVII, page 72 ; Vol. CXXII, page 343 ; and Vol. CXXVI, page 434, of this Series.

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° III, SIGNÉ A PRAGUE, LE 9 FÉVRIER 1928 ;

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° IV, SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 JUIN 1928;

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE TARIF DOUANIER APPLIQUÉ :

1. AUX TAPIS D'ESCALIERS,
2. A LA BIÈRE EN TONNEAUX ;

VARSOVIE, LE 12 JANVIER 1931.

ÉCHANGE DE NOTES MODIFIANT LE TEXTE DU MODÈLE DE CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE ANNEXÉ A LA CONVENTION COMMERCIALE CI-DESSUS, VARSOVIE, LE 21 FÉVRIER 1930.

ADDITIONAL PROTOCOL No. III, SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 9, 1928;

ADDITIONAL PROTOCOL No. IV, SIGNED AT WARSAW, JUNE 26, 1928;

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE CUSTOMS TARIFF APPLIED TO :

1. STAIR CARPETS,
2. BEER IN CASKS ;

WARSAW, JANUARY 12, 1931.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE SPECIMEN IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS, ANNEXED TO THE ABOVE-MENTIONED COMMERCIAL CONVENTION, WARSAW, FEBRUARY 21, 1930.

DÉNONCIATIONS.

Dénonciation par la POLOGNE, en date du 10 juillet 1933, des actes susmentionnés.

Communiquée par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations le 18 *octobre* 1933.

Dénonciation par la POLOGNE, le 10 juillet 1933, de l'Accord sur les tarifs des chemins de fer, signé le 23 avril 1925.

Communiquée par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations le 18 *octobre* 1933.

DENUNCIATION.

Denunciation by POLAND on July 10, 1933, of the above-mentioned Acts.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, October 18, 1933.

Denunciation by POLAND on July 10, 1933, of the Agreement on Railway Tariffs signed on April 23, 1925.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, October 18, 1933.

N° 1379. — CONVENTION [1] ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES PORTS MARITIMES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

RATIFICATION

ITALIE ... ... 16 octobre 1933.

[1] Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; et vol. CXXII, page 349, de ce recueil.

No. 1379. — CONVENTION [1] AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL REGIME OF MARITIME PORTS AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION.

ITALY ... ... October 16, 1933.

[1] Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; and Vol. CXXII, page 349, of this Series.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

La ratifica italiana :

a) Non si estende nè alle Colonie nè ai Possedimenti italiani, e :

b) Non potrà essere interpretata come implicante l'ammissione od il riconoscimento di qualsiasi riserva o dichiarazione intesa a limitare comunque nelle Alte Parti contraenti i diritti ad Esse derivanti dall' art. 12 dello Statuto.

[1] TRADUCTION

La ratification de l'Italie :

a) Ne s'étend ni aux colonies ni aux possessions italiennes ;

b) Ne saurait être interprétée comme impliquant l'admission ou la reconnaissance d'une réserve ou déclaration quelconque tendant à limiter, de n'importe quelle manière, le droit que l'article 12 du Statut confère aux Hautes Parties contractantes.

[1] TRANSLATION.

The ratification by Italy :

(a) Does not apply to the Italian colonies or possessions ;

(b) Cannot be interpreted as implying the admission or the recognition of any reservation or declaration made with a view to limiting in any way the rights granted by Article 12 of the Statute to the High Contracting Parties.

No. 1425. — TREATY [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

N° 1425. — TRAITÉ [2] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE APPLICATION TO THE UGANDA PROTECTORATE OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. ATHENS, AUGUST 5 AND 9, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 2 novembre 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS AU PROTECTORAT DE L'OUGANDA. ATHÈNES, LES 5 ET 9 AOUT 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Vol. LXI, page 15 ; vol. LXIII, page 428 ; vol. LXXXIII, page 417 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 222 ; et Vol. CXXVI, page 446, de ce recueil.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. LXI, page 15 ; Vol. LXIII, page 428 ; Vol. LXXXIII, page 417 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 222 ; and Vol. CXXVI, page 446, of this Series.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 227.
(91/7/33.)

ATHENS, *August* 5, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on the 16th July, 1926, of the desire of His Majesty the King that the provisions of the said treaty shall apply to the Uganda Protectorate.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

V. Cavendish BENTINCK.

His Excellency
Monsieur Maximos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 32119.

ATHÈNES, *le* 9 *août* 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 227 du 5 de ce mois, par laquelle vous avez

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 227.
(91/7/33.)

ATHÈNES, *le* 5 *août* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de vous faire part du désir de Sa Majesté le Roi, conformément aux dispositions de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé à Londres, le 16 juillet 1926, de voir appliquer les clauses de ce traité au Protectorat de l'Ouganda.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir, en temps utile, m'accuser réception officielle de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

V. Cavendish BENTINCK.

Son Excellence
Monsieur Maximos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 32119.

ATHENS, *August* 9, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 227 of the 5th instant in which

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

bien voulu me faire part du désir de Sa Majesté britannique, conformément aux dispositions de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé le 16 juillet 1926, de voir appliquer les clauses de ce traité au Protectorat d'Uganda.

En prenant acte de cette communication, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

P. E. TSALDARIS.

Monsieur Victor F.W. Cavendish Bentinck,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique.

you were good enough to inform me of His Britannic Majesty's desire, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom signed July 15, 1926, that the provisions of the said Treaty shall apply to the Uganda Protectorate.

I have duly taken note of this communication and have the honour, etc.

P. E. TSALDARIS.

Victor F. W. Cavendish Bentinck, Esq.,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Athens.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION TO THE SOMALILAND PROTECTORATE OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. ATHENS, OCTOBER 13 AND 23, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 4 janvier 1934.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 305.
(91/12/33.)

ATHENS, *October* 13, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, by direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to give notice to Your Excellency, in accordance with the provisions of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed at London on the 16th July, 1926, that it is desired by His Majesty the King that the provisions of the said Treaty shall apply to the Somaliland Protectorate.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION AU PROTECTORAT DU SOMALILAND DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. ATHÈNES, LES 13 ET 23 OCTOBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 4, 1934.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DU ROYAUME-UNI.

N° 305.
(91/12/33.)

ATHÈNES, *le* 13 *octobre* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de vous notifier, conformément aux dispositions de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, que Sa Majesté le Roi désire que les dispositions dudit traité soient applicables au Protectorat du Somaliland.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. I have the honour to request that I may be furnished in due course with a formal acknowledgment of this notification.

3. I am to add that legislation has been passed by the Officer Administering the Government reducing the import duty on currants imported into the Protectorate from Greece to one Rupee per hundredweight.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Patrick RAMSAY.

His Excellency
Monsieur D. Maximos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

2. J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'adresser en temps utile un accusé de réception officiel de la présente notification.

3. Je suis chargé d'ajouter que l'Administrateur a pris une mesure réduisant le droit d'importation sur les raisins de Corinthe importés de Grèce dans le protectorat à une roupie par quintal (cwt).

Je saisis cette occasion, etc.

Patrick RAMSAY.

Son Excellence
Monsieur D. Maximos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 42044.

ATHÈNES, *le* 23 *octobre* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 13 de ce mois, N° 305, ainsi conçue :

(Suit le texte de la note N° I, ci-dessus, en anglais.)

En prenant acte de cette communication, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signature illisible.)

Son Excellence
l'Honorable P. W. M. Ramsay, C.M.G.,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
En ville.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 42044.

ATHENS, *October* 23, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter dated October 13, 1933, No. 305, as follows :

(See text of Note No. I, above.)

I have taken due note of this communication and avail myself of this opportunity, etc.

(Signature illegible.)

His Excellency
The Honourable P. W. M. Ramsay, C.M.G.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Athens.

N° 1598. — CONVENTION [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ESTONIE ET LA GRÈCE. SIGNÉE A TALLINN, LE 4 JANVIER 1927.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD [2] MODIFIANT LA CONVENTION CI-DESSUS. VARSOVIE, LE 22 FÉVRIER 1933.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie, le 14 *novembre* 1933.

I.

LÉGATION DE GRÈCE
EN POLOGNE.
N° 167.

VARSOVIE, *le* 22 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique adhère à la proposition du Gouvernement d'Estonie d'abolir *in toto* la partie tarifaire du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Estonie signé à Tallinn le 4 janvier 1927, sans que cette abolition porte atteinte à la validité de toutes les autres dispositions du traité qui reste en vigueur, les relations commerciales entre les deux pays devant être réglées à l'avenir, conformément aux alinéas 1, 4 et 5 de l'article 9 dudit traité, sur la base de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

En conséquence, je déclare ,dûment autorisé par mon gouvernement, que les alinéas 2 et 3 de l'article 9 du traité précité, ainsi que les listes A et B y annexées, seront abolis, étant bien entendu que cette abolition ne portera pas atteinte à la validité de toutes les autres dispositions du traité.

[1] Vol. LXIX, page 33, de ce recueil.

[2] Cet accord est entré en vigueur le 3 novembre 1933, quinze jours après sa publication dans le *Journal Officiel* de la République hellénique.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1598. — CONVENTION [1] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ESTONIA AND GREECE. SIGNED AT TALLINN, JANUARY 4, 1927.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT [2] MODIFYING THE ABOVE CONVENTION. WARSAW, FEBRUARY 22, 1933.

Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs, November 14, 1933.

[3] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

GREEK LEGATION
IN POLAND.
No. 167.

WARSAW, *February* 22, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Greek Government agrees to the proposal of the Estonian Government to cancel the whole of the tariff part of the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Estonia signed at Tallinn on January 4, 1927, without prejudice to the validity of any other of the provisions of the said Treaty, which remains accordingly in force, the commercial relations between the two countries being in future determined by the provisions of paragraphs 1, 4 and 5 of Article 9 of the said Treaty on the basis of the most-favoured-nation clause.

I am duly authorised by my Government to state that paragraphs 2 and 3 of Article 9 of the aforesaid Treaty, together with lists A and B attached thereto, are cancelled accordingly, provided always that their cancellation is without prejudice to the validity of any other of the provisions of the Treaty.

[1] Vol. LXIX, page 33, of this Series.

[2] This Agreement came into force on November 3, 1933, fifteen days after its publication in the *Official Journal* of the Hellenic Republic.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de considérer la présente note et la réponse que vous voulez bien me faire parvenir comme servant à constater l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux gouvernements. Cet accord sera ratifié par les Chambres législatives des deux pays contractants et entrera en vigueur quinze jours après sa publication dans les journaux officiels respectifs.

Il est bien entendu que dans le cas où ces publications ne seraient pas simultanées, ce délai de quinze jours commencera à courir à partir de la date de la dernière de ces deux publications.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) G. C. LAGOUDAKIS.

Son Excellence
Monsieur Kaarel Robert Pusta,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Estonie
à Varsovie.

I would ask you to regard the present Note and your reply as establishing the Agreement arrived at on this matter between our two Governments. The Agreement to be ratified by the legislative Chambers of the two contracting countries, and to come into force within fifteen days from its publication in the respective *Official Gazettes*.

It is understood that, in the event of such publication not being simultaneous, the period of fifteen days shall begin to run as from the date of the last of the two publications.

I have, etc.

(Signed) G. C. LAGOUDAKIS.

His Excellency,
M. Kaarel Robert Pusta,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Estonia,
Warsaw.

II.

LÉGATION D'ESTONIE
EN POLOGNE.
N° 910.

VARSOVIE, *le 22 février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note sub. N° 167, en date d'aujourd'hui, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser et dont les termes sont les suivants :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique adhère à la proposition du Gouvernement d'Estonie d'abolir *in toto* la partie tarifaire du Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Estonie signé à Tallinn le 4 janvier 1927, sans que cette abolition porte atteinte à la validité de toutes les autres dispositions du traité qui reste en vigueur, les relations commerciales entre les deux pays devant être réglées à l'avenir,

II.

ESTONIAN LEGATION
IN POLAND
No. 910.

WARSAW, *February* 22, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge Your Excellency's Note No. 167 of to-day's date couched in the following terms :

" MONSIEUR LE MINISTRE,

" I have the honour to inform you that the Greek Government agrees to the proposal of the Estonian Government to cancel the whole of the tariff part of the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Estonia signed at Tallinn on January 4, 1927, without prejudice to the validity of any other of the provisions of the said Treaty, which remains accordingly in force, the commercial relations between the two countries being

conformément aux alinéas 1, 4 et 5 de l'article 9 dudit traité, sur la base de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

En conséquence, je déclare, dûment autorisé par mon gouvernement, que les alinéas 2 et 3 de l'article 9 du traité précité, ainsi que les listes A et B y annexées, seront abolis, étant bien entendu que cette abolition ne portera pas atteinte à la validité de toutes les autres dispositions du traité.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de considérer la présente note et la réponse que vous voulez bien me faire parvenir comme servant à constater l'accord intervenu à ce sujet entre nos deux gouvernements. Cet accord sera ratifié par les Chambres législatives des deux pays contractants et entrera en vigueur quinze jours après sa publication dans les journaux officiels respectifs.

Il est bien entendu que dans le cas où ces publications ne seraient pas simultanées, ce délai de quinze jours commencera à courir à partir de la date de la dernière de ces deux publications. »

J'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, que je prends acte de cette communication et que je considère l'accord survenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. R. PUSTA.

Son Excellence
Monsieur Georges Lagoudakis,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Grèce
à Varsovie.

in future determined by the provisions of paragraphs 1, 4 and 5 of Article 9 of the said Treaty on the basis of the most-favoured-nation clause.

" I am duly authorised by my Government to state that paragraphs 2 and 3 of Article 9 of the aforesaid Treaty, together with lists A and B attached thereto, are cancelled accordingly, provided always that their cancellation is without prejudice to the validity of any other of the provisions of the Treaty.

" I would ask you to regard the present Note and your reply as establishing the Agreement arrived at on this matter between our two Governments. The Agreement to be ratified by the legislative Chambers of the two contracting countries, and to come into force within fifteen days from its publication in the respective *Official Gazettes*.

" It is understood that, in the event of such publication not being simultaneous, the period of fifteen days shall begin to run as from the date of the last of the two publications. "

I have the honour to inform Your Excellency, on behalf of my Government, that I note this communication and regard the Agreement as concluded.

I have, etc.

(Signed) C. R. PUSTA.

His Excellency,
M. George Lagoudakis,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Greece,
Warsaw.

N° 1744. — ARRANGEMENT[1] DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES, REVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

SUÈDE, effective à partir du 1er janvier 1934.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 21 octobre 1933.

No. 1744. — AGREEMENT[1] OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

SWEDEN, effective as from January 1, 1934.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 21, 1933.

N° 1745. — ARRANGEMENT[2] DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

DÉNONCIATION

Dénonciation par le BRÉSIL, effective à partir du 8 décembre 1934.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 6 janvier 1934.

No. 1745. — AGREEMENT[2] CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

DENUNCIATION.

Denunciation by BRAZIL, effective as from December 8, 1934.

Communicated by the Swiss Federal Council, January 6, 1934.

[1] Vol. LXXIV, page 319 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 247 ; vol. CIV, page 513 ; vol. CVII, page 507 ; vol. CXXX, page 449 ; vol. CXXXIV, page 406 ; et vol. CXXXVIII, page 444, de ce recueil.

[2] Vol. LXXIV, page 327 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 404 ; vol. C, page 247 ; vol. CVII, page 508 ; vol. CXVII, page 186 ; vol. CXXX, page 449 ; vol. CXXXIV, page 406 ; et vol. CXXXVIII, page 445, de ce recueil.

[1] Vol. LXXIV, page 319 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 247 ; Vol. CIV, page 513 ; Vol. CVII, page 507 ; Vol. CXXX, page 449 ; Vol. CXXXIV, page 406 ; and Vol. CXXXVIII, page 444, of this Series.

[2] Vol. LXXIV, page 327 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 404 ; Vol. C, page 247 ; Vol. CVII, page 508 ; Vol. CXVII, page 187 ; Vol. CXXX, page 449 ; Vol. CXXXIV, page 406 ; and Vol. CXXXVIII, page 445, of this Series.

N° 1858. — ACCORD [1] PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS GÉNÉRALES ENTRE LA FRANCE ET LA PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 11 MAI 1928.

ECHANGES DE NOTES RELATIFS A LA PROROGATION : 1° JUSQU'AU 31 JUILLET 1933, ET : 2° JUSQU'AU 31 JANVIER 1934, DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD CI-DESSUS. TÉHÉRAN, LES 31 JANVIER 1933 ET 31 JUILLET 1933.

Communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 23 octobre 1933.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TÉHÉRAN, *le* 31 *janvier* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice, par l'échange de lettres effectué le 31 juillet 1932 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France, n'étaient valables que jusqu'au 1er février 1933.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous, le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une Convention de commerce et à une Convention d'établissement, le Gouvernement impérial consent, en attendant, et au plus tard jusqu'au 31 juillet 1933, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles premier et 2 de l'ancien Accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée

[1] Vol. LXXXII, page 43 ; vol. CIV, page 517 ; vol. CXI, page 412 ; et vol. CXXVI, page 449, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1858. — PROVISIONAL AGREEMENT [1] REGULATING THE GENERAL RELATIONS BETWEEN FRANCE AND PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, MAY 11, 1928.

EXCHANGES OF NOTES CONCERNING THE PROROGATION (1) UNTIL JULY 31, 1933, AND (2) UNTIL JANUARY 31, 1934, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. TEHERAN, JANUARY 31, 1933, AND JULY 31, 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 23, 1933.

[2] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

TEHERAN, *January* 31, 1933.

SIR,

I have the honour to recall to you that the arrangements of which our two countries accorded each other the benefits by exchange of letters dated July 31, 1932, between the Imperial Government and the French Legation were valid only until February 1, 1933.

As there is reason to hope that the Treaty of Friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations proceeding with regard to a Convention concerning Establishment and a Commercial Convention will shortly be concluded, the Imperial Government agrees in the meantime and until July 31, 1933, at the latest, subject to reciprocity, to maintain in force the proposals laid down in Articles 1 and 2 of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and to continue to accord most-favoured-

[1] Vol. LXXXII, page 43 ; Vol. CIV, page 517 ; Vol. CXI, page 412 ; and Vol. CXXVI, page 449, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité aux ressortissants français en Perse, par une lettre du Ministre des Affaires étrangères datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

FOROUGHI.

Son Excellence
Monsieur G. Maugras,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de France
en Perse.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

nation treatment in the matter of establishment as granted, subject to reciprocity, to French nationals in Persia by a letter of the Minister for Foreign Affairs of the same date.

I have the honour to be, etc.

FOROUGHI.

His Excellency
Monsieur G. Maugras,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of France,
Teheran.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN PERSE.
N° 31.

TÉHÉRAN, *le* 31 *janvier* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Altesse que les dispositions dont nos deux pays s'étaient reciproquement accordé le bénéfice, par l'échange de lettres effectué le 31 juillet 1932 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France, n'étaient valables que jusqu'au 31 janvier 1933.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une Convention d'établissement et à une Convention de commerce, le Gouvernement de la République consent, en attendant, et au plus tard jusqu'au 31 juillet 1933, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles premier et 2 de l'ancien Accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée

II.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN PERSIA.
No. 31.

TEHERAN, *January* 31, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to recall to Your Highness that the arrangements of which our two countries accorded each other the benefits by exchange of letters dated July 31, 1932, between the Imperial Government and the French Legation were valid only until January 31, 1933.

As there is reason to hope that the Treaty of Friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations proceeding with regard to a Convention concerning Establishment and a Commercial Convention will shortly be concluded, the Government of the Republic agrees in the meantime and until July 31, 1933, at the latest, subject to reciprocity, to maintain in force the proposals laid down in Articles 1 and 2 of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and to continue to accord most-favoured-nation treatment in the

en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants persans en France par une lettre de M. Wilden datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

MAUGRAS.

Son Altesse Foroughi,
Ministre des Affaires étrangères,
Téhéran.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

matter of establishment as granted, subject to reciprocity, to Persian nationals in France by a letter of M. Wilden of the same date.

I have the honour to be, etc.

MAUGRAS.

His Highness Foroughi Khan,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TÉHÉRAN, *le* 31 *juillet* 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 31 janvier 1933, entre le Gouvernement impérial et la Légation de France, n'étaient valables que jusqu'au 31 juillet 1933.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous, le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une Convention de commerce et à une Convention d'établissement, le Gouvernement impérial consent, en attendant, et au plus tard jusqu'au 31 janvier 1934, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles premier et 2 de l'ancien Accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement accordé, sous con-

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

TEHERAN, *July* 31, 1933.

SIR,

I have the honour to recall to you that the arrangements of which our two countries accorded each other the benefits by exchange of letters dated January 31, 1933, between the Imperial Government and the French Legation were valid only until July 31, 1933.

As there is reason to hope that the Treaty of Friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations proceeding with regard to a Convention concerning Establishment and a Commercial Convention will shortly be concluded, the Imperial Government agrees in the meantime and until January 31, 1934, at the latest, subject to reciprocity, to maintain in force the proposals laid down in Articles 1 and 2 of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and to continue to accord most-favoured-nation treatment in the matter of establishment

dition de réciprocité aux ressortissants français en Perse, par une lettre du Ministre des Affaires étrangères datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de mes sentiments distingués.

FOROUGHI.

A Monsieur Hardion,
Chargé d'Affaires de France,
Téhéran.

as granted, subject to reciprocity, to French nationals in Persia, by a letter of the Minister for Foreign Affairs of the same date.

I have the honour to be, etc.

FOROUGHI.

Monsieur Hardion,
French Chargé d'Affaires,
Teheran.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

IV.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN PERSE.
N° 122.

TÉHÉRAN, *le* 31 *juillet* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Altesse que les dispositions dont nos deux pays s'étaient reciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 31 janvier 1933, entre le Gouvernement impérial et la Légation de France, n'étaient valables que jusqu'au 31 juillet 1933.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié, signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une Convention d'établissement et à une Convention de commerce, le Gouvernement de la République consent, en attendant, et au plus tard jusqu'au 31 janvier 1934, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles premier et 2 de l'ancien Accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement accordé, sous condition

IV.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN PERSIA.
No. 122.

TEHERAN, *July* 31, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to recall to Your Highness that the arrangements of which our two countries accorded each other the benefits by exchange of letters dated January 31, 1933, between the Imperial Government and the French Legation were valid only until July 31, 1933.

As there is reason to hope that the Treaty of Friendship signed between us on May 10, 1929, will shortly be put into force, and that the negotiations proceeding with regard to a Convention concerning Establishment and a Commercial Convention will shortly be concluded, the Government of the Republic agrees in the meantime and until January 31, 1934, at the latest, subject to reciprocity, to maintain in force the proposals laid down in Articles 1 and 2 of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and to continue to accord most-favoured-nation treatment in the

de réciprocité, aux ressortissants persans en France par une lettre de M. Wilden datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

HARDION.

Son Altesse Foroughi,
Ministre des Affaires étrangères,
Téhéran.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

matter of establishment as granted, subject to reciprocity, to Persian nationals in France by a letter of M. Wilden of the same date.

I have the honour to be, etc.

HARDION.

His Highness Foroughi Khan,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

No. 2354. — AGREEMENT [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM, AND THE BRAZILIAN, NETHERLANDS, NORWEGIAN AND UNITED STATES GOVERNMENTS AND THE CHINESE GOVERNMENT RELATING TO THE CHINESE COURTS IN THE INTERNATIONAL SETTLEMENT AT SHANGHAI, SIGNED AT NANKING, FEBRUARY 17, 1930, AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO OF THE SAME DATE.

EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM, BRAZIL, FRANCE, NETHERLANDS, NORWAY AND THE UNITED STATES AND THE CHINESE GOVERNMENT RENEWING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT AND EXCHANGE OF NOTES OF FEBRUARY 17, 1930, RELATING TO THE CHINESE COURTS IN THE INTERNATIONAL SETTLEMENT AT SHANGHAI, WITH DECLARATION. NANKING, FEBRUARY 8 TO 12, 1933.

Communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa majesté en Grande-Bretagne, le 2 novembre 1933.

[1] Vol. CII, page 87, de ce recueil.

N° 2354. — ACCORD [1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LES GOUVERNEMENTS DU BRÉSIL, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE ET DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS CONCERNANT LES TRIBUNAUX CHINOIS DANS LE SETTLEMENT INTERNATIONAL DE SHANGHAI, SIGNÉ A NANKIN, LE 17 FÉVRIER 1930, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF DE LA MÊME DATE.

ECHANGES DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI, DU BRÉSIL, DE LA FRANCE, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE ET DES ETATS-UNIS, ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS, RENOUVELANT L'ACCORD ET L'ÉCHANGE DE NOTES DU 17 FÉVRIER 1930 SUSMENTIONNÉS, CONCERNANT LES TRIBUNAUX CHINOIS DANS LE SETTLEMENT INTERNATIONAL DE SHANGHAÏ, ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. NANKIN, DU 8 AU 12 FÉVRIER 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

[1] Vol. CII, page 87, of this Series.

Ces échanges de notes ont été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 10 *octobre* 1933.

I.

JOINT NOTE FROM FOREIGN REPRESENTATIVES TO DR. LO WEN-KAN.

NANKING, *February* 8, 1933.

SIR,

Article 10 of the Agreement signed at Nanking on the 17th February, 1930, between the representative of the Chinese Government on the one hand, and the representatives of the Brazilian, American, French, United Kingdom, Norwegian and Netherlands Governments on the other hand, relating to the Chinese courts in the International Settlement at Shanghai provides as follows :

> " The present Agreement and the attached notes shall enter into effect on the 1st April, 1930, and shall continue in force for a period of three years from that date, provided that they may be extended for an additional period upon mutual consent of the parties thereto. "

It is now proposed, as arranged between us, that the said Agreement and attached notes shall be extended for a period of three years from the 1st April, 1933 ; that either of the Parties thereto may notify the other, six months before the expiration of the period, of their desire to denounce them ; and that, in case both Parties fail to do so in time, the Agreement and attached notes shall continue in force thereafter until they are denounced by either of the Parties thereto, of which denunciation six months' prior notice shall be given to the other Party.

We have the honour on behalf of our respective Governments to agree to the proposed arrangements set forth above for the extension of the said Agreement and attached notes and

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 10, 1933.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

NOTE COMMUNE DES REPRÉSENTANTS ÉTRANGERS AU Dr LO WEN-KAN.

NANKIN, *le* 8 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 10 de l'Accord signé à Nankin, le 17 février 1930, entre le représentant du Gouvernement chinois, d'une part, et les représentants du Brésil, des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de la Norvège et des Pays-Bas, d'autre part, concernant les tribunaux chinois dans le Settlement international de Changhaï, porte que :

> « Le présent accord et les notes y annexées prendront effet le 1er avril 1930, et resteront en vigueur pendant une période de trois ans à partir de cette date ; toutefois, ils pourront être prorogés par consentement mutuel des parties. »

Il est maintenant proposé, conformément à l'arrangement intervenu entre nous, que ledit accord, ainsi que les notes y annexées, soient prorogés pour une période de trois ans à partir du 1er avril 1933, que chacune des parties audit accord puisse notifier à l'autre partie, six mois avant l'expiration de cette période, son désir de les dénoncer, et qu'au cas où les deux parties ne le dénonceraient pas en temps voulu, ledit accord et les notes y annexées demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient été dénoncés par l'une ou l'autre des parties audit accord, moyennant avis donné six mois à l'avance à l'autre partie.

Nous avons l'honneur, au nom de nos gouvernements respectifs, d'accepter les arrangements envisagés et exposés ci-dessus en vue de la prorogation dudit accord et des notes

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

to request your Excellency's confirmation thereof.

We avail, etc.

Af. LOPES DE ALMEIDA,
in the name of the Brazilian Minister.

Willys R. PECK,
Counsellor of Legation,
on behalf of the American Minister.

Philippe BAUDET,
in the name of the French Minister.

E. M. B. INGRAM,
on behalf of His Majesty's Minister.

N. AALL,
Norwegian Chargé d'Affaires, a.i.

THORBECKE,
Netherlands Minister.

II.

DR. LO WEN-KAN TO SIR M. LAMPSON.

NANKING, *February* 8, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date which reads as follows :

(As in No. 1.)

In reply I have the honour to confirm that the Chinese Government agrees to the proposed arrangements as set forth above.

I avail, etc.,

LO WEN-KAN.

III.

JOINT NOTE FROM FOREIGN REPRESENTATIVES TO DR. LO WEN-KAN.

NANKING, *February* 11, 1933.

SIR,

With reference to our recent conversations, we understand that measures are now under

y annexées et de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer son acceptation desdits arrangements.

Nous saisissons, etc.

Af. LOPES DE ALMEIDA,
au nom du Ministre du Brésil.

Willys R. PECK,
Conseiller de Légation,
au nom du Ministre des Etats-Unis.

Philippe BAUDET,
au nom du Ministre de France.

E. M. B. INGRAM,
au nom du Ministre de Sa Majesté.

N. AALL,
Chargé d'affaires de Norvège, p.i.

THORBECKE,
Ministre des Bas-Pays.

II.

LE Dr LO WEN-KAN A SIR M. LAMPSON.

NANKIN, *le* 8 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour conçue dans les termes suivants :

(Comme dans le No 1.)

J'ai l'honneur, en réponse, de confirmer que le Gouvernement chinois accepte les propositions d'arrangement exposées ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

LO WEN-KAN.

III.

NOTE COMMUNE DES REPRÉSENTANTS ÉTRANGERS AU Dr LO WEN-KAN.

NANKIN, *le* 11 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à nos récentes conversations, nous croyons savoir que les autorités chinoises

contemplation by the Chinese authorities for checking undue delay in civil proceedings, with special reference to matters of appeal and execution of judgment, and that such measures, when adopted, will apply also to the courts functioning in the International Settlement at Shanghai. We should be grateful for your Excellency's confirmation of the above understanding.

We avail, etc.

Af. LOPES DE ALMEIDA,
in the name of the Brazilian Minister.

Willys R. PECK,
Counsellor of Legation,
on behalf of the American Minister.

Philippe BAUDET,
in the name of the French Minister.

E. M. B. INGRAM,
on behalf of His Majesty's Minister.

N. AALL.
Norwegian Chargé d'Affaires, a.i.

THORBECKE,
Netherlands Minister.

envisagent l'adoption de mesures destinées à prévenir tout retard en matière de procédure civile, notamment en matière d'appel et d'exécution des jugements et que ces mesures, lorsqu'elles seront adoptées, s'appliqueront également aux tribunaux fonctionnant dans le Settlement international de Shanghaï. Nous saurions gré à Votre Excellence de bien vouloir confirmer l'interprétation ci-dessus.

Nous saisissons l'occasion, etc.

Af. LOPES DE ALMEIDA,
au nom du Ministre du Brésil.

Willys R. PECK,
Conseiller de légation,
au nom du Ministre des Etats-Unis.

Philippe BAUDET,
au nom du Ministre de France.

E. M. B. INGRAM,
au nom du Ministre de Sa Majesté.

N. AALL,
Chargé d'Affaires de Norvège, p.i.

THORBECKE,
Ministre des Pays-Bas.

IV.

DR. LO WEN-KAN TO SIR M. LAMPSON.

NANKING, *February* 12, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of yesterday's date which reads as follows :

(As in No. 3.)

In reply I have the honour to confirm that the above understanding is correct.

I avail, etc.

LO WEN-KAN.

IV.

LE Dr LO WEN-KAN A SIR M. LAMPSON.

NANKIN, *le* 12 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date d'hier, conçue dans les termes suivants :

(Comme dans le No 3.)

J'ai l'honneur, en réponse, de confirmer que l'interprétation ci-dessus est exacte.

Je saisis cette occasion, etc.

LO WEN-KAN.

DECLARATION.

JOINT NOTE FROM FOREIGN REPRESENTATIVES TO DR. LO WEN-KAN.

NANKING, *February* 8, 1933.

SIR,

With reference to the notes which we have exchanged to-day relating to the extension of the agreement concerning the Shanghai courts, we have the honour to renew the declaration made in our note of the 17th February, 1930, as follows :

> " We desire to point out that such agreement cannot in any way affect or invalidate rights guaranteed to the Powers concerned and to their nationals under existing treaties between such Powers and China, and we accordingly reserve our full rights in this regard. We further reserve the right to object to the enforcement in the International Settlement of any future Chinese laws that affect or in any way invalidate the Land Regulations or By-laws of the International Settlement or that may be considered prejudicial to the maintenance of peace and order within this area. "

We avail, etc.

AF. LOPES DE ALMEIDA,
in the name of the Brazilian Minister.

Willys R. PECK,
Counsellor of Legation,
on behalf of the American Minister.

Philippe BAUDET,
in the name of the French Minister.

E. M. B. INGRAM,
on behalf of His Majesty's Minister.

N. AALL,
Norwegian Chargé d'Affaires, a.i.

THORBECKE,
Netherlands Minister.

DÉCLARATION

NOTE COMMUNE DES REPRÉSENTANTS ÉTRANGERS ADRESSÉE AU Dr LO WEN-KAN.

NANKIN, *le* 8 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite aux notes que nous avons échangées ce jour au sujet de la prorogation de l'accord concernant les tribunaux de Changhaï nous avons l'honneur de renouveler la déclaration formulée dans notre note du 17 février 1930, conçue dans les termes suivants :

> « Nous désirons souligner que ledit accord ne peut en aucune manière porter atteinte aux droits garantis aux Puissances intéressées et à leurs ressortissants en vertu des traités actuellement en vigueur entre ces puissances et la Chine, ni infirmer lesdits droits et, en conséquence, nous réservons à cet égard tous nos droits. Nous nous réservons, en outre, le droit de faire objection à l'application dans le Settlement international de toutes les lois chinoises futures qui pourraient porter atteinte aux règlements et ordonnances du Settlement international en matière foncière ou infirmer d'une manière quelconque lesdits règlements et ordonnances, ou qui pourraient être jugées nuisibles au maintien de l'ordre public dans ce Settlement. »

Nous saisissons l'occasion, etc.

AF. LOPES DE ALMEIDA.
au nom du Ministre du Brésil.

Willys R. PECK,
Conseiller de Légation,
au nom du Ministre des Etats-Unis.

Philippe BAUDET,
au nom du Ministre de France.

E. M. INGRAM,
au nom du Ministre de Sa Majesté.

N. AALL,
Chargé d'affaires de Norvège, p.i.

THORBECKE,
Ministre des Pays-Bas.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N° 2429. — OVERENSKOMST [1] OM POSTUTVEKSLINGEN MELLEM NORGE OG FINNLAND. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 14 MAI 1930.

NY TEKST [2] I PARAGRAF 1 AV ARTIKEL 6 AV OVENNEVNTE OVERENSKOMST, UTFERDIGET I OSLO DEN 29 SEPTEMBER 1933.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 23 octobre 1933.

Artikkel 6.

PORTO OG ASSURANSEGEBYR FOR PAKKER.

1. Portoen for pakker fra det ene land til det annet (mellemrikske pakker) skal — med tillegg i tilfelle av den i punkt 4 nevnte landtransittgodtgjørelse og sjøbefordringsavgift — utgjøre :

når vekten ikke overstiger 1 kg.	1 fr. 50 c.
når vekten overstiger 1 kg., men ikke 3 kg.	2 » — »
når vekten overstiger 3 kg., men ikke 5 kg.	2 » 50 »
når vekten overstiger 5 kg., men ikke 10 kg.	5 » — »
når vekten overstiger 10 kg., men ikke 15 kg.	8 » — »
når vekten overstiger 15 kg., men ikke 20 kg.	11 » — »

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

[1] Vol. CV, page 399 ; et vol. CXVII, page 314, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 1er octobre 1933.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N° 2429. — SOPIMUS SUOMEN [1] JA NORJAN VÄLISESTÄ POSTINVAIHDOSTA. ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 14 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1930.

YLLÄMAINITUN [2] SOPIMUKSEN 6. ARTIKLAN 1. KOHDAN UUSI TEKSTI, LAADITTU OSLOSSA SYYSKUUN 29 PÄIVÄNÄ 1933.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 23, 1933.

6 Artikla.

PAKETTIEN KULJETUS- JA VAKUUTUSMAKSUT.

1. Kuljetusmaksun paketista maasta toiseen (valtioiden väliset paketit) tulee — siihen lisättynä sattuvissa tapauksissa 4 kohdassa vahvistettu merikuljetusmaksu — olla

jos paino ei ole yli 1 kg.	1 fr. 50 c.
jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kg.	2 » — »
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kg.	2 » 50 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kg.	5 » — »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kg.	8 » — »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kg.	11 » — »

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

[1] Vol. CV, page 399 ; and Vol. CXVII, page 314, of this Series.

[2] Came into force October 1, 1933.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 2429. — AVTAL ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH NORGE. UNDERTECKNAT I STOCKHOLM DEN 14 MAJ 1930.

NY LYDELSE AV MOM. 1 AV ART. 6 AV OVANNÄMNDA AVTAL, FASTSTÄLLD I OSLO DEN 29 SEPTEMBER 1933.

Artikel 6.

BEFORDRINGS- OCH ASSURANSAVGIFTER FÖR PAKET.

1. Befordringsavgiften för paket från det ena landet till det andra (mellanriks paket) skall — med tillägg i förekommande fall av den i mom. 4 omnämnda landtransitersättning och sjöbefordringsavgift — utgöra :

om vikten icke överstiger 1 kg.	1 fr. 50 c.
om vikten överstiger 1, men ej 3 kg.	2 » — »
om vikten överstiger 3, men ej 5 kg.	2 » 50 »
om vikten överstiger 5, men ej 10 kg.	5 » — »
om vikten överstige 10, men ej 15 kg.	8 » — »
om vikten överstiger 15, men ej 20 kg.	11 » — »

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION.

N° 2429. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ÉCHANGES POSTAUX ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 14 MAI 1930.

NOUVEAU TEXTE DU PREMIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 6 DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS, ÉTABLI A OSLO, LE 29 SEPTEMBRE 1933.

Article 6.

TAXE D'AFFRANCHISSEMENT ET DROIT D'ASSURANCE APPLICABLES AUX COLIS.

1. La taxe d'affranchissement des colis postaux expédiés de l'un des deux pays dans

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2429. — AGREEMENT RELATING TO POSTAL COMMUNICATION BETWEEN FINLAND AND NORWAY. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 14, 1930.

NEW TEXT OF THE FIRST PARAGRAPH OF ARTICLE 6 OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, DRAWN UP AT OSLO, SEPTEMBER 29, 1933.

Article 6.

RATE OF POSTAGE AND INSURANCE FEE FOR PARCELS.

1. The rate of postage for parcels sent from either country to the other (" interstate "

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'autre — taxe à laquelle viendra s'ajouter, le cas échéant, l'indemnité de transit territorial et le droit de transport maritime prévus au point 4 — est fixée comme suit :

Jusqu'à 1 kg.	1 fr. 50 cent.
De plus de 1 kg. jusqu'à 3 kg.	2 » — »
De plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg.	2 » 50 »
De plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	5 » — »
De plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	8 » — »
De plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.	11 » — »

parcels — " mellanriks Paket ") shall be as follows, plus the land transit and sea transport charges fixed in Point 4 :

Weight not exceeding 1 kg. .	1 fr. 50 cent.
Weight exceeding 1 kg. and not exceeding 3 kg.. . . .	2 » — »
Weight exceeding 3 kg. and not exceeding 5 kg.. . . .	2 » 50 »
Weight exceeding 5 kg. and not exceeding 10 kg.. . . .	5 » — »
Weight exceeding 10 kg. and not exceeding 15 kg.. . . .	8 » — »
Weight exceeding 15 kg. and not exceeding 20 kg.. . . .	11 » — »

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N° 2433. — OVERENSKOMST[1] OM POSTUDVEKSLINGEN MELLEM FINLAND OG DANMARK. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 14 MAJ 1930.

OVERENSKOMST[2] OM ÆNDRING I OVERENSKOMSTEN OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK OG FINLAND. KØBENHAVN DEN 27 SEPTEMBER 1933 OG HELSINGFORS DEN 2 OKTOBER 1933.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 23 octobre 1933.

Poststyrelserne i Danmark og Finland har i Kraft af de dem meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om, at Punkterne 1 og 6 i Artikel 6 i Overenskomsten om Postforbindelsen mellem de nævnte Lande, underskrevet i Stockholm den 14 Maj 1930, skal ændres som følger :

[1] Vol. CV, page 455 ; et vol. CXVII, page 318, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 1er octobre 1933.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N° 2433. — SOPIMUS[1] SUOMEN JA TANSKAN VÄLISESTÄ POSTINVAIHDOSTA, ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 14 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1930.

SOPIMUS[2] TANSKAN JA SUOMEN VÄLISTÄ POSTINVAIHTOA KOSKEVAN SOPIMUKSEN MUUTTAMISESTA. KÖÖPENHAMINASSA 27 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1933 JA HELSINGISSÄ 2 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA 1933.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, October 23, 1933.

Tanskan ja Suomen postihallinnot ovat niille annettujen valtuutusten nojalla sopineet siitä, että mainittujen maiden välistä postinvaihtoa koskevan, Tukholmassa 14 päivänä toukokuuta 1930 allekirjoitetun sopimuksen 6 artiklan 1 ja 6 kohdat saavat seuraavan muutetun sanamuodon :

[1] Vol. CV, page 455 ; and Vol. CXVII, page 318, of this Series.

[2] Came into force October 1, 1933.

Artikel 6.

PORTO OG FORSIKRINGSGEBYR FOR PAKKER.

1. Portoen for Pakker fra det ene Land til det andet (mellemrigske Pakker) skal-med Tillæg af den i Punkt 2 bestemte Landtransitgodtgørelse og Søbefordringsafgift — udgøre :

hvis Vægten ikke overstiger 1 kg.	1 Frc.	50 Ctr.
hvis Vægten overstiger 1, men ikke 3 kg.	2 »	— »
hvis Vægten overstiger 3, men ikke 5 kg.	2 »	50 »
hvis Vægten overstiger 5, men ikke 10 kg.	4 »	— »
hvis Vægten overstiger 10, men ikke 15 kg.	7 »	— »
hvis Vægten overstiger 15, men ikke 20 kg.	10 »	— »

6. Den i Punkt 1 fastsatte Porto deles saaledes :

	Danmark	Finland
for Pakker af Vægt indtil 1 kg.	55 Ctr.	95 Ctr.
for Pakker af Vægt over 1 indtil 3 kg.	65 »	135 »
for Pakker af Vægt over 3 indtil 5 kg.	85 »	165 »
for Pakker af Vægt over 5 indtil 10 kg.	150 »	250 »
for Pakker af Vægt over 10 indtil 15 kg. . . .	300 »	400 »
for Pakker af Vægt over 15 indtil 20 kg. . . .	450 »	550 »

For Ilpakker og voluminøse Pakker forhøjes disse Portoandele efter de i Punkterne 3 og 4 i Overenskomsten af Aar 1930 fastsatte Regler for Forhøjelse at Portoen, med eventuel Afrunding opefter til et helt Tal.

Forsikringsgebyret tilfalder udelt Afsendelseslandet.

Ovennævnte vedtagne Ændringer af Punkterne 1 og 6 i Artikel 6 i fornævnte Overenskomst træder i Kraft den 1 Oktober 1933 og er gældende, saalænge selve Overenskomsten gælder.

Udfærdiget i to Eksemplarer, begge med dansk finsk og svensk Tekst, af hvilket det ene Eksemplar forbliver i Generaldirektoratet for Post- og Telegrafvæsenet i Danmark og det andet

6 *Artikla.*

PAKETTIEN KULJETUS-JA VAKUUTUSMAKSUT.

1. Kuljetusmaksun paketista maasta toiseen (valtioiden väliset paketit) tulee — siihen lisättynä 2 kohdassa määrätty korvaus maakauttakuljetuksesta ja merikuljetusmaksu — olla :

jos paino ei ole yli 1 kg.	1 fr.	50 c.
jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kg.	2 »	— »
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kg.	2 »	50 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kg.	4 »	— »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kg.	7 »	— »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kg.	10 »	— »

6. 1 kohdassa vahvistetut kuljetusmaksut jaetaan seuraavasti :

	Tanska	Suomi
paketeista, joiden paino ei ole yli 1 kg.	55 c.	95 c.
jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kg.	65 »	135 »
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kg.	85 »	165 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kg.	150 »	250 »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kg.	300 »	400 »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kg.	450 »	550 »

Kiireisistä paketeista ja tilaaottavista paketeista korotetaan nämä kuljetusmaksuosuudet vuoden 1930 sopimuksen 6 art. 3 ja 4 kohdissa kuljetusmaksujen korottamisesta säädetyllä tavalla, pyöristämällä sattuvissa tapauksissa korkeammaksi kokonaisluvuksi.

Vakuutusmaksu lankeaa kokonaisuudessaan lähtömaalle.

Edellämainitun sopimuksen 6 artiklan 1 ja 6 kohdan muutokset tulevat voimaan 1 päivänä lokakuuta 1933 ja ovat voimassa niin kauan kuin itse sopimuskin on voimassa.

Tehty kahtena kappaleena, kumpikin tanskan, suomen ja ruotsin kielellä, joista toisen kappaleen pitää Tanskan posti-ja lennätinlaitoksen Päähallinto ja toisen Suomen Posti-ja

i Finlands Post- og Telegrafstyrelse. København den 27 September 1933 og Helsingfors den 2 Oktober 1933.

(Sign.) C. MONDRUP.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

lennätinhallitus. Kööpenhaminassa 27 päivänä syyskuuta 1933 ja Helsingissä 2 päivänä lokakuuta 1933.

(Sign.) G. E. F. ALBRECHT.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

In fidem :
Gredsted.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 2433. — AVTAL ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH DANMARK UNDERTECKNAT I STOCKHOLM, DEN 14 MAJ 1930.

AVTAL OM ÄNDRING AV AVTALET ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN DANMARK OCH FINLAND. KÖPENHAMN DEN 27 SEPTEMBER 1933 OCH HELSINGFORS DEN 2 OKTOBER 1933.

Postförvaltningarna i Danmark och Finland hava i kraft av dem meddelade bemyndiganden överenskommit att mom. 1 och 6 i artikel 6 i avtalet angående postutväxlingen mellan nämnda länder, undertecknat i Stockholm den 14 maj 1930, skola erhålla följande ändrade lydelse :

Artikel 6.

BEFORDRINGS- OCH ASSURANSAVGIFTER FÖR PAKET.

1. Befordringsavgiften för paket från det ena landet till det andra (mellanriks paket) skall — med tillägg av i mom. 2 bestämd landtransitersättning och sjöbefordringsavgift — utgöra

om vikten icke överstiger 1 kg.	1 fr. 50 c.
om vikten överstiger 1, men ej 3 kg.	2 » — »
om vikten överstiger 3, men ej 5 kg.	2 » 50 »
om vikten överstiger 5, men ej 10 kg.	4 » — »
om vikten överstiger 10, men ej 15 kg.	7 » — »
om vikten överstiger 15, men ej 20 kg.	10 » — »

6. De i mom. 1 fastställda befordringsavgifterna delas sålunda :

	Danmark	Finland
för paket i vikt t. o. m. 1 kg.	55 c.	95 c.
över 1, t. o. m. 3 kg.	65 »	135 »
över 3, t. o. m. 5 kg.	85 »	165 »
över 5, t. o. m. 10 kg.	150 »	250 »
över 10, t. o. m. 15 kg.	300 »	400 »
över 15, t. o. m. 20 kg.	450 »	550 »

För ilpaket och skrymmande paket höjas dessa portoandelar på sätt i mom. 3 och 4 av art. 6 i avtalet av år 1930 stadgas om höjning av befordringsavgifterna, med eventuell avrundning uppåt till helt tal.

Assuransavgiften tillfaller i sin helhet avgångslandet.

Ovan överenskomna ändringar av mom. 1 och 6 av artikel 6 i förenämnda avtal träda i kraft den 1 Oktober 1933 och gälla så länge själva avtalet gäller.

Upprättat i två exemplar, vartdera i dansk, finsk och svensk text att behållas det ena exemplaret av Generaldirektoratet för Post-och Telegrafväsendet i Danmark och det andra av Finlands Post-och telegrafstyrelse. Köpenhamn den 27 september 1933 och Helsingfors den 2 oktober 1933.

In fidem : *(Sign.)* G. E. F. ALBRECHT.
Gredsted.

Pour copie conforme :
Erkki Reijonen,
Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

Pour copie conforme :
H. A. Bernhoft,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION.

N° 2433. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ÉCHANGES POSTAUX ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 14 MAI 1930.

NOUVEAU TEXTE DES PARAGRAPHES PREMIER ET 6 DE L'ARTICLE 6 DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS, ÉTABLI A COPENHAGUE, LE 27 SEPTEMBRE 1933, ET À HELSINGFORS, LE 2 OCTOBRE 1933.

Les administrations postales du Danemark et de la Finlande, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenues de modifier comme suit les points premier et 6 de l'article 6 de l'Arrangement concernant les échanges

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2433. — AGREEMENT RELATING TO POSTAL COMMUNICATION BETWEEN DENMARK AND FINLAND. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 14, 1930.

NEW TEXT OF PARAGRAPHS 1 AND 6 OF ARTICLE 6 OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, DRAWN UP AT COPENHAGEN, SEPTEMBER 27, 1933, AND AT HELSINGFORS, OCTOBER 2, 1930.

The Post Office authorities in Denmark and Finland have, in virtue of the authority conferred on them, agreed that Article 6, points 1 and 6, in the Agreement relating to Postal Communication between the two countries

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

postaux entre lesdits pays, signé à Stockholm le 14 mai 1930 :

Article 6.

TAXE D'AFFRANCHISSEMENT ET DROIT D'ASSURANCE APPLICABLES AUX COLIS.

1. La taxe d'affranchissement des colis postaux expédiés de l'un des deux pays dans l'autre, — taxe à laquelle viendront s'ajouter l'indemnité de transit territorial et le droit de transport maritime prévus au point 2 — est fixée comme suit :

Jusqu'à 1 kg.	1 fr. 50 cent.
Plus de 1 kg. jusqu'à 3 kg. .	2 » — »
Plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg. .	2 » 50 »
Plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg. .	4 » — »
Plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg. .	7 » — »
Plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg. .	10 » — »

6. Le montant de la taxe d'affranchissement fixée au point premier sera réparti comme suit :

Pour les colis pesant :

	Finlande	Danemark
Jusqu'à 1 kg.	95 cent.	55 cent.
Plus de 1 kg. jusqu'à 3 kg.	135 »	65 »
Plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg.	165 »	85 »
Plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	250 »	150 »
Plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	400 »	300 »
Plus de 15 kg. jusqu'à 20 kg.	550 »	450 »

Pour les colis exprès et les colis volumineux, ces quotes-parts seront augmentées suivant les règles prévues ci-dessus, aux points 3 et 4, pour le relèvement de la taxe d'affranchissement, éventuellement majorée pour former un chiffre rond.

signed at Stockholm on May 14, 1930, shall be amended as follows :

Article 6.

RATE OF POSTAGE AND INSURANCE FEE FOR PARCELS.

1. The rate of postage for parcels sent from either country to the other (" interstate " parcels — " mellemrigske Pakker ") shall be as follows, plus the land transit and sea transport charges fixed in point 2 :

Weight not exceeding 1 kg. .	1 fr. 50 cent.
Weight exceeding 1 kg. and not exceeding 3 kg.	2 » — »
Weight exceeding 3 kg. and not exceeding 5 kg.	2 » 50 »
Weight exceeding 5 kg. and not exceeding 10 kg.	4 » — »
Weight exceeding 10 kg. and not exceeding 15 kg.	7 » — »
Weight exceeding 15 kg. and not exceeding 20 kg.	10 » — »

6. The rate of postage established in point 1 shall be divided as follows :

	Denmark	Finland
For parcels weighing not more than 1 kg. .	55 cent.	95 cent.
For parcels weighing more than 1 kg. but not than 3 kg. . . .	65 »	135 »
For parcels weighing more than 3 kg. but not than 5 kg. . . .	85 »	165 »
For parcels weighing more than 5 kg. but not than 10 kg. . . .	150 »	250 »
For parcels weighing more than 10 kg. but not than 15 kg. . . .	300 »	400 »
For parcels weighing more than 15 kg. but not than 20 kg. . . .	450 »	550 »

For express parcels and bulky parcels these portions of the postal charge shall be increased in accordance with the rules laid down in points 3 and 4 of the Agreement of 1930 for increasing the postal charges, the rates being if necessary rounded off to the next higher integer.

Le montant du droit d'assurance sera acquis intégralement au pays d'expédition.

Les amendements précités aux points premier et 6 de l'article 6 du susdit arrangement entreront en vigueur le 1er octobre 1933 et resteront applicables aussi longtemps que l'arrangement lui-même.

Fait en deux exemplaires, rédigés tous deux en langues danoise, finnoise et suédoise, dont l'un sera conservé par la Direction générale des postes et télégraphes du Danemark et l'autre par la Direction des postes et télégraphes de Finlande.

COPENHAGUE, *le 27 septembre* 1933.
HELSINGFORS, *le 2 octobre* 1933.

(Signé) C. MONDRUP.
(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

The whole of the insurance fee shall be retained by the country of despatch.

The above amendments of Article 6, points 1 and 6, of the above-mentioned Agreement shall come into force on October 1, 1933, and shall remain in force so long as the Agreement itself is valid.

Done in duplicate, both copies containing the Danish, Finnish and Swedish texts, one copy to remain in the Danish General Post and Telegraph Office and the other in the Finnish General Post and Telegraph Office.

COPENHAGEN, *September 27*, 1933.
HELSINGFORS, *October 2*, 1933.

(Signed) C. MONDRUP.
(Signed) G. E. F. ALBRECHT.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N° 2434. — SOPIMUS [1] SUOMEN JA RUOTSIN VÄLISESTÄ POSTINVAIHDOSTA ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 14 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1930.

YLLÄMAINITUN [2] SOPIMUKSEN 6. ARTIKLAN 1. KOHDAN UUSI TEKSTI, LAADITTU TUKHOLMASSA SYYSKUUN 26 PÄIVÄNÄ 1933.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 23 octobre 1933.

6 *Artikla.*

PAKETTIEN KULJETUS- JA VAKUUTUSMAKSUT.

1. Kuljetusmaksun paketista maasta toiseen (valtioiden väliset paketit) tulee — siihen

[1] Vol. CVI, page 9 ; et vol. CXVII, page 323, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 1er octobre 1933.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 2434. — AVTAL [1] ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH SVERIGE. UNDERTECKNAT I STOCKHOLM, DEN 14 MAJ 1930.

NY LYDELSE [2] AV MOM. 1 AV ART. 6 AV OVANNÄMNDA AVTAL, FASTSTÄLLD I STOCKHOLM DEN 26 SEPTEMBER 1933.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 23, 1933.

Artikel 6.

BEFORDRINGS- OCH ASSURANSAVGIFTER FÖR PAKET.

1. Befordringsavgiften för paket från det ena landet till det andra (mellanriks paket) skall

[1] Vol. CVI, page 9 ; and Vol. CXVII, page 323, of this Series.

[2] Came into force October 1, 1933.

lisättynä sattuvissa tapauksissa 2 kohdassa vahvistettu merikuljetusmaksu — olla :

jos paino ei ole yli 1 kg.	1 fr. 50 c.
Jos paino on yli 1, mutta ei yli 3 kg.	2 » — ».
jos paino on yli 3, mutta ei yli 5 kg.	2 » 50 »
jos paino on yli 5, mutta ei yli 10 kg.	5 » — »
jos paino on yli 10, mutta ei yli 15 kg.	8 » — »
jos paino on yli 15, mutta ei yli 20 kg.	11 » — »

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

— med tillägg i förekommande fall av den i mom. 2 fastställda sjöbefordringsavgiften — utgöra :

om vikten icke överstiger 1 kg. . .	1 fr. 50 c.
om vikten överstiger 1, men ej 3 k	2 » — »
om vikten överstiger 3, men ej 5 kg.	2 » 50 »
om vikten överstiger 5, men ej 10 kg.	5 » — »
om vikten överstiger 10, men ej 15 kg.	8 » — »
om vikten överstiger 15, men ej 20 kg.	11 » — »

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION.

N° 2434. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ÉCHANGES POSTAUX ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 14 MAI 1930.

NOUVEAU TEXTE DU PREMIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 6 DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS, ÉTABLI A STOCKHOLM, LE 26 SEPTEMBRE 1933.

Article 6.

TAXE D'AFFRANCHISSEMENT ET DROIT D'ASSURANCE APPLICABLES AUX COLIS.

1. La taxe d'affranchissement des colis postaux expédiés de l'un des deux pays dans l'autre — taxe à laquelle viendra s'ajouter, le cas

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2434. — AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN RELATING TO POSTAL COMMUNICATION. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 14, 1930.

NEW TEXT OF FIRST PARAGRAPH OF ARTICLE 6 OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, DRAWN UP AT STOCKHOLM, SEPTEMBER 26, 1933.

Article 6.

RATE OF POSTAGE AND INSURANCE FEE FOR PARCELS.

1. The rate of postage for parcels sent from either country to the other (" interstate " parcels — " mellanriks Paket ") shall be as

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

échéant, le droit de transport maritime prévu au point 2 — est fixée comme suit :

Jusqu'à 1 kg.	1 fr. 50 cent.
De plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	2 » — »
De plus de 3 kg. jusqu'à 5 kg.	2 » 50 »
De plus de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	5 » — »
De plus de 10 kg. jusqu'à 15 kg.	8 » — »
D plus 15 kg. jusqu'à 20 kg.	11 » — »

follows, plus any sea transport charges in accordance with Point 2 :

Weight not exceeding 1 kg. .	1 fr. 50 cent.
Weight exceeding 1 kg. and not exceeding 3 kg.	2 » — »
Weight exceeding 3 kg. and not exceeding 5 kg.	2 » 50 »
Weight exceeding 5 kg. and not exceeding 10 kg.	5 » — »
Weight exceeding 10 kg. and not exceeding 15 kg.	8 » — »
Weight exceeding 15 kg. and not exceeding 20 kg.	11 » — »

N° 2491. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET PERSAN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LE 19 JUIN 1929.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 1933 DE L'ACCORD CI-DESSUS. TÉHÉRAN, LE 15 JUIN 1933.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 23 octobre 1933.

I.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE
EN FRANCE.

3594.

PARIS, *le* 15 *juin* 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Hongrie a pro-

[1] Vol. CVII, page 355 ; vol. CXXII, page 362 ; vol. CXXVI, page 453 ; et vol. CXXX, page 461, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2491. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE HUNGARIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, JUNE 19, 1929.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION UNTIL SEPTEMBER 19, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. TEHERAN, JUNE 15, 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 23, 1933.

[2] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
IN FRANCE.

3594

PARIS, *June* 15, 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government has extended

[1] Vol. CVII, page 355 ; Vol. CXXII, page 362 ; Vol. CXXVI, page 453 ; and Vol. CXXX, page 461, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

rogé jusqu'au 19 septembre la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 septembre 1929, au sujet du règlement provisoire des relations commerciales de l'Empire de Perse avec le Royaume de Hongrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Frederic VILLANI.

Monsieur
le Chargé d'Affaires
de l'Empire de Perse en France,
Paris.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

until September 19 the validity of the Arrangement arrived at in Rome on September 19, 1929, with regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Persian Empire with the Kingdom of Hungary.

I have the honour, etc.

(Signed) Frederic VILLANI.

The Persian Chargé d'Affaires,
Paris.

II.

N° 424.

Le 15 *juin* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse a prorogé jusqu'au 19 septembre la validité de l'Arrangement survenu à Rome le 19 septembre 1929, au sujet du règlement provisoire des relations commerciales du Royaume de Hongrie avec l'Empire de Perse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) RAIS.

Son Excellence
le baron Frederic Villani,
Ministre de Hongrie,
Paris.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

No. 424.

June 15, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Imperial Persian Government has extended until September 19 the validity of the Arrangement arrived at in Rome on September 19, 1929, with regard to the provisional regulation of the commercial relations of the Kingdom of Hungary with the Persian Empire.

I have the honour, etc.

(Signed) RAIS.

His Excellency
Baron Frederic Villani,
Hungarian Minister,
Paris.

N° 2603. — ACCORD [1] SUR LES BATEAUX-FEU GARDES SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

RATIFICATIONS

ESPAGNE	3 novembre 1933.
YOUGOSLAVIE... ...	16 janvier 1934.

ADHÉSIONS

Colonies françaises et territoires sous mandat français ci-après :

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ...	28 octobre 1933.
AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE ...	
TOGO	
CAMEROUN	
MADAGASCAR	
ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE	
INDOCHINE	
RÉUNION	
CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS	
NOUVELLE CALÉDONIE	
OCÉANIE	
MARTINIQUE	
GUADELOUPE	
GUYANE	
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	

No. 2603. — AGREEMENT [1] CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23, 1930.

RATIFICATIONS.

SPAIN	November 3, 1933.
YUGOSLAVIA	January 16, 1934.

ACCESSIONS.

French Colonies and Territories under French mandate as follows :

FRENCH WEST AFRICA	October 28, 1933.
FRENCH EQUATORIAL AFRICA	
TOGOLAND	
CAMEROONS	
MADAGASCAR	
FRENCH SETTLEMENTS IN INDIA	
INDO-CHINA	
RÉUNION	
FRENCH COAST OF SOMALILAND... ...	
NEW CALEDONIA	
OCEANIA	
MARTINIQUE	
GUADELOUPE	
GUIANA	
ST. PIERRE AND MIQUELON	

N° 2610. — ACCORD [2] PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS ENTRE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 17 JUIN 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 10 AOÛT 1933 DE L'ACCORD CI-DESSUS. MOSCOU, LE 10 FÉVRIER 1933.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 23 octobre 1933.

[1] Vol. CXII, page 21 ; vol. CXVII, page 331 ; vol. CXXX, page 464 ; et vol. CXXXVIII, page 449, de ce recueil.

[2] Vol. CXII, page 101 ; et vol. CXXVI, page 455, de ce recueil.

No. 2610. — PROVISIONAL AGREEMENT [2] FOR THE SETTLEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, JUNE 17, 1928.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION UNTIL AUGUST 10, 1933, OF THE ABOVEMENTIONED AGREEMENT. MOSCOW, FEBRUARY 10, 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, October 23, 1933.

[1] Vol. CXII, page 21 ; Vol. CXVII, page 331 ; Vol. CXXX, page 464 ; and Vol. CXXXVIII, page 449, of this Series.

[2] Vol. CXII, page 101 ; and Vol. CXXVI, page 455, of this Series.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ŒSTERREICHISCHE GESANDTSCHAFT.

MOSCOU, *le* 10 *février* 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Considérant que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse, signé à Téhéran le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929 ;

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Ankara le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930, prorogée une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 août 1930, prorogée une cinquième fois jusqu'au 10 février 1931 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 novembre 1930, prorogée une sixième fois jusqu'au 10 août 1931 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 février 1931, prorogée une septième fois jusqu'au 10 février 1932 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 août 1931, prorogée une huitième fois jusqu'au 10 août 1932 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 février 1932, et prorogée enfin une neuvième fois jusqu'au 10 février 1933 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 août 1932 ;

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure des traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent ;

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement fédéral d'Autriche est d'accord avec le Gouvernement impérial de

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AUSTRIAN LEGATION.

MOSCOW, *February* 10, 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929,

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Ankara on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930, and extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930, and extended a fifth time until February 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on November 10, 1930, and extended a sixth time until August 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on February 10, 1931, and extended a seventh time until February 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on August 10, 1931, and extended an eighth time until August 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on February 10, 1932, and finally extended a ninth time until February 10, 1933, by an exchange of notes which took place at Moscow on August 10, 1932 ;

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion ;

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the afore-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Perse de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 août 1933.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) PACHER.

Son Excellence
Fatoullah Khan Pakrevan,
Ambassadeur extraordinaire, et
Plénipotentiaire de Perse
à Moscou.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

AMBASSADE IMPÉRIALE
DE PERSE.

MOSCOU, *le* 10 *février* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche, signé à Téhéran le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929 ;

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Ankara le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930, prorogée une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 août 1930, prorogée une cinquième fois jusqu'au 10 février 1931 par une échange de notes qui a eu lieu à Rome le 10 novembre 1930, prorogée une sixième fois jusqu'au 10 août 1931 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le

said provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, August 10, 1933.

I should be grateful if you would let me have a like Note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) PACHER.

His Excellency,
Fatullah Khan Pakrevan,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of Persia,
Moscow.

II.

IMPERIAL PERSIAN EMBASSY.

MOSCOW, *February* 10, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929,

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Ankara on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930, and extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930, and extended a fifth time until February 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on November 10, 1930, and extended

10 février 1931, prorogée une septième fois jusqu'au 10 février 1932 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 août 1931, prorogée une huitième fois jusqu'au 10 août 1932 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 février 1932, et prorogée enfin une neuvième fois jusqu'au 10 février 1933 par un échange de notes qui a eu lieu à Moscou le 10 août 1932 ;

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure des traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent ;

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral d'Autriche de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 août 1933.

En vous priant de me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) F. PAKREVAN.

Son Excellence
Monsieur le Dr Heinrich Pacher,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Autriche
à Moscou.

Certifié conforme :

A. Sepahbody,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères.

a sixth time until August 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on February 10, 1931, and extended a seventh time until February 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on August 10, 1931, and extended an eighth time until August 10, 1932, by an exchange of notes which took place at Moscow on February 10, 1932, and finally extended a ninth time until February 10, 1933, by an exchange of notes which took place at Moscow on August 10, 1932 ;

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion ;

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, August 10, 1933.

I should be grateful if you would let me have a like Note to this effect and have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

His Excellency,
Dr. Heinrich Pacher,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Austria,
Moscow.

N° 2721. — CONVENTION [1] ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE RELATIVE A LA CORROBORATION ET A LA LIQUIDATION DES BIENS IMMEUBLES PARTAGÉS PAR LA LIGNE FRONTIÈRE. SIGNÉE A RIGA, LE 25 JANVIER 1931.

PROTOCOLE [2] PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS. SIGNÉ A KAUNAS, LE 15 MAI 1933.

Communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lettonie et de Lithuanie, le 9 novembre 1933.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représenté par Son Excellence M. Roberts LIEPIŅŠ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie en Lithuanie ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, représenté par M. Stasys LOZORAITIS, directeur du Département politique au Ministère des Affaires étrangères,

Sont convenus de ce qui suit :

Prenant en considération :

Que le terme pour la corroboration et la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière entre les deux États, prévu par l'article premier de la Convention conclue entre la Lettonie et la Lithuanie le 25 janvier 1931, expire le 16 mai 1933 ;

Que la corroboration et la liquidation de la plupart des biens immeubles, prévues par l'article premier susindiqué, ne sont pas encore effectuées,

La convention dont il s'agit est prorogée jusqu'au 16 mai 1934, et en conséquence, un délai de trois ans, calculé à partir de l'entrée en vigueur de la convention, est substitué au délai de deux indiqué dans les articles premier, 13 et 14 de ladite convention.

[1] Vol. CXVIII, page 157, de ce recueil.

[2] Entré en vigueur le 24 octobre 1933, jour de l'échange des instruments de ratification à Kaunas.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2721. — CONVENTION [1] BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA RELATING TO THE VERIFICATION AND LIQUIDATION OF IMMOVABLE PROPERTY DIVIDED BY THE FRONTIER LINE. SIGNED AT RIGA, JANUARY 25, 1931.

PROTOCOL [2] RENEWING THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT KAUNAS, MAY 15, 1933.

Communicated by the Latvian and Lithuanian Ministers for Foreign Affairs, November 9, 1933.

[3] TRADUCTION.. — TRANSLATION.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, represented by His Excellency M. Roberts LIEPIŅŠ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia in Lithuania ; and

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, represented by M. Stasys LOZORAITIS, Director of the Political Department at the Ministry of Foreign Affairs,

Have agreed as follows :

Whereas the period laid down in Article 1 of the Convention concluded between Latvia and Lithuania on January 25, 1931, for the verification and liquidation of immovable property divided by the frontier line between the two States expires on May 16, 1933 ; and

Whereas the verification and liquidation for which the said Article 1 provides have not yet taken place in the case of the greater part of the immovable property concerned,

The Convention in question is hereby extended until May 16, 1934, in such manner that a period of three years calculated from the entry into force of the Convention shall be substituted for the period of two years laid down in Articles 1, 13 and 14 of the said Convention.

[1] Vol. CXVIII, page 157, of this Series.

[2] Came into force October 24, 1933, date of the exchange of the instruments of ratification at Kaunas.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Kaunas.

Ce protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et l'effet en expirera le 16 mai 1934.

Fait en double expédition à Kaunas, le 15 mai 1933.

(L. S.) R. LIEPIŅŠ *(paraksts)*.
(L. S.) LOZORAITIS *(paraksts)*.

Pour copie certifiée conforme :
Le Secrétaire général :
Munters.

Riga, le 3 novembre 1933.

The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Kaunas.

The present Protocol shall come into force on the date of the exchange of ratifications, and shall lapse on May 16, 1934.

Done in duplicate at Kaunas May 15, 1933.

(L. S.) *(Signed)* R. LIEPIŅŠ.
(L. S.) *(Signed)* LOZORAITIS.

Pour copie conforme :
K. Bizauskas,
Directeur du Département juridique et administratif.

N° 2733. — CONVENTION [1] POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

ALLEMAGNE ... ... 21 février 1934.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 février 1934.

No. 2733. — CONVENTION [1] FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

GERMANY ... ... February 21, 1934.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 24, 1934.

N° 2734. — CONVENTION [2] RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION

ALLEMAGNE ... ... 21 février 1934.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 février 1934.

No. 2734. — CONVENTION [2] RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

GERMANY ... ... February 21, 1934.

Communicated by the Swiss Federal Council, February 24, 1934.

---

[1] Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 431 ; et vol. CXXXVIII, page 452, de ce recueil.

[2] Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 432 ; et vol. CXXXVIII, page 452, de ce recueil.

[1] Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 431 ; and Vol. CXXXVIII, page 452, of this Series.

[2] Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; and Vol. CXXXVIII, page 452, of this Series.

N° 2816. — CONVENTION [1] DE BERNE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DU 9 SEPTEMBRE 1886, REVISÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET A ROME, LE 2 JUIN 1928.

ADHÉSIONS

TERRE-NEUVE, effective à partir du 11 décembre 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 17 novembre 1933.

Adhésion de la FRANCE et de la TUNISIE, effective à partir du 22 décembre 1933.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, le 25 novembre 1933.

BERNE, *le 22 novembre 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 3 novembre 1933, l'Ambassade de France à Berne nous a fait part de l'adhésion du Gouvernement français à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, revisée à Rome le 2 juin 1928.

L'Ambassade a ajouté ce qui suit :

« Toutefois et conformément à l'article 27, alinéas 2 et 3 de ladite convention, cette adhésion est donnée sous la réserve suivante qui avait déjà été formulée lors de la ratification de la Convention pour la protection littéraire et artistique revisée à Berlin le 13 novembre 1908 : en ce qui concerne les œuvres d'art appliquées à

[1] Vol. CXXIII, page 233 ; vol. CXXX, page 469 ; vol. CXXXIV, page 432 ; et vol. CXXXVIII, page 453, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2816. — CONVENTION [1] OF BERNE FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, SIGNED ON SEPTEMBER 9, 1886, REVISED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908, AND AT ROME, JUNE 2, 1928.

ACCESSIONS.

NEWFOUNDLAND, effective as from December 11, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, November 17, 1933.

Accession of FRANCE and TUNIS, effective as from December 22, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, November 25, 1933.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *November 22, 1933.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

We have the honour to inform Your Excellency that in a Note dated November 3, 1933, the French Embassy at Berne informed us of the French Government's accession to the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, revised at Rome on June 2, 1928.

The Embassy added the following observations :

" However, in accordance with Article 27, paragraphs 2 and 3, of the said Convention, this accession is subject to the following reservation already formulated at the time of the ratification of the Convention for the Protection of Literary and Artistic Works, revised at Berlin on November 13, 1908 : as regards works of

[1] Vol. CXXIII, page 233 ; Vol. CXXX, page 469 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; and Vol. CXXXVIII, page 453, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'industrie, le Gouvernement français restera lié aux stipulations des Conventions de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclues antérieurement à l'Acte de Berlin du 13 novembre 1908.

« Les mots « conclues antérieurement à l'Acte de Berlin du 13 novembre 1908 » ont été ajoutés à la réserve qui accompagnait la ratification de la Convention de 1908. Cette addition a paru indispensable, étant donné que les « Conventions antérieures », dont il était question en 1908, et dont il est encore question aujourd'hui, sont celles qui ont précédé l'Acte de Berlin du 13 novembre 1908, à l'exclusion de cet acte lui-même et que l'expression de « Conventions antérieures », si elle était employée aujourd'hui sans autre précision, semblerait inclure l'Acte de Berlin de 1908.

« Il est entendu qu'en vertu de l'article 26 de la Convention revisée à Rome le 2 juin 1928, ladite convention sera applicable aux colonies françaises, ainsi qu'aux pays de protectorat et territoires relevant du Ministère français des Colonies.

« L'Ambassade a également reçu instruction d'adhérer, au nom de la Tunisie et sous la même réserve qu'elle a formulée en notifiant l'adhésion du Gouvernement français. »

Les adhésions dont il s'agit produiront leurs effets un mois après l'envoi de la présente notification, soit à partir du 22 décembre 1933 (voir Convention de Berne revisée en dernier lieu à Rome, article 25, alinéa 3, appliqué par analogie).

En vous priant de vouloir bien prendre acte de ce qui précède, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération,
SCHULTHESS.

Le chancelier de la Confédération,
KAESLIN.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

art applied to industrial purposes, the French Government will remain bound by the stipulations of the Conventions of the Union for the Protection of Literary and Artistic Works, concluded prior to the Act of Berlin dated November 13, 1908.

" The words ' concluded prior to the Act of Berlin dated November 13, 1908 ', have been added to the reservation accompanying the ratification of the 1908 Convention. This addition appeared to be essential in view of the fact that the ' previous conventions ' mentioned in 1908, and to which reference is also made to-day, are those which preceded the Act of Berlin dated November 13, 1908, the Act itself being excluded, and that if the term ' previous conventions ' were employed to-day without any further explanation, it would appear to include the Berlin Act of 1908.

" It is understood that under Article 26 of the Convention revised at Rome on June 2, 1928, the said Convention will apply to the French colonies and to the protectorates and territories under the authority of the French Colonial Ministry.

" The Embassy has also received instructions to accede to the Convention on behalf of Tunis, subject to the reservation formulated in notifying the French Government's accession. "

The accessions in question will take effect one month after the despatch of the present notification, *i.e.*, as from December 22, 1933 (see Berne Convention, as last revised at Rome, Article 25, paragraph 3, which is applied by analogy).

We shall be glad if you will be good enough to take note of the foregoing.

We have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

SCHULTHESS,
President of the Confederation.

KAESLIN,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

SYRIE et LIBAN, effective à partir du 24 décembre 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 29 novembre 1933.

SYRIA and LEBANON, effective as from December 24, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, November 29, 1933.

N° 2849. — ACCORD [1] RELATIF AUX SIGNAUX MARITIMES. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

RATIFICATIONS

ESPAGNE	3 novembre 1933.
MONACO	3 novembre 1933.

ADHÉSIONS

Colonies françaises et territoires sous mandat français ci-après :

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ...	28 octobre 1933.
AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE ...	
TOGO	
CAMEROUN	
MADAGASCAR	
ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE	
INDOCHINE	
RÉUNION	
CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS	
NOUVELLE-CALÉDONIE	
OCÉANIE	
MARTINIQUE	
GUADELOUPE	
GUYANE	
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	

[1] Vol. CXXV, page 95 ; et vol. CXXXVIII, page 453, de ce recueil.

No. 2849. — AGREEMENT [1] CONCERNING MARITIME SIGNALS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23, 1930.

RATIFICATIONS.

SPAIN	November 3, 1933.
MONACO	November 3, 1933.

ACCESSIONS.

French Colonies and Territories under French mandate as follows :

FRENCH WEST AFRICA	October 28, 1933.
FRENCH EQUATORIAL AFRICA	
TOGOLAND	
CAMEROONS	
MADAGASCAR	
FRENCH SETTLEMENTS IN INDIA ...	
INDO-CHINA	
RÉUNION	
FRENCH COAST OF SOMALILAND	
NEW CALEDONIA	
OCEANIA	
MARTINIQUE	
GUADELOUPE	
GUIANA	
ST. PIERRE AND MIQUELON	

[1] Vol. CXXV, page 95 ; and Vol. CXXXVIII, page 453, of this Series.

N° 2893. — CONVENTION [1] DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE, LE DANEMARK, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS ET LA SUÈDE AVEC PROTOCOLE. SIGNÉS A OSLO, LE 22 DÉCEMBRE 1930.

ADHÉSION

FINLANDE, effective à partir du 13 novembre 1933.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Norvège le 19 décembre 1933.

No. 2893. — CONVENTION [1] OF ECONOMIC RAPPROCHEMENT BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, DENMARK, NORWAY, THE NETHERLANDS AND SWEDEN, WITH PROTOCOL. SIGNED AT OSLO, DECEMBER 22, 1930.

ACCESSION.

FINLAND, effective as from November 13, 1933.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, December 19, 1933.

N° 2931. — CONVENTION [2] RADIOTÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LE BRÉSIL ET LE PÉROU. SIGNÉE A LIMA, LE 31 DÉCEMBRE 1928.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne, le 16 octobre 1933.

No. 2931. — RADIOTELEGRAPH CONVENTION [2] BETWEEN BRAZIL AND PERU. SIGNED AT LIMA, DECEMBER 31, 1928.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne, October 16, 1933.

N° 2933. — ÉCHANGE DE NOTES [3] ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. RIO-DE-JANEIRO, LE 14 JANVIER 1932.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne, le 16 octobre 1933.

No. 2933. — EXCHANGE OF NOTES [3] BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE BRAZILIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, JANUARY 14, 1932.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, October 16, 1933.

[1] Vol. CXXVI, page 341, de ce recueil.
[2] Vol. CXXVII, page 455, de ce recueil.
[3] Vol. CXXVIII, page 21, de ce recueil.

[1] Vol. CXXVI, page 341, of this Series.
[2] Vol. CXXVII, page 455, of this Series.
[3] Vol. CXXVIII, page 21, of this Series.

N° 2945. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF SALVADOR, IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SAN SALVADOR, AUGUST 8, 1931.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION FOR ONE YEAR FROM SEPTEMBER 16, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SAN SALVADOR, AUGUST 23, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 4 janvier 1934.

N° 2945. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU SALVADOR CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SAN-SALVADOR, LE 8 AOUT 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION POUR UN AN, A PARTIR DU 16 SEPTEMBRE 1933, DE L'ACCORD CI-DESSUS MENTIONNÉ. SAN SALVADOR, LE 23 AOUT 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 4, 1934.

BRITISH LEGATION.

No. 50.

I.

SAN SALVADOR, *23rd August*, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the exchange of Notes dated 14th September last between Your Excellency and His Majesty's Minister, Mr. H. A. Grant Watson, by means of which the commercial *modus vivendi* between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of El Salvador of 8th August 1931 was renewed for a period of twelve months from 16th September 1932.

2. I have pleasure in informing Your Excellency, under instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to the prolongation for a further period of twelve months of the above-mentioned commercial agreement.

3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Government of El Salvador of an agreement to this effect, as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force on September 16th, 1933, and shall expire on September 16th, 1934, or simultaneously with the coming into force of a definitive commercial treaty if this should occur before September 16th, 1934.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest regard and esteem.

F. M. SHEPHERD,
His Majesty's Chargé d'Affaires
ad interim.

His Excellency
Dr. Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
National Palace,
San Salvador.

[1] Vol. CXXVIII, page 417, de ce recueil.

[1] Vol. CXXVIII, page 417, of this Series.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

PALACIO NACIONAL.
No. de A. 624. 1.
SP-703-/-L.D. /=/ 1164.

SAN SALVADOR, 23 *de agosto de* 1933.

HONORABLE SEÑOR,

Tengo la honra de acusar recibo a Vuestra Señoría de su muy atenta nota No. 50, de esta fecha, cuyo tenor es el siguiente :

« Excelencia,

» Tengo a honra referirme al cambio de notas fechadas el 14 de septiembre último entre Su Excelencia y el Ministro de Su Majestad, señor H. A. Grant Watson, por medio de las cuales el *modus vivendi* comercial entre el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido de la Gran Bretaña y el Norte de Irlanda y el Gobierno de El Salvador de 8 de agosto de 1931 fue renovado por un período de doce meses a contar del 16 de septiembre de 1932.

» 2. Me es placentero informar a Su Excelencia, conforme con las instrucciones recibidas del Secretario de Relaciones Exteriores de Su Majestad, que el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido conviene en la prolongación por otro período de doce meses del mencionado arreglo comercial.

» 3. En esta virtud, me es honroso manifestar que el Gobierno de Su Majestad está preparado para considerar la presente Nota y la Nota de Su Excelencia que confirme la aceptación por el Gobierno de El Salvador de un convenio de esta naturaleza, como constituyente de un arreglo entre ambos Gobiernos, que surtirá efectos desde el 16 de septiembre de 1933 y terminará el 16 de septiembre de 1934 o simultáneamente con la vigencia de un tratado comercial definitivo que pudiera celebrarse antes del 16 de septiembre de 1934.

» Aprovecho esta oportunidad para renovar a Su Excelencia la seguridad de mi alta estima y consideración.

(f) F. M. SHEPHERD,
Encargado de Negocios ad interim
de S. M. »

En contestación, tengo la honra de comunicar a Vuestra Señoría que el Gobierno de El Salvador acepta en todas sus partes la proposición del Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido de la Gran Bretaña y el Norte de Irlanda, contenida en la nota inserta, sobre que se prorrogue por un año más el *modus vivendi* comercial de que se hace referencia.

En esa virtud, me es grato manifestar a Vuestra Señoría que mi Gobierno, conforme a dicha propuesta, mantendrá en vigor el presente arreglo desde el 16 de septiembre de este año hasta el 16 de septiembre de 1934, si antes de aquella fecha no se ha celebrado un Tratado definitivo sobre el particular.

Ruego a Vuestra Señoría tener la presente nota como una notificación formal del Gobierno de El Salvador, y aceptar el testimonio de mi alta consideración y aprecio.

Miguel Angel ARAUJO.

Honorable señor don Francis Michie Shepherd,
Encargado de Negocios de la Gran Bretaña,
Presente.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

NATIONAL PALACE.
No. A. 624. I.
SP-703-/-L.D. /=/ 1164.

SAN SALVADOR, *August* 23, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 50 of to-day's date as follows :

(See text of Note No. I, page 381, *of this Volume.)*

In reply, I beg to inform you that the Government of Salvador accepts entirely the proposal of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as contained in the above note with regard to the prolongation, for a further period of one year, of the Commercial *Modus Vivendi* referred to.

I have pleasure in informing you that my Government, in accordance with the said proposal will maintain the existing Agreement in force, from September 16 of the present year, until September 16, 1934, unless a definitive treaty on the same subject is concluded before that date.

I beg you to be good enough to consider the present note as a formal notification from the Government of Salvador.

I have the honour, etc.

Miguel Angel ARAUJO.

Francis Michie Shepherd, Esq.,
Chargé d'Affaires of Great Britain,
San Salvador.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 50.

SAN SALVADOR, *le* 23 *août* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à l'échange de notes en date du 14 septembre dernier entre Votre Excellence et M. H. A. Grant Watson, ministre de Sa Majesté, en vertu duquel le *modus vivendi* commercial du 8 août 1931 entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Salvador, a été renouvelé pour une période de douze mois, à compter du 16 septembre 1932.

2. D'ordre du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai le plaisir d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte la prorogation de l'accord commercial susmentionné pour une nouvelle période de douze mois.

3. J'ai donc l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

du Salvador d'un accord dans ce sens, comme établissant entre les deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur le 16 septembre 1933 et viendra à expiration soit le 16 septembre 1934, soit le jour de l'entrée en vigueur d'un traité de commerce définitif, si ce traité est conclu avant le 16 septembre 1934.

Je saisis, etc.

Le Chargé d'Affaires par intérim
de Sa Majesté :
F. M. SHEPHERD.

Son Excellence,
M. Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
Palais national,
San Salvador.

II.

PALAIS NATIONAL.
N° A. 624. I.
SP-703-/-L.D. /=/ 1164.

SAN SALVADOR, *le* 23 *août* 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la Note N° 50, en date de ce jour, ainsi conçue :

(Voir texte de la Note N° I, page 383 *de ce volume.)*

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Salvador accepte intégralement la proposition du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, contenue dans la note ci-dessus et relative à la prorogation pour une nouvelle période d'un an, du *modus vivendi* commercial en question.

Je suis donc heureux de vous faire savoir que mon gouvernement, conformément à ladite proposition, maintiendra en vigueur le présent accord à partir du 16 septembre de l'année en cours jusqu'au 16 septembre 1934, à moins qu'un traité définitif en la matière ne soit conclu avant cette date.

Je vous prie de bien vouloir considérer la présente note comme une notification formelle du Gouvernement du Salvador et d'agréer, etc.

Miguel Angel ARAUJO.

M. Francis Michie Shepherd,
Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
En Ville.

No. 3041. — CONVENTION [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22, 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE CONVENTION. TALLINN, SEPTEMBER 11 and 20, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 novembre 1933.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 62.
943/9 A.

TALLINN, *September* 11, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 15 *(a)* of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22, 1931, the extension of the operation of that convention to the Colonies, Protectorates and Mandated Territories shown in the attached list.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and

[1] Vol. CXXXII, page 231 ; vol. CXXXIV, page 449 ; et vol. CXXXVIII, page 468, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 3041. — CONVENTION [1] ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES AINSI QU'A CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CI-DESSUS. TALLINN, LES 11 ET 20 SEPTEMBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

[2] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 62.
943/9 A.

TALLINN, *le* 11 *septembre* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 *(a)* de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 22 décembre 1931, que l'effet de cette convention est étendu aux colonies, protectorats et territoires sous mandat mentionnés dans la liste ci-jointe.

Cette liste indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires ;

[1] Vol. CXXXII, page 231 ; Vol. CXXXIV, page 449 ; and Vol. CXXXVIII, page 468, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the language in which communications and translations are to be made is English, except in the case of Transjordan where the Arabic language should be used.

In accordance with Article 15 *(b)* of the convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 11th October next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself, Monsieur le Ministre, of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

A. J. HILL.

His Excellency,
Monsieur A. Piip,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie pour laquelle il y aura lieu de faire usage de la langue arabe.

Conformément aux dispositions de l'article 15 *b)* de la convention, les extensions maintenant notifiées entreront en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 11 octobre 1933.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

A. J. HILL.

Son Excellence
Monsieur A. Piip,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

LIST OF BRITISH COLONIES WHICH ARE NOT FULLY SELF-GOVERNING, OF BRITISH PROTECTORATES AND PROTECTED STATES AND OF MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS SIGNED ON THE 22nd DECEMBER, 1931.

Colony	Local Authority
Bahamas	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylon	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.

LISTE DES COLONIES BRITANNIQUES NON AUTONOMES, DES PROTECTORATS ET DES ETATS PROTÉGÉS BRITANNIQUES ET DES TERRITOIRE SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE VOIR S'APPLIQUER LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE CONCLUE AVEC L'ESTONIE, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

Colonies	Autorité locale
Iles Bahama	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
Ile de la Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Iles Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
Honduras britannique	The Registrar - General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylan	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Iles Falkland et dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland, Islands.

Colony	Local Authority
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gold Coast	
(a) Colony	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
(b) Togoland under British Mandate	
(c) Ashanti	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
(d) Northern Territories	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.
Hong Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
Jamaica	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Cayman Islands	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Leeward Islands (Antigua, Dominica, Montserrat, St.Christopher and Nevis, Virgin Islands)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Malay States	
(a) Federated Malay States (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.
(b) Unfederated Malay States	
Johore	General Adviser.
Kelantan	British Adviser
Trengganu	British Adviser.
Brunei	British Resident.
Kedah, Perlis	Legal Adviser, Kedah.
Malta	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.

Colonies	Autorité locale
Iles Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambie (colonie et protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Côte de l'Or :	
a) Colonie	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
b) Togo sous mandat britannique	
c) Achanti	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
d) Territoires septentrionaux	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.
Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
La Jamaïque	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Iles Caïmans	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.
Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands
Kénia (Colonie et Protectorat)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Iles-sous-le-Vent, (Antigoa, La Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis, Iles Vierges)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Etats malais :	
a) Etats malais fédérés ; (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor.)	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.
b) Etats malais non fédérés :	
Johore,	General Adviser.
Kelantan,	British Adviser.
Trengganu,	British Adviser.
Brunei,	British Resident.
Kedah, Perlis,	Legal Adviser, Kedah.
Malte	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
Ile Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.

Colony	Local Authority
Nigeria	
(a) Colony (b) Protectorate (c) Cameroons under British Mandate	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
North Borneo, State of	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (excluding Transjordan)	The Superintendent of Law Courts, Jerusalem, Palestine.
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
South Africa High Commission Territories :	
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Straits Settlements	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Tanganyika Territory	The Registrar of the High Court, Dar es Salaam.
Transjordan	The Minister of Justice, Amman, Transjordan.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Western Pacific Islands of :	
British Solomon Islands Protectorate Gilbert and Ellice Islands Colony	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.

Colonies	Autorité locale
Nigéria :	
a) Colonie, b) Protectorat, c) Cameroun sous mandat britannique	The Chief Justice, Lagos, Nigéria.
Nord Bornéo, Etat du	The Registrar of the High Court, Sandaka, British North Borneo.
Rhodésie septentrionale	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Protectorat du Nyassaland	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (non compris la Transjordanie)	The Superintendent of Law Courts, Jerusalem, Palestine.
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Les Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra-Leone.
Protectorat du Somaliland	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
Territories du Haut-Commissariat de l'Afrique du Sud :	
Bassoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Betchouanaland, (Protectorat du)	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Straits Settlements	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Territoire du Tanganyika	The Registrar of the High Court, Dar Es Salaam.
Transjordanie	The Minister of Justice, Amman, Trans-Jordan.
Ile de la Trinité et Ile Tabago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Iles du Pacifique occidental :	
Protectorat des Iles Salomon britanniques Colonie des Iles Gilbert et Ellice	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.

Colony	Local Authority
Tonga	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
Windward Islands :	
Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Lucia	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Zanzibar Protectorate	The Chief Justice, Zanzibar.

II.

TALLINN, *September* 20th, 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated September 11, 1933, No. 62, notifying me in accordance with Article 15 *(a)* of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22nd, 1931 the extension of the operation of that convention to the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories shown in the list attached to your note.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made is Engish, except in the case of Transjordan where the Arabic language should be used.

In accordance with Article 15 *(b)* of the convention, the extensions so notified by you will come into force one month from the date of your note, that is to say, on the 11th October next.

In taking due notice of the notification, I avail myself, Monsieur le Chargé d'Affaires, of this opportunity to renew to you the assurance of my high consideration.

A. PIIP.

Monsieur A. J. Hill,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires *a. i.*,
Tallinn.

Colonies	Autorité locale
Tonga	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
Iles-du-Vent :	
La Grenade	The Registrar, Supreme Court, Granada.
Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint-Vincent.
Protectorat de Zanzibar	The Chief Justice, Zanzibar.

II.

TALLINN, *le* 20 *septembre* 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 62, en date du 11 septembre 1933, me notifiant, conformément à l'article 15 *a)* de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 22 décembre 1931, que l'effet de cette Convention est étendu aux colonies, protectorats et territoires sous mandat britannique, mentionnés dans la liste jointe à votre note.

Cette liste indique dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de significations ou les commissions rogatoires ; la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie pour laquelle il y aura lieu de faire usage de la langue arabe.

Conformément aux dispositions de l'article 15 *b)* de la convention, les extensions ainsi notifiées entreront en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 11 octobre 1933.

En prenant acte de cette notification, je saisis cette occasion, etc.

A. PIIP.

A Monsieur A. J. Hill,
Chargé d'Affaires *a. i.*,
de Sa Majesté britannique,
Tallinn.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO ST. HELENA AND ASCENSION OF THE OPERATION OF THE ABOVE CONVENTION. TALLINN, SEPTEMBER 25 and 27, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 novembre 1933.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 69.
996/9 A.

TALLINN, *September 25th*, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 *(a)* of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on 22nd December, 1931, the extension of the operation of that convention to St. Helena and Ascension.

The authority in St. Helena and Ascension to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 *(b)* of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on the 25th October next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself, Monsieur le Ministre, of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

A. J. HILL.

His Excellency
Monsieur A. Piip,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION A SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CI-DESSUS. TALLINN, LES 25 ET 27 SEPTEMBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 69.
996/9 A.

TALLINN, *le* 25 *septembre* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 *a)* de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que l'effet de cette convention est étendu à Sainte-Hélène et à l'Ascension.

L'autorité à laquelle devront être adressées à Sainte-Hélène et à l'Ascension les demandes de significations ou les commissions rogatoires est l' « Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena » et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément aux dispositions de l'article 15 *b)* de la convention, l'extension maintenant notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 octobre 1933.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

A. J. HILL.

Son Excellence
Monsieur A. Piip,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE ESTONIENNE.
MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, *September 27th*, 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated September 25th, 1933, No. 69, notifying me, in accordance with Article 15 *(a)* of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on 22nd December, 1931, the extension of the operation of that convention to St. Helena and Ascension.

The authority in St. Helena and Ascension to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 *(b)* of the convention, the extension so notified by you will come into force one month from the date of your note, that is to say, on the 25th October next.

Taking due notice of the notification, I avail myself, Monsieur le Chargé d'Affaires, of this opportunity to renew to you the assurance of my high consideration.

A. PIIP.

Monsieur A. J. Hill,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires, *a. i.*
Tallinn.

II.

RÉPUBLIQUE ESTONIENNE.
MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, *le* 25 *septembre* 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 69 en date du 25 septembre 1933 me faisant savoir, conformément à l'article 15 *a)* de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale signée à Londres le 22 décembre 1931, que l'effet de cette convention est étendu à Sainte-Hélène et à l'Ascension.

L'autorité à laquelle devront être adressées à Sainte-Hélène et à l'Ascension les demandes de signification ou les commissions rogatoires est l' « Acting Chief Justice, Supreme Court St. Helena » et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément aux dispositions de l'article 15 *b)* de la convention, l'extension ainsi notifiée par vous entrera en vigueur un mois après la date de votre note, c'est-à-dire le 25 octobre 1933.

Prenant acte de cette notification, je saisis cette occasion, etc.

A. PIIP.

Monsieur A. J. Hill,
Chargé d'Affaires *ad i.*
de Sa Majesté britannique,
Tallinn.

N° 3118. — PROTOCOLE [1] AUTRICHIEN. SIGNÉ A GENÈVE, LE 15 JUILLET 1932.

SIGNATURE

TCHÉCOSLOVAQUIE . 20 janvier 1934.

Pour le Gouvernement de la RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Rod. KÜNZL-JIZERSKÝ. Quatre millions de schillings autrichiens.

RATIFICATION

PAYS-BAS . . . . . 20 février 1934.

No. 3118. — AUSTRIAN PROTOCOL [1]. SIGNED AT GENEVA, JULY 15, 1932.

SIGNATURE.

CZECHOSLOVAKIA . . January 20, 1934.

For the Government of THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Rod. KÜNZL-JIZERSKÝ. Four million Austrian Schillings.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS . February 20, 1934.

No. 3119. — INTERNATIONAL LOAD-LINE CONVENTION [2]. SIGNED AT LONDON, JULY 5, 1930.

RATIFICATIONS.

Deposit in London :

CHILE . . . . . May 24, 1933.
GERMANY . . . . . September 6, 1933.
POLAND . . . . . September 6, 1933.

ACCESSIONS.

SIAM . . . . . July 11, 1933.
(With effect on October 11, 1933.)
BULGARIA . . . . . September 4, 1933.
(With effect on December 4, 1933.)
FREE CITY OF DANZIG, August 4, 1933.
(With effect on November 4, 1933.)

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 2 novembre 1933 *et le* 4 *janvier* 1934.

[1] Vol. CXXXV, page 285, et vol. CXXXVIII, page 469, de ce recueil.

[2] Vol. CXXXV, page 301, de ce recueil.

N° 3119. — CONVENTION [2] INTERNATIONALE SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1930.

RATIFICATIONS

Dépôt à Londres :

CHILI . . . . . 24 mai 1933.
ALLEMAGNE . . . . 6 septembre 1933.
POLOGNE . . . . . 6 septembre 1933.

ADHESIONS

SIAM . . . . . 11 juillet 1933.
(Avec effet à partir du 11 octobre 1933).
BULGARIE . . . . . 4 septembre 1933.
(Avec effet à partir du 4 décembre 1933).
VILLE LIBRE DE DANTZIG, 4 août 1933.
(Avec effet à partir du 4 novembre 1933).

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933, *and January* 4, 1934.

[1] Vol. CXXXV, page 285, and Vol. CXXXVIII, page 469, of this Series.

[2] Vol. CXXXV, page 301, of this Series.

N° 3127. — CONVENTION[1] INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1929.

ADHÉSION

BULGARIE . . . . . 4 september 1933.
(Effective à partir du 4 décembre 1933.)

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 novembre 1933.

No. 3127. — INTERNATIONAL CONVENTION[1] FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA. SIGNED AT LONDON, MAY 31, 1929.

ACCESSION.

BULGARIA . . . . . September 4, 1933.
(Effective as from December 4, 1933.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

N° 3145. — CONVENTION[2] POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

RATIFICATION

ALLEMAGNE . . . . . 30 septembre 1933.

Communiquée par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations le 19 *janvier* 1934.

No. 3145. — CONVENTION[2] FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12, 1929.

RATIFICATION.

GERMANY . . . . . September 30, 1933.

Communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations, January 19, 1934.

N° 3185. — CONVENTION[3] SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

RATIFICATION

PAYS-BAS . . . . . 16 janvier 1934.
(Y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.)

No. 3185. — CONVENTION[3] ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30, 1931.

RATIFICATION.

THE NETHERLANDS . . January 16, 1934.
(Including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.)

[1] Vol. CXXXVI, page 81, de ce recueil.
[2] Vol. CXXXVII, page 11, de ce recueil.
[3] Vol. CXXXVIII, page 149, de ce recueil.

[1] Vol. CXXXVI, page 81, of this Series.
[2] Vol. CXXXVII, page 11, of this Series.
[3] Vol. CXXXVIII, page 149, of this Series.

No. 119 (a). — CONVENTION[1] CONCERNING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN JAPAN AND INDIA. SIGNED AT TOKIO, AUGUST 29, 1904.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION FOR ONE MONTH, AS FROM OCTOBER 10, 1933, OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LONDON, OCTOBER 7, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Greande-Bretagne, le 2 novembre 1933.

I.

FOREIGN OFFICE,
S. W. 1.

7th October, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India propose that the Convention signed on the 29th August 1904 regarding commercial relations between Japan and India, which is to cease to be in force from the 10th October 1933, shall remain in force for a period of one month from that date, and that during that time the customs duties on goods at present imported into either country from the other shall remain at their present level.

His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India further propose that in the event of a new agreement affecting the commercial relations between Japan and India not having been concluded by November 10th, 1933, an arrangement on the lines proposed above shall be extended for a further reasonable period on terms to be arranged by negotiation between the representatives of the Japanese Government and the Government of India now engaged in discussing the terms of a new commercial agreement.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIII, page 536.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 119 a). — CONVENTION[1] CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE JAPON ET L'INDE. SIGNÉE A TOKIO, LE 29 AOUT 1904.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION POUR UN MOIS A PARTIR DU 10 OCTOBRE 1933 DE LA CONVENTION CI-DESSUS. LONDRES, LE 7 OCTOBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

[2] TRADUCTIONS — TRANSLATIONS

I.

FOREIGN OFFICE.
S. W. 1.

Le 7 octobre 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni et le Gouvernement de l'Inde proposent que la Convention signée le 29 août 1904 au sujet des relations commerciales entre le Japon et l'Inde, qui cessera d'être en vigueur le 10 octobre 1933, soit maintenue en vigueur pendant une période d'un mois à partir de cette date, et que pendant ce temps les droits de douane dont sont frappées les marchandises actuellement importées dans l'un des pays en provenance de l'autre, restent fixés à leurs chiffres actuels.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni et le Gouvernement de l'Inde proposent, en outre, que dans le cas où un nouvel accord affectant les relations commerciales entre le Japon et l'Inde, n'aurait pas été conclu le 10 novembre 1933, tout arrangement conçu dans le sens de la proposition susmentionnée, soit prorogé pour une autre période raisonnable à des conditions qui seront arrêtées par négociations entre les représentants du Gouvernement japonais et du Gouvernement de l'Inde qui s'occupent actuellement de discuter les conditions d'un nouvel accord commercial.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 58.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

If these proposals are acceptable to the Japanese Government I would suggest to Your Excellency that the present Note and Your Excellency's reply to that effect shall be understood as bringing this arrangement into force.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) John SIMON.

His Excellency
Mr. Tsuneo Matsudaira,
His Imperial Majesty's
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary at the Court
of St. James.

Si le Gouvernement japonais agrée ces propositions, je suggère à Votre Excellence que la présente note, ainsi que la réponse de Votre Excellence soient considérées comme donnant effet au présent arrangement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) John SIMON.

A Son Excellence
Monsieur Tsuneo Matsudaira,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de Sa Majesté impériale
auprès de la Cour de St. James.

II.

JAPANESE EMBASSY.

LONDON, *October 7th (8 Showa)*, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note dated the 7th October, 1933, in which you are good enough to inform me as follows :

" I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India propose that the Convention signed on the 29th August 1904 regarding commercial relations between Japan and India, which is to cease to be in force from the 10th October 1933, shall remain in force for a period of one month from that date, and that during that time the customs duties on goods at present imported into either country from the other shall remain at their present level.

" His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India further propose that in the event of a new agreement affecting the commercial relations between Japan and India not having been concluded by November 10th, 1933, an arrangement on the lines proposed above shall be extended for a further reasonable period on terms to be arranged by negotiation between the representatives of the Japanese Government and the Government of India now engaged in

II.

AMBASSADE DU JAPON.

LONDRES, *le 7 octobre (8 Showa)* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 7 octobre 1933, conçue dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde proposent que la Convention signée le 29 août 1904 au sujet des relations commerciales entre le Japon et l'Inde, qui cessera d'être en vigueur le 10 octobre 1933, soit maintenue en vigueur pendant une période d'un mois à partir de cette date, et que pendant ce temps les droits de douane dont sont frappées les marchandises actuellement importées dans l'un des pays en provenance de l'autre, restent fixés à leurs chiffres actuels.

» Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde proposent, en outre, que dans le cas où un nouvel accord affectant les relations commerciales entre le Japon et l'Inde, n'aurait pas été conclu le 10 novembre 1933, un arrangement conçu dans le sens de la proposition susmentionnée, sera conclu pour une autre période raisonnable à des conditions qui seront arrêtées par négociations entre les représentants du Gouvernement japonais et du Gouverne-

discussing the terms of a new commercial agreement.

" If these proposals are acceptable to the Japanese Government I would suggest to Your Excellency that the present Note and Your Excellency's reply to that effect shall be understood as bringing this arrangement into force ."

In reply thereto, I beg to state that the Japanese Government agree to these proposals and to your suggestion that the present exchange of Notes shall be understood as bringing this arrangement into force.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient servant,

T. MATSUDAIRA.

The Right Honourable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O.,
His Britannic Majesty's
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs.

ment de l'Inde qui s'occupent actuellement de discuter les conditions d'un nouvel accord commercial.

» Si le Gouvernement japonais agrée ces propositions, je suggère à Votre Excellence que la présente note, ainsi que la réponse de Votre Excellence soient considérées comme donnant effet au présent arrangement. »

En réponse à ce qui précède, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement japonais agrée ces propositions ainsi que votre suggestion tendant à ce que le présent échange de notes soit considéré comme donnant effet à cet accord.

Veuillez agréer, etc.

T. MATSUDAIRA.

Le Très Honorable
Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O.,
Secrétaire d'Etat pour
les Affaires étrangères.

No. 120 *(a)*. — DECLARATION [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND DENMARK REGARDING RECIPROCAL RELIEF TO BE GIVEN, IN CERTAIN CASES, TO DISTRESSED SEAMEN. SIGNED AT LONDON, JULY 25, 1883.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABROGATION, AS FROM OCTOBER 1, 1934, OF THE ABOVEMENTIONED DECLARATION, IN THE RELATIONS BETWEEN DENMARK AND ICELAND, ON THE ONE PART, AND GREAT BRITAIN, ON THE OTHER PART. LONDON, SEPTEMBER 15 AND OCTOBER 27, 1933.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 24 février 1934.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 568.

N° 120 *a)*. — DÉCLARATION [1] ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE DANEMARK CONCERNANT L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE DONNÉE DANS CERTAINS CAS AUX MARINS DÉLAISSÉS. SIGNÉE A LONDRES, LE 25 JUILLET 1883.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ABROGATION, A PARTIR DU 1er OCTOBRE 1934, DE LA DÉCLARATION CI-DESSUS, DANS LES RAPPORTS ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE, D'UNE PART, ET LA GRANDE-BRETAGNE, D'AUTRE PART. LONDRES, LES 15 SEPTEMBRE ET 27 OCTOBRE 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, February 24, 1934.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 77.

I.

No. 226/1933.
Ref. 61. D. 6.

15th *Sept.* 1933.

SIR,

With further reference to your note No. K. 7866/5226/215 of the 17th July last, I have the honour to inform you that His Majesty the King of Denmark and Iceland on the 5th instant has sanctioned a proposition of the Danish Minister for Foreign Affairs that the Anglo-Danish Declaration of 25th July, 1883, regarding the mutual relief of distressed seamen in certain cases, shall remain in force only until the 30th September 1934 inclusive, also in so far as the Declaration relates to Iceland.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant.

(Signed) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

The Right Honourable
Sir John Simon,
G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.,
Secretary of State
for Foreign Affairs.

Pour copie conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères,
Copenhague, le 10 février 1934.

Bent Fritz Falkenstjerne.
Chef du Département politique et juridique du Ministère des Affaires étrangères.

II.

FOREIGN OFFICE.
S. W. 1.

No. K. 10790/5226/215.

27th *October*, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 226/1933 ref : 61.D.6 of the 15th

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

N° 226/1933.
Ref. 61. D.6.

Le 15 *septembre* 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant de nouveau à votre note N° K. 7866/5226/215, du 17 juillet dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande a approuvé le 5 de ce mois une proposition du Ministre des Affaires étrangères du Danemark tendant à ce que la Déclaration anglo-danoise du 25 juillet 1883 concernant l'assistance réciproque donnée dans certains cas aux marins délaissés ne reste en vigueur que jusqu'au 30 septembre 1934 inclus, et ce également dans la mesure où la déclaration vise l'Islande.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P.-F. AHLEFELDT-LAURVIG.

Le Très Honorable
Sir John Simon,
G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.
Secrétaire d'Etat
pour les Affaires étrangères.

II.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.

N° K. 10790/5226/215.

Le 27 *octobre* 1933.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note No. 226/1933, ref. : 61.D. 6, du 15 du

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ultimo in which you were good enough to inform me that His Majesty the King of Denmark and Iceland, had, on the 5th instant, sanctioned a proposition of the Danish Minister for Foreign Affairs regarding the termination of the Anglo-Danish Declaration of July 25, 1883, relating to the mutual relief of distressed seamen.

2. I have taken note that the effect of this denunciation is that the Declaration will remain in force until September 30, 1934 and that it relates to both Denmark and Iceland.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

(For the Secretary of State) :

(Sd.) D. J. SCOTT.

Count P. F. Ahlefeldt Laurvig, G.C.V.O., etc., etc., etc.

mois dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande avait, le 5 du même mois, approuvé une proposition du Ministre des Affaires étrangères du Danemark relative à l'abrogation de la Déclaration anglo-danoise du 25 juillet 1883 concernant l'assistance réciproque des marins délaissés.

2. J'ai pris acte du fait qu'en vertu de cette dénonciation, la déclaration ne restera en vigueur que jusqu'au 30 septembre 1934 et que les effets de ladite dénonciation s'étendent à la fois au Danemark et à l'Islande.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) D. J. SCOTT.

Le comte P. F. Ahlefeldt-Laurvig, G.C.V.O., etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères,
Copenhague, le 10 juin 1934.

Bent Fritz Falkenstjerne.

Chef du Département politique et juridique du Ministère des Affaires étrangères.

ERRATUM

Volume CXXXV.

Page 287, 4e ligne.

Au lieu de :

« December 13, 1932 »

Lire :

« December 31, 1932 ».

Volume CXXXV.

Page 287, 4th line.

Instead of :

" December 13, 1932 "

Read :

" December 31, 1932 ".

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)